



CENTRO DE CONVENCIONES
CARTAGENA DE INDIAS

XXV CONGRÈS DE L'IS
CARTHAGÈNA,
COLOMBIE
2-3-4 MARS 2017

INTERNATIONALE SOCIALISTE

Du XXIV au XXV Congrès

Rapport du Secrétaire général

Publié par
l'Internationale Socialiste
PO Box 67973
Londres
SW4 4DU
Royaume-Uni

Du XXIV au XXV Congrès

Des conséquences néfastes de la crise financière à l'approfondissement des conflits dans diverses régions du monde, notre Internationale a été, au cours des quatre dernières années, un mouvement international qui, avec dévouement, persévérance et conviction, n'a jamais renoncé à croire fermement en un monde meilleur.

En effet, témoin d'une économie devenue plus inégale dans différentes parties du monde, et à l'échelle mondiale, des rudes réalités actuelles auxquelles sont confrontés de nombreux États où les populations souffrent des ravages de guerres cruelles juste sous nos yeux, et des menaces mondiales telles que les changements climatiques ou le terrorisme, tandis que nous observons les déplacements forcés d'êtres humains à grande échelle, l'Internationale Socialiste n'a pas cessé, au cours de ces dernières années, de défendre les valeurs et les principes qui définissent notre mouvement.

Avec la démocratie en son cœur, notre organisation a été en mesure de définir des priorités et développer et mettre en œuvre de nombreuses initiatives à travers les continents, peuples et cultures, déployant de sérieux efforts en vue de contribuer à la résolution des conflits et à la paix, défendre les libertés et les droits pour tous, et faire avancer la vision d'une économie plus juste et égalitaire qui offre des perspectives d'avenir à tous. Tout en élargissant la portée et les visions de notre mouvement, nous avons renforcé le caractère mondial et international de notre organisation.

Ces dernières années, nous avons également fait face à de nouveaux défis, tels que l'émergence d'une vision étriquée dans certains pays, qui donnent la priorité à l'intérêt personnel, à l'individualisme et aux réponses simples apportées aux questions mondiales interconnectées avec une approche purement nationale. À une époque où le multilatéralisme est une cible, les organisations telles que l'Internationale Socialiste ont acquis plus d'importance en œuvrant comme plateforme pour faire entendre nos voix collectivement et tracer ensemble le chemin à parcourir.

Le XXVe Congrès définit bien les priorités de notre mouvement à l'heure actuelle. Il s'agit de la Paix, et de la défense des libertés et des droits qui la préservent. Il s'agit d'Égalité et de la construction de sociétés qui devraient être plus justes et plus inclusives. Il s'agit de la Solidarité, qui garantisse des perspectives d'avenir à tous, et enfin, il s'agit de façonner un avenir plus humain pour nous tous.

Dans les pages qui suivent, se reflètent quelques-uns des moments de notre parcours collectif du XXIVe au XXVe Congrès.

Luis Ayala
Secrétaire général

XXIV Congrès

XXIV Congrès de l'Internationale Socialiste, le Cap

Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité

30 août - 1 septembre 2012



Le XXIV Congrès de l'Internationale Socialiste s'est réuni au Cap, Afrique du Sud, les 30 août – 1 septembre, sous le titre «Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité». Rassemblant des leaders et délégués de partis membres du monde entier, y compris un nombre de chefs d'Etat et de gouvernement et d'invités spéciaux, des représentants de 130 partis et organisations ont participé à l'événement.

Le Congrès a été accueilli par le Congrès national Africain (ANC) lors de l'année du centenaire de sa fondation. Cela fut le premier Congrès dans l'histoire de l'Internationale à avoir lieu en Afrique.

L'ordre du jour a inclus quatre thèmes clés qui sont d'une importance centrale aujourd'hui pour l'Internationale Socialiste: «Pour une économie avec des emplois, la croissance et la protection sociale: la réponse social-démocratique à la crise financière»; «La lutte pour les droits et libertés: renforcer la démocratie représentative et gagner des nouvelles démocraties dans le monde»; «Pour un chemin commun vers la paix, la durabilité et la coopération: le besoin de garantir le multilatéralisme»; «Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité parmi les peuples et entre les nations».

Le Congrès s'est ouvert par une minute de silence observé en mémoire de John Atta Mills, feu président du Ghana, source d'inspiration et dont le travail reste un témoignage des réussites du mouvement social-démocrate dans le continent.

Introduisant les débats, le Président de l'IS George Papandreou a remercié les hôtes et exprimé sa gratitude pour l'accueil et le sourire chaleureux d'hospitalité que les membres avaient reçus au Cap.

Le Vice-président de l'Afrique du Sud et de l'ANC, Kgalema Motlanthe, a ouvert le Congrès avec un discours de bienvenue. Il a remercié George Papandreou, le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, et tous les délégués et invités présents, au nom de l'ANC de sa nation démocratique, de tenir la réunion en Afrique. Il a exprimé ses remerciements pour le soutien constant de l'IS dans les luttes du peuple africain contre le colonialisme et le racisme, soulignant l'importance du fait que cette réunion ait lieu durant la

célébration du centenaire de l'ANC. Il a fait remarquer la similitude entre les fondements de l'ANC et de l'IS, tous les deux inspirés par le désir de changer le monde pour le mieux, pour la liberté, la justice sociale et la solidarité. L'ANC, dit-il, attache une grande importance à l'internationalisme, travaillant avec d'autres organisations démocratiques dans la poursuite d'une renaissance du continent africain.

Les défis auxquels nous faisons tous face aujourd'hui, expliquait-il, incluaient la réduction du contrôle des richesses par les sociétés transnationales, l'homogénéisation des médias et la réforme d'un système affaibli de gouvernance globale. Exhortant le Congrès de se rassembler pour trouver une claire voie commune pour aller de l'avant sur ces questions, il a fait appel à l'IS de maintenir sa force pour la mobilisation du mouvement progressiste mondial pour un monde meilleur et une Afrique meilleure. Il a conclu en mentionnant une expression courante en Afrique du Sud «travailler ensemble, en solidarité, nous pouvons faire plus».



Ensuite, George Papandreou a tenu son discours d'ouverture. Il a reconnu les luttes de l'ANC, louant sa direction de ne jamais baisser les bras et les braves femmes et hommes d'Afrique qui continuent de porter un profond sentiment d'espoir et de vigueur pour le changement. «Nous sommes honorés d'être ici», dit Papandreou «pour célébrer avec vous les 100 ans de lutte qui ont porté leurs fruits sous la direction inspirée de Nelson Mandela».

Papandreou a continué en soulignant l'importance des valeurs et de l'engagement de l'Internationale Socialiste de sa création

jusqu'à notre plateforme mondiale actuelle. Rappelant les événements politiques qu'il avait vécus dans sa jeunesse, il a fait remarquer l'inspiration que l'IS a offerte aux sociaux-démocrates tout au long de son histoire. Nous devons continuer de lutter pour le changement, traiter les problèmes de l'économie mondiale et restructurer le marché pour répondre aux besoins de tous, dit-il. Rappelant aux participants que la crise économique de 2008 n'aurait pas dû avoir lieu, il a souligné la nécessité de garantir la protection des générations futures, des ressources durables et d'un monde libre de conflits. L'IS doit continuer de travailler, dit Papandreou, «pour réussir à transformer notre économie mondiale en une économie avec une gouvernance démocratique et un règlement qui sert notre peuple, pour une société mondiale juste».

Pour une économie avec des emplois, la croissance et la protection sociale: la réponse social-démocratique à la crise financière

Le premier thème principal du Congrès a été introduit par un discours significatif sur l'état de l'économie mondiale par Elio Di Rupo, Premier ministre de Belgique et Vice-président de l'IS. Di Rupo a expliqué que nous avons perdu le contrôle du secteur financier, ce qui causait des dégâts énormes à l'économie réelle. De plus, dit-il, cela avait lieu en toute impunité. Les marchés boursiers étaient capables de détruire des entreprises et supprimer tout emploi dans une fraction de secondes, et sans supervision le secteur financier se trouvait dans la spéculation complète. Ceci constitue un des plus grands défis contemporains pour le mouvement progressiste, soulignait-il. Les Etats et gouvernements, Di Rupo remarqua, ne devaient pas être subordonnés aux marchés financiers. Le seul moyen pour garantir une plus grande justice sociale et retrouver la prospérité était de prendre le contrôle. Il a stipulé que des réformes réfléchies devaient être appliquées au secteur financier ce qui pouvait seulement être atteint en évitant les politiques libérales et conservatrices qui risquaient de nous mener au chaos social.

Pour contribuer à ce thème très pertinent, Phil Angelides, des démocrates des Etats Unis et Président de la Commission d'enquête sur la crise financière des Etats-Unis, a donné un discours suscitant la réflexion sur les causes profondes de la crise financière et du pouvoir continu du secteur financier actuel. Les taux de chômage mondiaux, dit-il, montraient clairement que les conséquences de la crise étaient loin d'être surpassées. Angelides a mis en garde qu'il était à présent impératif que l'histoire ne soit pas réécrite par les conservateurs, souhaitant dissocier leurs pratiques de marchés du blâme et d'impliquer que le krach aurait

pu arriver à n'importe quel moment, ou être un résultat de dépenses excessives pour la protection sociale. Le krach, expliquât, était dû à une prise de risques sans pitié au détriment des gens innocents. Nous devons à présent garantir un meilleur règlement des marchés et plus de responsabilité et de plus, pour traiter à la fois l'économie mondiale et le changement climatique, investir dans l'efficacité énergétique pour une économie verte. Un système économique véritablement démocratique avec des opportunités et la justice sociale pour tous peut être atteint, conclu, si nous étions capables de tirer les leçons d'erreurs commises auparavant.

Le Congrès a ensuite entendu une contribution de Ségolène Royal, Vice-présidente de l'IS (PS, France). D'autres discours ont été donnés par Trevor Manuel, Ministre de planification de l'Afrique du Sud; Kemal Kılıçdaroğlu, Vice-président de l'IS et leader du CHP, Turquie; Alfred Gusenbauer Vice-président de l'IS (SPÖ, Autriche), Sergei Stanishev, Président du PSE; Beatriz Paredes, Vice-présidente de l'IS (PRI, Mexique); Hannes Swoboda, Président du Groupe S&D au Parlement européen; Ouafa Hajji, nouvelle Présidente de l'IS des Femmes; Carlos Eduardo Vieira da Cunha, Vice-président de l'IS (PDT, Brésil); Fatallah Oualalou, ancien Ministre de la finance et de l'économie du Maroc (USFP, Maroc); Manuel Laguarda (PS, Uruguay); Purificación Causapié (PSOE, Espagne); Ousmane Tanor Dieng, Vice-président de l'IS (PS, Sénégal); Christoph Zöpel (SPD, Allemagne); Liu Jieyi, Vice-Ministre (CPC, Chine); Svetlina Yolcheva (PBSD, Bulgarie); Manuel Rosales, leader du UNT, Venezuela; et Rafael Michelini, Président du NE, Uruguay.

Suite aux discussions sur le premier thème, une résolution établissant les priorités de l'IS a été adoptée à l'unanimité. La résolution a souligné qu'un manque d'action allait ralentir la croissance économique mondiale, agrandir les inégalités entre les pays, et menacer le progrès et la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU. L'IS soutient une approche progressiste et intégrée de la crise, où les inquiétudes financières, économiques, sociales et environnementales ont une importance égale. De plus, les responsables de la crise doivent assumer leur responsabilité pour la rectification de ses conséquences. Une stratégie fiscale plus progressiste stabiliserait l'économie et protégera l'avenir, et cela peut être atteint à travers des instruments de financement tels que l'introduction de la taxe sur les transactions financières. Il a été reconnu de nouveau que l'austérité ne peut pas être le remède à la crise, mais qu'au lieu, un nouveau paradigme est nécessaire pour garantir la croissance et protéger l'économie contre des attaques spéculatrices. Un règlement transparent et efficace doit être assuré dans le secteur bancaire et une nouvelle architecture financière mondiale multipolaire devrait soutenir ces objectifs, réduire l'injustice et garantir l'équité entre les générations.

Elections

Après les discussions sur le premier thème, les membres de l'IS au Congrès ont pris part à un processus électoral qui a été introduit pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale Socialiste.

Suite aux décisions prises par le Conseil lors de la réunion de San José, Costa Rica en janvier 2012, le processus électoral allait être formel, compétitif et ouvert à tous les membres de plein droit de l'Internationale Socialiste étant en règle avec les conditions statutaires. Les candidats enregistrés allaient être élus par scrutin secret.

L'élection du Président a eu lieu en premier. Président George Papandreou, l'unique candidat, a été réélu à l'unanimité à main levée et il a gracieusement accepté le vote pour la continuation de sa présidence.

Les votes pour les postes de Secrétaire général et Vice-présidents ont suivi. Les candidats au poste de Secrétaire général étaient l'actuel Secrétaire général de l'IS Luis Ayala et Mona Sahlin, du SAP, Suède, Vice-présidente de l'IS. Tous les deux candidats ont d'abord pris la parole pour une présentation au Congrès, détaillant leurs ambitions et objectifs pour l'avenir de l'organisation.

Les partis membres ont émis leurs votes pour les postes de Secrétaire général de l'IS et de Vice-présidents dans une urne. Ceci a été supervisé par une Commission électorale composée de représentants de tous les continents: Ibrahim Boubacar Keita, ancien Premier ministre du Mali, Martín Torrijos, ancien Président du Panama, Sénateur Mian Raza Rabbani, du PPP, Pakistan, Achim Post, Secrétaire international du SPD, Allemagne, et Tero Shemeikka, Secrétaire international du SDP, Finlande qui présidait la commission. Une

fois les votes comptés par la commission, Tero Shemeikka a annoncé les résultats. Luis Ayala a été réélu avec la majorité des votes, qu'il a chaleureusement acceptés. Ayala a adressé ses remerciements à Mona Sahlin pour son engagement dans l'IS.

Trente-trois Vice-présidents ont été élus d'un bulletin de vote comprenant des candidats de toutes les régions à travers un système garantissant une représentation géographique équitable ainsi que la représentation des genres tels que stipulé dans les statuts. Le Congrès a mandaté le prochain Conseil d'élire trois Vice-présidents pour les trois postes ouverts subsistant au Présidium.

La lutte pour les droits et libertés: renforcer la démocratie représentative et gagner des nouvelles démocraties dans le monde

Le Congrès a continué le deuxième jour avec le prochain thème principal, renforcer la démocratie. Le débat a commencé par un discours d'ouverture spécial du Président de la République du Sud et de l'ANC, S.E. Jacob Zuma. Le Président a chaleureusement accueilli et remercié tous les membres présents, exprimant son honneur que l'Afrique du Sud accueille cet événement et la fierté qu'il ait lieu lors du centenaire de l'ANC. Il a été particulièrement reconnaissant de la solidarité dont les partis membres de l'IS ont fait preuve envers les masses sud-africaines opprimées durant la lutte contre l'oppression coloniale et l'apartheid. Confirmant l'importance du Congrès, il a expliqué qu'une réponse efficace à tous les défis discutés durant cet événement, conformément au thème de la conférence, allait ouvrir la voie à notre objectif commun d'un nouvel internationalisme et d'une nouvelle culture de solidarité.



Jacob Zuma a examiné les effets négatifs de la mondialisation pour illustrer cela. Bien que la mondialisation ait produit des effets profondément positifs, elle avait également causé des conséquences particulièrement néfastes. Trois quarts de la population mondiale étaient devenus victimes du processus de la mondialisation et souffraient à présent de la pauvreté et inégalité grandissantes. Sous les scénarios politiques et économiques actuels le fossé entre riches et pauvres s'est agrandi, et les nations sont plus vulnérables aux conflits militaires. Pour aborder cela, il a souligné que des solutions durables et un

multilatéralisme démocratique étaient nécessaires, plutôt que l'unilatéralisme grandissant qui pouvait être observé aujourd'hui. L'Internationale Socialiste, dit-il, a été vitale dans la poursuite de ces objectifs, favorisant l'unité et faisant de grandes avancées dans toutes les régions du monde, y compris le continent africain.

Sur le thème de la démocratie, Navinchandra Ramgoolam, Premier ministre et leader du parti travailliste mauricien, s'est adressé au Congrès, donnant un discours sur les processus démocratiques pour lesquels il avait lutté dans son pays. D'autres contributions précieuses ont été faites par Marian Lupu, Viceprésident de l'IS et leader du PDM, Moldova; Sukhbaataryn Batbold, ancien Premier ministre de Mongolie (MPP, Mongolie); Stefan Löfven, Président du SAP, Suède; Yasmine Durate (ANC, Afrique du Sud); Mian Raza Rabbani (PPP, Pakistan); Juan Moscoso del Prado (PSOE, Espagne); Mohamed Ghaleb Ahmed Alsaqladi (YSP, Yémen); Ibrahima N'Diaye (ADEMA-PASJ, Mali); Zharmakhan Tuyakbay, Président du OSDP, Kazakhstan; Zita Gurmai, Présidente du PSE Femmes; Marcelo Stubrin (UCR, Argentine); Kofi Awoonor (NDC, Ghana); Omar Barboza (UNT, Venezuela); Kalla Ankourao (PNDS, Niger); Gaoussou Touré (RPG, Guinée); Denis MacShane (Parti travailliste, Grande Bretagne); Bachir Sayed (Polisario Front, Sahara occidental); Wenceslao Mansogo (CPDS, Guinée équatoriale); Beatriz Talegón, Secrétaire générale de IUSY; Nouzha Chekrouni, Vice-présidente de l'IS (USFP, Maroc); Ahmed Ould Daddah, Vice-président de l'IS et leader du RFD, Mauritanie; Khalid Azizi (KDP, Iran); Martin Ziguélé (MLPC, République Centrafricaine); Umut Oran (CHP, Turquie); Chantal Kambiwa, Vice-présidente de l'IS (SDF, Cameroun); Gia Jorjoliani (SDD, Géorgie); et Pia Locatelli (PSI, Italie).

Sur le deuxième thème principal du Congrès une résolution a été adoptée à l'unanimité qui souligne l'engagement de renforcer davantage la démocratie à travers le monde. Elle développe qu'actuellement plus de 1,5 milliards de gens – près d'un quart de la population mondiale – continuent de souffrir quotidiennement de répressions de l'Etat, réitérant l'engagement de l'IS de défier les régimes non-démocratiques. Le soutien a été promis aux nations du printemps arabe comme la Tunisie, le Yémen, la Libye, le Maroc, la Syrie et la Bahreïn. En Afrique, le soutien a été exprimé aux efforts démocratiques au Niger, en Guinée, au Sénégal et en Zambie, tandis qu'une profonde inquiétude a été déclarée au sujet de la Guinée équatoriale et de la Guinée-Bissau. Au Mali, l'IS a exprimé son plein soutien à ses partis membres dans la restauration de la démocratie et leurs efforts d'assurer l'intégrité et l'unité de la nation. En Mauritanie, l'IS a dénoncé encore une fois que ses citoyens étaient privés de leur droit à des élections libres et démocratiques, appelant au rétablissement intégral des droits de ses citoyens. En Europe, il a été fait appel encore une fois à la pression internationale pour garantir la libération de tous les prisonniers politiques en Belarus, où le leader social-démocratique Mikalai Statkevich, ancien candidat présidentiel reste en prison. D'autres sources de préoccupation sont les restrictions démocratiques en Ukraine, en Géorgie, en Turquie et en Russie. Le soutien a été réitéré au nouveau membre de plein droit de l'IS, Une Russie Juste. La vive préoccupation au sujet du « coup parlementaire » au Paraguay a été exprimée avec l'appel de soutenir ceux dans le pays à la recherche de la démocratie, et une mission de l'IS a été annoncée pour visiter le Venezuela afin d'observer les élections présidentielles en octobre et où les partis membres de l'IS et d'autres forces partageant les mêmes points de vue participent en coalition avec un candidat unique.

Pour un chemin commun vers la paix, la durabilité et la coopération: le besoin de garantir le multilatéralisme

Nkosazana Dlamini-Zuma, nouvelle Présidente élue de la Commission de l'Union Africaine, a donné un discours liminaire sur le troisième thème principal du Congrès. Parlant de l'importance du multilatéralisme, elle a décrit comment l'humanité pouvait trouver des solutions aux problèmes communs à travers la coopération. Rendant hommage au travail des Nations unies, Dlamini-Zuma a observé qu'elles représentent «la plus grande réussite collective de l'humanité». Elle a souligné que les Nations unies, et les institutions de Bretton Woods devaient figurer en tête de l'ordre du jour et qu'en défendant et renforçant les Nations unies nous pouvions faire avancer un multilatéralisme inclusif. Il n'y avait jamais eu de meilleur moment pour avancer le changement, expliquât-elle, et nous devons nous unir à présent autour de ces questions, comme nous l'avons fait pour la crise de la dette et l'isolation de l'apartheid. L'approche multilatérale à laquelle elle faisait appel allait confronter l'injustice et promouvoir la paix, puisque le développement n'est pas durable sans la justice. Elle a accentué la différence que pouvait faire l'Internationale Socialiste en promouvant et garantissant le multilatéralisme et a conclu en reconnaissant le sentiment d'urgence que le congrès de l'IS devait transmettre, de traduire nos mots en actions et de placer nos valeurs sur le devant de la scène.

Le Congrès a reçu d'autres contributions sur l'importance du multilatéralisme et d'un monde durable de Satyaurat Chaturvedi (Congrès national indien); Hermes Binner (PS, Argentine); Sergey Mironov, leader d'Une Russie Juste, Russia; Nabeel Shath (Fatah, Palestine); Avshalom Vilan (Meretz, Israël); Mustafa Bargouthi (PNI, Palestine); et Hikmet Mohammed Kareem (PUK, Iraq).

Sur ce thème une résolution a été adoptée, soulignant la nécessité des efforts multilatéraux pour construire une société durable, prospère, juste et pacifique. Dans ce texte, un nombre des questions régionales sont incluses et parmi elles, la profonde préoccupation a été exprimée sur la situation en Syrie, où le régime d'Assad refuse d'accepter le changement, appelant à la fin des hostilités et le début d'un processus de transition vers la démocratie mené par les Syriens. Une solution juste, globale et durable du conflit palestino-israélien a été soutenue et l'IS a de plus décidé de réinstaurer le groupe de travail spécial sur la question kurde pour avancer et protéger les droits, la sécurité et l'amélioration des conditions de vie du peuple kurde conformément au droit international.

La situation au Sahara occidental a également été traitée parmi les questions abordées dans la résolution, reflétant l'engagement de l'Internationale dans la recherche d'une solution juste, pacifique et durable à ce conflit. D'autres thèmes inclus dans la résolution étaient la situation en Chypre et le conflit des îles Falkland/Malouines.

Pour un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité parmi les peuples et entre les nations

Le thème final du Congrès a renforcé les discussions tenues durant cet événement. Ibrahim Boubacar Keita, ancien Premier Ministre du Mali et leader du RPM, Mali; João Ribeiro (PS Portugal); Lise Christoffersen (DNA, Norvège); Viviana Piñeiro (IUSY); Pendukeni Iivula-Ithana, Vice-présidente de l'IS et Secrétaire générale du SWAPO, Namibie; Gültan Kisanak, Co-présidente du BDP, Turquie; Nicos Hadjistephanou (EDEK, Chypre); et Esther Mordoch (Meretz, Israël).



Les contributions ont souligné qu'un internationalisme renouvelé devrait assurer le changement progressiste, répandre la démocratie, augmenter la sécurité coopérative, partager les fardeaux collectifs et renforcer les institutions internationales. Appelant à une plus grande gouvernance mondiale, il n'a pas seulement été souligné que les organisations telles que le

FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce devaient être renforcées, mais qu'il y avait également un besoin de réformes sociales et culturelles. Le besoin d'avancer vers un nouvel internationalisme donnera suite à des systèmes politiques plus responsables, à la démocratie et la liberté pour le peuple tel que souligné par l'ancien premier ministre Keita, ou le besoin de plus de politique étrangère et moins d'affaires étrangères tel que soutenu par Ribeiro.

Le Congrès a réaffirmé le besoin de donner la priorité à l'approche de la solidarité quand on faisait face aux défis tels que les conséquences de la crise financière, inégalités mondiales grandissantes et l'abus des droits de l'homme et des libertés à travers le monde. «Un nouvel internationalisme et une nouvelle culture de solidarité», en conclusion, constituent ensemble le pilier central non seulement pour trouver des solutions aux problèmes actuels, mais également pour promouvoir les nouvelles opportunités et le développement pour chaque pays. En somme, ce nouvel internationalisme et cette nouvelle culture de solidarité forment le chemin et la condition pour parvenir à une société juste et mondiale de droits et de libertés pour tous.

Le Congrès a confirmé les décisions d'adhésion prises par les Conseils lors de la période entre les deux Congrès et adopté des changements aux statuts pour refléter les décisions sur la réforme de l'IS convenu par le précédent Conseil tenu au début de l'année au Costa Rica. Le Congrès a également décidé de donner le pouvoir au prochain Conseil de prendre des décisions sur l'adhésion prenant pleinement effet dans la période actuelle entre deux Congrès.

A la fin du Congrès, le Président Jacob Zuma s'est adressé au Congrès avec un discours d'adieux, soulignant le rôle grandissant de l'Afrique dans le monde. Il exprimé sa conviction que l'IS allait fournir encore plus de leadership en déterminant dans quel genre de monde démocratique nous pouvions vivre et que sa voix sera entendu à présent plus que jamais.

A la clôture du Congrès, George Papandreou a remercié tous les membres pour leurs contributions constructives et vitales au débat. Nous allons continuer, dit-il, à être actifs sur la scène mondiale, et créer un plus grand dialogue et une meilleure entente. L'Internationale Socialiste est plus forte que jamais et cela a été démontré par la démocratie interne lors de ce Congrès.

Présidium

Réunion du Présidium de l'IS aux Nations unies durant les débats de l'AGNU

26 septembre 2012



La réunion annuelle de membres du Présidium de l'IS aux Nations unies en conjonction avec les débats de l'Assemblée générale a eu lieu cette année au siège de l'ONU à New York, le mercredi 26 septembre. Des membres du nouveau Présidium, élus seulement quelques semaines auparavant, au XXIV Congrès de l'IS en Afrique du Sud,

étaient d'avis au Cap que cette initiative mise en œuvre ces dernières années devrait être maintenue malgré le court laps de temps, compte tenu de l'opportunité que ces réunions présentent à la fois d'avoir une incidence sur les thèmes principaux de l'agenda global traité par les Nations unies et pour des échanges directs avec d'autres membres de l'IS au gouvernement également présents à New York à ce moment.

La réunion s'est concentrée sur trois thèmes principaux: Les réponses à la crise financière des institutions internationales, organisations régionales, groupes de nations et pays individuels; Des politiques communes de gouvernements progressistes pour soutenir les priorités sociales et économiques dans le climat financier actuel; et Définir des priorités et emphases sur l'agenda mondial concernant la sécurité, la démocratie et la durabilité.

Les membres du Présidium participant à la réunion ont inclus le Président de l'IS **George Papandreou**, qui a présidé la réunion, le Secrétaire général, **Luis Ayala**, et les Vice-présidents **Victor Benoit**, Union des sociaux-démocrates haïtiens, **Nouzha Chekrouni**, USFP, Maroc; **Ahmed Ould Daddah**, RFD, Mauritanie; **Ousmane Tanor Dieng**, PS, Sénégal; **Marcelo Ebrard Casaubón**, PRD, Mexique; **Alfred Gusenbauer**, SPÖ, Autriche; **Eero Heinäluoma**, SDP, Finlande; **Pendukeni Ilvula-Ithana**, SWAPO, Namibie; **Chantal Kambiwa**, SDF, Cameroun; **Beatriz Paredes**, PRI, Mexique; **Henry Ramos**, AD, Venezuela; **Sékolène Royal**, PS, France; Première ministre **Portia Simpson-Miller**, PNP, Jamaïque; **Miguel Vargas Maldonado**, PRD, République dominicaine **Martín Torrijos**, PRD, Panama; et **Ouafa Hajji**, Présidente de l'ISF. Le Présidium a été rejoint par S.E. Président **Hifikepunye Pohamba** de Namibie, **Zlatko Lagumdzija**, Ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine; **Maite Nkoana-Mashabane**, Ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud; et **Hina Rabbani Khar**, Ministre des Affaires étrangères du Pakistan; **Alicia Bárcena**, Secrétaire exécutive d'ECLAC; **José Miguel Insulza**, Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains et **Nkosazana Dlamini-Zuma**, Présidente élue de la Commission de l'Union africaine.

Le travail de l'Internationale depuis 2008 sur la crise financière et ses différentes phases a été souligné, en particulier le travail effectué par la Commission sur les Questions financières mondiales de l'IS, les différentes réunions de Conseils et de comités régionaux, qui ont tous abordé cette question. Lors des contributions sur ce thème, les participants ont noté que le changement espéré dans le système financier, le secteur bancaire et les pratiques liées aux origines de la crise attendait d'être vu, et que la position de l'IS adopté au Congrès du Cap avait été fortement réaffirmée et saluée par d'autres dans le système de l'ONU.

S'appuyant sur le travail fait par différents organismes de l'IS et reflété dans les diverses déclarations faites depuis le début de la crise, il a été considéré comme important à ce stage de se concentrer dans cette prochaine période sur notre réponse politique à la crise économique et de travailler pour garantir sa mise en œuvre. A cet égard, il y avait un fort soutien pour l'idée d'entamer des discussions avec des institutions financières internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et des banques de développement régionales, et de plus, faire avancer notre agenda progressiste parmi nos leaders, nos membres et nos amis au sein du G20.

Il a été observé que le monde était très différent à présent de ce qu'il avait été il y a quelques années seulement, alors que la crise a continué d'évoluer, et aujourd'hui la situation était la plus complexe en Europe, soulevant des questions fondamentales sur quel genre de système nos sociétés étaient-elles basées, et le besoin d'avoir un système qui est productif, qui génère des emplois et l'égalité. Il a été observé que nous faisons face à une crise structurelle profonde et qu'un nouveau mode de pensée était nécessaire.

Il a également été noté que les principaux moteurs économiques, les Etats-Unis, la Chine et l'Europe, souffraient le plus dramatiquement de la crise avec le chômage et la perte de marchés constituant une menace d'instabilité supplémentaire. Les répercussions de la crise financière sur d'autres régions du monde qui ne souffrent pas directement du même ralentissement économique, tel que l'Amérique latine et l'Afrique, où des insécurités sociales ou politiques existent, ont suscité des inquiétudes. Dans l'intérêt de préserver ou de gagner des nouvelles démocraties, il a été dit que des mesures devaient être promues pour combattre la corruption, le trafic de drogue, la mafia et le terrorisme, ainsi que des programmes pour fournir de l'aide aux partis politiques qui en ont besoin. Un agenda se concentrant sur l'égalité a également été souligné comme un domaine clé de travail méritant l'attention de l'IS dans la période à venir, et la vulnérabilité particulière des femmes et des jeunes a été soulignée une fois de plus, surtout là où il n'existe qu'un accès limité à l'éducation et aux opportunités.

Les participants ont également souligné le besoin de donner priorité au renforcement du dialogue interculturel, la promotion de la solidarité et la coopération sud-sud.

Apporter la paix et la démocratie à des régions de conflit a également été traitée, notamment la situation au Sahel et dans des parties du monde arabe. La force traditionnelle de l'Internationale Socialiste dans la gestion de conflits régionaux a été soulignée par les participants et il y avait un large soutien pour l'IS d'entreprendre des activités dans ce sens. Comme il avait été convenu au Congrès, l'IS va établir un groupe d'action sur la Syrie et assumera également un rôle en ce qui concerne le conflit au Mali, en contact avec ses partis membres dans ce pays. Des initiatives de l'IS entreprises en conjonction avec les Nations unies ont été saluées sur des questions clés de l'agenda mondial, dans l'intérêt du multilatéralisme tel que souligné lors du Congrès au Cap, y compris ces réunions annuelles du Présidium au siège des Nations unies à New York en connexion avec les débats de l'Assemblée générale.

Se réunissant à la suite du XXIV Congrès de l'IS, des membres du Présidium ont commenté sur son succès et leur satisfaction sur la manière démocratique et transparente dont le Congrès avait été réalisé. S.E. Jacob Zuma, Président de l'Afrique du Sud et membre du Présidium, et l'ANC ont été remerciés pour leur hospitalité d'avoir accueilli le Congrès. Désireux de s'appuyer sur ce succès, il a été noté que le prochain Conseil de l'IS allait avoir lieu dans la première partie de 2013, soit à la fin janvier ou en février. A ce moment là, les divers comités et groupes de travail pour cette période entre deux congrès seront établis et les priorités de leur travail établies.

Pakistan

L'IS condamne l'attaque par balles d'une jeune écolière

11 octobre 2012

L'Internationale Socialiste est profondément choquée et consternée par l'attaque brutale par balles de Malala Yousafzai, 14 ans, par des terroristes au Pakistan. Malala, de Mingora, Swat, est une militante pour l'éducation et les droits des femmes et filles. L'IS envoie ses meilleurs vœux et soutien à Malala et sa famille, en espérant qu'elle récupère rapidement.



Secrétaire Général de l'IS avec Malala Yousafzai, Siège des Nations Unies, New York, 2013

L'IS exprime également sa solidarité entière avec le gouvernement du Pakistan et le Parti du peuple du Pakistan et soutient tous leurs efforts et leur engagement sans faille pour combattre le terrorisme et protéger les droits et libertés du peuple pakistanais.

L'IS défend fortement les droits des filles et femmes à l'éducation et condamne cette activité terroriste méprisable, ainsi que l'intimidation et victimisation d'enfants.

Deux membres des talibans ont pris Malala pour cible en rentrant de l'école. Elle a été touchée par balle dans la tête et la nuque tout en étant entouré d'autres enfants dans le bus de l'école. Malala a survécu l'attaque et se trouve actuellement en soins intensifs dans un hôpital à Rawalpindi.

Monténégro

Elections parlementaires 2012

17 octobre 2012

L'Internationale Socialiste félicite chaleureusement nos deux partis membres au Monténégro, le Parti des Socialistes Démocratiques du Monténégro (DPS) et le Parti Social-Démocrate de Monténégro (SDPM), des résultats des élections parlementaires du 14 octobre. Les votes leur permettront, avec les autres membres de la coalition et de nouveaux partenaires, de former le prochain gouvernement du Monténégro.

L'IS est fière des réussites de nos camarades du Monténégro qui ont permis un progrès et l'avancée continue dans l'établissement d'une société qui, basée sur les valeurs et principes que nous partageons, offre aujourd'hui plus d'opportunités et des meilleures perspectives pour l'avenir de tous leurs citoyens.

Le DPS et SDPM peuvent compter sur l'Internationale Socialiste dans la suite de leur parcours et nous nous réjouissons de continuer à travailler ensemble pour nos objectifs communs de renforcer et faire avancer la social-démocratie.

UIP

L'IS à la 127ème Assemblée de l'Union interparlementaire à Québec

23 octobre 2012



Des membres de parlements de partis membres de l'IS provenant de différents continents accrédités à la 127ème Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), qui a eu lieu dans la ville de Québec du 21-26 octobre 2012, ont tenu une réunion informelle le 23 octobre convoquée par l'Internationale Socialiste pour échanger des points

de vue sur l'ordre du jour et le travail de l'Assemblée et sur l'établissement d'un réseau social-démocratique dans le cadre de l'UIP et de ses 155 parlements membres.

Présents à la réunion étaient des parlementaires d'Afrique du Sud, Australie, Belgique, Botswana, Canada, Cap-Vert, Chypre, Espagne, Maroc, Mongolie, Mozambique, Namibie, Niger, Nouvelle-Zélande, Palestine, Pakistan, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Tanzanie, Turquie, Royaume-Uni, et du Venezuela. La réunion a été présidée par le Secrétaire général de l'IS.

Les parlementaires ont saisi l'occasion pour présenter un bref aperçu de quelques sujets de préoccupation. Ceux-ci comprenaient des questions concernant les développements politiques dans leurs pays, et dans certains cas, affectant le travail de leurs parlements, là où les parlementaires étaient sujets à des restrictions. Parmi celles-ci se trouvait la situation en Mongolie, où des membres du parlement du MPP, un parti membre de l'IS, se voyaient refusé le droit à un caucus parlementaire et où des problèmes démocratiques résultant des dernières élections existent. Des cas touchant des parlementaires emprisonnées de Turquie et de Palestine ont également été soulignés; la menace du terrorisme sur les gens et les institutions politiques dans certains pays, comme par exemple au Pakistan où le PPP, parti membre de l'IS, défend la démocratie; la violation de droits de l'homme, des questions concernant les genres ou la sexualité, ou l'existence du manque de respect pour le travail des parlementaires, y compris dans des démocraties établies. Il a également été souligné que dans de trop nombreux cas la gestion de l'économie et le flux des capitaux érodaient la démocratie et les objectifs social-démocratiques. Tels étaient les défis que les parlementaires sociaux-démocrates à travers le monde entier cherchaient à surmonter.

Il y avait un fort sentiment parmi les participants qu'au côté des groupes parlementaires régionaux bien établis à l'UIP, il était important que les parlementaires sociaux-démocrates de tous les continents devaient continuer de se rassembler et de poursuivre les efforts pour renforcer la dimension politique de leur travail au sein de l'UIP. La reconnaissance de cette dimension politique était confirmée par le fait que, répondant positivement à notre requête, l'UIP avait accordé un statut officiel à l'Internationale Socialiste au sein de son organisation.

Les participants étaient également désireux de maximiser le potentiel de l'UIP et des opportunités qu'elle offrait pour renforcer les idéaux de la démocratie parlementaire au niveau mondial, et à cette fin sont convenus de développer le plus largement possible le réseau de membres de parlements de notre famille politique contribuant ainsi au travail de l'UIP, à la fois dans le contenu et la direction.

Dans ce contexte, il a été signalé que parfois une augmentation des positions fondamentalistes dans les assemblées de l'UIP pouvait être observée, et donc aucune avancée substantielle ne pouvait être faite sur

des questions de priorité pour nos partis, tels que l'égalité entre les genres et d'autres droits. Il a de plus été considéré par certains que des questions de procédures au sein de l'UIP pourraient également être abordées.

Dans des domaines de préoccupation particulière et où les droits humains des parlementaires étaient remis en question, il y avait un appui général pour des initiatives utiles de l'UIP telles que l'envoi d'une mission d'enquête ou d'autres visites ou déclarations publiques, qui toutes devaient être encouragées.

L'élaboration des ordres du jour des assemblées de l'UIP, visant par exemple 2014, a été suggérée comme un point d'attention pour les parlementaires de notre famille politique et à être inclus dans les prochaines discussions de ce groupe. Celles-ci pourraient peut-être se concentrer sur une question principale comme sujet général, par exemple le système économique actuel, dont les effets négatifs minent la démocratie et les meilleurs idéaux de l'UIP.

Les participants ont exprimé leur enthousiasme sur la continuation de ces réunions informelles comme un forum utile, et sur le développement d'un réseau mondial de parlementaires travaillistes et sociaux-démocrates. Il a été convenu qu'à l'avance de la prochaine réunion en conjonction avec l'assemblée de l'UIP, devant avoir lieu à Quito en mars 2013, le secrétariat de l'IS allait consulter les membres en vue d'identifier les questions à débattre.

En plus de cette réunion informelle à Québec, une discussion fructueuse sur un nombre de questions concernant le travail de l'UIP et nos propres ambitions et contributions pour préserver les idéaux de l'UIP a également eu lieu entre le Secrétaire général de l'IS avec le Président de l'UIP, Abdelwahed Radi.

Moyen-Orient

La violence doit cesser

18 novembre 2012

La violence persistante impliquant Gaza et Israël, et son coût de vies humaines et de victimes civiles, est une source de grande inquiétude pour l'Internationale Socialiste.

Le gouvernement israélien et le Hamas doivent tous les deux assumer leur part de responsabilité dans cette nouvelle escalade de violence ne causant pas seulement plus de souffrance mais qui met en péril la situation précaire dans la région et ne sert les intérêts ni de l'un ou de l'autre.

Dans ces temps difficiles, l'Internationale Socialiste exprime sa solidarité avec les civils de Gaza qui subissent les conséquences de ces hostilités ainsi qu'avec les citoyens israéliens qui souffrent des menaces d'attaques de roquettes.

Israël et la Palestine ont tous les deux droit à un Etat sûr et de vivre en paix au sein de frontières reconnues et mutuellement acceptées.

Ceci sont les fondamentaux pour parvenir à la paix. C'est le seul chemin pour avancer pour les Israéliens et les Palestiniens, et les événements des derniers jours rendent la paix de plus en plus difficile et lointaine. C'est pourquoi les roquettes du Hamas doivent cesser et pourquoi les attaques israéliennes doivent se terminer, y compris les menaces d'une invasion terrestre qui ne causerait que plus de morts parmi les israéliens et palestiniens, plus de souffrance et de conséquences humanitaires.

La communauté internationale, y compris les voisins régionaux, doivent faire peser leur influence sur le gouvernement israélien et la direction du Hamas pour qu'ils reconnaissent le besoin urgent d'un cessez-le-feu avant que la situation ne dégénère dans un conflit plus large.

En effet, de notre point de vue, le manque d'horizon politique pour la paix, d'un cadre adéquat pour les négociations entre Israéliens et Palestiniens ont exacerbé et renforcé les questions non résolues. Les dernières trois années et demi surtout ont été des années gaspillées dans la quête de la paix. La communauté mondiale doit engager les deux côtés, Israël et la Palestine, avec vigueur pour régler ce conflit de longue date.

L'Internationale Socialiste ne cessera jamais dans ces efforts.

Moyen-Orient

L'Internationale Socialiste salue le vote de l'ONU sur le statut palestinien

30 novembre 2012

L'Internationale Socialiste salue chaleureusement la décision historique prise la nuit dernière aux Nations unies d'accorder le statut d'Etat observateur non-membre à la Palestine avec un écrasant vote de 138 voix en faveur, 9 contre et 41 abstentions. Elle présente ses sincères félicitations au Président Mahmoud Abbas et au peuple palestinien pour cet accomplissement capital.

Clairement, le monde veut et a besoin d'une solution à deux Etats négociée et pacifique du conflit israélo-palestinien et l'IS souhaite vivement que cette décision donnera un nouvel élan au processus de paix et mènera à la reprise rapide du dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Nous exhortons les deux côtés de saisir l'occasion et de s'engager sérieusement et rapidement pour mettre à profit cette étape historique et d'en faire un catalyseur pour la paix, pour le bien de leurs peuples, la région et le monde.

L'IS se réjouit du jour où un Etat palestinien indépendant prendra la place qui lui revient parmi la communauté des nations, vivant en paix aux côtés d'Israël, tous les deux au sein de frontières sûres et mutuellement reconnues.

Changement Climatique

Doha

12 décembre 2012



La Conférence des Nations unies sur les Changements climatiques, COP18/CMP8 qui a eu lieu cette année à Doha, Qatar, s'est terminée le week-end dernier. Les négociations ont été prolongées dans un effort de

parvenir une décision positive impliquant toutes les parties, cependant, une fois de plus, nous avons assisté à une COP malheureusement dépourvue de toute décision significative sur le changement climatique, une des questions les plus sérieuses auxquelles l'humanité doit faire face actuellement.

Ceci démontre une fois de plus le manque de volonté politique d'affronter ce défi. Le refus de certains gouvernements de donner la priorité au changement climatique et ses conséquences expose la vaste insuffisance d'une gouvernance mondiale efficace et le mépris des obligations morales. Sans volonté politique, pas d'action politique.

Les négociations lors de la Conférence de l'année dernière, le sommet de la COP17/CMP7 à Durban, ont initié la Plateforme de Durban Pour une Action Renforcée. Ce mandat a été donné pour étayer les plans pour un nouvel accord contraignant engageant tous les pays à réduire les gaz à effets de serre, devant être formalisé en 2015 et entrer en vigueur en 2020. Il est impératif que ce plan avance au-delà de la table des négociations pour devenir un traité collectif solide, efficace et pleinement opérationnel, et d'importants progrès dans cette direction auraient dû avoir lieu à Doha. Un plan de travail et un calendrier de réunions ont été organisés pour avoir lieu durant les trois prochaines années afin d'avoir un texte de négociations prêt en mai 2015. Néanmoins, il est fortement décevant qu'un consensus pour une date d'achèvement antérieure n'ait pas pu être trouvé, tenant compte de l'urgence énorme de la question.

Malgré l'opposition de certains Etats, une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto a été décidée, qui prolongera l'accord du 1 janvier 2013 jusqu'à fin 2020. Or, l'accord n'est soutenu par quelques nations majeures et ne couvre que 15 pour cent des émissions globales. Le Protocole, étant actuellement le seul traité contraignant sur le changement climatique existant, fournit un cadre à l'obligation de réduire les émissions et souligne la responsabilité historique des pays développés de mener le chemin dans cette question. Ceci est une nécessité qui a été soulignée de nouveau par de nombreux intervenants à la conférence, y compris par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon.

Les nations en développement sont, comme nous le savons, non seulement vulnérables aux effets du changement climatique mais sont sérieusement affectées par les émissions d'autres pays. Elles manquent malheureusement de capacité et de ressources pour l'atténuation et l'adaptation, et ont rapporté à la COP18 que le financement était devenu la question cruciale.

Le financement était une des questions cruciales entravant le progrès à Doha. Il est extrêmement préoccupant que les pays développés n'aient pris aucun engagement substantiel malgré le fait d'avoir reconnu leur responsabilité. Lors de la COP15 à Copenhague en 2009, les nations développées s'étaient engagées à financer un fonds de 20 milliards de dollars par an d'ici 2020, mais il n'y a aucune évidence dans les résultats de Doha que cet engagement sera tenu. Des avancées ont été faites depuis la COP17 sur le fonds vert pour le climat et des contributions financières ont été promises par différents pays afin de garantir le fonctionnement du fonds. Toutefois, bien qu'il ait été convenu qu'une partie significative du financement multilatéral allait passer par le fonds, sans cela il sera inutile.

Dans l'année depuis le dernier sommet, des catastrophes environnementales telles que des ouragans, des inondations et des sécheresses sont survenues à un rythme alarmant et avec une force croissante. En 2012 des inondations extrêmes sont survenues dans le monde entier, et particulièrement en Afrique et en Asie. En septembre 2012, des scientifiques ont signalé que les calottes glaciaires dans la mer arctique s'étaient réduites à des niveaux sans précédent. Selon leurs prévisions, dans quatre ans, ces calottes glaciaires auront complètement fondues dans les mois d'été, signifiant une «catastrophe mondiale». En octobre 2012, l'ouragan Sandy, le plus grand ouragan atlantique observé, a dévasté une partie des Caraïbes et le nord-est des Etats-Unis, faisant 253 morts dans sept pays sur son passage. Un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2012 suggère que les ouragans et cyclones d'une telle ampleur deviendront plus fréquents et qu'il est très probable que les vagues de chaleurs augmenteront.

Ces événements environnementaux récents ont eu un effet catastrophique sur des nations et un exemple des plus frappants est celui du typhon Bopha qui a balayé les Philippines pendant que des délégués ont tenu des discussions sans succès à la COP18. En décrivant la destruction causée par le typhon, le négociateur en chef de la délégation philippine a fait un appel plein d'émotions aux leaders mondiaux de faire face à la dure réalité, en demandant que 2012 entre dans la mémoire comme l'année où le monde a trouvé le courage pour trouver la volonté de prendre ses responsabilités pour l'avenir que nous souhaitons. Comme il dit: «si pas nous, alors qui? Si pas maintenant, quand alors? Si pas ici, alors où?»

Le changement climatique ne peut pas être ignoré. Du déplacement de personnes aux pénuries sévères d'eau et de nourriture, les dégâts se multiplient devant nous. Un traité international pour réduire de manière substantielle les émissions et fournir des mesures d'atténuation et d'adaptation pour aider à faire face au changement de l'environnement est un instrument vital pour garantir la survie de la planète Terre.

Une action efficace pour empêcher l'augmentation de la température mondiale de plus de 2°C, l'objectif fixé par l'accord de Copenhague en 2009 pour limiter le réchauffement de la planète, se fait attendre depuis longtemps. Les promesses faites à Doha pour réduire les émissions sont insuffisantes pour cet objectif, et il est évident à présent que l'objectif de 2°C pourrait s'avérer inatteignable. L'échéance du nouveau traité proposé de 2020, ou 2015 au mieux, veut dire que les résultats de tout nouvel engagement se matérialiseront beaucoup trop tard. Si nous ne sommes pas capables d'atteindre l'objectif d'une limite à 2°C, nous nous retrouvons face à un avenir absolument incertain.

Comme l'Internationale Socialiste l'a préconisé, l'objectif clé doit être une croissance basée sur les technologies à faible teneur en carbone et une utilisation efficace de l'énergie. Les politiques pour contrer la crise financière actuelle doivent être liées à des politiques qui luttent contre le changement climatique. Il n'y a pas de choix entre la protection de l'environnement de la planète et le rajeunissement de l'économie mondiale. Ces deux tâches sont étroitement liées et devraient être accomplies lorsqu'elles seront abordées ensemble. Il est essentiel que plus de financement aille vers la recherche et l'innovation sur des nouveaux modèles pour parvenir à un développement durable. Telle est une étape décisive pour lutter contre le changement climatique. Comme l'a souligné l'IS dans son rapport «D'une Économie à haute teneur en carbone vers une Société à faible teneur en carbone», nous avons l'objectif partagé de parvenir à une société à faible teneur en carbone avec la justice sociale en son centre. Ceci concerne chaque pays puisque la survie de chaque pays en dépend.

Les pays émettant le plus de gaz à effet de serre doivent prendre leurs responsabilités. Des sujets de désaccord tels que la disparité entre les pays sur les niveaux d'action, de financement et de crédits excédentaires doivent être traités rapidement. L'Internationale Socialiste réitère le besoin d'un engagement fort de la part de la communauté internationale pour forger la volonté politique nécessaire pour lutter contre le changement climatique et s'unir maintenant pour agir afin de garantir un monde durable.

Egypte

L'agenda démocratique inachevé

21 décembre 2012

L'Internationale Socialiste continue de suivre près les développements en Egypte. Le week-end dernier le Président Morsi a organisé le référendum sur une nouvelle constitution pour le pays, malgré le profond désaccord de partis de l'opposition et de manifestations de rues continues qui ont déjà fait plusieurs morts. Ce week-end verra la conclusion de ce vote.

Des groupes d'opposition avaient fait appel à Morsi de reporter le référendum après avoir fortement critiqué le projet de constitution. Précédant ces événements, un décret avait été publié début décembre par le Président Morsi lui octroyant des pouvoirs irrévocables ce qui a choqué le peuple égyptien et la communauté internationale. Ceci a été suivi par sa décision de précipiter le référendum sur le projet controversé de la nouvelle constitution, et, bien que Morsi ait invité des partis de l'opposition à la table et promis de révoquer son décret, son refus de reporter le référendum s'est heurté au rejet du dialogue. L'IS est profondément troublée par le fait que malgré le manque d'accord, le vote s'est poursuivi sans processus de consultation approprié sur une question aussi fondamentale.

Le vote sur le référendum a de plus entraîné des rapports d'irrégularités extensives, y compris le manque de supervision impartiale, des bureaux de vote fermant plus tôt que prévu, et, dans certains cas, des femmes ont rapporté avoir eu des difficultés pour pouvoir voter. Si, selon l'interprétation donnée des résultats partiels jusqu'à présent, la constitution sera acceptée de justesse, les rapports d'irrégularités, ainsi que le

faible taux de participation, indiqueraient un résultat qui est loin d'être réellement représentatif de la volonté du peuple.

L'Internationale Socialiste appelle ainsi à ce que des efforts sérieux soient faits pour reprendre le chemin du dialogue pour sauver les avancées pour la démocratie à ce moment important dans l'histoire de l'Egypte. Les nouvelles fondations politiques égyptiennes doivent être démocratiques dans leur construction et garantir les droits et libertés de tout le peuple, quel que soit leur religion, croyance ou genre. Les pertes de vie ou blessés supplémentaires parmi les gens qui défendent leurs droits dans la rue est absolument inacceptable.

Après la perte de plus de 800 vies dans les soulèvements de 2011, il est impératif de ne pas oublier les causes pour lesquelles ces courageux Egyptiens ont lutté, ou de perdre l'élan dans la consolidation des avancées démocratiques. L'Internationale Socialiste, qui a salué avec enthousiasme le changement amené par la révolution, et qui continue de soutenir tous ceux qui luttent pour un véritable Etat démocratique, réitère sa solidarité avec tous ceux qui partagent les idéaux et principes de la social-démocratie en Egypte aujourd'hui et tous ceux qui continuent de se mobiliser et restent engagés dans la défense des objectifs démocratiques de la révolution.

Mali

En soutien de la paix et la démocratie au Sahel

16 janvier 2013

L'Internationale Socialiste continue à être engagée dans le soutien des efforts de ses partis membres au Mali, l'ADEMA-PASJ de SE Dioncounda Traoré Président intérim du Mali et le RPM dirigé par Ibrahim Boubacar Keita dans la défense des institutions démocratiques du pays, son intégrité territoriale et la sécurité de ses citoyens.

En ces temps difficiles pour le Mali, sous la menace de forces rebelles et terroristes, l'Internationale Socialiste se félicite et soutient pleinement les efforts multilatéraux pour aider le gouvernement malien, y compris ceux de la CEDEAO et de l'Union Africaine, et la résolution 2085 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui concerne l'établissement de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). Nous reconnaissons et saluons la volonté déclarée et la disponibilité de pays d'Afrique répondant aux appels de fournir des troupes, ainsi que l'assistance rapide du Président de la République française, SE François Hollande, et de son gouvernement, avec le soutien des membres du Conseil de sécurité des Nations unies, d'aider à protéger le territoire du Mali de l'occupation, la perturbation et la violence.

Les rapports concernant le Mali du Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés sur le nombre croissant des gens déplacés et de l'organisation humanitaire médicale internationale Médecins sans frontières sur le nombre de blessés sont une grande source de préoccupation pour notre organisation.

Tout en soulignant notre solidarité avec tous les peuples dans la région du Sahel, notre Internationale continue de rester ferme dans son soutien des efforts de SE Président Mahamadou Issoufou et notre parti membre le PNDS de la République du Niger, pays voisin, de consolider les institutions démocratiques et de faire sortir son peuple de la pauvreté. Nous soutenons également les efforts de notre parti membre en Mauritanie, le RFD, dirigé par Ahmed Ould Daddah, qui est engagé pour faire avancer les exigences pour des élections libres et justes, pour commencer une nouvelle ère de démocratie dans ce pays.

L'Internationale Socialiste a été en contact avec ses partis membres de la région du Sahel ces derniers jours et a entrepris de tenir une discussion globale sur ces questions lors de la prochaine réunion du Conseil qui aura lieu à Cascais, Portugal les 4-5 février, comme point d'urgence. Nos discussions incluront des

échanges sur la meilleure manière de contribuer efficacement à ces efforts internationaux, en soutien de la paix et la démocratie au Mali ainsi que pour la sécurité dans la région entière.

Conseil

Réunion du Conseil de l'IS au Portugal

4-5 février 2013



L'Internationale Socialiste a tenu sa réunion du Conseil à Cascais, Portugal, les 4-5 février, la première réunion depuis le XXIV Congrès qui a eu lieu au Cap, Afrique du Sud en septembre dernier. L'événement a été accueilli par le Parti socialiste portugais, le parti membre dans ce pays.

Sous le thème principal « L'économie mondiale: notre vision pour la croissance, l'emploi et un développement durable » le Conseil a rassemblé près de 300 participants de 100 délégations, y compris de leaders et représentants de partis membres de l'IS du monde entier, ainsi que des invités spéciaux.

Le Président de l'IS George Papandreou a tenu un discours d'introduction remerciant le parti hôte pour leur accueil chaleureux et leur hospitalité. Parlant sur le thème principal du Conseil, il a souligné que la solidarité et le dialogue étaient nécessaires, surtout en vue de la crise mondiale actuelle. Il a noté qu'une Europe conservatrice, une Europe devenant plus introvertie, soucieuse, nationaliste, serait une Europe vouée à l'échec. Une Europe progressiste était nécessaire pour éradiquer les effets négatifs du conservatisme et pour surmonter l'austérité. Sur les questions d'ordre mondial, il a souligné la pertinence de l'IS dans les défis mondiaux d'aujourd'hui, ajoutant que des nouvelles politiques étaient nécessaires «dans un monde avec un équilibre du pouvoir mondial entièrement nouveau».

Dans une déclaration d'ouverture, António José Seguro, le leader du parti hôte et un Vice-président de l'IS, a souhaité la bienvenue aux participants, exprimant son plaisir d'accueillir cet événement et d'amener la famille de l'IS au Portugal. Il dit que le débat économique au Conseil était essentiel du fait que la question était si étroitement liée avec les gens. Le socialisme inspirait l'espoir, des idéaux, des idées de paix, de dignité et de solidarité, et un monde plus développé. La réunion du Conseil, continua-t-il, était destinée à



faire avancer le terrain d'entente sur ce débat, cherchant à renforcer les priorités de la majorité de nos citoyens. Rappelant un proverbe africain, il dit: «Si tu veux aller vite, marche seul. Si tu veux aller loin, marche en compagnie». Il conclut que cela était le seul moyen d'avancer, en solidarité, et en construisant une fraternité sociale qui ne laissait personne pour compte.

Sur les différents aspects du thème principal «La crise de la zone euro: à partir d'ici, quelle voie suivre?» et «Les économies émergentes et en

développement dans une stratégie de «sortie de crise» le Conseil a entendu différentes perspectives et points de vue de représentants de partis membres de l'IS et de partis et invités de différents continents et régions: de partis européens à l'intérieur et à l'extérieur de la zone euro, de chaque pays des BRICS, y compris des intervenants spécialement invités du Parti du Congrès national indien et de Chine, des économies émergentes et de pays en développement, et des Etats-Unis, Professeur Richard Parker de Harvard, Directeur politique du Comité national démocratique.

Une déclaration sur l'économie mondiale a été adoptée qui souligne les évaluations du Conseil et qui est basée sur cinq principes fondamentaux de l'Internationale Socialiste. Le premier, la solidarité, appelle à un nouvel accord international pour garantir que le commerce mondial soit équitable pour tout le monde. Le deuxième, l'égalité, exhorte les gouvernements à une coordination mondiale pour l'égalité entre et parmi les nations, à travers les classes, races et genres, et de distribuer équitablement la richesse privée et réduire les inégalités salariales dans tous les pays. Le troisième, un nouvel internationalisme, propose la création d'une nouvelle série mondiale d'accords, la restructuration de l'OMC pour recycler les profits commerciaux partant des importants écarts de salaire vers une sécurité de revenu mondiale authentique, ainsi qu'un nouveau régime du FMI et de monnaie mondiale basé sur un système «bancor» multilatéral synthétique conçu par Keynes lui-même. Le quatrième, la transparence, afin d'assurer que la corruption soit réduite, avec de nouveaux traités multilatéraux sur les prix de transferts, une imposition uniforme et des lois uniformes sur l'évasion fiscale, pour réformer les entreprises privées et établir de nouvelles lois sur les normes internationales. Le cinquième, l'équilibre humain et écologique, un concept étroitement lié à l'économie, est appelé pour assurer qu'un équilibre soit atteint entre ce que dont les peuples ont besoin de l'économie et la capacité biologique restreinte de la terre, un élément crucial afin qu'une nouvelle ère, avec le potentiel de prospérité et sécurité mondiale, ne se termine pas en apocalypse de réchauffement mondial, guerres de ressources, et d'inégalités obscènes.

En vue des événements récents, deux points d'urgence ont été ajoutés à l'ordre du jour du Conseil: «Mali: Soutenir la paix, la sécurité et la démocratie au Sahel» et « Derniers développements concernant les efforts des peuples dans le monde arabe pour faire avancer l'agenda démocratique».

Soutenir la paix, la sécurité et la démocratie au Sahel

Lors des discussions sur la région du Mali et du Sahel, le Conseil a entendu des présentations par le leader du RPM, Mali, Ibrahim Boubacar Keita, qui avait été un candidat présidentiel aux élections de mai 2012 qui avaient été suspendues après le coup d'Etat en mars. Les objectifs actuels étaient, comme l'a expliqué Keita, la cohésion nationale au Mali, pour assurer des élections libres et justes, pour bâtir un Etat qui peut assumer ses décisions, assembler une armée nationale, et promouvoir la coopération internationale afin de forger la sécurité dans la région du Sahel. Ibrahima Ndiaye, premier Vice-Président d'ADEMA-PASJ, le parti du Président par intérim Dioncounda Traoré, a également pris la parole au Conseil sur la situation fragile au Mali et son espoir pour une démocratie forte et le respect des principes des Nations unies. Le Ministre des Affaires étrangères Mohamed Bazoum, PNDS, Niger, a adressé la situation au Sahel, soulignant également le besoin d'une nouvelle perspective au Mali pour garantir que les Maliens allaient

avoir un choix libre et équitable et que la stabilité soit fournie. Il a transmis une invitation de S. E. Président Issoufou d'accueillir une réunion du Comité Afrique de l'IS dans les semaines à venir pour discuter plus en détail la région du Sahel. Les Vice-présidents de l'IS Ahmed Ould Daddah, Président du RFD, Mauritanie et Ousmane Tanor Dieng, Premier secrétaire du PS, Sénégal, ont également pris la parole sur la région du Sahel. La reconnaissance pour l'action rapide et concise par le Président français François Hollande en temps de crise au Mali a été exprimée. Une déclaration sur la région du Sahel a ensuite été adoptée à l'unanimité.

Derniers développements concernant le monde arabe

Le Secrétaire général a donné un rapport sur sa visite en Iraq après le Congrès de l'IS pour des entretiens avec le Vice-président de l'IS Jalal Talabani sur des activités de l'IS dans la région et l'offre de Talabani d'accueillir des réunions du Comité sur le monde arabe de l'IS et du Comité sur la question kurde. Ces initiatives ont toutefois dû être reportées en raison de sa maladie. Le Conseil a exprimé sa solidarité avec Jalal Talabani et exprimé ses meilleurs vœux pour un rétablissement rapide de toute la famille politique mondiale.

Sur le deuxième point d'urgence, le monde arabe, le Conseil a entendu des leaders et représentants de partis membres de l'IS de cette région, Mustapha Ben Jaâfar, leader du FDTL, Tunisie et de Nabil Shaath du Fatah, Palestine. Parmi les invités étaient Hesham Youssef de la Ligue arabe, Rahdi Mohsen Al Mosawi du Parti Wa'ad du Bahreïn, et Abdaziz Othman, du Conseil national kurde de Syrie.

Les intervenants ont souligné qu'une nouvelle ère avait commencé à travers le monde arabe et que c'était le rôle des socialistes de travailler ensemble pour assurer que les nouvelles constitutions résultant des révolutions soient les plus démocratiques possibles. Une déclaration sur les développements concernant le monde arabe a été adoptée. En ce qui concerne l'Egypte, elle a fait appel à une plus grande transparence et inclusion politique et à une fin de la brutalité des forces de sécurité. Sur la Syrie, la déclaration a réitéré le soutien de l'IS d'une fin des luttes et pour les droits du peuple syrien de déterminer leur propre avenir. Elle a fait appel à la solidarité internationale pour y parvenir et a salué les fonds qui avaient été donnés lors de la Conférence internationale des donateurs pour la Syrie à Koweït, le 30 janvier, 2013. Sur le Bahreïn, l'IS a réitéré sa profonde déception que le gouvernement n'ait pas mis en œuvre la vaste majorité des réformes proposées par la Commission d'enquête indépendante du Bahreïn, malgré les promesses du contraire. L'IS a réitéré son appel à ces réformes et pour la libération d'Ibrahim Sharif, le Secrétaire général du parti Wa'ad et des centaines de prisonniers de conscience. Sur la Palestine, la déclaration a reconnu la réussite d'être parvenu à recevoir le statut d'observateur à l'ONU, et déclaré la position historique de l'IS soutenant les droits du peuple palestinien à la liberté, l'indépendance, l'unité et un Etat, y compris leur droit à une lutte non-violente pour la liberté et l'indépendance. Sur le Sahara occidental, l'IS a réitéré son plein soutien pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ainsi que faisant appel à la reprise urgente des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario sous les auspices de l'ONU. En ce qui concerne la Tunisie, la déclaration a enregistré que l'IS suit de près le processus de l'établissement des institutions démocratiques ainsi que le progrès fait vers la rédaction de la constitution.

Dans une résolution sur l'Iran, l'IS a fortement fait appel à ce que le gouvernement iranien respecte les droits des activistes politiques, notant le nombre alarmant d'exécutions, et des nombreux prisonniers politiques kurdes qui ont été condamnés à la peine de mort sans représentation juridique appropriée. L'application continue de l'art. 188/192 du code criminel du pays, qui considère les membres, adhérents et partisans de tout parti politique kurde, arabe et balouch comme des "Mufsed fee Al Arz" (corrompu sur terre), et "Mohareb" (ennemi de dieu), et qui doivent être punis par la pendaison ou l'exécution, est une grande source de préoccupation.

Dans une déclaration sur le Porto Rico, le Conseil de l'IS a exprimé sa satisfaction et solidarité avec les résultats du référendum sur le statut du 6 novembre 2012. Une claire majorité de Porto ricains a voté pour le changement du statut territorial du pays. L'IS a réitéré son soutien pour les droits du peuple du Porto Rico à l'autodétermination et de choisir des alternatives non-coloniales reconnues par le droit international. Un appel a de plus été fait pour la libération des prisonniers politiques, en particulier d'Oscar Lopez Rivera, qui est emprisonné depuis 31 ans aux Etats-Unis.

Le Conseil a également adopté une déclaration sur le Zimbabwe. Il a félicité les partis du gouvernement inclusif d'être convenus d'une nouvelle constitution, les exhortant à mettre en œuvre les réformes restantes avec un accent particulier sur celles concernant les secteurs des médias et de la sécurité. La déclaration a également fait appel à des élections pacifiques, crédibles et légitimes qui garantiront la sécurité de la personne et du vote.

Un rapport sur la situation au Venezuela a été donné par le Vice-président de l'IS Henry Ramos au nom de l'opposition *Mesa de Unidad Democrática*, soulignant l'inquiétude sur la crise institutionnelle du pays et appelant à ce que la constitution soit respectée. Un appel a également été fait pour la libération immédiate des prisonniers politiques et que tous ceux en exil politique puissent retourner.

Etablissement des organes de travail de l'Internationale pour la période inter-Congrès et les campagnes à lancer

En tant que première réunion de Conseil après le Congrès, et en accord avec les statuts, son ordre du jour a inclus l'établissement des différents organes de travail de l'Internationale Socialiste pour la période actuelle. Ceux-ci incluent des commissions spéciales pour examiner et élaborer des recommandations sur des politiques communes et des propositions sur des questions clés sur l'agenda international, des comités régionaux et thématiques et des campagnes et groupes de travail se concentrant sur des domaines particuliers de la politique mondiale nécessitant des nouvelles approches et avancées sur une plateforme commune.

Le Secrétaire général Luis Ayala a conduit la procédure sur ce point de l'ordre du jour, basé sur les informations reçues de partis membres avant la réunion et des accords convenus par le Présidium la veille du Conseil.

Suite aux propositions du Présidium, le Conseil est convenu d'établir une Commission sur l'égalité, une question centrale et pertinente de nos jours, qui exige un nouvel raisonnement en vue des transformations politiques, économiques et politiques actuelles dans un monde où nous constatons un écart grandissant entre les gens.

Le Conseil est convenu d'établir des comités régionaux pour l'Afrique, le monde arabe, l'Asie et le Pacifique, la CEI, le Caucase et la Mer noire, l'Amérique latine et la Caraïbe, la Méditerranée, le Moyen-Orient et pour l'Europe du Sud-est. Un comité sur la question kurde et un groupe de travail sur la Syrie, qui avaient été proposés au Congrès au Cap, ont été établis par le Conseil.

Les comités thématiques et groupes de travail suivants ont également été établis: Groupe de travail sur la responsabilité et la transparence au niveau international, Comité sur la démocratie, Comité sur les gouvernements locaux, Comité sur la pauvreté, Comité sur les migrations, Groupe de travail sur l'éducation politique et un Groupe de travail sur les médias sociaux. Une nouvelle idée adoptée était d'ajouter une nouvelle catégorie pour l'adhésion individuelle à l'Internationale Socialiste, tel que proposé dans le rapport sur la réforme de l'IS, et un groupe de travail spécial sur ce sujet a également été formé. L'adhésion pour l'instant est ouverte aux partis politiques et organisations, toutefois, ce groupe de travail se penchera sur comment une relation additionnelle entre les individus et l'organisation peut être définie.

De plus, le Conseil est convenu de relancer la campagne "Mettre fin à la violence contre les femmes », dans laquelle l'IS travaillera en collaboration étroite avec son organisation fraternelle, l'IS des Femmes.

Le Secrétaire général a donné un rapport sur les candidats à l'adhésion aux deux comités statutaires, le Comité Ethique et le Comité d'Administration et des Finances. Respectant les réformes convenues pour garantir une représentation géographique, chaque Comité allait avoir 3 membres d'Afrique, 4 des Amériques, 4 de l'Union européenne, 2 de l'Europe hors UE et 2 du Moyen-Orient, Asie, Pacifique. Dans les régions où le nombre de candidats présentés correspondait au nombre à élire, ils ont été confirmés par le Conseil. Dans le cas où il y avait plus de candidats que de postes à pourvoir, il a été convenu que le Secrétaire général allait entreprendre des consultations en vue de trouver un accord. Il a rappelé au Conseil que les présidents de ces comités allaient être élus par les membres des comités lors de la première réunion.

Trois membres supplémentaires du Présidium devaient être élus après le XXIV Congrès, dont deux femmes, et un membre représentant un parti d'un pays européen ne faisant pas partie de l'UE, tel que rapporté par Tero Shemeikka qui présidait la commission électorale au Congrès, garantissant que toutes les régions soient représentées équitablement, et que les statuts soient respectés. Pour un des postes féminins, le Conseil a élu Colette Avital du Meretz, Israël. Le poste de la deuxième femme Vice-présidente sera traité lors du prochain Conseil. Pour le poste représentant un pays européen ne faisant pas partie de l'UE, le Conseil a élu Edi Rama, leader du SPA, Albanie. De plus, trois présidents honoraires ont été élus pour rejoindre le Présidium: Mustapha Ben Jaâfar (Tunisie), Tarja Halonen (Finlande) et Mahamadou Issoufou (Niger).

En ce qui concerne les demandes d'adhésion reportées par le XXIV Congrès les décisions suivantes ont été prises: Tanzanie, CCM a été admis comme membre de plein droit, et les partis suivants comme membres consultatifs: Algérie, FLN; Géorgie, SDD; Sao Tomé et Príncipe, MLSTP-PSD; Swaziland, PUDEMO; Venezuela, UNT; Zambie, PF.

Avant la fin de la réunion le Conseil a reçu la triste nouvelle du décès de Reinaldo Gargano, Président du Parti socialiste d'Uruguay. L'IS, le PSU et le Frente Amplio ont perdu un camarade dédié à la cause du socialisme dans son pays et toute l'Amérique latine. Le Conseil a exprimé ses condoléances à sa famille, amis et collègues.

Lors de la clôture, Président Papandreou a remercié le parti hôte, réitérant au peuple du Portugal la solidarité de l'Internationale Socialiste et sa volonté d'être à leurs côtés, comme avec d'autres, dans cette période de difficultés financières et économiques.

RPDC

L'IS condamne les essais nucléaires de la RPDC

12 février 2013

L'Internationale Socialiste condamne sans équivoque les essais nucléaires réalisés ce matin par la Corée du Nord ainsi que les menaces suivantes de plus d'essais. Tout juste deux mois après leur lancement d'une roquette de longue portée, ceci soulève une fois de plus de sérieuses questions sur les intentions de Pyongyang et déstabilise davantage de la paix et la sécurité dans la région et le monde.

Cet acte de défiance par la Corée du Nord doit recevoir une condamnation internationale ferme, du fait que cela constitue une violation claire des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. L'IS salue l'action rapide de l'ONU en convoquant une session d'urgence du conseil de sécurité sur cette question. Il est impératif que le régime de la Corée du Nord comprenne les inquiétudes de l'entière communauté internationale, et des actions supplémentaires doivent être prises.

Au-delà des implications sécuritaires et politiques, l'Internationale Socialiste exprime également sa profonde inquiétude sur les dégâts causés à l'environnement par une telle activité et compte tenu des secrets autour du programme nucléaire de la Corée du Nord, elle ne peut accepter l'assertion de Pyongyang que cela « ne pose aucun impact négatif à l'environnement écologique environnant ».

Venezuela

Le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, sur le socialisme démocratique lors d'un évènement a l'occasion de l'anniversaire de l'UNT au Venezuela

13 mars 2013

Pour marquer le 6ème anniversaire du parti "Un Nuevo Tiempo" au Venezuela, et au sein de leur année dédiée à l'éducation politique, la Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a tenu un discours sur l'histoire et les fondations idéologiques de la social-démocratie, et sur l'Internationale Socialiste en tant que modèle politique, exprimant en même temps ses meilleurs vœux pour un Venezuela en transition.

Ayala a commencé par féliciter et chaleureusement souhaiter la bienvenue à Un Nuevo Tiempo qui a récemment rejoint la famille de l'Internationale Socialiste. Il a fait référence aux grands défis qui attendaient le Venezuela. Il a particulièrement souligné le rôle du socialisme démocratique confronté au modèle du socialisme au 21ème siècle. Il ne pouvait pas comprendre, dit-il, l'accueil chaleureux que le gouvernement national vénézuélien avait réservé à Loukachenko, le dirigeant du Belarus, qu'il décrit comme dictateur, stagnant et dangereux. Il souligna que le seul moyen pour surmonter la pauvreté en Amérique latine était à travers une économie où l'argent n'était pas là pour simplement produire plus d'argent mais est au service des gens, pour produire des emplois et le bien-être.

Il a conclu que le nouveau modèle que le Venezuela doit établir devrait être basé sur les courants progressistes qui sont plus démocratiques et modernisateurs et où les principes de liberté, justice sociale et solidarité sont placés au même niveau. Ceci est le modèle qui créera l'égalité et qui mènera sur le chemin du véritable socialisme démocratique.

Caracas, Venezuela, 15 mars 2013

Afrique

Soutenir la paix, la démocratie et la solidarité au Sahel

17-18 mars 2013



S'appuyant sur les discussions et décisions du récent Conseil de l'IS concernant la situation au Sahel, une réunion du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste s'est tenue à Niamey, Niger, les 17-18 mars, pour se concentrer sur la crise au Mali et ses implications pour la

région et le continent. Accueillie par le parti membre de l'IS au Niger, le Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme, PNDS, elle a inclus une large participation de leaders et représentants de nombreux partis de la région et au-delà.

La réunion s'est ouverte par une large session publique le 17 mars avec la présence de plus de deux mille personnes qui ont entendu des discours d'abord du Président du PNDS et Ministre des Affaires étrangères du Niger, Mohamed Bazoum, puis du Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, ainsi que de Harlem Désir, Premier secrétaire du PS, France, et des Vice-présidents de l'IS Nouzha Chekrouni de l'USFP, Maroc, Ahmed Ould Daddah, du RFD Mauritanie et Ousmane Tanor Dieng du PS, Sénégal.

Les sessions de travail du Comité ont eu lieu le 18 mars. Comme il s'agissait de la première réunion du Comité après le dernier Congrès, l'ordre du jour comprenait l'élection du Président et Vice-président du Comité pour servir durant la période inter-congrès actuelle. Suivant la procédure d'élections démocratiques et transparentes instaurée pour la première fois lors du dernier Congrès de l'IS pour des élections avec plusieurs candidats, une commission électorale présidée par Vice-présidente Nouzha Chekrouni, avec pour membres Pedro Chaves du MPLA, Angola et Kofi Attor du NDC, Ghana, a été nommée pour organiser et superviser le vote qui a été exécuté par bulletin secret. Emmanuel Golou, leader du PSD, Bénin, a été élu Président et Ebrahim Ebrahim, Ministre adjoint des Affaires étrangères de l'ANC, Afrique du Sud, a été élu Vice-président.

Lors du débat sur la crise au Mali, les participants ont examiné les raisons sous-jacentes de la crise et les défis actuels auxquels la région doit faire face avant de traiter des options futures pour parvenir à la paix et la stabilité.

Il a été reconnu en général qu'un nombre de facteurs ont mené à l'éruption de la crise en janvier 2012 lorsque des forces rebelles armées ont commencé à occuper le nord du pays. Premièrement, des erreurs stratégiques avaient été commises dans la gestion des révoltes par le passé, comme par exemple lorsqu'un pacte national envisageait la création d'une armée composée de rebelles armés tout en retirant l'armée de l'Etat du Nord, permettant implicitement aux groupes terroristes de s'installer dans cette région. Deuxièmement, le déficit démocratique croissant au sein des structures étatiques a mené à un affaiblissement des institutions démocratiques, ouvrant la voie à une corruption croissante, moins de responsabilité et des élections frauduleuses tel que cela a été le cas en 2000 et 2007. Le consensus malien qui avait été appliqué depuis 2002, par lequel tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale faisaient partie du gouvernement, a créé un vide au sein de l'opposition démocratique et du contrôle si essentiel sur les actions du gouvernement. De plus, une supervision insuffisante de la décentralisation du pouvoir a fait croître la vulnérabilité des représentants locaux à la corruption et a facilité l'enracinement du trafic de drogue.

En ce qui concerne les défis principaux qui devaient être traités, certains éléments clés ont été soulignés par les participants. L'intervention militaire qui avait lieu, devait résulter dans le recouvrement complet de la souveraineté territoriale du Mali, et le mandat des forces de l'ONU devait être clairement défini à cet égard. Il a été souligné que la bonne gouvernance était la seule base pour la paix et la stabilité, et qu'elle devait être restaurée, ainsi que le fait que les institutions étatiques devaient retrouver leur force et indépendance. La violence était le monopole de l'Etat et ainsi le désarmement des groupes rebelles devait avoir lieu en assurant que les erreurs du passé n'étaient pas répétées. L'armée devait retourner à sa vocation première, sans interférer dans les sphères politiques et sociales, du fait qu'il ne pouvait pas y avoir de légitimité tant que l'armée était impliquée dans la prise de décisions. La Commission nationale pour la réconciliation et le dialogue qui avait été fondée récemment devait inclure de représentants de toutes les parties de la société si elle voulait avoir du succès, sans présence ou interférence militaire. Les droits égaux ainsi que les libertés pour toutes les ethnicités de toutes les régions, quelque soit leur genre ou religion, devaient être garantis si le processus de réconciliation se voulait être un succès.

Un aspect particulier qui a été largement souligné par différents intervenants était la question des élections, et dans quel contexte elles allaient avoir lieu. Il y avait un consensus général que les prochaines élections, prévues à titre provisoire pour juillet, devaient être libres, transparentes et démocratiques afin de poser les bases pour un Etat fort et démocratique ainsi que le respect de l'Etat de droit. Un nombre des questions étaient perçues comme des obstacles sérieux et qui devaient être résolues pour créer le bon environnement pour les élections. Premièrement, la présence de l'armée est un facteur déstabilisant, puisqu'il est improbable qu'elle s'abstiendra d'interférer et acceptera un vote démocratique, renonçant à la position de

pouvoir qu'elle détient actuellement. Deuxièmement, l'indépendance de la Commission électorale nationale et d'autres acteurs du processus électoral tel que le judiciaire et l'administration n'est pas garantie, jetant de sérieux doutes sur la possibilité de tenir des élections libres et justes. De plus, des problèmes techniques existent, tel que la mise à jour des listes électorales qui risque de ne pas être achevée d'ici juillet. Troisièmement, la classe politique n'a pas réussi à trouver un accord sur des objectifs communs ou de mettre en place des institutions de transition, permettant ainsi à l'armée de maintenir sa position et en même temps affaiblissant les voix démocratiques au Mali.

Les participants étaient unanimes que la sortie de crise devait mener à une transition démocratique où les libertés et droits étaient respectés. La communauté internationale devait apporter tout son soutien, mais avant tout, les forces démocratiques du Mali devaient travailler ensemble pour garantir que les différences étaient surmontées et qu'un avenir démocratique était possible. Le Comité a exhorté les deux partis membres de l'Internationale dans ce pays, l'ADEMA-PASJ et le RPM, d'unir leurs forces afin de devenir une référence principale dans la phase de transition. Le Comité a de plus décidé d'établir un groupe de travail sur le Mali pour suivre de près les développements et pour faire des recommandations pour les tâches à venir afin d'assurer que la démocratie puisse prévaloir une fois de plus dans ce pays.

Suite à ces discussions, le Comité a adopté une déclaration, reflétant les résultats des débats et réaffirmant sa solidarité avec le peuple du Mali et du Sahel, et son soutien pour ses deux partis membres au Mali.

Les activités du Comité à Niamey se sont conclues par une réunion des membres du Présidium de l'IS participant à la réunion et des chefs de délégation avec le Président de la République du Niger, SE Président Mahamadou Issoufou, au palais présidentiel. Le Président a été informé des discussions et décisions de la réunion, qu'il a salué, soulignant l'importance de l'engagement et du soutien de l'IS concernant le Mali et la question de la sécurité dans toute la région du Sahel. Il a donné un aperçu de ses plans et objectifs pour son pays et du progrès fait en termes de démocratie, infrastructure, responsabilité et l'économie. Il a souligné le but de rendre ces avancées démocratiques irréversibles, et il était fier de citer comme exemple le fait qu'en ce qui concerne la liberté de presse au Niger, sous son gouvernement, il était passé du 104ième au 29ième rang au niveau mondial. Il a souligné que dans tous ces efforts, aucun pays ne pouvait avancer tout seul, et il attachait une grande importance à la valeur de la coopération et intégration régionale pour laquelle il s'engageait.

Le Comité a également adopté une motion de remerciement dans laquelle il a exprimé sa gratitude au



PNDS et au peuple du Niger pour leur accueil chaleureux et fraternel, et une reconnaissance particulière pour le Président Issoufou.

*Rencontre avec le
Président Mahamadou
Issoufou du Niger*

DECLARATION DE NIAMEY

La réunion du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste sur le thème « Soutenir la paix, la démocratie et la Sécurité au Sahel » s'est tenue à Niamey (Niger) les 17 et 18 mars 2013 sous la présidence du Président élu du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste, le camarade Emmanuel Golou en présence du Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, le camarade Luis Ayala, et a rassemblé de nombreux responsables de partis socialistes africains et européens.

La rencontre de Niamey se tient dans un contexte marqué par la guerre au Mali. A cet égard, les participants à la rencontre ont salué la décision courageuse du Président François Hollande d'engager l'armée française au Mali pour mettre fin à l'occupation du pays par les terroristes. Ils ont également salué le leadership régional avisé du Président Mahamadou Issoufou sur cette question.

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste a réaffirmé sa solidarité avec le peuple malien, ainsi que son attachement à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Mali et, sa condamnation du terrorisme sous toutes ses formes.

Le comité Afrique de l'Internationale Socialiste a relevé que l'occupation du Nord Mali par des groupes armés est la conséquence du délabrement de l'Etat dont les causes sont multiples et complexes.

Ce délabrement de l'Etat malien s'est traduit par la mauvaise gouvernance politique, administrative et économique et, l'émergence de nombreux acteurs armés hostiles.

La sanctuarisation d'AQMI dans le Nord Mali a constitué un tournant important dans le développement de la violence et de l'économie criminelle dans la sous région. Le conflit libyen a été un facteur amplificateur de la crise dont les conséquences s'étendent à toute l'Afrique de l'Ouest et au Maghreb. Le narco-terrorisme est devenu aujourd'hui une menace pour la sécurité de tous les Etats de la région.

Par ailleurs, le comité Afrique de l'Internationale Socialiste est préoccupé par les violations des droits de l'homme dont sont victimes les populations dans le Nord Mali, les risques de dégradation de la paix civile et la persistance des déplacements des populations. Il condamne les nouvelles formes de violence contre les femmes et les filles.

Le comité Afrique de l'Internationale Socialiste est préoccupé par le rôle que continue de jouer la junte militaire, prenant ainsi en otage l'Etat et les acteurs politiques,

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste se félicite:

- des efforts de la communauté internationale pour une sortie rapide de la crise au Mali notamment par l'adoption de la résolution 2085,

- de l'intervention militaire de la France, de la MISMA et du Tchad qui a mis en échec le projet des narcotrafiquants de saper les fondements de l'Etat malien,

- de la volonté des Nations Unies de transformer la MISMA en Mission de Paix des Nations Unies, ce qui permettra à d'autres pays non membres de la CEDEAO de contribuer aux efforts de stabilisation de la situation,

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste salue :

- l'annonce de la mise en place par le gouvernement de transition du Mali d'une commission Dialogue et Réconciliation Nationale. La profondeur historique des liens sociaux entre les communautés du Nord Mali constitue un gage pour un retour rapide de la confiance et de la paix,

- la volonté des autorités maliennes à organiser des élections d'ici fin juillet 2013, lesquelles doivent permettre la mise en place d'autorités légitimes,

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste :

- Encourage le gouvernement malien à créer les conditions d'un dialogue inclusif en évitant les erreurs du passé,
- Recommande vivement l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles dans les meilleurs délais avec le cas échéant le soutien de la Mission des Nations Unies au Mali,
- Demande à la communauté internationale de prendre les dispositions de nature à faire en sorte que la junte militaire ne nuise au processus de réconciliation nationale et d'organisation des élections,
- Exprime sa solidarité avec les peuples du Mali et du Sahel dans cette dure épreuve de la guerre,
- Rétire son soutien aux partis maliens membres de l'Internationale Socialiste, le RPM et à l'ADEMA, et les engage à créer les conditions d'un sursaut de la classe politique malienne en vue de réussir une sortie consensuelle de la transition.
- Réaffirme la disponibilité de l'Internationale Socialiste à accompagner les efforts du Mali pour un règlement rapide de la situation et, décide à cet effet de la mise en place d'un groupe de travail pour assurer le suivi à travers des initiatives appropriées.

UIP

L'IS à la 128ième Assemblée de l'Union interparlementaire à Quito, Equateur

24 mars 2013



A l'occasion de la 128ième Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) tenue à Quito, Equateur, du 22 au 27 mars 2013, l'Internationale Socialiste a organisé sa réunion habituelle de parlementaires de la famille politique de l'IS participant à l'Assemblée de l'UIP le 24 mars.

Présent à la réunion étaient des parlementaires de l'Afrique du Sud, d'Algérie, d'Angola,

d'Argentine, de Belgique, de Bosnie & Herzégovine, du Burkina Faso, du Canada, d'Espagne, de France, du Ghana, de Guinée-Bissau, de Haïti, du Mexique, de la Mongolie, du Maroc, de la Namibie, du Nicaragua, du Niger, de la Palestine, de Pologne, du Portugal, de Saint-Marin, de Sao Tomé y Principe, de Serbie, de Suède, de Suisse, de Tanzanie, de Turquie, de la République dominicaine, du Royaume-Uni et de la Zambie. La réunion était présidée par le Secrétaire général de l'IS.

Les discussions ont inclus une mise à jour sur les questions traitées lors de la réunion précédente au Québec, des échanges sur des questions sur l'agenda mondial de notre Internationale, des évaluations de quelques situations nationales, des brefs rapports sur des différents domaines de travail de l'UIP et des recommandations pour ses prochaines réunions.

Les membres de Mongolie ont informé les participants que depuis la dernière réunion à Québec, où il avait été rapporté que le parti membre de l'IS, le MPP, se voyait refusé le droit à un caucus parlementaire, la situation avait changé, leur caucus fonctionnait à présent comme il le devait, et ils étaient très reconnaissants à l'Internationale Socialiste pour ses actions et soutien dans l'atteinte de cet objectif. Les participants de Turquie ont rapporté que la situation abordée lors de la dernière réunion concernant des parlementaires qui étaient en détention restait très inquiétante, du fait qu'ils, ainsi qu'un nombre d'intellectuels et de journalistes accusés injustement de vouloir faire tomber le gouvernement, risquaient l'emprisonnement à vie. Le procès judiciaire était prévu de se conclure dans les mois à venir, et ils ont fait appel à ce que l'attention internationale soit maintenue sur ce cas. Il a également été rapporté que la situation des parlementaires emprisonnés en Palestine, qui avait été abordée lors de la dernière réunion, restait inchangée et les délégués palestiniens, tout en rappelant qu'en même temps il y avait de nombreux autres prisonniers politiques outre les parlementaires, étaient reconnaissants pour le soutien et la solidarité continue.

Traitant l'impact de la crise financière, le Secrétaire général de l'IS a mis à jour les participants sur les discussions et décisions de la réunion récente du Conseil tenue au Portugal. Les participants du Portugal, d'Espagne, de Turquie, du Canada, de Pologne, de Suède et de la France ont contribué avec des rapports sur les développements dans leurs pays et sur les politiques économiques, efforts et points de vue de leurs partis respectifs pour confronter la situation économique actuelle.

La crise au Mali, qui avait été soulignée lors de l'Assemblée de l'UIP précédente, était également un sujet d'attention. Le Secrétaire général de l'IS a donné un rapport sur la réunion récente du Comité Afrique de l'IS au Niger qui s'était concentrée sur les développements actuels dans la région du Sahel. Les discussions à Quito ont inclus un rapport par la vice-présidente de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale de France qui a souligné le large soutien international pour l'action prise par son pays en réponse à la requête du Président du Mali, et le soutien logistique fourni par le Royaume-Uni et les Etats-Unis. L'accent était à présent mis sur la formation des forces locales pour faciliter un retrait rapide et le transfert aux organes africains et de l'ONU. La préoccupation principale pour tous les participants était le besoin de sécuriser l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale du Mali et de fournir les conditions pour la tenue d'élections libres, justes et démocratiques tel que prévu.

Lors des rapports sur les situations nationales, la réunion a abordé les développements en Haïti, où il y avait un déficit de démocratie réelle et des interférences répétées dans le processus électoral y compris la corruption. A ceci s'ajoutait la dure réalité de pauvreté chronique et les difficultés continues résultant du lent rétablissement suite au tremblement de terre, une conséquence partielle de l'engagement insuffisant de la communauté internationale. En ce qui concerne la Turquie, les parlementaires participant à la réunion ont rapporté leur inquiétude sur la direction et les tendances autoritaires du gouvernement actuel. Sur le Maroc, il a été rapporté que le nouveau gouvernement, bien qu'élu de manière démocratique, montrait des signes d'incorporer la religion dans les affaires de l'Etat et on pouvait craindre que de nombreux gains démocratiques et sociaux réalisés ses dernières années, allaient être érodés, notamment en ce qui concerne le rôle et le niveau de participation de la femme dans la politique, qui avait déjà été réduit de manière significative. La réunion a également reçu des informations sur la situation au Ghana, où des élections démocratiques successives ont été tenues sans difficultés, malgré une contestation juridique récente par l'opposition. Les dernières élections avaient été largement surveillées par des observateurs internationaux et avaient été déclarées comme libres et justes.

Des rapports concernant différents domaines de travail de l'UIP ont été traités par plusieurs participants actifs dans ces activités, y compris les droits de l'homme, le changement climatique, la coordination d'actions entre l'UIP et les Nations unies, et sur le Moyen-Orient.

Sur le sujet de renforcer la dimension politique du travail au sein de l'UIP, les participants étaient d'avis que ce serait un développement positif d'avancer dans la coordination des positions sur différents points sur

l'ordre du jour des assemblées de l'UIP, et en particulier sur les thèmes d'urgence sur lesquels certains n'étaient pas préparés suffisamment. Il a été proposé qu'un processus de consultation soit entrepris en avance du vote en assemblée plénière, offrant ainsi une opportunité pour les membres d'échanger leurs opinions avant d'émettre leur vote.

En résumant les discussions, le Secrétaire général de l'IS a pris note et a apprécié la volonté des participants de contribuer à nos objectifs communs de renforcer l'UIP et nos idéaux social-démocratiques partagés à travers ces réunions. Avant de conclure, il a donné un rapport sur les échanges de correspondance positive avec le Secrétaire général de l'UIP, Anders Johnsson, et sur les entretiens personnels très constructifs qu'il avait eu à l'avance de cette réunion avec le Président de l'UIP, Abdelwahed Radi.

Le Peuple Kurde

Comité de l'IS sur le peuple kurde a Sulaimaniya

12 avril 2013



Hama Omer

Le Comité sur le peuple kurde de l'IS, établi par le Conseil suite à une décision du Congrès, a tenu sa première réunion à Sulaimaniya le vendredi 12 avril 2013. Il a été accueilli par l'Union patriotique du Kurdistan, PUK, parti membre de l'IS, et a rassemblé des participants de plus de vingt partis et organisations politiques kurdes d'Iraq, d'Iran, de Turquie et de Syrie.

A l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a rendu hommage à SE Jalal Talabani, Président d'Iraq, leader du PUK et un Vice-président de l'IS, avec qui il avait eu des entretiens sur la tenue de cette réunion. L'absence de Talabani se faisait vivement ressentir et pendant les discussions les participants se joignirent à Ayala pour souhaiter un prompt rétablissement au Président Talabani.

Luis Ayala, a ensuite exprimé la satisfaction que ce Comité soit devenu une réalité à présent. Les politiques et l'agenda des différents partis kurdes variaient à travers la région, dit-il, mais la cause était la même: les droits, les libertés, la démocratie et la solidarité. Les droits de l'homme ne pouvaient pas être bafoués et ils devaient exister pour tous, et pas seulement pour quelques-uns. Il a souligné le ferme engagement de l'Internationale Socialiste dans cette question. Commentant sur la vague de changement qui balayait le Moyen-Orient, il dit qu'il était à présent temps pour la politique et le dialogue. Les Kurdes en Iraq avaient fait de grands progrès dans l'obtention des droits et libertés depuis la chute de Saddam Hossein il y a dix ans, mais des questions importantes restaient à résoudre. L'intimidation de Kirkuk par Bagdad était inacceptable, l'article 140 de la constitution devait être mis en œuvre et la démocratie devait être respectée. Il a fait référence à la grave situation en Syrie et se réjouissait de pouvoir entendre directement de la part de nos amis kurdes là-bas les développements récents, et de nos membres du BDP les dernières initiatives en Turquie, une question au centre des préoccupations pour le peuple kurde dans le monde. La situation en Iran concernant la population kurde ne pouvait pas être plus urgente aujourd'hui qu'elle ne l'avait été

depuis des années, et il espérait que des progrès allaient bientôt être faits sur cette question. Il a réitéré qu'ils pouvaient compter sur la solidarité de l'Internationale Socialiste et de ses membres au monde entier.

Mala Bakhtiar, chef du bureau politique du PUK, a chaleureusement souhaité la bienvenue à tous les participants au nom de son parti. Il a salué l'initiative de l'Internationale Socialiste et a exprimé ses remerciements au Secrétaire général. Jusqu'à présent, dit-il, les Kurdes au Moyen-Orient avaient été sans voix, divisés et sans amis. Avec ce nouveau Comité il espérait que cela allait rassembler les gens et offrir un sanctuaire à leur cause. Après une longue lutte, le PUK avait reçu l'adhésion comme membre de plein droit de l'IS et il souhaitait la même chose pour les autres partis kurdes. Il y avait de nombreux changements au Moyen-Orient, Bakhtiar dit-il, et de nombreux gens luttaien pour une meilleure vie. Le temps n'était plus aux gouvernements de dicter aux gens leur conduite et la démocratie faisait des avancées dans la région. Résoudre la cause du peuple kurde dans toutes les quatre parties du Kurdistan était la clé pour parvenir à la paix et la démocratie au Moyen-Orient, dit-il, et le rôle de l'Internationale Socialiste allait être crucial en apportant une plus grande compréhension de cette question dans tous les coins du monde. Il était content qu'avec ce nouveau Comité il y avait une plateforme pour élaborer une stratégie parmi les partis politiques kurdes. Il espéra qu'à l'avenir, d'autres partis du Kurdistan allaient également se retrouver dans la paix et liberté.

Tous les partis présents ont pris part dans les débats avec des discussions franches et ouvertes, décrivant leurs positions et points de vue respectifs. Les participants se sont tous félicités avec enthousiasme de la convocation de cette réunion, la qualifiant de moment historique. La reconnaissance et la gratitude envers l'IS pour son long soutien de la cause kurde et la relance de son engagement pour parvenir à la justice pour le peuple kurde et faire avancer leur agenda de droits et libertés ont été fortement exprimés. Le Comité devait être un forum ouvert, rassemblant les partis kurdes engagés dans la réalisation de ces objectifs au sein d'un cadre démocratique. Il a été souligné que tous les partis kurdes devaient se soutenir les uns les autres et se réunir plus souvent. L'environnement changeant du Moyen-Orient et les nombreuses crises existantes faisaient que les Kurdes devaient être unis et avoir une stratégie commune. Ce Comité était perçu comme un premier pas bienvenu dans cette direction.

En ce qui concerne l'**Iraq**, à l'occasion du 10ème anniversaire de la libération du peuple kurde du régime dictateur de Saddam Hossein il a été noté que bien que la démocratie, la paix et la stabilité existent dans la région kurde, des problèmes avec le gouvernement national persistaient. Il y avait le statut de la province de Kirkuk qui est sous le contrôle administratif de Bagdad, le problème persistant du manque d'application de l'article 140 de la constitution qui affecte Kirkuk et il y avait la violation des droits du peuple kurde. Il y avait des questions relatives au budget national, des questions concernant le parlement à Bagdad et le danger croissant de sectarisme et du terrorisme. La situation de Kirkuk était d'une préoccupation particulière, où le renforcement de la présence militaire par Bagdad le long des frontières était perçu comme des tentatives d'intimidation et de contrôle croissant. Il a été souligné que le conseil de gouvernement de Kirkuk était le même depuis 2005, du fait que Bagdad refusait systématiquement des nouvelles élections. Le Secrétaire général de l'IS a souligné dans une déclaration à la presse après la réunion que rien de moins que le retrait des troupes, la bonne mise en œuvre de l'article 140 de la constitution et la tenue d'élections libres et justes n'était acceptable.

Les participants des partis kurdes d'**Iran** ont rapporté que la répression et la souffrance de la population kurde continuait dans ce pays. L'obligation de la communauté internationale de maintenir la pression pour la reconnaissance de leurs droits sans délai a été soulignée et il était à espérer qu'à travers ce Comité de l'IS l'opinion publique internationale allait être sensibilisée à leur sort. Les partis là-bas ont été encouragés d'intensifier leur coopération et de travailler ensemble dans l'unité, et dans ce sens un appel particulier a été fait envers le PDKI et le KDP qui participent dans les travaux de l'IS.

Le Comité a entendu du BDP de **Turquie** que le nouveau processus en cours avec le gouvernement turc était perçu comme une chance de trouver une solution pacifique. Il en était toujours à ses débuts mais il y avait raison d'être optimiste et ils se réjouissaient d'élaborer un nouvel cadre juridique pour les Kurdes. Ils voulaient l'autonomie démocratique en maintenant des bonnes relations avec d'autres parties du Kurdistan. L'importance du soutien de la part de la communauté internationale pour le succès de ces pourparlers a été souligné puisqu'ils étaient perçus comme crucial pour toute la région. Un signal de la communauté internationale envers le gouvernement turc en soutien du processus de paix a été considéré comme utile.

La situation des Kurdes en **Syrie** avait atteint une phase unique et ils luttaien aujourd'hui aux côtés des rebelles, contre le régime d'Assad. Les participants kurdes de Syrie ont rapporté qu'ils travaillaient

ensemble et que pour la première fois ils avaient des domaines sécurisés sous leur contrôle. Ils étaient à la recherche d'un système fédéral au sein de la Syrie et ont demandé l'appui et de l'aide dans cet objectif. Une des préoccupations exprimées était la question de savoir quelle sorte de régime allait remplacer celui d'Assad, et surtout s'il allait s'agir d'un régime fondamentaliste. Les Etats-Unis et l'Europe étaient perçus comme n'agissant pas avec suffisamment de fermeté pour aider l'opposition de mettre une fin au régime d'Assad pour la même raison. Ils ont fait appel à l'IS pour un soutien mondial dans le maintien de la pression internationale sur l'opposition de reconnaître à présent les droits des Kurdes en Syrie. Il a été considéré comme important de ne pas répéter en Syrie ce qui s'était passé en Iraq, dans le sens où on fait d'abord tomber le régime et on laisse la question kurde à résoudre pour plus tard.

Avec les changements balayant le Moyen-Orient dans le « printemps arabe », les populations kurdes ont également été mobilisées pour obtenir leurs droits et libertés. Plutôt qu'un conflit armé, leur lutte devrait être une lutte civile, et le dialogue pour la paix ne devra jamais cesser. Un autre domaine d'importance inclus dans les discussions était le rôle de la femme. Les partis politiques et les institutions du peuple kurde devaient augmenter la représentation des femmes, puisque notre famille politique s'engage pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

Suite à la décision prise par le Conseil de l'IS que les comités allaient élire leurs propres présidents et vice-présidents, et après des consultations parmi les partis membres kurdes de l'IS, une proposition a été mise en avant. Mala Bakhtiar du PUK a été élu Président du Comité et Nazmi Gur du BDP Turquie et Loghman Ahemdi du PDKI Iran comme Vice-présidents, étant entendu qu'un processus est ouvert entre le PDKI et le KDP d'Iran pour une coopération et unité intensifiées.

Il a été convenu que le Comité de l'IS sur le peuple kurde allait constituer une plateforme pour les membres kurdes de l'IS ainsi que d'autres partis invités, comme cela a été le cas à cette occasion, qui a inclus des partis invité représentés au parlement Kurdistan-Iraq et d'autres partis suite à des consultations, et en accord avec les hôtes. Le Comité va se réunir périodiquement et informer régulièrement le Conseil de l'IS, travaillant au sein des structures de l'Internationale Socialiste et en accord avec ses politiques.

La réunion est également convenue que l'Internationale Socialiste allait organiser une conférence internationale sur le peuple kurde vers la fin de l'année, au siège d'une des institutions internationales avec lesquelles l'IS coopère et a un statut reconnu.



dans la région et les relations avec le gouvernement national à Bagdad.

Dans les jours précédant ces discussions à Sulaimaniya, le Secrétaire général de l'IS a tenu une série de réunions. Celles-ci ont inclus le chef du bureau politique du parti membre PUK, Mala Bakhtiar, le Président du parlement kurde iraquien, Arsalan Baiz; le gouverneur de Kirkuk, Najmadin Karim, et le secrétaire général du ministère de Peshmerga et porte-parole du commandement général du GRK, Jabar Yawar Manda. Le Secrétaire général de l'IS a également eu une réunion spéciale avec SE Massoud Barzani, Président du Gouvernement régional du Kurdistan et leader du KDP Iraq, sur la situation actuelle



Nouvel appel à des mesures drastiques contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux

15 avril 2013

L'Internationale Socialiste (IS) a appelé à plusieurs reprises à une réglementation internationale pour empêcher la fraude fiscale qui chaque année prive nos économies de trillions de dollars. La récente enquête des médias sur ce phénomène est une confirmation retentissante de notre position.

En 2008, l'IS a créé une Commission sur la crise financière mondiale qui a souligné le manque de réglementation internationale efficace et de mécanismes de mise en œuvre pour endiguer la fraude et l'évasion fiscales.

Le secret bancaire, des centres extraterritoriaux et des paradis fiscaux privent les économies nationales de capital vital pour la protection sociale et une croissance durable. Ce problème croissant contribue largement à l'augmentation de l'inégalité dans nos sociétés, où la richesse mondiale se concentre à présent dans les mains d'une petite minorité. Ceci mine les institutions démocratiques alors que la politique est capturée par des lobbies économiques puissants.

Les pays qui font face à une consolidation fiscale drastique sont punis davantage par le fardeau de l'ajustement qui retombe directement sur eux et de manière injuste sur les plus faibles et les groupes les plus vulnérables qui ne peuvent pas éviter de payer leurs taxes.

L'IS exige une action immédiate des institutions internationales, y compris de l'ONU et du G20, pour créer un cadre réglementaire qui mettra fin à la fraude fiscale. Ce cadre devrait inclure des incitations et règles qui soutiennent une action efficace contre les paradis fiscaux et qui garantissent une supervision plus efficace des agences d'évaluation de crédit et des marchés de produits dérivés.

La Commission de l'IS sur la crise financière mondiale a proposé la création d'une organisation mondiale de la finance qui établira des normes mondiales, qui mondialisera l'application de ces normes et qui éradiquera les paradis fiscaux.

Nous devons également consolider et coordonner l'adoption d'outils novateurs, tels qu'une taxe sur les transactions financières. Une telle taxe améliorera la transparence des marchés financiers, tout en garantissant une répartition équitable du fardeau et une distribution équitable des ressources mondiales. Cela créerait de nouveaux revenus fiscaux pour remplacer l'imposition traditionnelle du capital et des capitaux propres qui a été miné par une mondialisation mal réglementée.

Nous saluons le fait que les propositions de la Commission de l'IS ont déjà été adoptées par la Commission européenne, ainsi que par l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud. Nous supportons l'appel du Président français, François Hollande, pour la lutte contre la fraude fiscale. Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, vient d'annoncer que cette question sera sur l'ordre du jour du Conseil européen en mai. Toutefois, le Conseil européen n'a pris position que pour la forme sur cette question par le passé et ainsi l'IS attend à présent des actions décisives et non pas de simples déclarations de bonnes intentions.

Le G20 devrait également prendre des mesures plus audacieuses pour encourager la mise en œuvre d'actions efficaces contre les paradis fiscaux. Le G20 a déjà fait appel à toutes les juridictions d'adhérer aux normes internationales de transparence fiscale et est convenu d'actions contre les pays qui ne remplissent pas ces normes. Mais nous manquons toujours d'actions concrètes et de résultats tangibles.

Le défi pour la communauté internationale au 21^{ème} siècle est d'aligner une économie mondialisée avec les valeurs et principes d'une société démocratique et juste. Notre système de gouvernance mondiale a une responsabilité d'aborder l'inégalité et de garantir une croissance durable pour tous, et une répression de la fraude fiscale est un pas critique dans cette direction.

George Papandreou
Président de l'Internationale Socialiste

Venezuela

Le recomptage des votes est crucial pour assurer la légitimité des élections, la démocratie et la paix

15 avril 2013

L'Internationale Socialiste, qui a des partis membres au Venezuela, et dont les activités incluent également la participation d'autres organisations partageant les mêmes visions dans ce pays, a suivi avec grande attention depuis quelques années déjà l'évolution de la vie politique au Venezuela, et a observé sur place divers processus électoraux à travers les années.

Parmi les observateurs internationaux officiellement accrédités aux élections présidentielles qui ont eu lieu hier, le 14 avril, se trouvaient ceux de l'Internationale Socialiste.

Les élections, selon les données annoncées par le Conseil Electoral National (CEN), ont abouti dans un résultat très serré entre les deux candidats principaux, Nicolás Maduro du PSUV avec 7.505.338 de votes ou 50,66% et Henrique Capriles de la Mesa de Unidad avec 7.270.403 de votes ou 49,07%, une situation qui a amené un des officiels du Conseil d'appeler à un recomptage et une révision civile de tous les votes émis. De même, le candidat du MUD, H. Capriles, a publiquement fait appel à une enquête et clarification d'environ 200 incidents et irrégularités enregistrées avant le début du processus, ainsi que de plus de 3200 incidents électoraux, dénonciations et violations durant le cours des élections qui auraient affecté un vote libre et juste.

Il est ainsi urgent et crucial aujourd'hui, afin d'assurer la légitimité du processus électoral, la démocratie et la paix au Venezuela, que le Conseil Electoral National procède à initier un recomptage crédible le plus vite possible de cent pourcent des votes émis, qui permettra d'établir avec une certitude et transparence totale les résultats définitifs de ces élections, et nous faisons appel aux autorités électorales au Venezuela de s'abstenir de proclamer un candidat élu jusqu'à la fin de ce processus.

Cap-Vert

XIII Congrès du PAICV

19-21 avril 2013



Le Secrétaire général de l'International Socialiste, Luis Ayala, présent au XIIIe Congrès du Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert, PAICV.

Moldavie

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par la législation récente en Moldavie

7 mai 2013

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par la législation adoptée par le parlement moldave la semaine dernière qui compromet l'intégrité et le caractère des institutions démocratiques de l'Etat moldave.

En effet, l'Internationale suit de près la vie politique en Moldavie ces dernières années avec un vif intérêt de voir la Moldavie entrer en Europe, développer un nouveau cadre institutionnel légitime, et consolider les acquis du passé portés par la volonté des citoyens moldaves pour une société juste et démocratique.

L'ensemble de lois adopté le vendredi 3 mai, étendant les pouvoirs du gouvernement moldave par intérim actuel, accordant au parlement le pouvoir de révoquer des juges constitutionnels, et augmentant le seuil pour gagner une représentation politique au parlement pour les partis politiques, affecte le cadre constitutionnel et politique de la démocratie moldave, porte atteinte à l'intégrité de ses institutions et mine sérieusement la démocratie multipartite.

Il est impératif que la Moldavie reprenne un dialogue ouvert entre ses acteurs politiques afin de retrouver un chemin crédible et légitime pour un consensus sur la manière d'avancer sur des questions aussi importantes pour l'avenir de l'Etat de Moldavie.

Les citoyens de Moldavie se sont battus par le passé pour ouvrir la voie à un changement véritable et démocratique et aujourd'hui tout le monde doit agir avec cohérence et engagement pour remplir ces aspirations. Rien de moins qu'un système de gouvernement ouvert, juste et légitime sera suffisant pour la Moldavie et son peuple.

Guatemala

Assemblée générale de l'UNE

12 mai 2013



L'Internationale Socialiste présente au congrès de l'Unité nationale de l'espoir, UNE.

La CEI, le Caucase et la Mer Noire

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire de l'Internationale Socialiste
Tbilissi, Géorgie

3-4 juin 2013



Des partis membres de l'IS de la CEI, du Caucase et de la région de la Mer Noire se sont réunis les 3-4 juin 2013, pour discuter des priorités actuelles et des défis à la social-démocratie dans la région et de moyens pour surmonter les conflits, un besoin fondamental pour parvenir à des sociétés justes et prospères. La réunion a été accueillie par le parti membre de l'IS en Géorgie, les

Sociaux-Démocrates pour le développement, SDD.

Lors de l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS a affirmé que la social-démocratie était présente dans tous les pays de la région, même là, où les situations les plus difficiles existaient, et c'était la voie de l'avant pour les gens dans leurs luttes pour une gouvernance démocratique, la résolution des conflits et un progrès social équitable et économique. Il a souligné la satisfaction de l'IS de se réunir formellement en Géorgie, le premier pays à avoir eu un gouvernement social-démocratique, prenant le pouvoir en 1918 suite à la déclaration d'indépendance du pays. Il y avait de nombreuses questions à résoudre dans cette région et notre famille politique se tenait prête à relever les défis ensemble, basé sur la vérité, la démocratie réelle et la solidarité.

Gia Jorjoliani, leader du SDD, a remercié tous les participants de leur présence et salué l'opportunité de discuter les problèmes de la région. Ils allaient prochainement célébrer le 95^{ème} anniversaire de la prise du pouvoir pour la première fois par les sociaux-démocrates en Géorgie, et aujourd'hui ils se réjouissaient de faire avancer davantage la social-démocratie, conscients des nouvelles opportunités qui avaient émergées suite à la crise financière de 2008 et qui en effet était une crise du néolibéralisme. Une nouvelle phase avait commencé, et les sociaux-démocrates géorgiens cherchaient une nouvelle approche, une alternative, aux politiques d'austérité et à la gestion expérimentale du pays sans démocratie. Il était clair pour eux que la politique sans sa dimension sociale ne peut pas apporter une démocratie légitime.

Priorités social-démocratiques

Les discussions du Comité, co-présidés par Vahan Hovhannesian du ARF-D d'Arménie et Alexandra Dobolyi du MSzP d'Hongrie, avec le Vice-président du Comité Oleg Tulea du PDM de Moldavie, se sont concentrées d'abord sur l'examen des défis actuels auxquels les pays de la région faisaient face. Pendant ces discussions, il a été observé que dans les deux décennies depuis la chute de l'Union Soviétique de nombreux pays n'avaient pas été capable de s'éloigner «d'un ordre irresponsable et de sociétés totalitaires», avec leurs gouvernements se concentrant sur le marché libre comme la solution à tout. Il était ainsi nécessaire de briser la domination des régimes oligarques et de faire avancer des politiques sociales, un système de santé, l'éducation pour tous, l'égalité des chances et une plus grande participation des citoyens.

Il a été souligné qu'il y avait beaucoup de gens, partis, organisations et mouvements à travers la région qui partageaient les principes social-démocratiques, et donc la première tâche consistait à mobiliser ces forces et inspirer les gens de soutenir ces politiques, vu qu'il y avait une tendance parmi les gens de voter pour le parti au pouvoir quand ils se sentaient le plus vulnérable, ou de se tourner vers le nationalisme ou l'extrémisme religieux. Puisque l'idéologie néolibérale était si profondément ancrée dans l'élite, de nouveaux efforts devaient être fait pour expliquer le contenu de la social-démocratie et pour faire entendre nos voix. Malgré les différences dans les divers pays, qui comprenaient des gouvernements de coalitions ou des plateformes partagées, il a été observé que tous faisaient face à un défi commun dans le néolibéralisme. Il y avait des exemples de bonnes pratiques, tels que la Moldavie, dont l'expérience pouvait être partagée, et d'autres qui illustraient que la démocratie, une fois arrivée, devait être constamment défendue, mise à jour et consolidée.

Surmonter les conflits

Sur le sujet de la paix et de la résolution des conflits, il a été noté qu'un des obstacles les plus sérieux pour parvenir à des sociétés justes et prospères était celui des conflits territoriaux. En Géorgie, il y en avait deux, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui, il a été rapporté, étaient des conflits ethniques mais qui avaient été manipulés par l'ancien régime nationaliste, d'extrême droite pour créer une idée d'un ennemi interne afin de légitimer leur maintien au pouvoir et pour détourner l'attention de problèmes de gouvernance démocratique, de revendications pour les droits de l'homme, d'une économie équitable et de la sécurité sociale. L'héritage du système soviétique, où les gens observaient mais ne participaient pas, et n'avaient pas de raison de coopérer et de s'unir pour des objectifs communs, associé à l'idéologie hégémonique du néolibéralisme qui suivait, a contribué à «l'isolation et atomisation» de la société, à un manque d'objectifs communs et à un approfondissement des différences. La question aujourd'hui était de savoir comment gérer les frontières au sein du moratoire actuel et comment parvenir au but commun de développement social et économique. Il y avait une nouvelle approche progressiste: que la coopération dans l'agriculture, le développement et un système d'orientation sociale pouvait constituer un chemin de sortie pour ces conflits. Dans le contexte d'autres conflits régionaux en général, il a été observé que cette approche était bonne, pourvu qu'il y ait un dialogue et qu'aucun des côtés ne recherchait une victoire ultime, inconditionnelle. En ce qui concernait le Haut-Karabakh il a été déclaré que les positions restaient tranchées et que la tâche principale était de continuer de promouvoir et construire des opportunités pour un dialogue direct, comme l'IS l'avait fait auparavant entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

L'Internationale Socialiste est connue comme une organisation de peuples qui se tendent la main dans la compréhension et le dialogue, comme cela a pu être vu dans d'autres conflits. Il a été proposé et convenu par le Comité, d'identifier des acteurs politiques ou des gens partageant les mêmes points de vue en Abkhazie et Ossétie du Sud, afin d'entreprendre une initiative de l'IS pour les engager dans des discussions communes.

Tout au long des débats du Comité, l'élément commun était la solidarité internationale, perçue comme étant au cœur de notre identité social-démocratique. Face au défi, dans certaines parties de la région, du capitalisme et néolibéralisme sauvages d'un côté, et du radicalisme de l'autre, il a été souligné que la coopération transfrontalière et la solidarité transnationale devaient être intensifiées et préservées.

Situations nationales

Les participants de la réunion ont également présenté des brefs rapports sur leurs situations nationales, partageant les réalités actuelles dans leurs pays respectifs. Le Comité a entendu avec préoccupation les derniers développements en **Turquie**, où des citoyens, exerçant leur droit à la liberté de rassemblement, ont été les victimes des brutalités policières et d'un autoritarisme croissant, et où le CHP, un parti membre de l'IS, continue dans sa lutte pour les droits, la liberté, la démocratie et la justice sociale.

Dans le cas de la **Géorgie**, les participants ont été informés du processus de transformation ayant lieu dans le pays et les mesures prises par le gouvernement, qui a le soutien du parti membre de l'IS, le SDD, pour parvenir à l'éducation et un système de santé universels, la réduction de la pauvreté et le développement des relations entre les villages et les travailleurs.

En **Ukraine**, il a été rapporté que le régime de Yanukovich montrait les premiers signes d'un retour à

l'autoritarisme, et le Comité a exprimé son soutien pour les efforts du peuple luttant pour la justice. Il a été noté qu'en **Belarus** les sociaux-démocrates luttent toujours pour faire entendre leur voix, mais qu'ils continuaient à se battre pour les droits, les libertés et la démocratie. Il a été rapporté que la situation du leader emprisonné du BSDP (NH), Mikalai Statkevich, s'était détériorée, et le Comité, dans sa déclaration finale, a appelé à une fin de la persécution de tous les leaders de l'opposition et à leur libération et réhabilitation. Dans le cas du **Kazakhstan**, une société caractérisée par l'inégalité, la division, le contrôle des médias de masse et un manque d'autres libertés, le membre de l'IS, l'OSDP, continue ses efforts pour promouvoir la social-démocratie et la modernisation politique du pays. En ce qui concerne l'**Azerbaïdjan**, le Comité a été informé que le SDPA allait présenter ses propres candidats aux prochaines élections. Il a été rapporté que le Président Aliyev mettait en œuvre un nombre de politiques sociales, mais toutefois il n'avait pas de base idéologique. Dans la déclaration finale de la réunion, les membres du Comité ont exprimé leur soutien pour le rétablissement du statut du SDPA au sein de l'IS.

En ce qui concerne la **Moldavie**, prenant en compte la situation antérieure, où un régime autoritaire communiste avait le contrôle et où il n'y avait pas de culture de dialogue, le PDM avait travaillé pour une coalition, apportant un nouvel espoir au pays et ses citoyens, et rapprochant la Moldavie à ses voisins européens. L'IS a été remerciée pour son soutien constant durant ce processus. Dans le cas de l'**Arménie**, il a été noté qu'il n'y avait pas les questions classiques entre la gauche et la droite du fait qu'il y avait une plateforme partagée avec des objectifs communs dans le gouvernement de coalition. Au sein de ce cadre, toutefois, l'ARF-D continuait de promouvoir les idéaux sociaux-démocrates dans l'intérêt du peuple. En **Hongrie**, bien que faisant partie de l'UE, le parti membre de l'IS, le MSzP, continuait de travailler pour défendre les droits de citoyens et la démocratie. Il a été rapporté que le parti se préparait aux élections en 2014, qu'il pouvait gagner, bien qu'ils devaient faire face entre autres à des changements de la législation concernant le financement des partis. Le Comité a également entendu un rapport sur la situation actuelle en **Grèce**, où la crise économique avait lourdement frappée la société, et au niveau humanitaire, et où le danger par conséquent d'une résurgence de l'extrémisme politique existait.

Initiatives futures

Dans la perspective du futur programme de travail du Comité, il a été convenu de poursuivre un nombre d'initiatives, y compris une visite en Belarus, une réunion en Ukraine, une mission au Tadjikistan en relation avec les prochaines élections, de continuer le travail de l'IS en ce qui concerne le Haut-Karabakh et sur les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et de rechercher des opportunités pour le dialogue impliquant l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

En conclusion des débats, le Comité a adopté une **déclaration** de la réunion.

DECLARATION

Original : anglais

Les partis membres de la CEI, du Caucase et de la Mer noire de l'Internationale Socialiste, se réunissant les 3-4 juin 2013 pour définir des priorités et défis à la social-démocratie dans la région, ont réaffirmé, en première instance, leur engagement inébranlable pour préserver l'unité et l'intégrité de cette famille mondiale suite aux initiatives récentes de nos membres en Allemagne et leurs déclarations parues dans la presse. Les membres du Comité ont saisi cette occasion pour déclarer être complètement représentés par le contenu de la **lettre ouverte** émise par le Président et Secrétaire général de l'Internationale Socialiste en réponse à ces développements.

Nous soulignons que la solidarité internationale, qui se trouve au cœur de notre identité social-démocratique, doit être préservée et renforcée. Les pays de la région, bien que différents au point de vue culturel et social, et se trouvant à différents stades sur la route pour sécuriser, améliorer ou consolider la démocratie, partagent toutefois de nombreux problèmes communs. Une action coordonnée au niveau régional est cruciale, et nous nous engageons à redoubler les efforts dans la poursuite de la gouvernance démocratique, la solidarité et les droits égaux pour tous.

Le comité a noté dans le cas de la Géorgie, qu'un processus sensible de transformation est en cours suite au changement de gouvernement par des élections et il reste à espérer que le processus de restauration de la justice sera transparent et effectif. Nous espérons que le système politique deviendra plus représentatif et démocratique. Des pas en direction de l'atteinte de l'éducation et système de santé universels, de la réduction de la pauvreté, et du développement des relations entre les villages et le travail en Géorgie sont à saluer.

Nous saluons également les politiques du gouvernement géorgien dévouées au développement pacifique et démocratique dans la région, et ses efforts pour l'avancée des relations entre la Géorgie et la Russie au sein d'un cadre civilisé.

Des politiques pacifiques dans la région et parmi les voisins sont d'une importance capitale, et la résolution pacifique des conflits dans la région doit l'emporter.

Le Comité soutient pleinement la résolution pacifique des conflits régionaux basée sur les principes du droit international.

Le Comité exprime sa profonde préoccupation au sujet de l'utilisation disproportionnée et excessive de force par la police contre les citoyens exerçant leur droit au libre rassemblement en Turquie. Nous voudrions rappeler au gouvernement turc que la liberté d'expression, la liberté de réunion et le droit de protestation pacifique sont des fondamentaux d'un régime démocratique. Nous observons avec grande préoccupation la montée d'inclinations autoritaires en Turquie, et une apathie qui s'ensuit en ce qui concerne les revendications légitimes des citoyens. Nous appelons au gouvernement de faire preuve de retenue et de respecter les droits de l'homme et les libertés. Le comité présente ses condoléances à tous ceux qui ont perdu leur vie pendant les protestations et souhaite un rétablissement rapide aux blessés. L'IS continuera d'être solidaire avec le peuple turc et le Parti Républicain du Peuple, CHP, dans leur lutte pour les droits et libertés, la démocratie et la justice sociale.

En Ukraine, le processus politique a montré que les tentatives de Victor Yanukovich de retourner à l'autoritarisme n'ont pas de place et pas de soutien dans la société. En même temps, l'opposition de droite est incapable de proposer une alternative crédible à sa route et perd de plus en plus en popularité parmi le peuple. Du fait que les forces majeures, à la fois au pouvoir et en opposition, sont isolées non seulement de la réalité du peuple mais également de la lutte pour la démocratie et l'équité, elles deviennent également isolées de la politique. Tout comme l'IS était la première organisation à soutenir la lutte du peuple ukrainien pour la liberté en 2004, elle soutient à présent les efforts des citoyens ukrainiens luttant pour la justice contre des groupes oligarques des deux côtés politiques au pouvoir.

Le comité a réitéré toute sa solidarité avec le peuple du Belarus dans leur lutte pour la liberté, la démocratie, l'indépendance et la préservation de leur identité nationale. Les sérieuses violations continues des droits de l'homme par le régime au pouvoir est déplorable et ce comité appelle à une fin de la persécution de leaders de l'opposition et à la libération et réhabilitation des prisonniers politiques, parmi eux Mikalai Statkevich, leader du BSDP (NH), un parti membre de l'Internationale Socialiste.

Le comité soutient les activités de son parti membre au Kazakhstan, le Parti social démocratique national, OSDP, dans ses efforts de promouvoir les valeurs social-démocratiques dans la région. Il salue l'adoption par l'OSDP d'un nouveau programme «La social-démocratie – la route du XXI siècle», et la stratégie du parti en ce qui concerne l'expansion de sa base sociale. Le comité exprime également toute sa solidarité au parti dans sa lutte pour la modernisation politique du pays et pour rendre cela irréversible.

Le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire considère qu'il est nécessaire de supprimer toutes les questions restantes concernant le statut du parti social-démocrate d'Azerbaïdjan, suite aux décisions du 12ème Congrès du SDPA. Il s'agit du seul parti social-démocratique en Azerbaïdjan et d'un véritable parti social-démocratique, avec une forte conviction en nos valeurs communes. Le SDPA respecte les statuts de l'Internationale Socialiste et est guidé par son programme et ses principes. Les partis sociaux-démocrates

de la région déclarent leur solidarité avec le Parti social-démocrate d’Azerbaïdjan et demandent au Comité Ethique de l’IS de rétablir son statut au sein de l’IS.

Turquie

Déclaration de l’Internationale Socialiste sur la situation en Turquie

17 juin 2013

Les développements en Turquie ces trois dernières semaines ont été suivis avec une inquiétude croissante par la communauté internationale.

Le gouvernement turc, qui devrait répondre aux griefs des citoyens qui protestent et agir en accord avec les normes et principes d’une démocratie, n’écoute pas et ne cherche pas à trouver une voie en avant pour éviter la spirale actuelle de violence, de brutalités et de victimes dont le monde continue d’être témoin en conséquence.

L’augmentation de la violence dans les rues d’Istanbul contre les manifestants, n’impliquant pas seulement la police mais aussi des sympathisants du gouvernement, et qui est également vue dans d’autres parties du pays, est un sujet de grave préoccupation.

Nous réitérons donc notre appel au gouvernement turc de mettre fin à la violence contre les citoyens qui manifestent, exprimant leur frustration et leur désespoir face à un gouvernement qui ne semble pas écouter, et de s’abstenir d’actes qui pourraient mener à plus de violence. Nous appelons à un dialogue national entre les autorités de l’Etat et des acteurs politiques représentés au parlement national pour trouver une réponse pacifique, institutionnelle et démocratique à la situation actuelle critique qui touche le pays.

Guinée Equatoriale

La répression des manifestations de l’opposition en Guinée Equatoriale condamnée par l’IS

25 juin 2013

Une manifestation pacifique prévue hier par l’opposition Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS, le parti membre de l’IS en Guinée Equatoriale, a été réprimée par la force et la nuit d’avant six membres dirigeants du parti ont été détenus pendant plusieurs heures par les forces de sécurité du gouvernement.

L’Internationale Socialiste condamne fermement ces actes et appelle le régime Obiang à mettre fin au harcèlement des forces de l’opposition et de respecter les droits fondamentaux du peuple de Guinée Equatoriale.

La manifestation était prévue pour protester contre la conduite des récentes élections parlementaires et locales, où de graves manquements avaient été rapportés, y compris la fraude, l’achat de votes, la détention illégale d’activistes, la suppression de médias, des irrégularités dans le processus électoral et des discordances dans les résultats de l’élection.

L’Internationale Socialiste reste engagée et vigilante quant à la situation en Guinée Equatoriale et continuera de s’exprimer haut et fort contre le comportement antidémocratique du régime actuel. La CPDS peut compter sur la solidarité entière de ce mouvement social-démocratique mondial et qui ne cessera pas

avant que tous les citoyens de Guinée Equatoriale puissent jouir de l'ensemble de leurs libertés et droits fondamentaux.

Albanie

Célébration des résultats électoraux en Albanie

25 juin 2013

L'Internationale Socialiste se joint aux gens d'Albanie célébrant dans les rues aujourd'hui, saluant les résultats des élections qui ont eu lieu dimanche dernier, qui indiquent une victoire écrasante pour la coalition de Gauche, menée par Edi Rama, du Parti socialiste d'Albanie, parti membre de l'IS, et un Vice-président de l'Internationale.

Cette forte performance de la coalition de Gauche, Renaissance, est un signal du désir pour le changement en Albanie, un désir de tourner la page sur le régime précédant et de travailler ensemble pour un pays moderne, démocratique, jouissant de sa place à part entière en Europe.

Dans une conférence de presse avec Edi Rama aujourd'hui à Tirana, le Secrétaire général de l'IS, au nom de l'organisation, a félicité le peuple albanien et exprimé sa sympathie avec ceux qui ont souffert dans l'incident le jour du vote. Il a loué l'unification de forces de gauche dans le pays comme une démonstration de leur volonté de travailler pour un avenir progressiste commun, et salué le nombre élevé de votes pour Renaissance comme une victoire pour l'Albanie, pour son peuple, et une victoire pour tout le mouvement social-démocratique.

Bolivia

Evo Morales, normes internationales et l'égalité entre les Etats

Juillet 2013

Le retrait de l'autorisation, après avoir été donnée à l'avion présidentiel transportant le leader bolivien Evo Morales de traverser l'espace aérien par plusieurs pays européen lorsqu'il se trouvait sur le chemin du retour de Moscou, a représenté une grave infraction de immunités et droits reconnus pour les chefs d'Etats et a mis en danger la vie de tous ceux à bord de l'avion.

Ces développements démontrent, d'un côté, la fragilité des normes internationales reconnues et établies depuis longtemps, et de l'autre côté, la vulnérabilité des acteurs internationaux tels que les leaders d'Etats souverains vis-à-vis d'autres pouvoirs dans le système politique international.

Nous partageons ainsi les sentiments de protestation exprimés par un nombre de gouvernements en vue du comportement des autorités qui ont pris les décisions qui ont affectées le Président Evo Morales, et la solidarité exprimée pour le chef d'Etat de Bolivie et son peuple.

Nous attirons fermement l'attention sur la responsabilité de tous les Etats et gouvernements d'agir en accord avec les normes internationales établies sans aucune exception. De plus, toute violation du droit international par les grandes puissances contre des Etats plus petits n'est non seulement une grave infraction mais également un écart moral.

Il reste à accomplir la tâche de garantir le principe fondamental d'égalité entre tous les Etats en tant que base pour un véritable système multilatéral dans les relations internationales et où aucun Etat n'a plus de pouvoir sur un autre Etat.

Des mesures doivent être prises pour faire en sorte que ce que le Président Morales a dû endurer ne soit jamais répété.

Egypte

En soutien de la démocratie et de l'inuite en Egypte

4 juillet 2013

Un an après avoir pris le pouvoir avec 13 millions de votes, le Président Mohamed Morsi et son gouvernement dominé par les Frères musulmans ont été destitués de leurs fonctions par la force de l'armée égyptienne.

Président Morsi, premier Président d'Egypte librement élu, était au plus bas en termes de popularité, ayant échoué de tenir les promesses démocratiques pour lesquelles il avait été élu. En décembre dernier il s'est octroyé des pouvoirs incontestables qui ont choqué le peuple égyptien ainsi que la communauté internationale, et s'est ensuite précipité de tenir un referendum sur la nouvelle constitution malgré le manque d'accord entre les forces politiques. Depuis, le mécontentement et la discorde nationale se sont intensifiés, aboutissant dans une nation profondément divisée et polarisée. L'économie s'est détériorée, le chômage et l'inflation continuent d'augmenter et la croissance du PIB a fortement diminuée.

Un coup militaire, toutefois, est en décalage avec la démocratie et l'Internationale Socialiste fait appel aux autorités de respecter l'Etat de droit et de restaurer la démocratie sans délai à travers des élections présidentielles et parlementaires.

La révolution populaire qui a secoué le pays il y a deux ans n'a pas apporté l'ère de démocratie et de liberté que le peuple égyptien avait espéré, et pour laquelle de nombreux ont lutté courageusement et y ont laissé leur vie. Mais des avancées ont été faites et il est clair que la vaste majorité du peuple d'Egypte ne renoncera pas à la lutte pour la démocratie entière.

L'Internationale Socialiste attend avec intérêt un dénouement pacifique des problèmes auxquels l'Egypte fait face aujourd'hui, et fait appel à la population entière de respecter les différences de chacun, peu importe leur religion, culture ou genre, et de s'unir dans l'intérêt de la nation et de rendre justice aux citoyens qui ont donné leurs vies pour un pays meilleur, vivant en paix et en démocratie. L'IS réitère sa solidarité avec tous ceux en Egypte qui partagent les idéaux et principes de la social-démocratie et qui restent engagés dans la défense des objectifs démocratiques de la révolution de 2011.

TTF

Décision du Parlement européen sur la TTF

4 juillet 2013

L'adoption par le Parlement européen, avec une large majorité, du rapport d'Anny Podimata, députée européenne et vice-présidente du Parlement européen, pour la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF) par 11 Etats membres de l'UE dans le cadre de la coopération renforcée, est une importante étape supplémentaire dans la bonne direction.

A travers cette décision, les efforts persistants et concertés de l'Internationale Socialiste et de nombreuses forces démocratiques et progressistes en Europe et à travers le monde ont également été récompensés.

A présent, cet effort doit continuer, visant:

Premièrement, les leaders des pays de l'UE, afin que le Conseil européen prenne le plus vite possible une décision finale sur la mise en œuvre immédiate de la mesure, au moins dans les 11 pays UE qui l'ont adoptée, et bientôt, espérons-le, dans tous les Etats membres.

Deuxièmement, tous les leaders, au-delà de l'UE, ainsi que le G20, afin de promouvoir la mesure au niveau mondial.

Il est du devoir de toutes les forces démocratiques et progressistes de continuer à soutenir cette initiative à travers le monde, afin de défendre l'intérêt public et de restaurer un sentiment de justice sociale.

Je note, une fois de plus, qu'il s'agit d'une des rares décisions prises par l'UE durant la crise de la dette souveraine ayant un caractère social. La mise en œuvre de cette mesure aura un nombre de conséquences positives pour tous les citoyens de l'UE pour les raisons suivantes:

- Elle vise particulièrement les spéculateurs, dont l'avidité a eu un impact catastrophique sur nos économies et la vie de nos citoyens.
- Elle cible le secteur financier, qui demeure insuffisamment réglementé dans un cadre mondial fragmenté.
- Elle crée l'opportunité de réparer certaines injustices créées par le secteur financier qui bien que responsable de la crise, a profité de ses conséquences.
- Elle lèvera des fonds pour aider à réduire les déficits des Etats membres de l'UE d'une manière socialement plus équitable.
- Elle contribuera à restaurer le rôle approprié du secteur financier, qui est de financer et faciliter l'économie réelle.

En grande partie, la décision du Parlement européen est une réussite en accord avec l'un des nos objectifs principaux de l'agenda que nous déterminons et poursuivons ensemble, les partis membres de l'Internationale Socialiste: une réglementation plus stricte et la surveillance des transactions financières et des paradis fiscaux.

M'attendant à ce que les procédures nécessaires dans l'UE soient mises en œuvre sous peu, j'exhorte plus de pays et d'institutions à contribuer aux efforts pour adopter cette mesure au niveau international pour le bénéfice des économies nationales et des citoyens du monde entier.

George A. Papandreou
Président de l'Internationale Socialiste

Comité sur les Gouvernements Locaux

Réunion à Santiago, Chili, et rencontre avec Michelle Bachelet

19-20 juillet 2013



Le Comité de l'IS sur les gouvernements locaux, établi par décision du Conseil en février de cette année à Cascais, Portugal, a tenu sa première réunion à Santiago, Chili les 19 et 20 juillet.

La tenue de cette réunion a également présenté l'occasion d'une rencontre avec la candidate des forces progressistes à la présidence de la République, Michelle Bachelet, qui a partagé ses points de vue avec les représentants de l'Internationale Socialiste et commenté quelques objectifs principaux de son programme de gouvernement. Bachelet a été nommée candidate avec une grande marge de préférence dans un processus de primaires qui ont eu lieu pour la première fois au Chili le 30 juin 2013, avec la participation de plus de trois millions de citoyens.

Les discussions du Comité, qui ont eu lieu au Musée emblématique de la mémoire et des droits de l'homme à Santiago, ont rassemblé des autorités locales de différentes villes du monde.

Lors de l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a souligné l'importance que notre mouvement porte à la création d'espaces où des représentants et autorités du gouvernement local peuvent se retrouver et réfléchir à des questions concernant les mécanismes et stratégies pour construire la gouvernance locale et développer des politiques publiques dans leurs domaines de travail spécifiques. La réunion à Santiago avait entre autres pour objectif, dit-il, d'identifier les priorités et tâches communes qui étaient nécessaires aujourd'hui, à partir de l'engagement pour les principes et valeurs de notre mouvement social-démocratique mondial, à commencer les préparations pour la IVème Conférence mondiale des autorités locales qui aura lieu en 2014; la discussion des activités futures du Comité, et l'élection des autorités du Comité.

La maire de Santiago, Carolina Tohá, a souligné dans son discours de bienvenue la valeur et la portée du travail des gouvernements locaux pour améliorer la qualité de la démocratie. A cet égard, elle a réaffirmé l'importance des gouvernements locaux afin de parvenir à une meilleure égalité sociale, une importance qui résulte du contact étroit avec les citoyens et de leurs revendications au jour le jour. En même temps, elle a noté le besoin de compatibilité entre le développement productif des villes et des politiques environnementales durables, appelant à repenser et remodeler le rôle des gouvernements locaux pour créer des espaces de coexistence harmonieuse, de respect et d'acceptation, et résoudre les complexités de citoyens vivant ensemble dans une société diverse.

Parmi les priorités et tâches du socialisme démocratique soulignées durant le débat, se trouvait le renforcement des droits des citoyens dans la création de politiques publiques universelles qui nécessitait, comme il fut dit, la reconnaissance de ces droits avec conviction ferme lorsque ces politiques étaient poursuivies. A cet égard, les gouvernements locaux devaient accepter leur responsabilité de garantir les droits visant la démocratisation de l'accès aux services sociaux pour les différents groupes de la société, avec leurs différences et conditions spécifiques. De même, il est nécessaire de promouvoir des modèles de gestion partant du principe tel que l'incorporation d'une attention particulière pour des questions de genre; de politiques qui répondent aux besoins de groupes traditionnellement défavorisés, et qui sont également durables et compatibles avec l'environnement; des politiques qui prennent en compte la sécurité des citoyens, ainsi que l'incorporation de la composante participative comme élément transversal dans toutes les tâches impliquées dans le travail public local.

Les autorités locales participantes sont convenues qu'une des priorités pour avancer dans les questions de gestion et de gouvernance locale était la décentralisation. Sans cet élément, toute tentative d'améliorer la gestion des gouvernements locaux et leur rôle dans le processus de formulation des politiques concentrés sur les droits produira des réponses déficientes et inefficaces. Cette décentralisation doit commencer dans l'arène politique, permettant aux gouvernements locaux d'avoir plus d'autonomie dans leur prise de décisions, et ensuite se tourner vers la décentralisation économique, attribuant des budgets plus élevés pour répondre aux aspirations et revendications des citoyens. Dans ce contexte, il a été considéré que l'indépendance financière est essentielle pour avancer dans l'autonomie des gouvernements locaux.

Dans le cadre des discussions, une attention a été portée au besoin crucial d'écouter attentivement les voix des citoyens lors de l'élaboration des agendas et de la définition des priorités de gestion au niveau local. En plus de la construction de mécanismes de participation, des questions telles que l'inclusion, la transparence et la qualité de la gestion sont décisives pour donner la légitimité et un sens à la politique, avant tout dans un contexte urbain, où la proximité entre les autorités et les citoyens est la première instance du processus démocratique.

L'élection des autorités du Comité, un des autres points sur l'ordre du jour de la réunion, en accord avec les conditions statutaires de l'Internationale, a également reçu l'attention des participants. Carolina Tohá, maire de Santiago, Chili, a été élue Présidente du Comité. Alfred Okoe Vanderpuije, maire d'Accra, et Alexander Burkov, Vice-président de la Commission sur le gouvernement local du parlement russe et candidat maire d'Ekaterinbourg, ont été élus Vice-présidents du Comité.

La réunion s'est conclue par un échange de points de vue sur les tâches futures du Comité, y compris l'adoption d'une position commune sur des initiatives à venir, et d'autres réunions internationales de maires et d'autorités locales, faire avancer les préparations pour la IVème Conférence mondiale des maires de l'Internationale Socialiste prévue en 2014, et les prochaines réunions du Comité qui auront lieu dans d'autres continents. Finalement, la réunion a adopté une déclaration élaborant brièvement les thèmes discutés. La réunion s'est conclue par l'expression sincère d'appréciation de tous les participants pour leurs hôtes chiliens.

DECLARATION

Original: espagnol

L'Internationale Socialiste (IS) a tenu la première réunion de son Comité sur les gouvernements locaux à Santiago de Chile les 19 et 20 juillet. Cette réunion, sous la conduite du Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, avait pour objectif de développer et renforcer la coordination des gouvernements locaux au sein de l'Internationale Socialiste. Les discussions furent fructueuses, riches en analyse et propositions, et ont défini des priorités et tâches actuelles pour les gouvernements locaux, renforçant une plateforme progressiste commune.

La réunion s'est concentrée sur le défi d'améliorer la qualité de la démocratie, construisant des villes basées sur la solidarité afin d'avancer vers la réalisation de l'égalité des chances et de la justice sociale.

Les délégués sont convenus de l'importance de cette réunion, en vue de l'interrelation nécessaire entre les différents acteurs membres de notre Internationale. Les défis auxquels nous devons faire face aujourd'hui en ce qui concerne la gouvernance doivent être affrontés avec des solutions claires et un esprit ouvert avec le respect des valeurs de la social-démocratie qui n'ont jamais été aussi nécessaires qu'aujourd'hui pour placer le citoyen au centre de la politique et de sa gestion.

Il est de notre devoir de contribuer à la gouvernance de sociétés et villes diversifiées dans leur expression culturelle, leur politique sociale et leurs valeurs et de répondre à ce défi en donnant de la place à chaque forme de diversité qui cohabite dans nos villes.

Le Comité de l'IS sur les gouvernements locaux est convenu du suivant:

D'orienter la formulation de politiques publiques avec l'objectif de construire des villes intégrées permettant l'avancée de l'inclusion sociale. Ceci implique la promotion du développement et l'accès aux biens et services dans un environnement de diversité sociale, y compris les secteurs défavorisés historiquement, répondant aux barrières économiques, ethniques et de genre qui existent dans nos sociétés.

D'avancer vers la construction de gouvernements locaux plus autonomes à travers la décentralisation du gouvernement central. Aujourd'hui il existe un besoin profond des gouvernements locaux de parvenir à l'autonomie politique dans la prise de décisions et une autonomie financière pour la durabilité économique de la gestion locale. Les gouvernements locaux sont la première instance de pouvoir et de contact pour les citoyens et requièrent une plus grande autonomisation pour élargir leur champ d'action et permettre aux citoyens et leurs gouvernements de diriger et concentrer les dépenses publiques là où elles sont nécessaires, sans instance de direction centrale qui pourrait déformer la véritable intention de la politique locale.

Les gouvernements locaux socialistes et sociaux-démocrates doivent diriger leurs efforts sur l'avancement de politiques publiques qui suivent une approche de droits humains, garantissant l'accès universel aux biens publics et services sociaux pour tous les citoyens. Il s'agit de transformer le paradigme des politiques publiques, partant d'une approche qui considère les citoyens comme des simples bénéficiaires de services et de biens publics, vers une approche où les gens peuvent jouir de leurs droits.

Dans un contexte comme celui actuellement de désaffection politique généralisée, il est extrêmement important d'inculquer la gouvernance locale, nationale et mondiale des valeurs et principes qui inspirent une action qui répond aux revendications des citoyens pour plus d'égalité, plus d'équité et de justice sociale. Tels sont les valeurs et principes incarnés en permanence dans la gestion des membres de l'Internationale Socialiste.

Ceci devrait se traduire par une plus grande participation et sentiment d'appartenance dans les politiques publiques visant nos citoyens, assurant ainsi que l'action de nos villes est le produit des opinions, points de vue et participation de la diversité des gens qui vivent dans nos communautés.

Comité pour L'Amérique Latine et la Caraïbe

La politique mondiale et l'économie – la vision d'Amérique latine et de la Caraïbe

26-27 juillet 2013



Les 26 et 27 juillet, l'Internationale Socialiste a tenu une réunion de son Comité pour l'Amérique latine et la Caraïbe, SICLAC, à Ochos Rios, Jamaïque, accueillie par le Parti national du Peuple, PNP, avec la participation de la Première ministre de la Jamaïque, Portia Simpson Miller, leader du PNP et Vice-

présidente de l'Internationale Socialiste.

La réunion fut convoquée suite à des consultations parmi des membres du Présidium de l'IS de la région, et a compris dans son ordre du jour l'élection des autorités du Comité pour la période inter-congrès actuelle. L'ordre du jour s'est concentré sur deux thèmes principaux: « Stratégies et politiques régionales pour renforcer le rôle de l'Amérique latine dans le nouveau cadre politique et économique mondial » et « La vision social-démocrate et des propositions pour surmonter l'inégalité et les déficits démocratiques dans la région en construisant des sociétés plus inclusives et justes ».

La Première ministre Portia Simpson Miller, a souhaité la bienvenue à tous les participants lors de **l'ouverture de la réunion**, et a souligné que son parti allait célébrer les 75 ans de sa fondation sous peu. Elle a rappelé que Norman Washington Manley, le premier leader du PNP avait scellé l'identité du PNP en tant que parti social-démocratique, dédié à obtenir l'indépendance, une plus grande égalité et le développement social pour le peuple jamaïcain. Elle a souligné que cette inspiration première continuait aujourd'hui, surtout dans ces temps économiques difficiles avec des fortes pressions sociales, revendications des citoyens et des inquiétudes environnementales. La Jamaïque avait relevé ses propres défis de décolonisation, puis l'indépendance, et enfin actuellement celui de créer une société plus égalitaire et inclusive. En relation avec les engagements économiques que le pays avait assumés avec des organisations financières internationales, la Première ministre a conclu qu'il était important d'équilibrer les comptes mais qu'il était tout aussi important d'équilibrer la vie des gens. A cet égard, le programme politique du PNP au gouvernement était d'être économiquement responsable, tout en stimulant l'emploi, l'éducation, la santé, l'énergie et le respect de l'environnement.



Le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a rappelé les riches relations entre l'organisation et le PNP, datant

du temps de Michael Manley, Premier Ministre et leader du PNP. Portia Simpson, aujourd'hui, à la tête du parti et du gouvernement, est un bon exemple de la famille social-démocratique des femmes d'Etat, d'origine modeste qui est montée à la direction de son pays, créant des liens avec les gens, et répondant à leurs inquiétudes. Il a souligné les programmes pour l'emploi et la protection sociale mis en œuvre par son gouvernement malgré la situation économique difficile qu'elle avait hérité en prenant le pouvoir en 2011, suivant les conséquences des mauvaises politiques du gouvernement précédent et la crise financière de 2008. Les partis sociaux-démocrates et les partis membres de l'IS en Amérique latine et la Caraïbe étaient en effet la force politique qui, tout en renforçant les libertés démocratiques et les droits des citoyens, avait réussi de faire avancer des politiques économiques se concentrant sur les gens, résultant dans une croissance économique menant à des emplois et une plus grande protection sociale, avec un accent sur l'éducation, la santé et des retraites décentes. Il restait toujours beaucoup à faire pour briser le cycle d'inégalité qui existait dans la région, mais toute avancée faite à cet égard provenait de ces politiques.

Suivant la session d'ouverture, le Comité a continué avec le prochain point de l'ordre du jour, **l'élection des Président(e) et Vice-président(e) du Comité**. S'étant réuni avant l'ouverture de la réunion, les membres du Présidium de l'IS de la région présents en Jamaïque sont convenus de proposer que le processus de l'élection suive la procédure appliquée au dernier Congrès de l'IS, avec la nomination d'une Commission électorale composée dans ce cas des Vice-présidents de la région, et présidée par Bernal Jimenez, Président du PLN, Costa Rica. Cette proposition a été acceptée à l'unanimité par la réunion. L'élection du Président du Comité était ouverte à toutes les candidatures présentées jusqu'au moment du vote et a été exécuté par scrutin secret. Bernal Jimenez, après avoir demandé s'il y avait d'autres propositions, a informé la réunion qu'une nomination avait été reçue, celle du leader du PRD, République dominicaine, et Vice-président de l'IS, Miguel Vargas. Suite à un vote secret, Miguel Vargas a été dûment élu.

Pour la position de Vice-président, le Comité a tenu un échange de points de vue en ce qui concerne le maintien de l'équilibre d'un tiers de chaque genre dans les postes à élire. Il a été décidé que deux Vice-présidents allaient être élus à cette fin. Bernal Jimenez a rapporté que la candidature de Márcio Bins Ely, du PDT, Brésil avait été reçue. Le président de la Commission électorale a demandé à la réunion de prendre une décision si l'élection de l'autre vice-président allait avoir lieu à cette ou à la prochaine réunion, puisque sur l'ordre du jour l'élection d'un seul vice-président avait été prévue initialement. Il a été convenu par vote de tenir l'élection de l'autre vice-président lors de la prochaine réunion du comité. Un vote par scrutin secret a eu lieu sur la candidature de Márcio Bins Ely et il a ensuite été élu.

Miguel Vargas, suivant son élection en tant que Président du Comité, a remercié les participants de leur confiance et dit qu'il allait assumer avec humilité cette responsabilité, qui, lors de la création du Comité en 1980, avait été occupé par un homme qui avait laissé une empreinte indélébile sur l'histoire politique de son pays et notre mouvement en Amérique latine et la Caraïbe, José Francisco Peña Gómez. A son tour, Márcio Bins Ely a exprimé sa gratitude et celui de son parti, pour son élection en tant que Vice-président et se réjouissait de travailler avec tous les partis dans ce Comité.

Le premier thème principal de la discussion **«Stratégies et politiques régionales pour renforcer le rôle de l'Amérique latine dans le nouveau cadre politique et économique mondial»**, a été introduit par deux intervenants, le Vice-présidents de l'IS Bernal Jimenez du PLN, Costa Rica et Victor Benoit, du Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens. Ceci a été suivi par de nombreuses contributions intéressantes. Pendant les discussions, les membres du comité ont souligné que la mondialisation apportait de grands défis et sont convenus que la région en général était ressortie de la crise économique qui avait commencé en 2008 dans un meilleur état qu'à d'autres occasions auparavant. Il a été rappelé que les prévisions de croissance par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, CEPALC, reflétait que les pays de la région avaient réussi à maintenir des chiffres de croissance positifs et les prévisions pour les prochaines années étaient estimés à environ 3%. Toutefois, ils ont souligné qu'il était important de rester vigilant et d'agir rapidement en vue de tout ralentissement éventuel de croissance et de promouvoir et renforcer l'innovation, la compétitivité et des politiques pour stimuler l'emploi et la protection sociale dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe avec une action décisive par les gouvernements progressistes dans la mise en œuvre de politiques qui ne permettent non seulement une croissance économiquement et écologiquement durable, mais qui permet également aux gens de la région de progresser avec plus d'égalité

et des meilleures conditions de vie pour tous. D'autres questions soulignées sous ce thème étaient la réforme des institutions internationales, surtout le système des Nations unies, et le besoin d'un multilatéralisme respectueux du droit international et de l'égalité entre les nations.

Le deuxième thème principal «**La vision social-démocrate et des propositions pour surmonter l'inégalité et les déficits démocratiques dans la région en construisant des sociétés plus inclusives et justes**» a été introduit par Marcelo Ebrard, Vice-président de l'IS, du PRD, Mexique, et a également inclus de nombreuses interventions productives. Les participants ont souligné que l'Amérique latine et la Caraïbe continuait d'être une région avec de sérieux niveaux d'inégalité et ont fait valoir que les partis sociaux-démocrates devaient poursuivre avec vigueur leurs efforts pour combattre la pauvreté, parvenir à une plus grande inclusion et des meilleures conditions de vie pour tous les citoyens. Ils étaient d'accord sur le besoin d'institutions et de lois qui reconnaissent, respectent et garantissent les droits des gens, pour lequel des économies saines sont nécessaires, promouvant la croissance et le développement national. Hors, il a été souligné en même temps que, dans des pays de la région où il y a une croissance soutenue et un dynamisme économique, tel que c'est le cas au Brésil ou au Chili, l'émergence de mouvements sociaux avec des nouvelles exigences envers les gouvernements et les politiques publiques pouvait être observée ces derniers temps. Les membres du comité ont estimé que ces manifestations populaires exprimaient souvent le désir du peuple de politiques publiques, institutions et lois qui, au sein d'une économie de marché fonctionnante, combinent la création de richesses avec sa distribution adéquate et un réseau de protection sociale pour les générations actuelles et futures. Ceci devrait se matérialiser dans la mise en œuvre des programmes, allant d'une éducation de qualité du premier âge aux retraites en vieillesse et le respect de l'environnement, alors que les gens appellent à plus de solidarité dans la société et un engagement de leurs gouvernements pour la protection de l'environnement naturel et culturel pour les générations futures.

Les participants sont convenus que les nouvelles technologies offraient un bon instrument pour nos partis pour devenir plus efficaces dans l'écoute des citoyens, rapprochant les gens de la politique et renforçant leur légitimité. En conclusion sur ce point, les membres du comité sont convenus d'entreprendre un processus pour identifier les questions clés dans le travail actuel des partis de l'IS à travers la région et de partager des idées et expériences sur comment les aborder. Dans cet effort, des sujets de préoccupation pour les gens de la région devraient être incluses, comme par exemple l'opinion de partis de l'IS sur les propositions de décriminaliser certaines drogues pour réduire la violence, ou rendre l'éducation secondaire et supérieure plus accessible à la population, ou assurer une plus grande augmentation dans le transfert de ressources de pays émetteurs de carbone qui génèrent le réchauffement climatique, à ceux qui souffrent de ses effets.

Suivant les discussions sur les thèmes principaux, le Comité a écouté des rapports sur la **situation nationale dans différents pays de la région**. Là où les partis progressistes sont actuellement au gouvernement et où des élections auront lieu l'année prochaine, comme c'est le cas au Costa Rica, en El Salvador, en Uruguay ou au Brésil, la réunion a été informé des efforts effectués par les forces social-démocratiques et leurs chances d'être réélus. De l'autre côté, dans des pays comme le Chili, où des partis membres de l'IS étaient en opposition, après avoir été dans un gouvernement de coalition pendant vingt ans, entre 1990 et 2010, il a été observé qu'il y avait de fortes chances d'un retour au pouvoir lors des prochaines élections en novembre de cette année. Il a été noté qu'au Panama, où des élections sont prévues pour 2014, le candidat du parti membres de l'IS était actuellement en tête dans les sondages d'opinion. La situation en Haïti était une source d'inquiétude particulière, où des élections parlementaires et municipales avaient été déferées depuis 2011, ayant un impact défavorable sur le fonctionnement démocratique normal de cette nation caraïbe. Le Comité a adopté une Déclaration sur l'Haïti, appelant à la normalisation du processus politique et à la tenue d'élections avant la fin de l'année.

La réunion s'est conclue par des paroles finales de la Première ministre Portia Simpson Miller, qui a remercié tous les participants de leur présence en Jamaïque, appréciant leur solidarité et les invitant à revenir pour la conférence du PNP en septembre pour célébrer ses 75 ans d'existence.

DECLARATION SUR L'HAÏTI

Réuni dans la Ville de Ocho Rios en Jamaïque, les 26 et 27 juillet 2013, le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe (SICLAC) s'est penché, entr'autres, sur les déficits de la démocratie dans la région et a réfléchi sur les stratégies à promouvoir pour rendre les sociétés plus justes et plus inclusive. Sur la situation spécifique d'Haïti, la SICLAC est préoccupée du fait que depuis 2011, les Elections n'aient pas été organisées pour renouveler le tiers du Sénat et les collectivités territoriales.

La SICLAC appelle tous les secteurs politiques (gouvernement Haïtien ainsi que l'opposition) à œuvrer avec un esprit démocratique et responsable, pour éviter au pays une crise institutionnelle et politique, susceptible de nuire au progrès de cette nation.

A cette fin, la SICLAC suggère un dialogue politique entre tous les secteurs pour permettre la tenue des Elections sénatoriales et territoriales, avant la fin de 2013. Ça sera utile pour que Haïti reste dans la voie du processus démocratique, du changement économique et social au profit de son peuple qui a déjà trop souffert, dans le passé, des crises politiques à répétition.

Egypte

Le besoin urgent de rétablir l'agenda démocratique en Egypte

31 juillet 2013

Ces dernières semaines, le monde a été témoin d'un éloignement dramatique de l'agenda démocratique en Egypte. La situation politique a continué de se détériorer rapidement, réduisant davantage les perspectives de réconciliation nationale et de démocratie.

La répression violente et l'utilisation extrême de la force par l'armée et la police contre les manifestants, qui a fait de nombreux morts et blessés, est déplorable et condamnée sans équivoque par l'Internationale Socialiste.

La persécution politique doit cesser. Mohamed Morsi et tous les membres de l'opposition en état d'arrestation doivent être libérés.

Le droit à la manifestation pacifique doit être respecté.

Les restrictions imposées aux médias de l'opposition et à la liberté d'expression doivent être levées immédiatement.

Le retour au déploiement des unités de police utilisées pour réprimer les manifestations, les mêmes unités qui avaient été suspendues suite aux soulèvements de 2011, est absolument inacceptable, tout comme il est inacceptable de donner au premier ministre le pouvoir de placer le pays sous état d'urgence, comme cela était le cas par le passé.

L'agenda démocratique de l'Egypte, qui a été avancé par des millions de gens qui voulaient mettre fin aux répressions et violations des droits de l'homme des années précédentes, doit être rétabli d'urgence. Tel que déclaré par notre Internationale, les autorités par intérim provenant de l'intervention militaire doivent maintenir l'Etat de droit et s'engager sans délai dans les préparations pour des élections présidentielles et parlementaires. Rien de moins que la véritable démocratie, la jouissance des libertés et droits pour tous doit être le chemin de l'avant après les sacrifices de si nombreux depuis 2011. L'Internationale Socialiste

appelle à tous les citoyens égyptiens, à tous les groupes et partis politiques de donner priorité au dialogue, au pluralisme et à la reconnaissance et respect mutuels, préservant l'esprit et les objectifs de la révolution de 2011.

Mali

L'IS au Mali avec Keita pour des élections cruciales

13 août 2013



Délégation de l'IS avec Ibrahim Boubacar Keita



Délégation de l'IS avec SE Président Dioncounda Traoré

Une délégation de l'Internationale Socialiste se trouve au Mali du 8 au 14 août pour le second tour des élections présidentielles qui a eu lieu le dimanche 11.

Syrie

La responsabilité de la communauté internationale envers le peuple syrien

4 septembre 2013

En mars 2011 le monde commençait à être témoin de manifestations publiques en Syrie contre le gouvernement, appelant à une fin du régime du Président Bashir al-Assad et pour ouvrir la voie à un système démocratique et la jouissance des droits et libertés pour tout le peuple syrien. Dès le début, l'Internationale Socialiste, conformément à ses principes et valeurs et son engagement pour tous ceux dans le monde qui luttent pour la démocratie et les droits fondamentaux, a ouvertement soutenue ces revendications.

Tout au long de cette période depuis le début des manifestations, le régime syrien a ignoré ces appels de son peuple, ainsi que les appels de membres de la communauté internationale, répondant au lieu par la violence et la brutalité, y compris des graves violations des droits de l'homme, des actes de torture aveugle, des répressions et exécutions. Ceci a eu pour conséquence une aggravation du conflit avec, à ce jour, plus de 100.000 morts comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon.

Aujourd'hui, en conséquence, près de 5 millions de Syriens sont déplacées à l'intérieur selon des organisations internationales bénévoles, et près de 2 millions sont des réfugiés sans-abri dans les pays avoisinants.

L'utilisation d'armes chimiques en Syrie le 21 août 2013 a choqué le monde. Cet acte odieux et immoral a causé la mort de plus de 1400 innocents civils, y compris plus de 400 enfants, et constitue un crime contre l'humanité, que de notre point de vue, aucun pays ni la communauté internationale ne peuvent ignorer.

Selon des rapports, la Syrie serait un des pays au monde avec le plus grand stockage d'armes chimiques, sous le contrôle du régime au pouvoir. Il doit être réitéré clairement que le développement, la production, le stockage et l'utilisation d'armes chimiques viole la convention sur l'interdiction des armes chimiques de 1993 largement accepté, interdisant l'utilisation de produits chimiques comme armes de destruction massive.

De notre point de vue, toutes les nations démocratiques du monde, ainsi que leurs citoyens, ont aujourd'hui une responsabilité envers le peuple syrien et tous ceux qui ont été victimes de ce massacre atroce. Nous ne pouvons pas détourner notre regard. L'heure exige une vaste et décisive initiative internationale pour mettre fin aux horreurs et au carnage en Syrie et à la souffrance de son peuple, et pour garantir que ce sorte de crime ne soit jamais répété. En même temps, le besoin d'un cadre politique reste prioritaire pour ouvrir la voie au changement démocratique en Syrie qui inclura la population toute entière.

Le monde serait un endroit meilleur, et la cause de la paix grandement avancée, si les nations agissaient ensemble à travers les Nations unies. A cette fin, l'ONU doit confirmer d'urgence les faits concernant ces atrocités en Syrie et définir rapidement une réponse internationale et faire en sorte que les responsables doivent rendre des comptes. Les prochains jours seront cruciaux pour la définition de positions communes sur cette question critique, et l'Internationale Socialiste fait appel à toutes les nations, et en particulier à celles qui sont membres du Conseil de sécurité de l'ONU, de prendre la tête par un accord qui donnera l'exemple pour la construction d'un monde plus sûr pour demain.

Jamaïque

75e anniversaire Symposium PNP

4 septembre 2013



Réflexion sur « Le passé-construire l'avenir »

Presidium

6^a reunión anual del Presidium de la IS y Jefes de Estado y de Gobierno, Naciones

Unidas, Nueva York

26 de septiembre de 2013



Des membres du Présidium de l'IS, chefs d'État et de gouvernement de partis membres de l'IS, responsables d'agences de l'ONU et d'organisations internationales, et un nombre de ministres des Affaires étrangères se sont réunis au siège des Nations Unies à New York le 26 septembre à l'occasion de la 6^e

réunion annuelle de l'Internationale Socialiste en conjonction avec l'Assemblée générale des Nations Unies. Les thèmes principaux de la réunion ont été les derniers développements dans la lutte pour gagner de nouvelles démocraties, notamment en Syrie et en Égypte, avec un accent particulier sur la paix, la sécurité et les droits de l'homme; et l'engagement social-démocratique pour mettre un terme à la pauvreté et promouvoir l'égalité, en intégrant notre contribution au Programme de développement pour l'après-2015.

Parmi les chefs d'État et de gouvernement présents figuraient le Président du Mali récemment élu Ibrahim Boubacar Keita, les deux vice-présidents de l'IS et premiers ministres Elio Di Rupo (Belgique) et Edi Rama (Albanie), le Premier ministre mauricien Navinchandra Ramgoolam et le Premier ministre maltais Joseph Muscat. António Guterres, Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et José Miguel Insulza, Secrétaire général de l'Organisation des États américains, participaient à la réunion en tant qu'invités spéciaux. Le Président de l'IS George Papandreou a présidé la réunion, avec la participation des membres du Présidium suivants: le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, et les vice-présidents de l'IS Victor Benoît (Haïti), Nouzha Chekrouni (Maroc), Ahmed Ould Daddah (Mauritanie), Emmanuel Golou (Bénin), Alfred Gusenbauer (Autriche), Ouafa Hajji (ISF), Eero Heinäluoma (Finlande), Pendukeni Iivula-Ithana (Namibie), Chantal Kambiwa (Cameroun), Marian Lupu (Moldavie), Mario Nalpatian (Arménie), Juliao Mateus Paulo (Angola), Henry Ramos (Venezuela), Ségolène Royal (France), Sandra Torres (Guatemala), Miguel Vargas Maldonado (République dominicaine) et Carlos Vieira da Cunha (Brésil). D'autres hauts responsables de gouvernement étaient également présents: Manuel Vicente, vice-président d'Angola, Titus Corlatean, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, Zlatko Lagumdžija, ministre des Affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine et George Rebelo Chicoty, ministre des Affaires étrangères d'Angola.

À l'ouverture du Présidium, l'assemblée a rendu hommage au poète, activiste et diplomate ghanéen Kofi Awoonor, mort tragiquement lors de la récente attaque terroriste survenue à Nairobi. Kofi Awoonor, chef de la délégation du Congrès démocratique national (NDC) lors du XXIV Congrès de l'IS au Cap en Afrique du Sud, a été une source d'inspiration pour beaucoup et continuera à vivre à travers ses œuvres. Les participants ont décidé de transmettre un message de condoléances au NDC de la part de l'Internationale Socialiste.

Dans le cadre des discussions qui portaient sur la lutte pour gagner de nouvelles démocraties et la recherche de la paix et de la sécurité, le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, a exposé la situation alarmante des réfugiés syriens, présentant un tableau extrêmement détaillé et très sombre, sous bien des aspects, de la crise des réfugiés et de l'instabilité régionale provoqués par la guerre civile. Plus de deux millions de réfugiés ont été recensés en dehors des frontières syriennes, avec beaucoup

d'autres déplacés à l'intérieur du pays. Les pays voisins, en particulier le Liban, souffrent terriblement des conséquences humanitaires, politiques et des questions de sécurité de cette crise. Le Haut-commissaire a souligné dans son intervention l'urgence de parvenir à une résolution pacifique du conflit. L'Internationale Socialiste a clairement exprimé son soutien aux Syriens désireux d'un avenir où régneront la paix, la sécurité et la démocratie, et les participants à la réunion ont apporté leurs contributions, en insistant sur le fait qu'il y a espoir de progresser sous l'égide des Nations Unies.

Les membres du Présidium ont félicité chaleureusement le Président Ibrahim Boubacar Keita pour sa victoire lors des récentes élections présidentielles au Mali, et ont unanimement exprimé leurs vœux de succès au regard des tâches difficiles et importantes auxquelles lui et son pays devront faire face. Le président malien a remercié les membres du Présidium pour leur soutien, dans une période de troubles majeurs pour son pays. Il a exprimé sa fierté d'appartenir à une famille politique si chaleureuse, accueillante et humaine et il a promis de continuer à participer aux activités de l'IS. D'autres membres ont pris la parole pour souligner le rôle important de la solidarité, en tant que valeur clé du mouvement social-démocratique au niveau mondial. L'IS et ses membres ont montré un soutien très fort au Mali, notamment la mission de l'IS dans le pays pendant les élections en a été un bon exemple. Il a été reconnu qu'un engagement important envers la force et la pertinence continues de l'organisation reposent sur la poursuite de l'engagement et de la participation de ces leaders, une fois au pouvoir.

Les débats autour du thème de l'engagement social-démocratique pour mettre un terme à la pauvreté et promouvoir l'égalité ont révélé que les objectifs du Millénaire pour le développement ne seraient pas atteints dans la majorité des cas, et qu'il reste encore de nombreux efforts à fournir dans les domaines de la pauvreté, de la santé et de l'égalité des sexes.

La pauvreté et la faim restent les priorités de la social-démocratie, et les diverses régions du monde sont confrontées à des problèmes variés. En Europe par exemple, les progrès sociaux survenus depuis la Seconde guerre mondiale sont désormais menacés à cause de plans d'austérité trop zélés fondés sur des idéologies, qui visent à démanteler l'État providence. En Amérique latine, il est essentiel de redoubler d'efforts pour s'assurer que la croissance profite au plus grand nombre, et non pas à une infime fraction de la population composée des plus riches ; notant que le continent « n'est pas pauvre » mais « inégalitaire ».

Les progrès dans la lutte contre la pauvreté en Afrique sont menacés par les conflits. Même si la démocratie a vaincu au Mali, de tels conflits se poursuivent dans de nombreux pays africains et le Présidium a exprimé sa grande inquiétude à propos des crises en cours en République centrafricaine, dans la République démocratique du Congo et en Somalie, qui semblent échapper à l'attention internationale et passer totalement inaperçues.

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, autre objectif des OMD, a également été un objectif essentiel de l'IS, et la nécessité d'avoir une représentation hommes-femmes égalitaire au sein de l'organisation a été réitérée.

Les initiatives actuelles et futures de l'IS, ainsi que les priorités de l'organisation étaient également à l'ordre du jour de la réunion. Le Présidium a passé en revue les activités de l'organisation dans la période très chargée qui a suivi le dernier Conseil à Lisbonne. Les décisions qui en avaient découlé se sont traduites par une série de réunions des comités, de missions, de délégations et d'autres initiatives.

Plusieurs intervenants ont mentionné les révélations récentes concernant l'interception de données électroniques privées par les agences de sécurité. Il a été conclu qu'il s'agit là d'une menace sérieuse envers les libertés personnelles et l'IS se doit de défendre sa position pour protéger les citoyens du monde contre une surveillance intrusive et sans discrimination, atteinte inacceptable aux libertés civiles au nom de la lutte antiterroriste. L'étendue de l'espionnage des Etats-Unis au Brésil est particulièrement préoccupante, avec les appels présidentiels, les ambassades et les intérêts commerciaux figurant parmi les principales cibles visées. Il a été convenu que ces questions doivent être soulevées dans une déclaration à adopter lors du prochain Conseil, en reconnaissant que ceux qui ont connu la vie sous un régime de dictature sont

extrêmement méfiants à l'égard de ces tactiques de surveillance, qui permettaient aux régimes totalitaires de garder le contrôle.

Comme dans beaucoup d'autres domaines, la supervision démocratique est d'une importance capitale pour toutes les questions d'espionnage et de surveillance. Le Présidium a également souligné le besoin de continuer à travailler conformément aux valeurs et aux principes de la social-démocratie, et il incombe aux partis membres en gouvernement d'offrir le soutien et la solidarité nécessaires lors de manquements à la démocratie. Les événements récents, dont le coup d'Etat en Égypte, ont attiré l'attention sur des questions fondamentales autour de la légitimité et du besoin de défendre les libertés et de protéger les droits de l'homme. Comme l'a déclaré l'Internationale, un coup d'Etat porte gravement atteinte à la démocratie et l'Égypte doit désormais retrouver urgemment la voie de la démocratisation.

Tout en reconnaissant les chemins différents qu'ont pris la Libye, l'Égypte et la Tunisie depuis leurs révolutions en 2011, il a été remarqué que qualifier les émeutes de « Printemps arabe » pourrait constituer une étiquette passe-partout qui ne prend pas en compte les grandes divergences de situations nationales dans chacun des pays concernés. L'importance capitale de la démocratie a encore été réitérée à l'unanimité par les membres présents, car la démocratie peut offrir aux pays d'Afrique du Nord et de l'ensemble du continent, la chance de prendre leur destin en main, afin de surmonter les grandes différences ethniques et linguistiques présentes en Afrique. L'IS doit continuer à promouvoir des solutions basées sur la négociation, la paix et des accords multilatéraux pour résoudre les conflits dans le monde, conformément à son engagement envers la démocratie et son souhait de mettre un terme à la violence. Dans ce contexte, la réunion a pris note de façon positive des récentes déclarations de l'organisation à propos des développements en Syrie et en Égypte.



Antonio Guterres, en tant que Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et ancien président de l'Internationale Socialiste, s'adressant au Présidium

La question toujours critique de la migration fera l'objet de futures initiatives de l'Internationale. La migration est un sujet qui touche une grande majorité de pays dans le monde, qu'il s'agisse de ceux qui fuient la violence et les persécutions et l'effet sur les pays d'accueil, ou des épreuves et des menaces quotidiennes des nombreux migrants vivant en situation irrégulière.

Le Présidium a décidé que la prochaine réunion du Conseil de l'IS aura lieu à Istanbul du 11 au 12 novembre 2013, et sera accueilli par le Parti républicain du peuple (CHP). Elle abordera en particulier les crises actuelles de lutte pour la démocratie, notamment au Moyen-Orient et dans les pays d'Afrique du Nord, et les conflits qui menacent la paix et la sécurité. Elle organisera également des discussions pour réaffirmer la vision

centre-gauche pour l'économie mondiale, avec un accent particulier sur la croissance, l'emploi et l'égalité, et un nouvel agenda pour le développement.

Rabat

Sommet Mondial des dirigeants Locaux et Régionaux, 4^e Congrès de CGLU

1-4 octobre 2013



Fathallah Oualalou (au centre), maire de Rabat, rencontre le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala (centre droit), la Présidente du Comité de l'IS sur les gouvernements locaux, Caroline Tohá (centre gauche), maire de Santiago, Chili; et des membres d'une délégation internationale de maires et de collectivités locales



Guinée

Les défis de la démocratie : élections parlementaires en Guinée

11 octobre 2013

Le 28 septembre 2013 la Guinée a tenu pour la première fois des élections pour un nouveau parlement en démocratie. Ayant subi plus de 50 ans de régimes autocratiques depuis son indépendance en 1958, le pays a fait prêter serment à son premier président élu de manière démocratique, Alpha Condé, en décembre 2010.

Evidemment, les attentes envers un processus électoral d'une si grande signification étaient très grandes. Ces élections avaient d'abord été prévues six mois après la prise de pouvoir du nouveau gouvernement démocratique. Toutefois, cette période s'est avérée être trop courte pour assurer les accords nécessaires, incluant toutes les forces politiques, pour la tenue de ces élections, et qui ont finalement pu être atteints plus tôt dans l'année.

Les élections, organisées par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), qui comprenait des représentants de tous les majeurs partis du pays, étaient, malgré des rapports de quelques difficultés techniques ou organisationnelles, pacifiques, ouvertes et ont attiré une large participation des citoyens, remplissant une étape cruciale dans ce processus.

Dans un pays avec une population d'environ 11,5 millions, toujours sans infrastructure, systèmes de communication et de routes adéquats, et dans une élection où les citoyens avaient le choix entre près de 2000 candidats pour 114 sièges parlementaires avec 36 listes de candidats enregistrés, les défis logistiques des élections parlementaires en Guinée ont sans aucun doute été immenses.

Jusqu'à présent, la République de Guinée n'avait pas eu la possibilité de s'appuyer sur l'expérience d'une tradition parlementaire démocratique, puisque cela avait été refusé aux citoyens de la nation par les régimes autoritaires successifs. Ceci s'est reflété à la fois dans les difficiles négociations prolongées pour préparer les élections et dans l'atmosphère de méfiance parmi les acteurs politiques alors que le pays attend les résultats.

Clairement, tout cadre institutionnel politique démocratique doit être construit à travers des expériences. Le délai dans l'annonce des résultats des élections, par exemple, montre que la période de dix jours dans laquelle la Cour suprême doit sanctionner les résultats s'avère être également trop courte.

Ces questions, et d'autres problèmes et insuffisances présumés qui ont été exprimées depuis, ne devraient pas être utilisés comme prétexte pour disqualifier les élections. Aujourd'hui en Guinée, comme dans toute autre démocratie dans le monde, les voies juridiques appropriées existent pour entendre toute allégation dans un processus électoral, pour vérifier que les procédures correctes ont été suivies, et que toute plainte maintenue, selon la loi guinéenne, soit soumise à la Cour suprême, qui est le seul organe juridique pouvant sanctionner le résultat final.

La démocratie doit être cultivée jour pour jour et ce n'est qu'en reconnaissant et suivant les règles et normes de la démocratie et de la loi que la légitimité nécessaire des nouvelles institutions démocratiques du pays pourront être établies.

Tous les individus, groupes et partis politiques ont une obligation de contribuer au maintien de cette voie dans ce moment crucial pour la Guinée. À travers le monde nous pouvons voir que seulement avec une vraie gouvernance démocratique les pays réussissent à avancer. Cette jeune démocratie doit se développer et tirer les leçons de ses propres expériences pour sécuriser non seulement les nouveaux droits et libertés acquis de tous les citoyens guinéens, mais la stabilité, le développement économique du pays ainsi que le bien-être de son peuple.

Le fait que ces élections aient eu lieu, tenant compte de la myriade intimidante de défis politiques et logistiques auxquelles une démocratie naissante dans un pays en développement a dû faire face, est grâce aux efforts de ses citoyens, des différents acteurs politiques en Guinée, et du Président Alpha Condé, dont l'engagement politique, comme l'a démontré sa vie, ayant dû endurer la prison, l'exile et la persécution, a toujours été associé avec la recherche permanente des droits et libertés démocratiques dans son pays.

À présent, de nouveaux efforts concertés doivent être faits par la CENI et tous les autres fonctionnaires concernés pour compléter le processus afin d'arriver à des résultats finaux publics, et pour inclure dans son rapport à la Cour suprême les cas qui nécessitent de l'attention ou des éclaircissements supplémentaires.

L'Internationale Socialiste continuera à rester engagée et mobilisée dans le soutien de cette nouvelle Guinée démocratique.

Argentine

L'Internationale Socialiste suit de près l'enquête sur l'attaque contre le gouverneur de Santa Fe, Argentine

26 octobre 2013

L'Internationale Socialiste suit de près l'enquête en cours à Santa Fe, Argentine, en espérant une clarification rapide des faits concernant l'attaque criminelle il y a quelques semaines contre son gouverneur, Antonio Bonfatti, qui est survenue dans son domicile dans le district d'Alberdi à Rosario. Bonfatti fait partie du Parti Socialiste d'Argentine qui est un membre de cette organisation.

La violence contre le gouverneur, dont le domicile a été touché par 14 balles, a été condamnée et fermement rejetée par les leaders et représentants des partis membres de l'Internationale, qui ont souligné la gravité extrême de cet incident qui semble être un défi direct de la part de forces et éléments associés au trafic de drogue et gangs criminels envers la volonté prononcée du gouvernement provincial de les confronter.

L'Internationale Socialiste, solidaire avec le gouverneur Antonio Bonfatti et le Parti socialiste d'Argentine, partage pleinement la dénonciation de cette attaque par le gouverneur comme «une agression contre la démocratie et ses institutions».

Conseil

Reunion du Conseil de l'IS en Turquie

11-12 novembre 2013



Le Conseil de l'Internationale Socialistes s'est réuni dans la ville d'Istanbul les 11-12 novembre, accueilli par le parti républicain du peuple, CHP, un membre de l'IS. Des délégations de près de 100 partis et organisations de tous les continents ont assisté à la réunion qui avait comme thèmes principaux: «Les crises

actuelles liées aux luttes pour la démocratie, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et les conflits qui menacent la paix et la sécurité dans cette partie du monde» et «Réaffirmer la vision de centre-gauche pour l'économie mondiale en mettant l'accent sur la croissance, l'emploi et l'égalité, et pour un nouvel agenda pour le développement». Une session spéciale a été dédiée aux événements plus tôt dans l'année dans le parc Gezi.

La réunion a débuté par un hommage à la mémoire de l'ancien Président de l'IS et Premier ministre français Pierre Mauroy qui est décédé en juin dernier. La mémoire de Yasser Arafat a également été commémorée, cette date étant le neuvième anniversaire de sa mort. Le Conseil a exprimé sa sympathie et condoléances aux victimes de l'immense tragédie aux Philippines ainsi qu'aux familles et collègues des deux journalistes, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, de Radio France Inter, qui ont été enlevés et assassinés au Mali dans une attaque terroriste. Il a été rendu hommage aux six personnes qui ont tragiquement perdues leurs vies pendant les manifestations du parc Gezi à Istanbul. Le Conseil s'est levé et a observé une minute de silence.

En ouvrant la réunion le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala a remercié le CHP de leur hospitalité et a souhaité la bienvenue aux délégués. Il dit qu'Istanbul en tant que lieu du Conseil était le bon endroit pour aborder les luttes actuelles pour la démocratie, les libertés et les droits dans des pays voisins et au-delà, et pour exprimer notre solidarité avec ceux qui courageusement font avancer les principes et valeurs que nous partageons. En même temps, nous allions construire sur l'esprit du Gezi parc qui a mobilisé des centaines de milliers de citoyens en Turquie et qui ont capturé l'imagination du monde. Une question cruciale dans nos discussions allait être la guerre en Syrie dont nous voulions voir la fin, ainsi qu'une solution négociée aboutissant dans un gouvernement de transition et la démocratie. La démocratie allait également être l'objectif dans nos discussions sur les développements en Egypte, au Yémen et dans d'autres pays du monde arabe qui actuellement traversaient des jours décisifs. La paix entre les Palestiniens et Israéliens ainsi qu'une solution de deux Etats restaient une priorité cruciale et nous devrions embarquer dans un programme actif pour contribuer à cet objectif. Une autre priorité qui devait être traitée, était de faire avancer des stratégies pour la croissance, l'emploi, le développement durable et la solidarité humaine, pour confronter les effets nocifs des politiques d'austérité, de l'inégalité croissante, du mépris de l'environnement et des agendas basés purement sur des intérêts nationaux. L'Internationale appartenait à tous ses membres et l'engagement de tellement de personnes pour son objectif faisait sa force.

Kemal Kılıçdaroğlu, leader du parti hôte et un Vice-président de l'IS, a chaleureusement souhaité la bienvenue à tous les délégués au Conseil, exprimant le plaisir et honneur que le parti ressentait en accueillant la réunion. Il a souligné la grande importance que le CHP attachait à son adhésion à l'Internationale Socialiste, la plus grande organisation progressiste et social-démocratique au monde, et au travail du CHP au sein de l'IS dans la défense de la justice, la démocratie, l'égalité et du pluralisme, contre l'oppression et l'inégalité, non seulement en Turquie mais dans toute la région et dans le monde. Il a souligné trois problèmes significatifs auxquels les luttes démocratiques dans la région devaient faire face: les groupes d'extrémistes et les forces réactionnaires, des lignes de faille ethniques, religieuses et sectaires qui créaient de l'instabilité, et la possibilité que l'intervention étrangère, surtout une intervention militaire, pourrait donner une légitimité à des régimes oppressifs et encourager des groupes extrémistes. Tous ces problèmes économiques et politiques, dit-il, nécessitaient une réponse démocratique. Il conclut en citant Willy Brandt: «La paix est plus que l'absence de guerre...elle nécessite un développement équitable et des opportunités pour toutes les nations».

Le Premier ministre de Belgique et un Vice-président de l'IS, Elio Di Rupo, a souligné la nature unique de l'Internationale Socialiste en tant que forum mondial pour la poursuite d'objectifs communs et en particulier pour la lutte contre l'injustice et l'inégalité. Ceux qui avaient des responsabilités exécutives doivent aider ceux qui luttent aussi pour le progrès social mais dans l'opposition. Nos citoyens ne devaient pas devoir payer le prix d'une crise dont ils étaient les premières victimes, dit-il. L'Europe ne pouvait pas se résumer à un grand marché sans valeurs humaines, et le monde non plus d'ailleurs. La crise financière devait servir de réveil et non pas être une occasion pour les cyniques de détruire nos systèmes de sécurité sociale que les socialistes et sociaux-démocrates ont construit année après année depuis la Deuxième Guerre Mondiale. La politique extérieure de l'Europe ne pouvait pas être guidée par le seul souci aveugle de sécurité, sans quoi, cela pourrait mener à accepter de coexister avec des dictatures sans écouter et

soutenir la légitime aspiration de liberté de celles et ceux qui subissent la tyrannie. Il a salué les efforts de l'Internationale Socialiste en faveur du dialogue et en soutien de ceux qui aujourd'hui luttent pour la démocratie et une société libre de l'extrémisme. Partout où la souffrance sévit, dit-il, nous devons continuer à nous battre pour trouver des solutions justes et humaines. Il faut que la diplomatie triomphe et nous devons appeler à la tenue de la conférence Genève II. Au Proche Orient, nous devons soutenir les négociations de paix en cours entre Israël et Palestine et soutenir sans réserve les efforts de tous ceux qui veulent sincèrement une solution à deux États.

Le Président de l'IS George Papandreou a remercié Kemal Kılıçdaroğlu et son parti pour leur hospitalité chaleureuse. En tant que citoyen grec et un voisin, il appréciait la nouvelle amitié entre les deux pays, une chose qui semblait impossible il y a quelques années. Il a rappelé l'esprit qui stimulait leur travail de rapprochement, l'engagement commun pour la paix et le fusionnement en une famille commune de valeurs que représentait l'Europe. Il a souligné la crise actuelle en Europe, qui avait faussement été appelée financière - elle était profondément politique -, dit-il, et il s'agissait d'une crise de légitimité démocratique. Plus de solidarité était nécessaire et la mise en commun de ressources pour contrer la méfiance et le recours aux politiques nationalistes et tribales. En soulignant que le socialisme était plus pertinent que jamais, il a exprimé le fort engagement de l'Internationale pour les valeurs fondamentales de la démocratie et des droits de l'homme, la justice sociale, la croissance durable verte ainsi que la résolution pacifique des conflits, qui devaient toutes faire face à des défis de plus en plus intenses à travers le monde. Nous devons réinventer la démocratie pour créer une plus grande unité parmi le peuple, dit-il, et démocratiser la mondialisation pour combattre l'inégalité croissante au sein et entre les sociétés. Ce qui était en jeu était la paix mondiale et l'existence de notre civilisation. Tous les thèmes de notre ordre du jour étaient liés à la démocratie, non seulement dans les pays touchés par les soulèvements récents, mais également dans des démocraties matures, où il y avait besoin d'un système plus transparent et plus représentatif. Afin de réussir nous devons être unis, dit-il, et réussir nous le devons.

La première partie de la matinée a été dédiée à une session spéciale sur les événements dans le parc Gezi, qui ont commencé en mai de cette année en protestation contre la démolition du parc, introduit par Umut Oran, un vice-président du CHP. Suite à la présentation d'une vidéo émouvante, des contributions spéciales ont été faites par des représentants de différentes organisations et mouvements impliqués dans ces événements, y compris Amnesty International, les Syndicats progressistes de Turquie, le Mouvement musulman révolutionnaire et la Chambre d'architectes, ainsi que des artistes et activistes. Les témoignages directs ont créé une image puissante et vibrante des événements sur la place Taksim et de la lutte pour les droits démocratiques et libertés en Turquie. Une déclaration sur les manifestations dans le parc Gezi a été adoptée à la fin de la réunion.



Ahmad al-Jarba, Président de la coalition nationale syrienne des forces révolutionnaires et de l'opposition

Sous le **premier thème principal**, l'attention portée par l'IS aux développements en Syrie et le besoin d'une fin à la violence et d'une solution politique au conflit ont servi de fond aux discussions sur la situation actuelle dans ce pays. Ahmad al-Jarba, Président du Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, qui avait été invité spécialement pour s'adresser au Conseil, a informé les délégués de la décision de l'organisation, prise le même jour, de participer à la conférence de Genève II. Ce pas décisif pour ouvrir la voie aux négociations de paix a été accueilli favorablement par les délégués, dont de nombreux ont souligné le rôle important à jouer par la communauté internationale afin de trouver une résolution du conflit en Syrie.

Des contributions au débat sur la Syrie ont été faites par le délégué officiel de la Ligue des États arabes à la réunion, Mohamed El Fatah Naciri, qui a présenté le point de vue de cette organisation gouvernementale multilatérale jouant un rôle clé, et par Wael Abou Faour, qui a apporté des perspectives de grande valeur de son point de vue en tant que ministre au gouvernement du Parti Socialiste Progressiste (PSP), le parti membre de l'IS au Liban, un pays qui est profondément touché par le conflit et la crise des réfugiés.

Sur les développements dans le monde arabe, le nouveau Premier secrétaire de l'USFP, Maroc, Driss Lachguar, s'est adressé au Conseil, et les représentants des partis membres de l'IS en Egypte et au Yémen ont décrit la situation actuelle dans ces pays et la lutte continue par le peuple pour les droits, libertés et la démocratie.

Une résolution sur la Syrie a été adoptée, présentant l'engagement du Conseil pour une fin des affrontements et solution politique comme seul moyen pour parvenir à une paix durable en Syrie. La fin de la guerre civile et la mise en place d'un gouvernement de transition devraient être les deux piliers sur lesquels devra reposer le processus de Genève II. Le Conseil a de même adopté des déclarations sur l'Egypte et le Yémen, qui résument le point de vue de l'Internationale et les questions abordées durant le débat.

Dans les discussions sur la paix et la sécurité, les perspectives pour la paix au Moyen-Orient et le rôle de l'IS dans ce processus étaient au centre de l'attention. Des contributions ont été faites par des délégués du Meretz, Israël et du Fatah et PNI, Palestine. Avec le soutien de ses partis membres en Israël et Palestine, le Conseil a désigné 2014 comme *l'année pour la paix au Moyen-Orient*, et est convenu dans la déclaration sur la paix au Moyen-Orient, d'un programme d'actions qui seront exécutées tout au long de l'année pour faire avancer la cause de la paix et de la solution de deux Etats.

Sur le sujet de la **démocratie**, le Conseil a reçu des contributions de représentants de la région du Sahel en Afrique et d'autres pays du continent, où le processus démocratique est bloqué. Parmi ceux-ci, il y avait la situation particulièrement importante en Mauritanie, où les partis de l'opposition, y compris le RFD, parti membre de l'IS, boycottaient les prochaines élections dû à l'absence d'un cadre démocratique réel. Le Conseil a reçu un rapport du parti membre en Guinée équatoriale, le CPDS, sur les défis à la démocratie dans ce pays. Le Conseil a de plus été informé des avancées faites en Guinée, où sous la direction du Président Alpha Condé du parti membre de l'IS, RPG, les premières élections législatives démocratiques avaient eu lieu récemment. Reconnaissant l'importance capitale de la question de la démocratie dans le continent africain, une décision a été prise de mandater la prochaine réunion du Comité Afrique de l'IS de présenter une résolution sur la démocratie en Afrique à être discutée et considérée lors du prochain Conseil.

Un message spécial au Conseil de Mikalai Statkevich, ancien candidat présidentiel et leader de l'opposition du Belarus emprisonné, a été lu à haute voix. Malgré des appels à sa libération par l'IS et un nombre de gouvernements et d'organisations internationales, Statkevich est toujours privé de liberté et de nombreux de ses droits les plus fondamentaux dans une prison du Belarus. Dans sa lettre il a remercié l'IS et ses partis membres pour leur soutien et travail constant en faveur des droits et libertés en Belarus.

Sur le **deuxième thème principal**, la vision social-démocratique pour l'économie mondiale, des intervenants de différentes régions et origines ont contribué leurs points de vue. Reconnaissant que dans les années à venir l'économie mondiale ainsi que des économies nationales devront faire face à des défis importants, les interventions sur ce sujet, et la résolution adoptée, ont souligné le besoin que les forces progressistes mènent la lutte pour des réformes structurelles et du secteur bancaire, le besoin d'action contre la fraude fiscale illégale et l'évasion, le développement mondial, la lutte contre l'inégalité et la pauvreté et pour la solidarité sociale, une énergie propre et une croissance verte. La résolution adoptée définit un agenda de croissance, d'emplois, de développement durable et de solidarité humaine, et appelle à une coopération entre les forces progressistes et les organisations de société civile pour parvenir à ces objectifs clés.

Conformément à la décision prise par le Présidium lors de sa réunion au siège des Nations unies à New York le 26 septembre, le Conseil de l'IS a également adopté une position sur la question actuelle et importante de **l'espionnage et la surveillance**. Une déclaration sur cette question décrit le besoin de respecter le droit international et ses institutions pour remédier à la perte de confiance en les gouvernements dû aux révélations récentes de la cyber-surveillance sanctionnée par des Etats.

Sur le Porto Rico, le Conseil a réaffirmé la résolution de sa réunion précédente adoptée à Cascais, et décidé que l'IS allait assister à l'examen de ce cas par le Comité de Décolonisation de l'ONU.

Les deux comités statutaires, le Comité Ethique et SIFAC, qui avaient été nouvellement formé conformément aux réformes adoptées par l'IS pour garantir une représentation géographique équitable de l'organisation, et donc plus ouverts et transparents, ont présenté leurs rapports au Conseil. Dans son rapport, Gilles Mahieu (PS, Belgique), le nouveau Président du Comité Ethique de l'IS, a informé le Conseil que le comité a discuté et adopté un règlement d'ordre intérieur pour son travail. Dans l'analyse des demandes d'adhésion, le Comité avait une recommandation à faire au Conseil, d'accorder l'adhésion en tant que membre observateur au Parti pour la Justice et le Bien-Etre (JWP) du Somaliland, attendant ratification par le prochain congrès en accord avec les statuts de l'IS. Le Conseil a approuvé le rapport du Comité ainsi que la recommandation faite sur le JWP du Somaliland.

Le Conseil a également reçu un rapport du Comité d'Administration et des Finances de l'IS (SIFAC), présenté par Maurice Poler (AD, Venezuela), Co-président de SIFAC. Il a donné un rapport sur le travail du comité et sur la situation financière actuelle de l'IS, attirant l'attention sur la liste des cotisations impayées. Le Conseil a été informé que le comité était unanime sur le fait qu'aucune décision unilatérale sur le niveau des cotisations dues par un parti membre ne pouvait être acceptée, puisqu'en accord avec les statuts le comité fait une recommandation sur les cotisations pour approbation par le Conseil. Le Comité avait, en accord avec son mandat, discuté les nouveaux niveaux des cotisations, était convenu d'un budget pour 2014 et avait approuvé les comptes vérifiés pour 2012, qui ont tous les deux été présentés au Conseil et adopté, ainsi que le rapport du comité.

Une élection a été tenue afin de pourvoir le poste vacant d'un Vice-président d'Amérique latine, lors de laquelle Rafael Michelini, leader du Parti Nouvel Espace (NE), Uruguay, a été élu à l'unanimité. En accord avec la décision du Conseil précédent concernant la composition du Comité Ethique, le Parti des Sociaux-Démocrates Bulgares (PBSD) a été élu comme parti membre restant de ce comité statutaire de l'IS.

Le rapport du Secrétaire général sur les activités récentes de l'organisation depuis le dernier Conseil a été introduit.

Lors de la clôture de la réunion, le Président et Secrétaire général de l'IS ont réitéré encore une fois leur gratitude qui avait été exprimé par tous les délégués envers les hôtes pour leur hospitalité fraternelle. Le Vice-président du CHP Faruk Loğoğlu a remercié tous ceux qui ont participé à la réunion au nom du parti hôte.



Turquie

Visite de l'IS Visite du député Mustafa Balbay en prison, Ankara, Turquie

13 novembre 2013



Mauritanie

Elections en Mauritanie – le besoin de démocratie

21 novembre 2013

La situation en Mauritanie à quelques jours des élections législatives et municipales, prévues le samedi 23 novembre 2013, reste une très grande source de préoccupation pour l'Internationale Socialiste. Le pays souffre d'une profonde crise institutionnelle, le résultat d'un grand déficit démocratique. Il est dépourvu de parlement légal depuis deux ans alors que les élections, initialement prévues pour novembre 2011, ont été reportées à deux reprises et la convocation aux élections de novembre 2013 a été faite sans respecter les procédures en place.

La Coordination de l'opposition démocratique (COD) dont le Rassemblement des Forces démocratiques (RFD), un parti membre de l'IS, fait partie, ont décidé de boycotter les élections à cause du manque de conditions démocratiques et équitables permettant à tous les partis et électeurs de participer dans un scrutin transparent, juste et crédible.

La COD revendique des élections consensuelles, où toutes les voix seront comptées, refuse l'abus des ressources publiques par le pouvoir, exige le respect de la transparence tout au long du processus électoral ainsi que des institutions démocratiques impartiales. Ceci est particulièrement important alors que la société étrangère qui a fourni les bulletins de vote pour les élections présidentielles de 2009 et qui fait de même pour ces élections législatives est actuellement poursuivie pour corruption et le paiement de pots-de-vin pour obtenir le marché.

Le pays a besoin d'institutions crédibles et solides pour pouvoir faire face aux différents défis majeurs qui se posent au niveau national et dans la région tels que le terrorisme, l'immigration clandestine, la lutte contre les narcotrafiquants, l'action de développement, et la bonne gouvernance.

L'Internationale Socialiste réitère sa solidarité sans faille avec le RFD ainsi qu'avec tous les démocrates en Mauritanie à la recherche du respect de leurs droits et des processus démocratiques. Le vide juridique et institutionnel dans lequel se trouve actuellement le pays ne peut pas persister comme l'IS l'a souligné auparavant. L'IS soutient le RFD et la COD dans leur proposition d'une plate-forme raisonnable et réaliste en vue d'organiser, de façon consensuelle, des élections crédibles et transparentes qui constitueront une étape importante dans le chemin vers une véritable démocratie dans ce pays. A un moment où la lutte pour les droits et libertés vit des instants décisifs dans le monde arabe, nous restons convaincus que rien de moins que la démocratie sera suffisante pour la Mauritanie.

Iran

Discussions avec l'Iran

25 novembre 2013

En tant que Président de l'Internationale Socialiste je me félicite du résultat positif des discussions entre P5+1 (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Russie et Chine) et l'Iran, facilitées par l'Union européenne, concernant le programme nucléaire iranien.

Il s'agit d'un pas majeur vers plus de stabilité dans la région.

Cet accord important, trouvé après des négociations intenses dans un climat de respect mutuel, ouvre la voie à une solution globale sur long terme.

La mise en œuvre réussie de ce premier accord et l'atteinte d'une solution globale répondront certainement aux préoccupations exprimées par certains pays de la région.

Par conséquent, il est crucial que, tel convenu dans le plan d'action commun, les mesures réciproques initiales soient prises par les deux côtés dans les six mois prochains. Une coopération étroite avec l'AIEA est d'une importance capitale.

Un accord complet sur le programme nucléaire de l'Iran pourrait devenir une pierre angulaire et faire revivre les efforts historiques de notre mouvement pour la désarmement et pour un monde sans armes nucléaires.

George Papandreou

COP19/CPM9

Changement climatique: La dernière heure a sonné

27 novembre 2013



L'Internationale Socialiste a suivi de près la conférence sur le changement climatique de Varsovie, COP19/CMP9, qui s'est terminée le 23 novembre en Pologne. Malheureusement, une fois de plus, peu de progrès a été fait sur les questions les plus essentielles. Il y a eu quelques développements positifs et l'IS s'en félicite, mais sur les points les plus urgents, en particulier celui de sceller un nouvel accord mondial pour remplacer celui de Kyoto, et d'un engagement financier ferme et suffisant du monde développé, les décisions étaient soit faibles ou absentes.

Les négociations pour un nouveau traité mondial, à être convenu d'ici 2015 et qui prendra effet en 2020, ont dû être prolongées à cause du manque d'un accord mais, sans grande surprise, ceci ne représente pas de changement aux délais qui ont été convenus l'année dernière à Doha. De plus, des engagements – « des

plans clairs et transparents » - doivent être finalisés dans le premier trimestre de 2015 « par les parties disposées à faire ainsi », fournissant une clause de sauvegarde irréfutable aux parties qui ne souhaitent pas s'engager. Bien que cette COP ait produit un niveau d'engagement supérieur par des pays qui auparavant étaient peu enclin à négocier, d'autres pays restent réticent, et le débat continu sur qui devrait prendre le plus de responsabilité a une fois de plus empêché les parties de finaliser des détails importants sur les engagements, contributions et réductions.

L'IS a déjà exprimé sa déception face à l'échelonnement prévu sur 2015-2020, qui risque de se transformer en des années de trébuchement et une perte de temps. Le Président de la COP19, Marcin Korolec, a déclaré que «Varsovie a créé une voie pour les gouvernements de travailler sur un projet de texte d'un nouvel accord universel sur le climat afin qu'il soit sur table lors de la prochaine conférence sur le changement climatique au Pérou». Toutes les nations doivent assurer que des plans clairs, transparents et suffisants soient soumis d'ici le premier trimestre de 2015, pour pouvoir agir de manière décisive et urgente.

Sur la question du Conseil du fonds vert pour le climat, bien qu'il ait été rapporté d'être en bonne voie pour compléter les dernières étapes, il semble que certaines exigences essentielles en termes de gestion ne sont pas remplies et la mobilisation demeure faible – un autre point sur lequel l'IS a exprimé son inquiétude l'année dernière. Nous exhortons fortement la communauté internationale de soutenir le fonds par des contributions financières adéquates.

Toutefois, cette COP a montré à quel point les promesses financières ont baissées de manière drastique. L'Internationale Socialiste est profondément déçue que la question du financement continue d'endommager des plans réels et concrets d'action. Bien que quelques pays développés aient annoncé des contributions à venir pour soutenir les nations en développement, la promesse de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, qui avait été négociée lors de la COP15 à Copenhague en 2009, ne s'est jamais matérialisée et les chiffres suggérés lors de la COP19 sont extrêmement bas.

Il y avait toutefois quelques aspects encourageants à la COP19. Le premier est qu'un accord de financement pour le programme REDD+ a été décidé avec l'appui de 280 millions dollars par un nombre de pays développés. Un deuxième résultat positif est le Mécanisme international de pertes et dommages de Varsovie, une nouvelle initiative pour traiter les pertes et dommages associés à l'impact du changement climatique. Des travaux sur ce mécanisme sont prévus pour début 2014, mais, soulignant l'urgence de cette question pour les pays en développement qui ont déjà été touchés, l'IS exhorte fortement de le traiter en priorité. Comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, les nations en développement continuent d'être les plus touchées par le changement climatique et les moins capables de faire face aux conséquences. La COP18 l'année dernière était mémorable parce que le typhon Bopha a frappé les Philippines semant la désolation alors que les délégués à Doha avaient du mal à trouver un terrain d'entente dans les accords sur le changement climatique. Cette année, l'impact du typhon Haiyan aux Philippines, causant plus de 5000 morts, est survenu peu de jours avant que les délégués se rencontrent à Varsovie pour la COP19. Ces tragédies servent de rappel brutal de l'impact choquant du changement climatique ayant lieu actuellement.

En résumé, il est clair que les parties ont essayé d'avancer sur la Plateforme de Durban pour une Action Renforcé et un nombre de décisions ont été adoptées. Toutefois, le calendrier envisagé est trop long, et les appels aux engagements fermes trop faibles. Des plans solides doivent être finalisés lors de la COP20 et les délais pour faire des propositions doivent être respectés, afin qu'un nouveau traité mondial puisse être signé lors de la COP21 à Paris à la fin de 2015. Ce traité doit garantir des objectifs efficaces sur toutes les questions. Le Conseil du fonds vert pour le climat doit fonctionner, et l'aide financière ainsi que le soutien de l'atténuation et de l'adaptation doit revenir aux pays qui en ont besoin.

Le temps presse. En mai de cette année, il a été rapporté que la concentration de dioxyde causant le réchauffement climatique dans l'atmosphère a dépassé le niveau crucial de 400 parts par million, et en septembre, après la réunion de Stockholm, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a déclaré que le seuil des 2 degrés de réchauffement mondial sera dépassé dans les deux ou trois prochaines décennies si nous continuons d'émettre des gaz à effet de serre au niveau actuel. Alors que les conséquences du réchauffement global se précipitent vers nous, les nations du monde doivent faire face à des menaces de plus en plus grandes, qui peut-être sont plus proches que nous souhaitons le croire. Un

monde avec des conditions météorologiques dévastatrices et imprévisibles avec le pouvoir d'éradiquer des populations entières, un monde de nations disparues, de sècheresse et de faim, et où nous verrons des nouvelles guerres pour des ressources.

La possibilité de négociations et de débats touche à sa fin, et il est temps de passer à l'action et la mise en œuvre. Ceci est basé sur la simple réalisation que les leaders mondiaux et représentants nationaux participant aux négociations sur le changement climatique ont une responsabilité commune partagée. Cette tâche est une tâche commune et qui va au-delà du débat si des nations sont riches ou pauvres mais qui décide du destin de toutes les nations. Il s'agit de la tâche la plus importante pour cette génération, de sécuriser la stabilité de la planète pour la race humaine, et nous devons voir de l'action de tous les coins du monde, de chaque nation du globe.

L'Internationale Socialiste appelle depuis longtemps à agir sur le changement climatique à travers le développement et l'énergie durable, les technologies à faible teneur en carbone et de politiques qui peuvent et qui aboutiront dans la croissance économique. Le rapport de la Commission de l'IS qui s'est penchée sur cette question et qui a rassemblé des leaders et personnalité du monde entier, considère que cela peut et doit être fait, non pas simplement pour un avenir durable, mais pour un avenir prospère pour tous les citoyens de toutes les parties du monde. Donc, une fois de plus, nous appelons avec urgence à une réponse unifiée par la communauté internationale sur le changement climatique, d'agir maintenant, dans l'intérêt de tous, pour un monde plus juste, plus équitable et plus respectueux de l'environnement, et de partir définitivement d'une économie à haute teneur en carbone vers une société à faible teneur en carbone.

Yémen

L'Internationale Socialiste salue le résultat du Dialogue national yéménite

1 février 2014



L'Internationale Socialiste est satisfaite de la Conférence de dialogue national au Yémen, laquelle a débouché sur un accord entre tous les acteurs de la vie politique et de la société civile. En effet, ces derniers ont convenu de définir l'avenir de la nation ainsi qu'un cadre institutionnel visant à asseoir la démocratie, les libertés individuelles et les droits de tous les Yéménites. Grâce à cet accord, une nouvelle constitution peut désormais être proposée. L'Internationale Socialiste a vivement appuyé les efforts du peuple yéménite pour mettre un terme au régime autoritaire de Saleh, qui pendant de

nombreuses années, a violemment réprimé et bafoué les droits de l'homme au Yémen. Par ailleurs, l'Internationale Socialiste a dès le début encouragé pleinement le processus de dialogue national.

L'Internationale Socialiste est tout aussi satisfaite que les acteurs politiques aient trouvé un terrain d'entente pour bâtir une plateforme commune : la réunion conjointe des partis (JMP), qui a joué un rôle crucial dans la réussite de ce dialogue. Dans ce contexte, l'Internationale Socialiste se félicite du rôle joué par son représentant, le Parti socialiste du Yémen (YSP), tout au long du processus, en s'opposant tout d'abord à la dictature, puis en définissant un nouvel avenir pour le pays, avec tous ses partenaires. Désormais, grâce à ce résultat, le peuple yéménite entame un chapitre positif de son histoire, impulsé par le printemps arabe.

Cet accord engage le Yémen sur la voie d'un État uni, reposant sur le fédéralisme et la démocratie. Plus

encore, il confirme que la nouvelle constitution respectera les droits de l'homme, ainsi que les normes et standards internationaux; elle établira une démocratie participative, par le biais d'élections ouvertes opposant différents partis, et assoira la liberté d'opinion politique et de religion.

Après la chute du régime autoritaire, en mars 2012, le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste s'est rendu à Sanaa au nom de notre organisation pour féliciter les leaders du mouvement pour la démocratie. Il a également apporté le soutien de l'IS aux nouvelles autorités issues de la révolution, notamment le président Abd Rabbo Mansour Hadi, le nouveau Premier ministre Mohammed Basindawa, le Secrétaire général Yassine Saïd Noman et les membres du Parti socialiste du Yémen ainsi que les leaders du JMP et de la société civile.

C'est grâce aux sacrifices et efforts consentis par tous les Yéménites que la Conférence de dialogue national est parvenue à ce résultat important et historique. Ces efforts doivent désormais être défendus et soutenus par la communauté internationale dans son ensemble. Les attaques et violences visant à faire échouer le consensus démocratique observé dans tous les secteurs de la société yéménite sont déplorables et doivent être fermement condamnées.

L'Internationale Socialiste s'engage à continuer d'afficher une solidarité sans faille envers le Parti socialiste du Yémen et tous les autres leaders de la société politique et civile dans leur travail pour la rédaction et l'application d'une nouvelle constitution. L'IS s'engage également à appuyer le processus de paix dans cette nation qui, grâce à ses propres efforts, peut désormais tourner le dos à des années de répression, amertume, division et violence.

Syrie

Pour une trêve olympique en Syrie en pendent les Jeux de Sotchi

7 février 2014

Avant le deuxième tour des négociations de Genève II, et suite à l'accord sur la retrait des armes chimiques présentes en Syrie, nous devons désormais nous attacher en priorité à résoudre la crise humanitaire actuelle. D'après les estimations disponibles, plus de 130 000 personnes auraient perdu la vie depuis mars 2011, auxquelles s'ajoutent les millions de personnes déplacées ou réfugiées. Un cessez-le-feu offrirait un répit immédiat aux citoyens qui se retrouvent au milieu des combats. Cela permettrait également aux organismes humanitaires d'atteindre les populations qui ont besoin de leur aide.

Dans ce contexte, les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi offrent une opportunité unique de raviver la tradition grecque antique de la trêve olympique, proposition qui a été adoptée par la résolution 68/9 de l'Assemblée générale des Nations Unies, signée par 121 pays. À cet égard, je salue la déclaration du Secrétaire général des Nations Unies, qui appelle à respecter la trêve olympique pendant les Jeux.

En tant que président de l'Internationale Socialiste, moi qui me suis efforcé de faire renaître la trêve olympique, j'appelle à un cessez-le-feu total en Syrie, parmi toutes les factions, pendant les Jeux olympiques de Sotchi. Cette proposition a également été adoptée par la direction de Russie Juste, parti membre de l'Internationale Socialiste qui a fait voter cette initiative à la Douma. Je salue d'ailleurs la déclaration très puissante du ministre des Affaires étrangères russe en faveur de la trêve. Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'espérer qu'une trêve soit possible.

Plus encore, ses mots créent l'élan nécessaire pour atteindre cet objectif pendant les Jeux de Sotchi. La communauté internationale, ainsi que toutes les parties prenantes de ce conflit, doivent saisir cette occasion historique en soutenant cet appel à la trêve et en accordant la priorité aux besoins humanitaires du peuple syrien.

George A. Papandreou

Inde

George Papandreou à New Delhi

11-15 février 2014



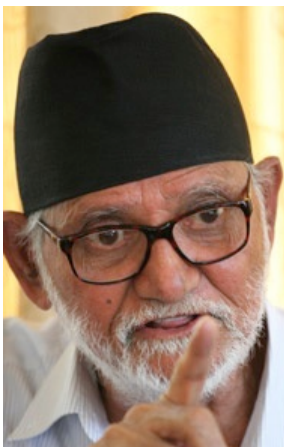
George Papandreou a tenu des discussions sur les développements régionaux et sur la coopération entre le parti Congrès national indien et l'Internationale Socialiste avec la présidente du parti, Sonia Gandhi, le vice-président du parti, Rahul Gandhi et le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Salman Khurshid.



Népal

Le Népal élit un nouveau Premier ministre

11 février 2014



Sushil Koirala, Premier ministre du Népal

L'Internationale Socialiste félicite Sushil Koirala, le président de son parti membre, le Parti du Congrès népalais (NCP) qui, le 10 février, a été élu Premier ministre de la République démocratique fédérale du Népal. Sushil Koirala a réuni 405 voix sur les 553 députés ayant participé au vote. Ainsi, après son dernier mandat sous le regretté G. P. Koirala de 2006 à 2008, le Parti du Congrès népalais a une fois encore l'occasion d'appliquer son programme social démocrate et de renforcer le cadre institutionnel du Népal.

Le NCP est devenu le plus grand parti de l'Assemblée constituante après les élections du 19 novembre 2013, lors desquelles le NCP a obtenu 196 sièges sur 601. Le Parti communiste du Népal (parti unifié marxiste-léniniste) est quant à lui arrivé deuxième avec 175 sièges, devant le Parti communiste unifié du Népal (maoïste), qui a remporté 80 sièges.

À l'heure actuelle, le Népal doit avant tout s'attacher à la rédaction d'une constitution qui définira les bases d'un nouvel État démocratique. En effet, depuis l'abolition de la monarchie en 2008, le pays subit une instabilité politique constante, née d'un conflit et de désaccords profonds entre les forces politiques en présence. À plusieurs reprises, la nation a tenté de se doter d'une constitution, en vain. Telle

est donc la priorité pour le gouvernement du NCP, en vue de protéger les droits et libertés du peuple népalais, quelles que soient leurs croyances ou religions, conformément aux principes d'une société démocratique.

L'Internationale Socialiste soutient et appuie depuis longtemps le NCP dans ses nombreuses luttes pour la démocratie, depuis l'époque du régime autoritaire. L'IS a également épaulé le parti dans ses efforts pour la paix lors des graves conflits passés.

Ces dernières années, l'Internationale Socialiste a organisé des réunions au Népal et envoyé des missions dans le pays, particulièrement à l'occasion des précédentes élections en 2008, année marquée par un profond conflit avec le Parti communiste du Népal (maoïste).

Sher Bahadur Deuba, membre de la direction du NCP et Premier ministre du Népal entre 1995 et 1997, 2001 et 2002, puis entre 2004 et 2005, est membre du Présidium de l'Internationale Socialiste et il est actuellement le Président du Comité de l'IS pour l'Asie et Pacifique.



Sher Bahadur Deuba

Venezuela

Venezuela : pour la fin des violences

17 février 2014

La situation actuelle au Venezuela reste profondément préoccupante pour la communauté internationale. Depuis une semaine à Caracas et dans d'autres parties du pays, la violence fait des morts et des blessés ; des leaders de l'opposition sont persécutés et les libertés, comme la liberté d'information, sont bafouées. Or un tel niveau de violence dans une démocratie souligne la gravité de la situation que traverse cette nation.

L'Internationale Socialiste ne peut ignorer la quête de justice, d'égalité et de solidarité dans les sociétés qui subissent des inégalités, comme celles qui apparaissent aujourd'hui dans ce pays d'Amérique latine. Néanmoins, suite aux luttes politiques que tant de nos membres ont connues, nous savons d'expérience que l'égalité et la justice pour tous sont impossibles sans également asseoir les libertés et le respect des droits de tous les citoyens. Les nouvelles démocraties à travers le monde peuvent en témoigner : la justice et l'égalité ne doivent jamais s'obtenir aux dépens de la démocratie et de la liberté.

Au Venezuela, l'Internationale Socialiste a régulièrement surveillé les élections à l'issue desquelles les autorités politiques ont exercé leur mandat. Or nous avons observé que ces processus démocratiques ne se prolongent pas toujours dans la vie politique quotidienne, qui semble marquée par les tensions, l'abrogation et le non-respect des libertés et droits fondamentaux.

Telle est notre appréciation des raisons et causes fondamentales ayant mené à la situation critique de ces derniers jours. Comme des millions de personnes ont pu le voir à la télévision, des groupes clandestins tirent impunément, en plein jour, sur les manifestants dans les rues de Caracas. Cette violence ne saurait être tolérée : elle doit cesser immédiatement. Les autorités gouvernementales doivent instaurer une culture dans laquelle les affrontements laissent place au dialogue et à la négociation, comme dans tous les États démocratiques.

Il existe un seul Venezuela, malgré les différentes visions exprimées. À ce titre, ce pays doit de toute

urgence mettre fin à la violence. Nous le savons, pour ce faire, le pays doit obligatoirement reconnaître les droits de tous, processus qui constitue aujourd'hui sans la moindre équivoque une responsabilité cruciale du gouvernement.

Le Venezuela doit mettre en place un dialogue démocratique et retrouver instamment la solidité institutionnelle et juridique qui s'obtient lorsque tous les citoyens sont en capacité d'exercer pleinement leurs libertés.

L'Internationale Socialiste suit au quotidien l'évolution de la vie politique au Venezuela et condamne sans réserve la violence ayant fait trois morts parmi les manifestants la semaine dernière. L'IS continue d'espérer qu'un dialogue constructif et respectueux puisse être mis en place, pour le bien de tout le pays, afin de surmonter les difficultés futures, qui inquiètent actuellement tous les Vénézuéliens.

Chypre

Sortir de l'impasse à Chypre

17 février 2014

Nicos Anastasiades, président de la République de Chypre, et Dervis Eroglu, représentant de la République turque de Chypre, ont convenu d'une déclaration commune. Cet accord, qui ouvre la voie à de nouvelles négociations, fournit une base solide pour un dialogue constructif pouvant déboucher dans les plus brefs délais sur une résolution fonctionnelle et viable du problème de Chypre. Ce consensus amène également le contexte nécessaire pour enfin mettre un terme à l'inacceptable statu quo actuel.

En tant que président de l'Internationale Socialiste, je soutiens pleinement les deux leaders politiques dans leurs efforts pour sortir de l'impasse et poser les fondations d'une Chypre européenne unie : un État membre de l'Union européenne comportant deux zones et deux communautés, mais doté d'une seule souveraineté, d'un seul représentant légal à l'échelle internationale et d'une seule nationalité.

Pour que cette initiative soit couronnée de succès, les deux parties doivent mettre à profit l'élan impulsé par l'intérêt sans précédent que manifeste la communauté internationale pour une résolution du problème de Chypre. Il est également nécessaire d'instaurer un climat de confiance entre les deux communautés. L'Internationale Socialiste appuie tout projet visant à établir cette confiance et pouvant contribuer de manière constructive au processus de négociation. À cet égard, la proposition de reconstruction de Famagouste représente une réelle opportunité.

Nous ne doutons pas que la résolution du problème de Chypre permettra d'accroître considérablement la coopération régionale. En effet, la Grèce, Chypre et la Turquie pourraient former un « triangle » de paix et de développement. Les ressources naturelles de la Méditerranée orientale offrent une opportunité de coopération fructueuse qu'il ne faut pas manquer.

En fin de compte, la résolution du problème de Chypre ne fera pas de perdants : tous en sortiront gagnants.

George A. Papandreou

Rusia

Visite du secretaire general de l'IS à Moscou

3-4 mars 2014



Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste en visite à Moscou pour se réunir avec Sergei Mironov, leader du parti membre de l'IS, le Parti une Russie juste, et député ainsi qu'avec d'autres membres du parti.

UIP

Reunion de la IS en la 130^a Asamblea de la UIP

18 de marzo de 2014



Dans le cadre de la 130^e Assemblée de l'Union interparlementaire convoquée à Genève du 16 au 20 mars 2014, l'Internationale Socialiste a tenu sa réunion ordinaire des parlementaires des partis membres de l'IS présents à l'Assemblée.

Des parlementaires d'Albanie, d'Andorre, de

Belgique, du Cap-Vert, du Chili, de Chypre, de République dominicaine, de Finlande, d'Haïti, du Mali, de Malte, de Maurice, de Namibie, du Pakistan, de Palestine, du Portugal, d'Espagne, de Suède, du Royaume-Uni et d'Uruguay ont prit part aux discussions abordant les sujets clés de préoccupation inscrits à l'ordre du jour de l'UIP, en se concentrant surtout sur les événements à Chypre, au Moyen-Orient, au Mali, en Haïti, en Ouganda et sur la question des migrations.

À l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a fait référence aux précédentes réunions organisées par l'IS en amont des Assemblées de l'UIP, et a souligné les commentaires positifs qu'il continue de recevoir, à la fois de la part des partis membres qu'à caractère institutionnel de la part de l'UIP, sur la valeur d'une plate-forme disponible pour renforcer la dimension politique et idéologique de tels rassemblements de parlementaires. Il a bon espoir que ce concept puisse être développé à l'avenir par

l'UIP avec la création de groupes parlementaires formels, tels qu'ils existent dans les parlements nationaux et régionaux.

Le président de l'Assemblée nationale namibienne, Theo Ben Gurirab, ancien président de l'UIP, s'est exprimé sur ce moment important dans la vie de l'UIP, alors qu'elle fête sa 125^e année d'existence. Il est revenu sur la lutte des mouvements de libération au fil des ans, y compris dans son propre pays, et a reconnu le rôle important joué par l'Internationale Socialiste dans la décolonisation de son pays ainsi que son constant soutien aujourd'hui. Il a salué la noble tradition de l'IS de saisir les occasions de se réunir, de partager et de s'écouter les uns les autres.

Les représentants de Chypre, issus des communautés chypriote grecque et chypriote turque, ont fait part de leurs vues et de leurs politiques respectives sur le conflit non résolu de l'île, et sur les négociations nouvellement relancées entre les leaders des deux communautés qui ont débuté le 11 février. Il a été souligné que dans la recherche de la paix, l'intérêt des chypriotes devait être la première préoccupation. Les participants à la réunion se sont dits satisfaits que l'IS soit une rare plate-forme où les représentants de deux parties au conflit puissent s'asseoir à la même table et exprimer leurs vues et préoccupations.

Les membres du Fatah ont tenu informés les participants à la réunion des événements en Palestine et de la récente flambée de violence, revenant sur les principaux points d'achoppement. L'occupation israélienne se poursuit, et les nouvelles émanant de la réunion de ces derniers jours entre les Présidents Abbas et Obama ne sont pas encourageantes. Le Quartet s'en est remis aux Etats-Unis pour jouer à eux seuls le rôle de pacificateur. Ils ont signalé des mesures illégales prises par Israël contre la communauté palestinienne à Jérusalem et le problème des réfugiés qui demeure un profond sujet de désaccord. Ils ont souligné que la question d'ajouter le terme « Juif » au nom de l'État d'Israël était vivement contesté, et que les archives de 1948 ont révélé que le Président Truman avait, de sa main, barré le terme « Juif », reconnaissant alors que ce n'était pas acceptable. Ils ont réitéré leur appel à l'aide pour veiller à ce qu'Israël accepte les résolutions internationales et respecte le droit international.

Quant au Mali, les participants ont été émus d'entendre de la part de la représentante du RPM, Mali, que des améliorations étaient tangibles dans le pays depuis la prise de fonction en septembre 2013 du Président Keita, et que le pays prenait progressivement la voie de la réconciliation nationale. En novembre, le gouvernement malien a organisé une assemblée générale sur la décentralisation et en décembre, il a réuni les différentes communautés pour se pencher sur la manière de mettre un terme à la crise en se basant sur un processus de décentralisation, avec notamment un dialogue franc et ouvert en faveur du développement durable, avec la paix et la sécurité pour seules conditions. Un projet de loi sur la vérité et la réconciliation devait être voté en mars, et plusieurs autres projets de loi étaient en cours pour encourager tous les pans de la population. Elle a souligné que le soutien continu de l'Internationale Socialiste et de la communauté internationale dans son ensemble a été crucial pour la réussite de ces initiatives au Mali.

Les participants ont également abordé la question des migrations. Les implications pour la région de la Méditerranée ont fait l'objet de discussions, et le représentant de Malte a mentionné les incidences pour son pays, qui est déjà le plus densément peuplé d'Europe. Le Conseil de l'UE et la Commission auraient trouvé un accord sur un certain nombre de mesures, mais une action concrète reste nécessaire. Cela a été perçu comme une question de droits de l'homme à la fois pour les migrants que pour les pays destinataires, et un phénomène qui affecte toutes les régions du monde. Le cas du Cap-Vert, qui se trouve sur le « corridor méditerranéen », a également été présenté, ainsi que le besoin d'apporter des réponses aux questions sous-jacentes des migrations, notamment le trafic illégal d'êtres humains. L'assemblée a pris note que la prochaine réunion du Comité pour les migrations de l'IS devrait avoir lieu à Tanger, au Maroc, du 2 au 3 mai prochain.

Les représentants d'Haïti et de la République dominicaine ont échangé leurs vues sur la question des personnes d'origine haïtienne et vivant en République dominicaine, déclarés par le Tribunal dominicain comme non-citoyens de ce pays, une décision qui touche plusieurs milliers d'individus. La Caricom et l'Organisation des États américains se seraient saisis de cette question et il a été noté qu'un Comité avait été créé en République dominicaine pour examiner ce sujet. Entre temps, le représentant d'Haïti s'est dit

inquiet pour la sécurité de ces personnes et a demandé à la communauté internationale de s'engager à trouver solution.

Les participants à la réunion ont fait part de leur préoccupation suite à la Loi anti-homosexualité signée le 24 février 2014 par le Président ougandais, en dépit des précédentes garanties qu'il n'en ferait rien. Il a été déclaré que cette loi viole les droits de l'homme fondamentaux de la communauté LGBT et légitime les discriminations et les abus. Il a été convenu qu'une déclaration publique serait émise à ce sujet, reprenant les inquiétudes des participants à la réunion et s'opposant à cette action du régime ougandais jugée inacceptable.

Avant sa clôture, la réunion a également abordé la question de l'élection au sein de l'UIP de son prochain Secrétaire général suite à l'annonce du départ d'Anders B. Johnsson qui a assumé cette fonction pendant 16 ans, ainsi que l'élection prévue en octobre 2014 du prochain président de l'UIP.

Afrique

Reunion du Comité Afrique de l'IS, Dar es Salaam, Tanzanie

28-29 mars 2014



S.E. Président Kikwete et participants à la réunion

Leaders et représentants de plus de vingt partis et organisations ont participé à la réunion de deux jours du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste qui a eu lieu à Dar es Salaam, Tanzanie les 28 et 29 mars, ayant comme hôte le parti membre de l'IS dans ce pays, le Chama Cha Mapinduzi, CCM.

La réunion a été ouverte par Abdulrahman Kinana, Secrétaire général du CCM, qui a chaleureusement accueilli les participants et a exprimé la satisfaction de son parti à la tenue de cette réunion de l'Internationale Socialiste en Tanzanie. Il a fait référence au travail et l'héritage de l'ancien président Julius Nyerere, qui a également été actif dans le soutien des idéaux de l'Internationale Socialiste.

Luis Ayala, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste et Emmanuel Golou, Président du Comité se sont adressés aux participants en début de la réunion. Luis Ayala a rendu hommage à Julius Nyerere et à son travail avec l'IS sur des questions aussi cruciales comme les luttes pour l'indépendance nationale en Afrique et la coopération Sud-Sud. Il a félicité le CCM pour sa contribution au développement d'une démocratie multipartite, à la lutte contre la pauvreté et ses politiques de paix. Le conflit existera toujours là où les libertés ne sont pas équitablement partagées, a-t-il dit. Les socialistes d'Afrique ont montré que la paix doit être protégée par des droits et l'autonomisation. La démocratie et la justice sociale font aussi partie de la vision de l'IS pour l'Afrique. Emmanuel Golou a reconnu les accomplissements du gouvernement de Tanzanie pour la paix, la stabilité et le progrès économique. À son avis, les principaux défis pour la région étaient le développement économique, la lutte contre la pauvreté, la concrétisation d'une vraie démocratie et l'établissement d'un environnement sécurisé. Il a également évoqué la nécessité de renforcer le rôle des femmes et de veiller à ce que l'Afrique joue le rôle qui lui revient au sein de la communauté internationale. Nous y parviendrons en adoptant des politiques économiques qui ne se concentrent pas uniquement sur l'exploitation et l'exportation de matières premières.

Les thèmes suivants : "Notre engagement envers la paix et de résolution des conflits dans la région", "Une démocratie participative, des institutions solides et une bonne gouvernance", "Pour une économie au service de l'ensemble de la population, respectueuse de la nature et porteuse de croissance" et les prochains travaux du Comité figuraient à l'ordre du jour de la réunion.

Julião Mateus Paulo, Secrétaire général du MPLA Angola et un Vice-Président de l'IS s'est chargé de l'introduction du premier thème. Il a souligné le besoin de mettre un terme aux injustices, à l'indigence et à la gouvernance inefficace pour aboutir à la paix et à la stabilité. Certes, les efforts collectifs ont permis de stabiliser certaines zones de conflit, mais pas toutes. Non seulement les conflits nuisent à leurs pays d'origine, mais ils ont une incidence négative sur le processus d'intégration et le développement de toute l'Afrique. Chaque conflit s'associe à une histoire lointaine, chargée de détails et de responsabilités qui n'ont pas toujours été pris en compte lors de la recherche de solutions. Souvent, les conflits sont le résultat d'actions politiques et à cet égard, l'accent a été mis sur la nécessité pour l'Internationale Socialiste de figurer aux premiers rangs des efforts déployés pour les résoudre. Le Professeur Eginald Mihanjo du CCM de Tanzanie a également présenté un exposé sur ce sujet vu sous la loupe de son pays, soulignant plusieurs points clés. Premièrement, les guerres sont très coûteuses, d'où l'importance particulièrement évidente des efforts d'investissement dans la paix ; en Tanzanie, le CCM a toujours défendu les politiques de paix. Il a rappelé qu'aujourd'hui, la plupart des conflits sont des conflits internes et non pas des conflits entre États, ainsi que la multiplication des menaces irrégulières causées entre autres par l'absence de politiques de base, les partis politiques indisciplinés et les situations dans lesquelles les politiques sont personnalisées au lieu de cibler l'intérêt national. La pauvreté compte parmi les principaux obstacles à la paix. Elle crée des situations de désespoir et favorise le développement de conditions propices à d'autres types de menaces idéologiques, comme l'intolérance religieuse par exemple. La feuille de route de la paix doit inclure la libération des pauvres, qui doit ensuite être défendu.

Autres domaines mis en évidence au cours des débats sur tous les thèmes de l'ordre du jour comprenait le concept que la paix et le développement vont de pair, l'un ne pourrait exister sans l'autre ; la paix durable n'existera que lorsque les conditions qui aboutissent à la guerre auront été éliminées ; investir dans la paix signifie redresser les déséquilibres économiques et démocratiser le processus générateur de richesses ; traiter le problème du chômage des jeunes et convertir l'énergie de la jeunesse en activités économiques ; créer des institutions démocratiques de qualité, l'inclusion politique, éliminer les pratiques de gouvernance inefficace, soutenir la réconciliation nationale et veiller à ce que les gens sont régies par des vrais leaders plutôt que des gouverneurs.

La démocratie est fondamentale à tous les succès. Elle est nécessaire à tous les échelons, à partir des cellules de la communauté à la représentation régionale et nationale et dans toutes les instances, jusqu'au sommet du leadership des partis. L'orientation idéologique est importante après l'anticolonialisme et le panafricanisme qui ont guidé les mouvements pour la libération, afin d'éviter l'émergence de l'extrémisme ou de l'autoritarisme.

La pauvreté a été reconnue comme le plus grand défi au continent. Un grand nombre de participants ont souligné le besoin urgent pour les pays africains de gérer leurs propres ressources naturelles, exportées vers d'autres destinations depuis trop longtemps, à faible coût. À l'unanimité, les participants ont convenu

qu'elles devraient au contraire, être exploitées pour produire des emplois et des richesses pour l'Afrique et ses citoyens.

Il a été convenu que le Comité Afrique de l'IS devrait être utilisé pour les échanges et consultations interpartis, et pour le développement de moyens par lesquels l'IS pourrait contribuer aux efforts lorsque nécessaire.

Pendant la discussion sur la paix et la résolution des conflits, le Comité a abordé la situation humanitaire catastrophique de la République Centrafricaine, convenant de l'envoi d'une mission chargée de définir quelle contribution l'IS pourrait apporter pour mettre fin au carnage dans ce pays.

Le Comité s'est également mis d'accord pour qu'une mission se rende dans les plus brefs délais au Soudan du Sud, pays où la situation par laquelle le peuple subit les conséquences et souffre de la confrontation ouverte opposant deux factions rivales exige la cessation urgente du conflit.

Dans le contexte de ces discussions, le Comité a adopté une Motion sur le Mali par laquelle il félicite les progrès réalisés dans la recherche d'un moyen de sortir de la crise multidimensionnelle dont souffre ce pays. Il a accueilli favorablement l'élection du Président Ibrahim Boubacar Keita et salué son leadership, pour le renforcement de la démocratie, l'état de droit, la paix, la sécurité et la stabilité au Mali.

La situation en Côte d'Ivoire a été un sujet de préoccupation pour le Comité, pays où règne un climat d'insécurité généralisée, de violation en masse des droits de la personne et où sont détenus arbitrairement des politiciens et du personnel militaire proches du Front populaire ivoirien (FPI). Divers participants à la réunion ont exprimé leur soutien pour le rétablissement de l'adhésion du FPI à l'Internationale Socialiste et, dans une Résolution sur la situation en Côte d'Ivoire, ont convenu d'y envoyer une mission d'établissement des faits.

Par ailleurs, le Comité a adopté une Résolution sur la situation au Swaziland, exprimant son inquiétude face à la violation des droits fondamentaux de la personne, à l'arrestation et à l'incarcération arbitraires de l'avocat Thulani Maseko. La résolution demande également aux autorités du pays de lever l'interdiction imposée aux partis politiques, y compris le parti PUDEMO, membre de l'IS et l'établissement d'un dialogue national susceptible d'aboutir à la transition vers un système démocratique.

Une Déclaration du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste a été diffusée après la réunion, soulignant les questions clés abordées.

Les membres du Comité Afrique ont réaffirmé leur plein engagement et soutien vis-à-vis de l'Internationale Socialiste, en s'opposant fermement aux efforts de ceux au sein de l'organisation pour le miner, déclarant



*SE President Kikwete de
Tanzania*

que l'Internationale d'aujourd'hui est ouverte, inclusive et démocratique à travers les décisions adoptées par ses membres au dernier Congrès de l'Internationale Socialiste au Cap, le premier jamais organisé sur le continent africain.

Se référant à des résolutions précédentes, le Comité a recommandé l'engagement d'un dialogue sain entre les groupes et partis au Maroc et au Sahara Occidental, pour définir une solution pacifique et réciproquement acceptée.

Dans le cadre de l'ordre du jour, les participants ont échangé leurs opinions sur l'organisation et les prochains travaux du Comité. Plusieurs initiatives et propositions ont été abordées, après quoi le Comité a décidé de former un groupe de travail chargé d'étudier ces idées et de formuler une série de propositions pour la prochaine réunion du Comité le mois d'octobre prochain.

Son Excellence M. le Président Jakaya Mrisho Kikwete a offert un déjeuner aux participants au Palais présidentiel. S'adressant aux invités, il s'est déclaré fier d'être membre de l'Internationale

Socialiste au sein de laquelle le partage d'expériences et de défis est très utile. Il a également avoué être ravi que cette réunion se soit déroulée dans son pays.

Les participants à la réunion ont exprimé unanimement leur reconnaissance au parti hôte, au Chama Cha Mapinduzi (CCM) et à Son Excellence Monsieur le Président Kikwete pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé, ainsi que leurs félicitations pour les avancées et progrès réalisés en Tanzanie sous la direction du Président Kikwete et du CCM.

**DÉCLARATION
COMITÉ AFRIQUE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
Dar es Salaam, les 28 et 29 mars 2014**

Original: anglais

Préambule

Les membres du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste réunis à l'occasion de la réunion de Dar es Salaam, Tanzanie les 28 et 29 mars 2014 ont confirmé leur intention d'unir leurs efforts pour promouvoir la paix et la résolution des conflits en Afrique, la démocratie et les principes de bonne gouvernance, la participation à l'économie, l'autonomisation et l'émancipation du peuple africain conformément à nos idéaux socialistes. Par ailleurs, le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste prend connaissance des faits suivants :

1. Paix et résolution de conflits en Afrique

Le développement dépend de la paix et la paix dépend du développement. Ce lien inextricable souligne combien les conflits, les guerres, l'insécurité et l'instabilité coûtent cher aux pays africains et doivent être évités à tout prix et lorsque la situation l'exige, résolus rapidement pour la paix des peuples. Le Comité réitère l'engagement par lequel il entend mobiliser ses membres, afin de mettre fin à l'augmentation et à l'intensification des conflits internes que vivent les nations africaines depuis quelques années et fait appel à la formation d'un réseau conjoint extraordinaire de lutte contre les auteurs de conflits et la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce, capable de détecter les lignes de faille. Il décide d'aider les nations africaines à faire du développement, de la défense, de la promotion et de la durabilisation de la paix une condition sine qua non de l'ordre du jour du développement de l'Afrique et d'une croissance économique plus que nécessaire. Par ailleurs, les membres s'engagent à contribuer à la résolution du problème du chômage des jeunes et à la formation de brigades bénévoles de jeunes pour la paix, s'efforçant de promouvoir la paix dans leurs pays respectifs.

Mettre fin à la violence subie par les citoyens de la République centrafricaine est une priorité absolue. Les assassinats brutaux décrits dans certains cas comme équivalant à des actes de génocide, mènent le pays au point d'autodestruction. Les membres du Comité ont convenu de l'envoi d'une mission en République centrafricaine, pour déterminer la manière dont l'IS pourrait mettre fin au carnage. Les effets des affrontements ouverts entre les deux factions rivales du Soudan du Sud et la souffrance prolongée des citoyens, demandent la cessation immédiate du conflit et le respect des cessez-le-feu convenus. Les richesses dont dispose ce nouveau pays doivent impérativement être utilisées pour le bien-être de sa population, dont les intérêts doivent être portés aux priorités de l'ordre du jour des deux camps. Le Comité a également convenu de l'envoi d'une mission au Soudan du Sud, dès que possible.

Se référant à des résolutions précédentes, le Comité recommande l'engagement d'un dialogue sain entre les groupes et partis, au Maroc et au Sahara Occidental, pour définir une solution pacifique et réciproquement acceptée.

2. Démocratie et bonne gouvernance

Le Comité s'est penché sur les questions de démocratie et de bonne gouvernance, dans le cadre de discussions tenant compte de l'expérience utile de la Tanzanie.

Il a reconnu que le cas de la Tanzanie illustre clairement qu'une démocratie multipartite est la seule structure pouvant aboutir à des institutions solides et à une gouvernance efficace. Depuis 1995, la Tanzanie a organisé quatre élections générales déclarées libres et justes et aujourd'hui il y a 19 partis politiques enregistrés dans le pays. En Afrique en général, la présence politique accordée aux organismes basés au sein des communautés, ONG et autres groupes d'intérêt, a approfondi et consolidé la démocratie.

Il a été reconnu que l'exclusion politique et sociale, à l'instar de l'insuffisance de ressources, freine le développement de la démocratie réelle et se traduit par des conflits.

Dans le cas de pays en développement comme l'Afrique, la formulation de politiques favorables aux économies d'inclusion contribue à la démocratisation des richesses, autre facteur fondamental pour assurer la démocratie. Les exploitants agricoles des zones rurales doivent être inclus dans le processus, afin d'acquérir les pouvoirs nécessaires pour participer à la chaîne de valeur formelle, au même titre que les petits commerçants des zones urbaines, qui doivent être organisés et rendre capable de participer au processus de création de richesses. De la même manière, le financement et les crédits de création d'entreprise doivent être accessibles et abordables, afin de faire en sorte que la démocratie politique soit réalisable à travers la démocratie économique.

3. Développement et participation économiques

Pour les membres du Comité, le bien-être, l'autonomisation et la participation économiques sont les principaux moteurs de la paix et de la lutte contre la pauvreté en Afrique. La participation collective du peuple au développement économique national libère les ressources des communautés, la main-d'œuvre physique et intellectuelle nécessaire au développement national et à l'amélioration du bien-être social de la majorité, en adéquation avec les souhaits d'une société socialiste. L'Afrique a besoin d'une approche conçue pour libérer le continent du fléau des guerres internes, mortelles, coûteuses et des conflits persistants. Le Comité remarque, en exprimant ses inquiétudes à ce sujet, que malgré leurs grandes ressources naturelles, la plupart des États africains ne sont pas parvenus à les mettre à profit sur le continent, pour développer leurs pays et éradiquer la pauvreté. Un grand nombre de ces États africains doivent encore traiter le problème de la responsabilité vis-à-vis de leurs citoyens, parallèlement à celui de l'exclusion sociale et économique. En Afrique, ces pratiques sont le « péché originel », le point de départ de conflits persistants, de l'absence de paix et de développement économique, de la pauvreté et de conditions sociales déplorable pour la grande majorité du peuple africain. Les membres du Comité décident de continuer à réseauter et à faire corps pour défendre l'émancipation économique de la plus grande majorité des Africains et le développement économique des États africains. Ils réaffirment que la paix et le progrès en Afrique dépendront de son développement économique et, en particulier, du niveau d'émancipation et d'autonomisation de la majorité du peuple et surtout des pauvres. Le Comité demande à ses membres de se pencher sur ces problèmes à travers des politiques et principes socialistes, des politiques susceptibles de favoriser la liberté économique et d'augmenter la participation économique des communautés. Et enfin, le Comité demande à ses membres de manifester leur engagement envers la cause du peuple, son bien-être économique et l'importance qu'ils attachent aux citoyens de leurs nations.

Les participants à la réunion de Dar es Salaam ont exprimé leur volonté de faire progresser les résolutions et initiatives visant à faire face aux nouveaux défis qui s'annoncent, pour réaliser concrètement leurs principes et valeurs communs en cette période où des réponses et solutions sociales-démocrates s'avèrent si nécessaires, tout en contribuant à faire du continent africain une région de paix, de stabilité et de démocratie, où les citoyens peuvent profiter des vertus de la justice sociale, des opportunités existantes et du progrès.

Les membres du Comité Afrique en ont également profité pour réaffirmer leur engagement et leur soutien

inconditionnels vis-à-vis de l'Internationale Socialiste, en s'opposant fermement aux efforts que font certains membres de cet organe pour le déstabiliser. L'Internationale moderne est ouverte, inclusive et démocratique à travers les décisions adoptées par ses membres au dernier Congrès de l'Internationale Socialiste de Cape Town, premier du genre jamais organisé sur le continent africain.

Les participants à la réunion ont exprimé leur reconnaissance au parti hôte, au Chama Cha Mapinduzi (CCM) et à Son Excellence Monsieur le Président Kikwete pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé, mais aussi pour la camaraderie manifestée à leur égard à l'occasion de cette réunion. Ils en ont également profité pour officialiser leurs félicitations pour les avancées et progrès réalisés dans le pays et par ses citoyens, sous la direction du Président Kikwete et du CCM.

MOTION DE SOUTIEN SUR MALI

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste réuni à Dar es Salaam les 28 et 29 mars 2014, après avoir écouté les communications pour l'engagement envers la paix et la résolution des conflits dans la région, se réjouit des progrès réalisés dans la sortie de crise multi-dimensionnelle au Mali.

Le Comité se félicite de l'élection très brillante du camarade Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République.

Le Comité salue le leadership incontestable de Ibrahim Boubacar Keita pour le renforcement de la démocratie, l'état de droit, la paix, la sécurité et la stabilité du Mali.

Le Comité l'encourage à poursuivre la recherche de la paix par le dialogue social et la concertation, et lui apporte son soutien indéfectible.

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN COTE D'IVOIRE

En octobre 2000 le Front Populaire Ivoirien accéda au pouvoir en Côte d'Ivoire.

Très tôt en septembre 2002 le régime eut à faire face à un coup d'Etat. Au cours de la rencontre du Comité Afrique de l'International Socialiste tenue à Abidjan en 2008, les fondements de cette crise furent exposés et il fut recommandé l'exhortation de tous les acteurs à créer les conditions pour un paix durable.

Le Comité Afrique avait salué l'Accord de Marcoussis en France qui déboucha sur la mise en place de gouvernements d'union nationale successives, jusqu'aux élections présidentielles tenues les 31 octobre et 28 novembre 2010.

Depuis la prise du pouvoir en 2011 par le Président Alassane Ouattara, la Côte d'Ivoire se trouve dans une situation d'insécurité généralisée, de violation massive des droits de l'homme et de détention arbitraire d'hommes politiques et militaires proches du Front Populaire Ivoirien, FPI.

Face à cette situation, l'International Socialiste, à travers son Comité Afrique ne peut rester indifférent depuis près de trois ans et c'est pour cela qu'il y a été résolue:

- L'organisation d'une mission d'information en Côte d'Ivoire; cette mission sera chargée de rencontrer le gouvernement, les représentants du Front Populaire Ivoirien et tous autres partis pour avoir une connaissance approfondie de la crise.
- L'exploitation de résultats de cette mission indiquera les actions à mener au prochain Conseil de l'International Socialiste.
- La direction du Comité Afrique fera le point sur cette question au cours du prochain Conseil de l'International Socialiste.

RESOLUTION SUR LE SWAZILAND

Original: Anglais

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste exprime son consternation par la violation des droits humains fondamentaux au Swaziland et l'arrestation arbitraire et l'incarcération de l'avocat Thulani Maseko, un membre des Avocats pour les Droits de l'homme, et Bheki Makhubu, rédacteur du magazine 'Nation' sous le mépris des frais de justice.

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste lance un appel aux autorités de Swaziland d'enlever l'interdiction opérationnelle des partis politiques et de rendre caduque la loi sur le terrorisme de 2008 qui interdit le parti membre de l'IS PUMEDO et ses structures. Nous appelons à un dialogue national constructif pour une transition vers la démocratie.

Migrations

Réunion du Comité de l'IS sur les Migrations, Tanger, Maroc

2-3 mai 2014



Sous le thème principal "Humaniser les migrations", le Comité pour les migrations de l'IS s'est réuni à Tanger, Maroc, les 2 et 3 mai 2014, accueilli par l'Union socialiste des forces populaires, USFP. À la séance inaugurale tant attendue, Driss Lachgar, Premier secrétaire de l'USFP, Abdallah Boussof, Secrétaire général du Conseil de la communauté marocaine

à l'étranger, CCME, et Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS, ont pris la parole. Les représentants des partis membres en Algérie, en Angola, en République dominicaine, en Grèce, en Iraq, en Italie, au Mali, au Maroc, en Palestine, en Espagne et de l'IS Femmes étaient présents.

S'agissant de la réunion constitutive du Comité depuis son rétablissement par le Conseil, la première tâche du Comité fut d'élire sa présidence et sa vice-présidence pour la période inter-congrès en cours. Dès lors, Habib El Malki de l'USFP, ancien ministre de l'Éducation et de l'Agriculture dans deux gouvernements précédents du Maroc et actuel président de la Commission administrative du parti, a été élu président du Comité, et Marco di Lello, coordinateur national du PSI, Italie, et président du groupe parlementaire du parti, a été élu vice-président.

Les discussions se sont surtout concentrées sur la crise migratoire en Méditerranée et en Afrique du Nord. La dimension Est-Ouest des migrations était également à l'ordre du jour ainsi que les priorités sur ce sujet aux Amériques, tout en prenant en compte les perspectives des autres régions. La même attention fut portée à la grave situation des réfugiés forcés de fuir des conflits armés dans différentes parties du monde, et un appel fut lancé pour redoubler d'efforts dans la recherche de la paix.

Il a été convenu que les effets positifs du phénomène migratoire devaient être mis en avant afin de lutter contre la poussée de la xénophobie et des orientations politiques extrêmes, tout comme le besoin de soutenir les efforts déployés dans toutes les régions du monde pour lutter contre les mafias responsables de trafic d'êtres humains et d'œuvrer à la promotion du plein respect des droits de l'homme et de la dignité de tous les migrants. La situation des femmes et jeunes filles migrantes a également été soulignée, étant particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle.

Le Comité a convenu que l'IS fera part aux Nations Unies du besoin d'ajouter la question des migrations aux nouveaux objectifs de l'après 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a également donné son accord à la mise au point d'une Charte des droits des migrants, à laquelle les partis membres de l'IS seront invités à contribuer.

À la clôture de la réunion, le Comité a adopté la Déclaration de Tanger, reprenant ses discussions et ses objectifs. Quant à son futur programme de travail, le Comité a accepté de tenir sa prochaine réunion en septembre en Italie, accueillie par le PSI.

DECLARATION DE TANGER

Originale : espagnol

Le Comité sur les migrations de l'Internationale Socialiste, réuni à Tanger, Maroc, les 2 et 3 mai 2014, dans le cadre de la rencontre intitulée « Humaniser la migration » :

Exprime ses remerciements à l'organisation hôte, l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP, pour l'hospitalité manifestée lors de cet événement, et pour l'incalculable collaboration quant à l'organisation et la valeur symbolique de tenir une telle réunion dans cette ville emblématique qu'est Tanger.

Reconnait les souffrances des réfugiés qui se voient obligés de fuir les conflits armés qui prédominent aujourd'hui dans des pays tels que la Syrie ou la République Centrafricaine, et lance un appel aux parties prenantes pour instaurer la paix dans ces régions.

Exprime sa satisfaction suite à la résolution d'autres conflits comme ceux de l'Angola et du Kurdistan dont les populations pourront revenir à leurs lieux d'origine car les causes qui les ont fait fuir de leurs foyers ont disparues.

Réuni dans la région méditerranéenne qui subit le passage d'une migration Sud-Nord, le Comité déplore fortement le décès des personnes dans les eaux de la méditerranée et invite les Etats riverains à déployer tous les efforts, et mettre en œuvre tous les moyens pour éviter ces tragédies. Parallèlement, il reconnaît

que des efforts ont déjà été consentis par un grand nombre de pays concernés, ainsi que par l'Union Européenne à travers ses différents programmes.

Met en valeur l'effort réalisé par certains pays pour organiser l'immigration et dans ce sens, soutient l'effort du Maroc visant à régulariser la situation des migrants sur son territoire.

Dans les conclusions adoptées par les participants, le comité a convenu ce qui suit :

1. Revendiquer le phénomène migratoire comme un fait positif, aussi bien pour le développement économique que pour l'échange culturel, qui contribue à rééquilibrer les déficiences démographiques et en particulier les faibles taux de natalité des pays d'accueil des migrants, sachant que les analyses et les jugements doivent également tenir en compte les risques pour les pays d'origine de la perte d'un capital humain et de la fuite des cerveaux.
2. Reconnaître le droit des personnes à émigrer en quête d'une vie meilleure et en même temps comme un *ius migrandi* universel, bien que limité ; le tout en harmonie avec le droit des Etats à développer des politiques migratoires qui canalisent les flux migratoires conformément à leurs besoins et leur capacité d'accueil.
3. Soutenir la lutte de tous les pays contre les mafias qui œuvrent dans le trafic des personnes humaines et la lutte contre l'immigration irrégulière, tout en respectant scrupuleusement les droits de l'homme et la dignité de tous les migrants, y compris ceux qui tentent d'entrer dans un autre pays ou encore ceux qui s'y installent de manière illégale, ainsi que la disponibilité des moyens pour la défense des frontières et la priorité de la défense de la vie et l'intégrité physique.
4. Manifester sa préoccupation quant à l'avancée des positions politiques d'inspiration xénophobes ou qui incriminent les migrants, telle celle remarquée lors du récent référendum en Suisse qui prétend restreindre indûment les mouvements des personnes ou leurs droits et stigmatiser les immigrés.
5. Promouvoir la pleine intégration des étrangers dans les sociétés d'accueil, au moyen de politiques visant l'ensemble des citoyens, mettant en œuvre des stratégies qui garantissent l'égalité des droits, des devoirs et des chances, en renforçant les bases de la cohabitation et de la cohésion sociale sur les principes d'égalité, de citoyenneté, d'interculturalité, d'inclusion et de non-discrimination.
6. Envisager la reconnaissance du droit de vote des immigrés intégrés dans les pays d'accueil après un délai raisonnable, et faciliter par ailleurs l'accès à la nationalité pour résidence.
7. Garantir le droit d'asile et la protection internationale et promouvoir les accords pour le transfert vers un territoire sûr - en vertu du principe de solidarité - des personnes se trouvant dans une situation de nécessité imminente de refuge ; des personnes provenant directement de pays en situation de conflit ou de camps de réfugiés des pays limitrophes.
8. Intégrer la coopération internationale et la coopération au développement qui touchent à la gestion migratoire, en s'inspirant des principes de coresponsabilité et de solidarité, de manière à aboutir à une approche intégrée des différents aspects qui affectent le traitement approprié du phénomène.
9. Prendre en considération que la migration spécifiquement féminine constitue, selon les données récentes, plus de la moitié du nombre total des migrants, ainsi que le traitement des risques de la soumission des femmes aux réseaux de traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, et de la nécessité de déployer des mesures spécifiques.
10. Reconnaître le rôle des organisations de migrants et de la société civile en tant que facilitateurs des processus d'intégration et de sensibilisation de l'opinion publique face au phénomène migratoire.
11. Considérer que le domaine de la migration doit être traité au niveau mondial, et par conséquent au cœur des discussions et réunions de l'Internationale Socialiste, vu que ses prérogatives transcendent les

politiques nationales -voire même pour beaucoup de questions- les organisations internationales à caractère régional.

12. Encourager toutes les instances de l'Internationale Socialiste à influencer les gouvernements et les partis socialistes et socio démocrates en vue d'assumer les idées et valeurs ici exprimées et les convertir en des lois puis de les intégrer dans l'élaboration de leurs politiques publiques.

13. Solliciter également de l'Internationale Socialiste de présenter au sein des Nations Unies la nécessité d'inclure le traitement des migrations dans les nouveaux objectifs du millénaire post 2015. À cette fin, un travail conjoint sera effectué, sollicitant des contributions de tous les membres pour mettre en place un projet de Charte des droits des migrantes, qui sera porté à la prochaine réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste.

Amérique Latine et les Caraïbes

Réunion du Comité Amérique latine et Caraïbes en République dominicaine

9-10 mai 2014



Le Comité Amérique latine et Caraïbes de l'Internationale Socialiste s'est réuni les 9 et 10 mai 2014 en République dominicaine, où il était accueilli par le Parti révolutionnaire dominicain (PRD).

En ouverture de cette réunion, le Comité a rendu hommage à José Francisco Peña Gómez, figure de proue du mouvement social-démocrate dans la région et dans le monde, qui a dirigé le PRD pendant de nombreuses années. En plus de commémorer le 16e anniversaire de sa mort le 10 mai, les différents intervenants ont rappelé l'admiration et l'attachement que lui voue l'Internationale Socialiste.

Miguel Vargas Maldonado, président du Comité et dirigeant du PRD, s'est dit très satisfait que cette rencontre soit organisée dans le pays de José Francisco Peña Gómez, qui plus est à la date anniversaire de sa mort. Comme il l'a rappelé, José Francisco Peña Gómez a participé à la création de ce Comité et à l'ouverture de ce mouvement vers toute l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans sa présentation de l'ordre du jour, Miguel Vargas Maldonado a souligné l'importance de renforcer la croissance économique et la lutte contre la pauvreté dans la région, de manière à maintenir le bien-être des populations tout en plaçant le développement sous le signe de l'inclusion, de la justice sociale et de la solidarité. En ce qui concerne les défis que connaît actuellement la démocratie, le système électoral doit être renforcé ; il s'agit d'assurer une plus grande participation des citoyens et de se doter d'institutions capables de répondre aux besoins efficacement et en temps voulu, en faisant preuve de transparence et de probité. À l'heure actuelle,

éducation, emploi, santé, logement, accès à la culture, au sport et aux loisirs, sécurité et lutte contre la criminalité sont autant de préoccupations pertinentes d'un point de vue social, auxquelles la démocratie doit apporter des réponses adaptées. Parallèlement, il faut également encourager les entreprises d'insertion et renforcer les institutions publiques et privées. Selon Miguel Vargas Maldonado, aujourd'hui, l'État idéal répartit le pouvoir de façon dynamique au sein de la société, afin de favoriser la participation et la décentralisation. Or les partis politiques jouent un rôle essentiel dans la mise en place de ce « nouveau paradigme de développement », qui établit un lien entre l'État et la société civile. Eux aussi sont actuellement confrontés à des défis de taille, notamment celui d'intégrer les nouvelles technologies dans leurs pratiques. Pour mener à bien les transformations sociales que réclament les peuples de la région, plusieurs éléments sont importants : l'élaboration de cadres de travail, le débat idéologique, la discipline et l'unité.

De son côté, le Chilien Luis Ayala, secrétaire général de l'Internationale Socialiste, a remercié Miguel Vargas Maldonado et le PRD pour leur accueil en cette période si importante pour tous. Comme il l'a rappelé, les partis qui intègrent aujourd'hui l'IS partagent les mêmes rêves que José Francisco Peña Gómez et perpétuent le travail qu'il a accompli toute sa vie. Ainsi, la longue et riche histoire commune qu'il a initiée continuera de se prolonger à l'avenir. Pour mémoire, en 1978, une première mission de l'IS s'est rendue à Saint-Domingue, en présence des leaders progressistes de la région, pour saluer la victoire du PRD et d'Antonio Guzmán aux élections présidentielles, afin que leur triomphe dans les urnes ne puisse être ignoré. Deux ans plus tard, en 1980, la République dominicaine accueille une grande conférence qui donne naissance au Comité. Cette initiative traduit les aspirations communes de nombreux membres, qui, après l'Europe, souhaitent créer un deuxième grand pilier du mouvement social-démocrate en Amérique latine et Caraïbes. Pendant les années 80, l'Internationale Socialiste et plus particulièrement son Comité régional se concentrent principalement sur le retour de la démocratie et le respect des droits de l'homme dans la région. Dans cette optique, José Francisco Peña Gómez reçoit le soutien de leaders européens comme Willy Brandt lui-même et François Mitterrand, en plus des figures politiques qui émergent du mouvement pour la démocratie en Amérique latine et aux Caraïbes : Raúl Alfonsín, Carlos Andrés Pérez, Alan García, Rodrigo Borja, Jaime Paz Zamora, Óscar Arias, Leonel Brizola et bien d'autres. Aujourd'hui, la réalité politique du continent est source de satisfaction, puisqu'elle vient couronner l'engagement de ces années. José Francisco Peña Gómez a toujours accompagné les efforts en faveur de la démocratie dans son pays et dans la région. C'est pourquoi au-delà de la République dominicaine, sa présence et son héritage ont une dimension latino-américaine et universelle.

Pour ce qui est des thèmes à l'ordre du jour, le secrétaire général a rappelé que les économies émergentes d'Amérique Latine et des Caraïbes semblent avoir eu moins de mal à se remettre de la crise financière de 2008, par rapport aux États-Unis ou aux pays européens. Ces derniers sont encore durement touchés, notamment en raison des politiques d'austérité et de leurs conséquences sociales et humaines. L'effet observé est un retour des nationalismes et des messages populistes qui présentent de façon simpliste la réponse aux défis d'un monde toujours plus complexe. Autre conséquence, le multilatéralisme semble parfois affaibli, laissant place à une nouvelle guerre froide. Cette région du monde ne doit donc pas relâcher ses efforts et continuer de faire en sorte que le rêve d'un destin commun, de paix et d'internationalisme ne soit pas déformé.

Une fois les démocraties restaurées en Amérique latine et dans les Caraïbes, il a fallu conquérir les libertés et les droits. Les conflits qui sévissent actuellement dans le monde sont liés à l'absence de liberté et de droits dans des domaines très variés : politique, droits de l'homme, origines ethniques, religion, identité sexuelle, peuples autochtones, etc. Le défi auquel sont confrontées les démocraties devient évident lorsque même après des élections libres et équitables, les libertés et droits ne semblent pas progresser. Le combat actuel ne consiste donc pas à réinstaurer la démocratie, mais à résoudre ces problèmes en veillant à ce que tous bénéficient des mêmes droits et libertés. Enfin, le secrétaire général a répété à quel point tous les membres régionaux de l'IS sont heureux de pouvoir perpétuer les objectifs de José Francisco Peña Gómez, ambitions qui restent d'actualité au sein du Comité, présidé par un autre Dominicain : Miguel Vargas Maldonado. Le secrétaire général a également invité le Comité à se joindre à tous les partis de l'IS lors de la prochaine réunion du Conseil, programmée à Mexico les 30 juin et 1er juillet.

Deuxième point à l'ordre du jour, Elsa Espinosa Chamorro du PRI mexicain, a été élue vice-présidente du

Comité à l'unanimité. Elle a été félicitée par Margarita Zapata (FSLN, Nicaragua) et Clara Lieberman (PLN, Costa Rica), qui ont rappelé à quel point il est important que les femmes soient représentées au sein de l'IS, enjoignant au passage les élues à exercer activement leur mandat, quel que soit leur poste. Elsa Espinosa a quant à elle remercié le Comité de l'avoir choisie, avant de s'engager à travailler résolument aux tâches fixées par ce dernier et à l'égalité hommes-femmes.

Chargé de présenter la situation économique dans la région, Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), vice-président de l'IS, a souligné que si à l'heure actuelle, l'Amérique latine et les Caraïbes font des progrès évidents dans la consolidation des démocraties, il reste du chemin à parcourir pour la construction d'une démocratie sociale offrant davantage de bien-être à ses peuples. Pour ce faire, la croissance économique doit être redistribuée équitablement. La croissance dans les pays de la région ces 30 dernières années a été analysée : il en ressort la lenteur globale de ces progrès et le risque associé au niveau très bas d'investissement et de création de richesse. Néanmoins, selon Bernal Jiménez, les dix dernières années sont plus positives, la crise de la dette ayant obligé les gouvernements et organismes multilatéraux à concevoir ensemble des programmes et plans économiques. Ces dernières années, plusieurs éléments se sont détachés dans la région : la maîtrise de l'inflation, les taux d'intérêt bas, la maîtrise fiscale et l'ouverture des pays au commerce et à la finance internationaux. Cependant, ces initiatives prometteuses ainsi que les indicateurs macroéconomiques stables ne suffisent pas à atteindre une meilleure justice sociale, une équité et un développement complet. En ce qui concerne la réduction des inégalités sur le continent, ces dernières années, les chiffres sont plus encourageants que dans les années 80 et 90. L'État doit agir avec détermination pour réduire davantage cet écart. Les économies de marché sont à la hausse, mais sans assurer de justice sociale ; seuls les gouvernements faisant preuve de force et d'intelligence dans les domaines salarial et fiscal permettent une redistribution plus juste des richesses. Bernal Jiménez a également rappelé qu'il est crucial de tendre vers une croissance verte et un développement durable. À ce sujet, il a souligné l'importance de l'éducation, de la recherche et du développement scientifique et technologique pour stimuler la croissance économique. En conclusion, il a insisté sur le fait que les politiques sociales-démocrates doivent : favoriser le bien-être en adoptant une justice fiscale et une bonne gouvernance ; lutter contre la corruption ; et augmenter l'investissement dans l'éducation, notamment dans le domaine des sciences et technologies, afin de permettre un développement économique solide en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Ce point était également débattu par Iván Rodríguez (PRD, République dominicaine), Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua), Clara Lieberman (PLN, Costa Rica) et Ricardo Navarrete (PRSD, Chili), qui étaient d'accord avec les différents arguments. Ils ont pour leur part souligné le besoin d'augmenter les dépenses dans l'éducation, méthode idéale pour améliorer la qualité de l'emploi, la productivité et, en définitive, le développement économique des pays ainsi qu'une répartition plus juste des richesses. À ce sujet, Ricardo Navarrete a évoqué la réforme fiscale proposée par la présidente du Chili Michelle Bachelet afin d'obtenir une meilleure redistribution des richesses. Ce projet vise à percevoir 8,2 milliards de dollars pour financer une profonde réforme de l'éducation, le but étant de mettre en place à tous les niveaux un enseignement gratuit, de qualité, afin d'augmenter les connaissances culturelles, l'insertion professionnelle et les revenus de toute la population.

Concernant les défis que connaît la démocratie, le Comité a écouté la présentation de Victor Benoit (FSDH, Haïti), vice-président de l'IS. Ce dernier a rappelé que l'engagement envers la démocratie, les droits de l'homme et la justice sociale est une constante au sein du mouvement social-démocrate. Les dictatures de Duvalier, Trujillo ou Pinochet, parmi tant d'autres, ont longtemps dominé la région au XXe siècle, période régie, entre autres considérations, par les conditions imposées dans le cadre de la Guerre froide. S'il est vrai que les progrès présents sont indéniables et précieux, l'engagement envers les valeurs démocratiques ne suffit plus. Aujourd'hui, le peuple demande que cette même démocratie réponde aux besoins économiques et sociaux. Les nouvelles difficultés ont été identifiées, notamment les voix qui dénigrent la valeur même de la démocratie sous prétexte qu'elle ne produit pas les résultats escomptés. Ces accusations sont formulées par les oligarchies et les élites, mais aussi par des populismes de divers horizons politiques. À ce propos, Victor Benoit parle de « démocratures » : des systèmes qui prennent les outils officiels de la démocratie et qui les détournent en contrôlant les tribunaux, les parlements et la corruption généralisée. Selon lui, les partis politiques progressistes doivent faire tout leur possible pour éviter l'échec des démocraties. Une démocratie participative et sociale assure une relation harmonieuse entre élus et électeurs,

et empêche les populismes de mettre en doute l'utilité concrète et quotidienne de ce système politique, questionnement sur lequel reposent leurs propositions. Enfin, Victor Benoit a cité José Francisco Peña Gómez : « Au pouvoir, on n'improvise pas. » Il souhaitait ainsi souligner l'importance de progresser dans la création de nouveaux cadres politiques, en encourageant la parité.

Sur ce sujet, le Comité a également écouté Junior Santos (PRD, République dominicaine), Enrique Márquez (UNT, Venezuela), Marcelo Stubrin (UCR, Argentine), Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua), Edmonde Supplice (FSDH, Haïti), Alberto Despradel (PRD, République dominicaine), Isadora Zubillaga (VP, Venezuela) – qui a remis au Comité une lettre écrite par le leader de Voluntad Popular, Leopoldo López, incarcéré à Ramo Verde au Venezuela – Ricardo Navarrete (PRSD, Chili), Felipe Mujica (MAS, Venezuela), Timoteo Zambrano (UNT, Venezuela), Janet Camilo (PRD, République dominicaine) et Clara Lieberman (PLN, Costa Rica).

Rafael Michelini (NE, Uruguay), vice-président de l'IS, était chargé d'évoquer les partis politiques et les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés. Il a commencé par rappeler le rôle passé et présent des partis politiques dans le bon fonctionnement de la démocratie. Les partis doivent représenter la volonté populaire, ce qui nécessite une structure et des moyens. La concurrence électorale entre les divers candidats doit être réelle et équitable. Or il ne suffit pas de veiller à la transparence du scrutin. Sur notre continent, les partis politiques disposent de ressources considérablement déséquilibrées, problème qui est particulièrement exacerbé pendant les campagnes électorales. Dans beaucoup de pays, les partis de droite obtiennent plus facilement des financements privés et une visibilité dans les médias. Cet écart peut être partiellement comblé par des lois garantissant le financement public des campagnes, le contrôle des frais de campagne et la vérification de l'origine des fonds utilisés dans l'activité politique. Pour les forces de gauche, ce type de disposition permet que les candidats soient présentés aux électeurs de manière plus juste. Un autre aspect doit être étudié attentivement : la mise en place d'une parité hommes-femmes dans la représentation politique. De même, les petits partis doivent être pris en considération dans les systèmes électoraux, qui doivent être suffisamment proportionnels.

Le thème de la participation est de la plus grande importance : les partis de gauche doivent lutter contre le désintérêt des citoyens. Lorsqu'une élite exerce le pouvoir à l'écart d'un peuple peu désireux de participer aux décisions politiques, ce phénomène nuit à la démocratie. Rafael Michelini a analysé le contexte uruguayen, où le parti Front large (Frente Amplio) regroupe des forces politiques très variées et gouverne le pays depuis plusieurs années. En raison de cette diversité, une très large participation est nécessaire pour l'élaboration du programme gouvernemental : dans le cas de l'Uruguay, près de 10 000 personnes contribuent au programme qui sera soumis aux Uruguayens lors des élections présidentielles du second semestre. Selon Rafael Michelini, Front large associe sagement unité, pluralité, organisation et intelligence.



Ce point de l'ordre du jour était également débattu par les délégués Salim Ibarra (PRD, République dominicaine), Roberto Birri (PS, Argentine) et Celso Delgado (PRI, Mexique).

Les partis membres du Comité ont ensuite présenté leur situation dans leurs pays respectifs. À cette occasion, Henry Ramos, vice-président de l'IS, a décrit en détail la situation critique au Venezuela, au nom de tous les délégués de son pays. D'autres nations

ont été évoquées : Porto Rico, par Fernando Martín (PIP) ; l'Argentine, par Roberto Birri (PS) ; le Brésil, par Marcio Bins (PDT) ; et le Panama, par Héctor Alemán (PRD).

En conclusion de ses travaux, le Comité a adopté une déclaration générale concernant les thèmes à l'ordre du jour : l'économie, la démocratie et les partis politiques. Le Comité a également adopté une résolution concernant le Venezuela, ainsi que des déclarations à propos d'Haïti et du Chili.

DÉCLARATION

Original: espagnol

Les membres du Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique Latine et les Caraïbes ont ouvert et conclu une réunion les 9 et 10 mai 2014 en République dominicaine, tout en reconnaissant, à l'occasion du seizième anniversaire de sa mort, l'immense contribution au socialisme démocrate du Dr José Francisco Peña Gómez, figure de proue historique du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) et de l'Internationale Socialiste, qui constitue encore aujourd'hui un point de référence pour nos combats.

Le Comité exprime son plein appui aux dirigeants du PRD et à leurs efforts visant à renforcer le parti sur le plan institutionnel, à maintenir le respect pour ses statuts et à œuvrer en faveur de l'unité fraternelle de tous ses courants internes, dans l'esprit de conciliation et de responsabilité de leur éternel chef de file, le bien-aimé José Francisco Peña Gómez.

Après deux jours de sessions, le Comité présente en conclusion cette Déclaration portant sur les trois questions fondamentales ayant constitué les thèmes des discussions intenses par ses membres, à savoir : (i) bâtir une économie caractérisée par la croissance, l'égalité et le progrès social pour tous ; (ii) consolider et approfondir la démocratie : les défis nouveaux et constants ; et (iii) le retour de la politique : le rôle fondamental des partis politiques.

I. Bâtir une économie caractérisée par la croissance, l'égalité et le progrès social pour tous

Au cours des trois dernières décennies, la région Amérique Latine et Caraïbes est parvenue à dynamiser la croissance économique, à réduire la pauvreté et à diffuser la démocratie. Néanmoins, cette croissance n'a pas été suffisante pour éliminer la pauvreté structurelle dans nos pays, qui constitue une menace pour la pérennité de nos démocraties.

Nous convenons que pour lutter efficacement contre la pauvreté, nous avons besoin d'une éducation de qualité, d'enseignants et de technologies de premier plan, d'emplois de qualité et d'opportunités d'entrepreneuriat productif, d'un système de santé inclusif, que les citoyens aient accès à des logements décentes, dotés d'un approvisionnement adéquat en eau propre, électricité et installations sanitaires. Aujourd'hui, les États doivent lutter contre les inégalités, la discrimination, l'exclusion et la marginalisation. L'inclusion, la justice sociale, l'égalité, la parité des sexes et l'égalité des chances sont donc essentielles. Seule une véritable justice sociale nous permettra de développer la citoyenneté et de garantir qu'il n'y ait pas de citoyens de seconde zone dans nos sociétés. L'égalité est la garantie d'une pleine citoyenneté, de la gouvernance et de la paix sociale.

Pour sortir de la pauvreté, nous avons besoin de leaders compétents et éthiques, et cela exige de lutter sans répit contre la corruption, le trafic de narcotiques et le crime organisé. La pleine citoyenneté exige de garantir le droit fondamental des citoyens à la sécurité.

Nous devons redéfinir l'État de Droit Social et Démocratique. Il est nécessaire d'abandonner la notion que l'État Social signifie un grand État et que l'État Libéral implique un État *a minima*. Il ne s'agit pas de bâtir un grand État ou un État plus petit, mais de consolider un État qui est plus efficace, qui est garant, régulateur et facilitateur. Un État qui, s'appuyant sur des partenariats public-privé, développe et gère de grandes infrastructures et des services publics essentiels de qualité et qui sont accessibles à tous.

Il est nécessaire de bâtir un État qui encourage la participation du secteur privé au développement, qui ne prend des initiatives commerciales que dans les cas où il existe des insuffisances, mais qui n'abandonne jamais ses obligations de réguler l'économie et de garantir les prestations sociales et des services publics de qualité pour les plus démunis, que ces services soient assurés par l'État, le secteur privé ou le secteur tertiaire. Seul un État qui se focalise sur ses obligations publiques essentielles disposera des ressources nécessaires pour assurer sa fonction d'État Social, et pourra se porter garant des droits de tous.

II. Consolider et approfondir la démocratie : les défis nouveaux et constants.

Pour pouvoir être consolidée et pour éviter le retour de l'autoritarisme, la démocratie électorale dont nous jouissons aujourd'hui exige de meilleures institutions. Une démocratie sans État de Droit, sans institutions solides, sans garantie des droits fondamentaux de tous, devient une « democradura », une démocratie sans pratiques démocratiques, qui est le phénomène caractérisant certains autoritarismes actuels légitimés par les urnes.

Par conséquent, la réforme de l'État doit garantir que celui-ci soit plus démocratique et représentatif, plus inclusif, participatif et décentralisé ; un État qui se rapproche de ses citoyens, qui garantit la participation et la représentation sociale véritable. Nous avons besoin de réformes qui assurent la transparence de la gestion publique et qui garantissent l'intégrité des administrateurs de nos biens collectifs. La réforme de l'État que nous proposons est, par conséquent, bien plus qu'un processus administratif : il s'agit d'une redistribution dynamique du pouvoir et du transfert de celui-ci des représentants aux citoyens.

Le nouveau défi est pour l'État de devenir plus démocratique, décentralisé et participatif. Nous avons donc besoin de pouvoirs exécutifs qui ne sont pas hérités des anciens systèmes autocrates ou « *caudillismo* », mais qui sont à l'avant-garde d'une nouvelle démocratie.

Un chapitre particulier de ces réformes est l'égalité de la participation des femmes. Tant que nous n'aurons pas obtenu l'égalité entre les hommes et les femmes, il n'y aura pas de démocratie effective ni de développement humain complet dans notre région.

III. Pour le retour de la politique : le rôle fondamental des partis politiques

Face à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et des nouvelles dimensions de la société civile, nous devons repenser le rôle des partis politiques en tant qu'articulateurs de la volonté populaire. Il est

nécessaire d'établir un paradigme de développement, découlant d'une nouvelle interaction entre les organisations de la société civile et les partis politiques.

Nous avons besoin de partis qui respectent la discipline et les structures institutionnelles, et qui stimulent les débats créatifs et la formation. Dans le monde d'aujourd'hui, nous devons mettre en pratique une combinaison des principes et des valeurs qui représentent la démocratie sociale et les opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les partis politiques ne sont pas aujourd'hui les seuls moyens d'action politique pour des citoyens qui sont connectés, informés et avertis : il y a de nouveaux citoyens, et nous avons donc besoin de partis qui sont adéquats pour ces temps nouveaux.

Et cet objectif exige de meilleurs cadres dirigeants. C'est pourquoi nous devons consacrer plus de temps, de ressources et d'énergie à la formation intellectuelle et politique de nos jeunes. Seul cet investissement dans notre jeunesse nous permettra d'avoir des partis politiques qui seront capables de mener à bien les réformes fondamentales qui ne peuvent attendre dans nos États et nos sociétés.

Enfin, les nouvelles formes d'autoritarisme se perpétuent avec l'utilisation des ressources de l'État dans les processus électoraux. Il est par conséquent d'une importance capitale que nous ayons des régimes électoraux et des systèmes de partis politiques qui garantissent l'équité et l'égalité des chances lors des consultations électorales et donc, l'alternance démocratique du pouvoir.

RÉSOLUTION CONCERNANT LE VENEZUELA

Original: espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique Latine et les Caraïbes s'est réuni les 9 et 10 mai 2014 en République dominicaine, à la lumière de la crise politique, sociale et économique grave touchant le Venezuela, et des allégations préoccupantes de violation des droits de l'homme ces derniers mois.

RÉSOLUTIONS

- Exiger la libération de tous les étudiants et prisonniers politiques, le retour de ceux qui étaient exilés, et l'arrêt des persécutions politiques, afin de garantir la vie et l'intégrité de tous les citoyens.
- Conforter le dialogue entamé le 10 avril 2014 entre le gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela et les représentants du parti d'opposition Mesa de Unidad Democrática (MUD), facilité par la communauté internationale par l'intermédiaire du nonce apostolique, représentant le Vatican et Doyen du corps diplomatique accrédité dans ce pays, et les ministres des affaires étrangères de l'UNASUR, en commun accord avec les deux parties. Le Comité espère aussi que ce dialogue produira rapidement des résultats qui permettront à la situation politique, sociale et économique du Venezuela de se normaliser, sachant que depuis le 12 février, le pays endure de fortes tensions, des manifestations de protestation et des actes de violence ayant entraîné un nombre déplorable de morts, de blessés et d'emprisonnements, ainsi que d'importants dommages aux édifices publics et privés.
- Faciliter la création d'une Commission Indépendante pour la Vérité, qui aura pour mission d'enquêter sur les événements qui ont eu lieu depuis le 12 février de cette année, en coopération avec le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.
- Faciliter le désarmement des groupes armés, une mesure essentielle pour rétablir la paix.
- Soutenir le renouvellement, conformément à la Constitution, des pouvoirs publics arrivés à terme, à savoir : le Conseil Électoral National, la Cour Suprême de Justice et le Bureau du Contrôleur général de la République.

DÉCLARATION SUR HAÏTI

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et la Caraïbe, réuni en République Dominicaine les 9 et 10 mai 2014, face à la crise politique qui menace la stabilité du pays en appelle au gouvernement pour qu'il crée les conditions indispensables pour l'organisation, à la fin de cette année, d'élections libres, honnêtes et démocratiques.

Il encourage tous les haïtiens à poursuivre le dialogue et la concertation pour rendre crédible et acceptable le processus électoral.

Le Comité renouvelle son soutien au peuple haïtien et au parti frère de la Fusion des Sociaux Démocrates Haïtiens dans leur quête de la démocratie et de la justice sociale.

DÉCLARATION SUR LE CHILI

Original : espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique Latine et les Caraïbes salue et célèbre la victoire de Michelle Bachelet et de la coalition de Nouvelle Majorité au Chili. Les délégués socio-démocrates se sont réunis en République dominicaine, où ils ont été accueillis par le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), à l'occasion du 16^{ème} anniversaire de la mort de José Francisco Peña Gómez, figure de proue du mouvement socio-démocrate. Ce rassemblement avait également pour but de soutenir les mesures prises par le gouvernement chilien en faveur d'une réforme fiscale visant à obtenir une meilleure redistribution des richesses et à percevoir des revenus qui permettront de mettre en place un enseignement public gratuit et de qualité.

Europe

Pour une Europe fidèle à nos idéaux

29 mai 2014



L'Internationale Socialiste, qui regroupe des partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes et progressistes de tous les continents, est profondément préoccupée par les résultats des élections législatives qui ont eu lieu du 22 au 25 mai pour renouveler le parlement européen.

Du point de vue de notre mouvement international, ces élections soulèvent des questions graves et dérangeantes.

Premièrement, cette fois encore, le faible taux de participation prouve qu'à l'heure actuelle, les citoyens européens ne se sentent pas concernés par le projet historique de l'UE, c'est-à-dire l'intégration économique et politique pour le progrès commun et la paix.

Ensuite, dans de nombreux pays, notamment certaines des plus grandes nations d'Europe, le score remporté

par les forces nationalistes, populistes et d'extrême droite est contraire aux valeurs sur lesquelles l'UE s'est construite. Plus encore, c'est toute une forme de gouvernance régionale tournée vers l'avenir qui est menacée. À l'heure où nous sommes tous confrontés à des défis toujours plus mondialisés, exigeant une plus large coopération, ces forces encouragent le mouvement opposé : un repli sur soi et des réactions nationalistes. À l'heure où les sociétés se caractérisent par une diversité grandissante, nécessitant à la fois plus d'intégration et de compréhension, ces forces nationalistes représentent l'exclusion de ceux qu'elles perçoivent comme différents. À l'heure où de plus en plus de personnes se rassemblent pour trouver des solutions communes, les mouvements conservateurs veulent isoler les citoyens et les nations pour favoriser les progrès individuels.

Enfin, les partis conservateurs et de centre-droit ont obtenu la majorité des sièges, constituant le plus grand groupe au sein du parlement européen nouvellement élu, et ce malgré leur responsabilité dans la dernière crise financière, puis dans les politiques d'austérité qui ont entraîné une croissance négative, la hausse du chômage, l'exacerbation des inégalités et l'érosion de la protection sociale.

De toute évidence, de nombreux citoyens ne se sentent pas chez eux dans l'Europe d'aujourd'hui : une Europe qui semble incapable de préserver ses politiques économiques et sociales, préférant se lancer dans la course à la déréglementation, sous la pression de la concurrence mondiale ; une Europe qui semble trop facilement céder sous le poids du marché mondial, plutôt que de défendre les règles et lois nécessaires pour donner un visage humain à l'économie mondiale ; une Europe qui, par conséquent, semble craindre la voix de ses citoyens, leur participation, leur raisonnement et leurs décisions.

Le socialisme et la social-démocratie sont inextricablement liés au projet d'une Europe commune. D'ailleurs, de nombreux leaders historiques de notre mouvement ont contribué à la construction de l'UE. Aujourd'hui, plus que jamais, face à ces résultats électoraux, nous devons rappeler à quel point nous soutenons les idéaux originaux du projet européen, dans lesquels nous nous reconnaissons depuis toujours. Pour nous, l'Europe représente un but commun : construire un avenir d'opportunités pour tous les peuples qui la constituent, en s'appuyant sur les partenariats et la solidarité, afin de protéger la démocratie, ainsi que les droits et les libertés de tous ses habitants. L'Europe, c'est également la justice et la paix, pour contribuer à un monde plus sûr et équitable. Notre mouvement a la capacité de provoquer le changement : le changement dont l'Union européenne a besoin.

L'Internationale Socialiste a toujours défendu ses principes et valeurs aux quatre coins du monde, partout où ils étaient menacés. Aujourd'hui, la menace vient de l'Europe. En tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous devons porter haut notre point de vue et nos politiques qui nous distinguent des conservateurs. Notre engagement à défendre l'identité de notre mouvement ne doit jamais faiblir. Nous sommes convaincus que pour sortir de la crise en Europe et affronter les nationalismes et populismes, ainsi que les forces conservatrices, nous devons œuvrer vigoureusement pour la vision qui est la nôtre : une Europe unie, dont les valeurs restent intactes aux yeux de ses citoyens.

George Papandreou
Président

Luis Ayala
Secrétaire general

Conseil

Conseil de l'IS, Mexico

30 juin – 1 juillet 2014



La première réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste de 2014 a eu lieu à Mexico le 30 juin et le 1er juillet, accueillie par les deux partis membres de l'IS au Mexique : le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Des leaders et représentants des partis et organisations membres étaient présents pour débattre les principaux thèmes à l'ordre du jour : 'Nos priorités dans l'économie mondiale' ; 'Nos efforts pour la paix et la résolution des conflits' ; 'Notre travail pour renforcer et approfondir la démocratie' ; et 'La définition d'une charte des droits des migrants'.

Le Secrétaire général de l'International Socialiste, Luis Ayala, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié les deux partis hôtes. Lors de son discours d'ouverture, il a rappelé que, tout au long de son histoire, le Mexique avait connu de grands mouvements sociaux pour la justice et la liberté. Aujourd'hui, nos deux partis perpétuent ces valeurs, qui nous partageons et qui définissent également notre mouvement social-démocrate mondial. La réunion a eu lieu à un moment où se posent multiples défis à l'échelle internationale : des défis pour l'économie, la démocratie, la paix face aux conflits de plus en plus nombreux, et les migrations. Autant de thèmes que le Conseil prévoyait d'aborder dans ses délibérations.

Les leaders des deux partis hôtes ont prononcé des discours d'introduction au début de la réunion et ont souhaité la bienvenue aux délégués présents à Mexico.

Dans son discours, César Camacho (PRI) a souligné les vertus de la social-démocratie et l'engagement du PRI envers les valeurs communes de l'Internationale Socialiste. Il a notamment rappelé la volonté du gouvernement mexicain de s'attaquer aux inégalités et à l'injustice sociale. Il a encouragé les délégués à mener des délibérations fructueuses et un travail productif pendant ces deux journées, avant de leur souhaiter chaleureusement et amicalement la bienvenue.

Dans son discours, Jesús Zambrano Grijalva (PRD) a quant à lui évoqué la contribution de la gauche mexicaine à la démocratie, à la stabilité et à la gouvernabilité, et l'objectif d'une société qui protège les droits et l'égalité sociale. Il a ajouté que la gauche mondiale défend les droits économiques, sociaux et civils, notamment les droits de la femme. Enfin, il a réaffirmé le sentiment d'appartenance du PRD à la grande famille de l'Internationale Socialiste.



qui à partir de cet automne, s'efforcera de placer cette question cruciale au centre du débat politique international.

Dans son discours inaugural, George Papandreou, Président de l'IS, a vivement remercié les partis hôtes pour leur hospitalité et leur participation au travail de l'Internationale Socialiste. Il a avant tout évoqué le problème des inégalités croissantes contre lesquelles le mouvement social-démocrate mondial lutte depuis longtemps. Ce combat nécessite une gouvernance mondiale afin de mettre en œuvre des réglementations et régulations à même de rétablir les bases de l'équité et de la démocratie. George Papandreou a d'ailleurs annoncé la création d'une nouvelle Commission de l'IS sur l'Égalité,

Dans le cadre du premier grand thème à l'ordre du jour, les délégués ont présenté leurs points de vue sur les priorités de l'Internationale Socialiste dans l'économie mondiale. Plusieurs discours de fond ont été prononcés, fournissant un cadre pour les interventions ultérieures. Les discussions ont évoqué quatre grandes priorités : la lutte contre les inégalités ; la lutte contre la corruption et la dérégulation financière ; l'utilisation positive du Big data ; et la protection de l'environnement. Autour de ces quatre questions, le Conseil a rédigé et adopté une déclaration concernant les priorités dans l'économie mondiale. Par ailleurs, l'IS a également adopté une déclaration afin d'exprimer sa solidarité avec l'Argentine quant à la restructuration de sa dette extérieure.

Pendant la première journée, les délégués ont participé à un déjeuner organisé par José Antonio Meade Kuribreña, ministre des Affaires étrangères mexicain. Dans son discours, ce dernier a évoqué la place du Mexique dans les affaires mondiales ainsi que les efforts du gouvernement du Président Enrique Peña Nieto envers la paix, l'intégration, l'éducation et la prospérité. Le premier soir, les participants du Conseil ont visité l'académie de San Carlos, où ils ont été accueillis par le docteur José Narro Robles, recteur de la plus grande université du Mexique, la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM). Ce dernier a lui-même prononcé un discours.

Dans leurs contributions au deuxième grand thème à l'ordre du jour, « Nos efforts pour la paix et la résolution des conflits », les participants ont souligné les nombreux conflits actuels qui nécessitent d'une action décisive pour mettre un terme aux morts et aux souffrances dont nous sommes témoins, ainsi qu'à l'instabilité politique dans différentes régions du monde. Plusieurs délégués ont exprimé leur inquiétude et ont condamné les événements récents en Iraq, où des actes terroristes généralisés menacent l'intégrité même de l'État. Dans une déclaration concernant l'insurrection en Iraq, le Conseil a rejeté la création d'un califat islamique, et il a réclamé un gouvernement d'unité nationale, représentant toute la diversité de la société iraquienne, et reconnaissant ainsi que la liberté de tous les groupes doit être respectée. Dans cette déclaration, l'IS a également soutenu son parti membre en Iraq, le PUK, ainsi que le peuple kurde, qui se trouve en première ligne dans la lutte contre l'insurrection extrémiste en Iraq et a demandé le droit du peuple kurde à s'exprimer dans toutes les discussions sur l'avenir de l'Iraq.

Les partis membres de l'IS en Ukraine et dans la Fédération Russe se sont exprimés sur la crise actuelle et ont souligné le rôle de l'IS comme forum des discussions constructives. Le Conseil a convenu que le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire réexaminerait ce sujet lors d'une réunion qui sera convoquée prochainement.

Le Secrétaire général a annoncé des préparatifs en cours avec le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/SPLA) au gouvernement et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan de l'opposition (SPLM/A-IO), ainsi que des représentants du gouvernement éthiopien qui ont encadré des discussions entre ces deux partis. En effet, l'IS compte dépêcher une délégation au Soudan du

Sud pour encourager ces deux partis à mettre fin aux hostilités qui risquent de s'intensifier, et qui aggraveraient encore la violence et la famine dans ce pays. Le Secrétaire général est également en contact avec la présidente de la République centrafricaine et d'autres acteurs politiques de ce pays pour une mission de l'Internationale Socialiste sur place, afin de voir comment contribuer à la résolution de ce conflit.

En ce qui concerne le Sahara occidental, le Conseil a rappelé la résolution adoptée à Cascais, Portugal, et a soutenu la proposition du Secrétaire Général : que la mission d'ores et déjà approuvée par le Comité Méditerranée de l'IS soit envoyée au plus vite dans cette région et qu'elle présente son compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil. Si ce délai s'avère trop court, le Président et le Secrétaire général de l'IS effectueront cette visite.

Le Conseil a également adopté une résolution en soutien au processus de paix en Colombie.

Le travail sur la démocratie constitue un fondement de l'Internationale Socialiste depuis ses débuts. Les interventions concernant le thème « Notre travail pour renforcer et approfondir la démocratie » ont reconnu la contribution historique de l'IS à ce sujet et ont rappelé que tous les partis membres s'accordent sur la nécessité de mettre en place des démocraties réelles, responsables et efficaces. Les délégués ont parlé des réussites démocratiques accomplies par les partis membres de l'IS dans des conditions difficiles. Ils ont également décrit les grands obstacles à la démocratie que de nombreux sociaux-démocrates doivent affronter dans des pays comme la Mauritanie, dont le leader du RFD a prononcé un discours à ce sujet. Le besoin d'une véritable démocratie est particulièrement criant dans le monde arabe, comme le souligne une déclaration adoptée par le Conseil.

Au vu de la situation actuelle au Venezuela, le Conseil soutient la résolution concernant le Venezuela, adoptée par le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes lors de sa récente réunion en République dominicaine.

Le Conseil a également adopté une résolution concernant Puerto Rico.

L'ordre du jour abordait ensuite la question des migrations, et plus particulièrement la définition d'une charte de l'IS pour les migrants, sur laquelle l'Internationale Socialiste travaille actuellement. Dans son introduction, le président du Comité de l'IS sur les migrations, Habib el Malki (Maroc, USFP), a relayé les discussions menées lors de la récente réunion du Comité à Tanger. D'autres contributions ont été apportées par les délégués des pays particulièrement concernés par la question des migrations, notamment le Mexique et le Guatemala. Ces derniers ont proposé des éléments clés à inclure dans cette charte de l'IS et ont présenté d'autres préoccupations urgentes en rapport avec les migrants de leurs pays.

En conclusion de ces débats sur les migrations, le Conseil a adopté une déclaration sur la réunification familiale, pour mettre un terme à la tragédie des enfants migrants du Mexique et d'Amérique centrale, qui sont séparés de leurs familles.

Le président du Comité d'éthique de l'IS, Gilles Mahieu (Belgique, PS), a rendu compte des décisions concernant l'admission de nouveaux membres et les changements de statuts proposés par le comité. Le Conseil a accepté que le Parti républicain turc (CTP) de Chypre devienne membre de plein droit de l'IS. De même, le Conseil a accepté de rétablir le statut consultatif du Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan (SDPA). Parmi les nouvelles demandes d'adhésion, sur les recommandations du Comité d'éthique, le Conseil a accordé le statut consultatif au Parti Populaire Uni (PUP) du Belize, au Parti Démocratique du Botswana (BDP) et au Parti de l'Harmonie Populaire de Lettonie. Également sur recommandation du Comité, le Conseil a accordé le statut de membre observateur à l'Union Nationale pour la Démocratie et le Renouveau (UNDR) du Tchad, au Congrès pour la Démocratie du Lesotho (LCD) et au Parti Démocratique du Swaziland (SWADEPA). Toutes ces décisions doivent être ratifiées par le prochain congrès, conformément aux statuts. Le Comité va continuer d'examiner les nombreuses autres demandes d'adhésion et a décidé de se réunir à nouveau pour une session de travail d'une journée à Londres à l'automne de cette année.

Maurice Poler, coprésident du Comité d'Administration et des Finances de l'IS (Venezuela, AD), a présenté la situation financière actuelle de l'Internationale Socialiste, les comptes certifiés pour 2013 ainsi qu'un compte rendu des discussions et décisions du Comité. Des propositions ont été faites pour des sanctions contre les partis membres ayant cotisations impayées. Les partis qui n'ont pas réglé leur cotisation d'adhésion depuis trois ans ou plus en raison de difficultés financières pourront conclure un accord de paiement. Ceux qui ne font pas cet engagement seront informés qu'ils cessent d'être membres de l'IS à la prochaine réunion du Conseil. Le compte rendu du Comité a été accepté par le Conseil, qui a également approuvé les comptes de l'IS de 2013.

Le Secrétaire général a résumé en bref les activités de l'IS depuis la dernière réunion du Conseil à Istanbul. Malgré les restrictions financières de l'année dernière en raison du paiement tardif ou le non-paiement des cotisations, l'Internationale Socialiste avait réussi à poursuivre son intense programme d'activités grâce à l'enthousiasme et à l'engagement de nombreux membres du mouvement. Ce dynamisme s'est manifesté à divers niveaux dans différentes régions du monde où l'IS a été présente ; dans les réunions régionales de notre Internationale ; dans notre présence sur les lieux des conflits ; lors des congrès de nos partis membres ; dans nos Comités thématiques et statutaires ; dans les réunions des parlementaires ; dans l'observation des élections ; et dans d'autres initiatives de notre Internationale. Près de trente activités ont été menées à bien partout dans le monde depuis notre dernier Conseil, dans le sillage des soixante entreprises l'année précédente.

Concluant la réunion, le Président a remercié tous les délégués pour leur participation constructive et pour les accords obtenus. L'IS est bien placée, comme notre histoire l'a démontré, de rassembler les parties et de créer le dialogue là où d'autres pouvaient pas, grâce aux valeurs communes que nous partageons. Comme le recteur de l'UNAM la veille, le Président a rappelé que l'ancienne et la nouvelle génération ont une énorme responsabilité envers l'humanité, car nous sommes actuellement confrontés à des défis sans précédent. Paradoxalement, nous possédons les moyens, les ressources, le savoir-faire et les capacités humaines pour résoudre ces problèmes, mais tout repose sur les décisions politiques et la mise en œuvre d'une réelle démocratie. Nos actions individuelles et collectives sont cruciales et l'IS s'engage à continuer de travailler main dans la main pour concrétiser nos objectifs communs. Au nom de tous les participants, le Président a sincèrement remercié les partis organisateurs pour leur accueil chaleureux et pour avoir permis une excellente réunion.

Moyen-Orient

L'IS appelle à un cessez-le-feu immédiat dans la crise à Gaza

14 juillet 2014

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par la crise actuelle à Gaza et le nombre croissant de victimes civiles. C'est pourquoi l'IS demande aux leaders israéliens et palestiniens de mettre immédiatement un terme à ce conflit, de rétablir le calme et de respecter le cessez-le-feu de novembre 2012, comme l'a réclamé le Conseil de sécurité des Nations unies le 12 juillet.

Le respect du droit humanitaire est fondamental, particulièrement la protection des populations civiles. Les pertes humaines et la souffrance dont le monde a été témoin ces derniers jours sont absolument inacceptables.

Comme l'a déclaré l'Internationale Socialiste à de nombreuses reprises, pour obtenir une paix et une stabilité durables dans la région, il faut impérativement créer un État palestinien parallèle à l'État d'Israël, les deux nations reconnaissant et respectant leurs frontières mutuelles.

Les tirs de roquettes visant Israël depuis la bande de Gaza, dont le peuple subit des conditions de vie insupportables, et inversement, le bombardement dévastateur de la ville de Gaza par l'armée israélienne : toutes ces attaques sont autant d'actes déplorables. Elles ne font qu'aggraver les souffrances, les pertes humaines et la violence, tout en amenuisant les espoirs de paix.

Les négociations pour résoudre le conflit israélo-palestinien doivent reprendre de toute urgence. C'est la seule voie possible et à cet égard, la communauté internationale doit assumer une responsabilité particulière.

Comité pour la CEI, du Caucase et de la Région de la Mer Noire

Le conflit ukrainien au cœur des discussions a Astana

15-16 septembre 2014



La Comité de l'Internationale Socialiste pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire s'est réuni les 15 et 16 septembre 2014 à Astana, au Kazakhstan, à l'invitation de son parti membre dans ce pays, le Parti Social-Démocratique National (OSDP). Trois thèmes principaux figuraient à l'ordre du jour de la réunion : la résolution des conflits et l'instauration de la paix dans la région : la contribution social-démocratique ; le rôle de

notre mouvement dans l'avancement de la démocratie et de ses institutions dans la région de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire ; et assurer l'ouverture, l'inclusion et la solidarité dans les pays de cette région – l'une des pierres angulaires du programme social-démocratique.

Les participants ont été chaleureusement accueillis par Zharmakhan Tuyakbai, le président de l'OSDP, qui a fait remarquer que c'était la deuxième fois que le comité s'était réuni dans son pays, après la réunion de 2011 à Almaty. Astana, a-t-il observé, était une ville prospère, mais cette prospérité ne s'était pas encore propagée aux citoyens dans le reste du pays. Il a indiqué que l'OSDP œuvrait pour plus de justice et de démocratie au Kazakhstan. S'interrogeant sur l'ordre du jour de la réunion, il a exprimé l'espoir que le comité puisse parvenir à une compréhension mutuelle, conformément à l'objectif fondamental de l'IS qui est de minimiser les conflits et les souffrances, et à sa tradition de débats ouverts et fraternels et d'accord consensuels.

Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a insisté sur l'importance des discussions qui auraient lieu lors des deux journées de la réunion. Avec la multiplication des conflits à travers le monde au cours des derniers mois, et en tant qu'organisation démocratique, nous nous devons d'approcher ces conflits en nous appuyant sur les expériences et les opinions de nos partis membres dans les diverses régions du monde. Il a souligné que l'engagement social-démocratique pour la paix était une condition indispensable au bien-être et au progrès, et a insisté sur la nécessité de solutions politiques plutôt que militaires pour les conflits en cours. Il a aussi, tout comme les autres participants, exprimé sa reconnaissance au parti hôte pour son accueil fraternel et ses préparations pour cette réunion.

Les débats sur le thème de la résolution des conflits ont été axés sur les événements récents en Ukraine, en particulier dans les régions de l'est de ce pays.

Les délégations ont exprimé leur consternation à la perspective du retour d'une ère de guerres chaudes et extrêmement meurtrières, en décrivant le combat pour la justice sociale au Maïdan [NDLT : Place de l'Indépendance à Kiev] qui avait évolué vers un conflit externe. Il était nécessaire d'assurer le respect à l'égard du territoire de l'Ukraine, et le représentant ukrainien a souligné qu'il existait une nette volonté de la part du peuple de défendre son pays. Il était fondamental de rechercher la paix, tout en assurant le respect des droits de l'homme et des frontières nationales. Des doutes ont été exprimés quant à l'efficacité du fragile cessez-le-feu dans le pays et au fait que celui-ci ne constituerait qu'une pause avant le retour de la violence.

Les délégués du parti membre de l'IS en Russie ont mis l'accent sur la tragédie représentée par les face-à-face violents entre des individus qui avaient jusque-là vécu côte à côte. Ils ont appelé à l'arrêt des bombardements dans les zones civiles et à l'établissement de dispositions visant à ce que l'aide humanitaire parvienne aux régions affectées. Ils ont souligné les doléances de nombreux citoyens vivant dans les zones affectées de Donetsk et de Lugansk à l'égard du gouvernement de Kiev, et ont indiqué leur indignation à l'égard des récents projets et déclarations des dirigeants des pays de l'OTAN relativement à ce conflit. Ils se sont engagés conformément aux principes social-démocratiques de l'IS et espèrent de tout cœur que cette crise connaîtra une résolution pacifique.

D'autres interventions ont indiqué que dans les situations telles que le conflit en Ukraine, il est difficile de faire la distinction entre les faits et la propagande. Malgré des différences dans leurs interprétations du combat et des acteurs concernés, les délégations ukrainienne et russe, ainsi que tous les autres intervenants présents, s'étaient accordés pour dire que pour l'Internationale Socialiste, la première priorité doit être de promouvoir la paix et de mettre un terme aux pertes de vies humaines dans la population civile. Les citoyens ukrainiens sont ceux qui ont souffert, ayant été tout d'abord abandonnés par les gouvernements successifs et ayant tout récemment subi les conséquences du conflit, qui ont été ressenties par la population du pays tout entier, mais en particulier dans les régions affectées. Les membres des délégations des autres pays présents ont relayé leurs propres expériences lors des débats, et ont convenu que grâce à ses efforts visant à trouver un terrain d'entente, notamment par le biais d'une réunion telle que celle-ci entre collègues, l'IS avait son rôle à jouer dans l'adoption d'une nouvelle stratégie de résolution de la crise indépendamment des acteurs impliqués dans le conflit, aussi bien internes qu'externes, en gardant clairement à l'esprit les principes de notre organisation.

Suite à des discussions approfondies, menées dans un esprit d'honnêteté et d'ouverture, mais aussi de respect mutuel et de fraternité, les points de vue de tous ceux présents ont été pris en compte dans une déclaration sur le conflit en Ukraine, adoptée par le comité à la clôture de la réunion, soulignant la position de celui-ci en faveur de la résolution pacifique de ce conflit et les propositions découlant des accords conclus par les participants.

Les comptes-rendus présentés par les délégués à propos de la situation nationale dans leurs pays respectifs étaient fortement axés sur les thèmes à l'ordre du jour, à savoir la démocratie et la solidarité. Pour ce qui est du pays hôte, cela a principalement concerné la recherche d'une place pour une force politique socio-démocrate efficace au Kazakhstan. Les membres du comité ont donc jugé qu'il était important que le parti participe à l'IS et à ses activités afin d'exprimer l'engagement des Kazakhs envers les valeurs et les principes de l'Internationale.

Le parti membre de l'IS en Russie avait, quant à lui, connu un certain succès électoral, tout en poursuivant son travail visant à renforcer le processus démocratique afin de résoudre les problèmes relevés.

L'Arménie a connu une mobilisation de la société civile et de groupes de jeunes, mais cela ne s'est pas manifesté par une politique de parti. Au parlement, le membre de l'IS ARF-D a recherché une coopération avec d'autres groupes d'opposition sur des questions d'intérêt commun.

En Azerbaïdjan, le parti avait rétabli ses relations avec l'Internationale Socialiste, conformément aux

décisions du dernier Conseil, et jouait encore une fois un rôle actif dans le travail du Comité, fait qui avait été reflété dans l'opinion publique du pays.

Le comité a appris que la montée de l'autoritarisme faisait malheureusement partie de la vie politique au Tadjikistan, où l'opposition n'a pas de dirigeants en raison de l'élimination systématique des partis d'opposition officiels ou non, sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Les modifications apportées à la constitution en 1999 et en 2003 ont réduit l'espace démocratique dans le pays, qui était désormais plongé dans l'autoritarisme total.

Avant de conclure la réunion, les discussions ont été brièvement récapitulées, en rappelant en particulier les différents exemples et expériences relatifs aux difficultés que connaissent les socio-démocrates du monde entier pour faire avancer et consolider la démocratie politique, le développement économique équitable, et le changement social. Ces objectifs sont demeurés les engagements fondamentaux des partis membres de l'Internationale dans la région de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire.

Ukraine

Conflit en Ukraine

16 septembre 2014

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire, réuni les 15 et 16 septembre 2014 à Astana, au Kazakhstan, a abordé la question de la résolution des conflits et de l'instauration de la paix dans la région, en prêtant une attention particulière au conflit en cours en Ukraine. Avec la participation de ses partis membres venus d'Ukraine et de la Fédération Russe, ainsi que de partis social-démocratiques d'autres pays de la région, le comité a évoqué et s'est mis d'accord sur la nécessité de mettre un terme rapide à ce conflit, et a émis la déclaration suivante.

La démocratie sociale a pour premier mandat d'être un mouvement pour la paix, et le Comité réaffirme que la paix est une condition préalable fondamentale au progrès et à la prospérité de l'humanité. L'avenir de la démocratie sociale dans la région de la CEI et ailleurs dépend de la prévalence de la paix. Les affrontements militaires et la destruction de vies humaines sont diamétralement opposés à tout ce que représente ce mouvement. Le Comité affirme qu'il est hautement prioritaire de réévaluer les causes de ce conflit, et d'examiner la manière selon laquelle les mouvements tels que l'Internationale Socialiste peuvent contribuer à mettre fin aux conflits ouverts tout autour de nous.

En Ukraine, comme partout ailleurs dans le monde, les considérations politiques doivent prévaloir sur la puissance militaire. Toutes les parties doivent reconnaître que la paix découle de l'engagement des hommes à régler les différends par des moyens non-militaires plutôt que bâtir une façade de paix basée sur le maintien d'un équilibre constitué de forces militaires et de menaces de destruction réciproques, comme tel était le cas dans le passé. Une paix de ce type nécessite un grand courage, l'identification des raisons véritables de l'affrontement et des manières dont ces griefs peuvent être résolus, au moyen de compromis et de négociations, de manière à éviter la perte de vies humaines et la destruction.

Une contribution essentielle de la démocratie sociale à cet égard est de poursuivre son travail visant à établir des États modernes, ouverts et démocratiques, en poursuivant le rôle historique des socio-démocrates en tant que bâtisseurs d'États.

En réaffirmant les normes et les principes qui constituent le fondement de la paix, et le nouvel ordre international que nous avons édifié au niveau mondial au cours des deux dernières décennies, nous devons renouer avec la coopération régionale dont la progression avait été notée ces dernières années, sur la base des intérêts mutuels et des interactions. De nouvelles possibilités s'ouvrent aujourd'hui à chacun des pays

indépendants de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire, tant au cœur de cette région qu'à l'échelle internationale, chacun de ces états s'étant établi au sein de la communauté internationale des nations. Une condition préalable à tout ceci, ici comme partout ailleurs dans le monde, est le respect de l'intégrité territoriale de chaque pays et de bonnes relations avec les pays voisins.

La mort de plus de 3000 personnes en Ukraine comme conséquence directe du conflit armé constitue une tragédie. La priorité la plus immédiate et la plus pressante est que le cessez-le-feu conclu par les parties à Minsk au début du mois soit maintenu. En outre, selon nous, les autres points de l'accord doivent être mis en œuvre aussi rapidement que possible, l'engagement d'un dialogue national inclusif revêtant une importance toute particulière, car c'est seulement ainsi que l'on parviendra à mettre un terme à la violence et à instaurer une paix durable. La récente proposition d'accorder une plus grande autonomie à certaines régions du sud-est de l'Ukraine ainsi que l'utilisation de la langue russe dans la vie privée et publique et dans l'enseignement constituent un exemple du type d'initiative qui sera nécessaire.

Selon nous, le rôle de tous les pouvoirs externes et de la communauté internationale relativement au conflit doit être guidé par l'objectif de sa résolution pacifique et rapide, en encourageant les parties à amorcer des négociations et en contribuant à instaurer un règlement définitif des différends entre celles-ci.

Il est impératif de reconnaître qu'au centre de ce conflit, se trouvent les Ukrainiens, qui, bien qu'ayant différents points de vue, doivent tous en subir les conséquences, et ce, aux quatre coins du pays. L'établissement de couloirs humanitaires sous observation internationale, visant à distribuer de l'aide, de la nourriture et du matériel médical à tous ceux qui en ont besoin en Ukraine, est une étape urgente nécessaire pour soulager les souffrances humaines dans ce pays.

La résolution du conflit en Ukraine revêt une importance primordiale pour le rétablissement des fondements de la paix et de la stabilité dans cette région. L'Internationale Socialiste demeurera par conséquent saisie de cette question et poursuivra le dialogue avec ses partis membres dans cette région.

Présidium

Réunion du Présidium de l'IS et des Chefs d'Etat et de Gouvernement aux Nations unies, New York

25 septembre 2014



A l'occasion de la 69ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, les membres du Présidium de l'Internationale Socialiste et des Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont rassemblés le 25 septembre 2014 pour une réunion organisée au siège des Nations unies. La réunion s'est surtout

penchée sur la contribution de notre mouvement à la paix et à la sécurité internationale face aux conflits ouverts actuels, sur notre ordre du jour de l'égalité dans l'économie mondiale et l'établissement d'une

Commission de l'IS sur ce thème, ainsi que sur la définition des moyens d'avancer vers la concrétisation des accords mondiaux en 2015 sur le changement climatique.

Parmi les Chefs d'État et de Gouvernement, et autres hauts fonctionnaires présents à la réunion, se trouvaient le Président de la Guinée, Son Excellence Alpha Condé ; le Président du Mali, Son Excellence Ibrahim Boubacar Keita ; le Président du Niger, Son Excellence Mahamadou Issoufou (Président Honoraire de l'IS) ; le Président d'Afrique du Sud, Son Excellence Jacob Zuma (Vice-président de l'IS), le Premier Ministre de Belgique, Elio Di Rupo (Vice-président de l'IS), le Premier Ministre de Roumanie, Victor Ponta (Vice-président de l'IS) ; l'ancienne Présidente de la Finlande, Tarja Halonen (Présidente Honoraire de l'IS) ; le Secrétaire général de l'Organisation des États américains, José Miguel Insulza ; le Président adjoint du Conseil des ministres et Ministre des Affaires étrangères de Bosnie et Herzégovine, Zlatko Lagumdžija ; le Premier Ministre adjoint et Ministre des Affaires étrangères du Monténégro, Igor Lukšić ; le Ministre des Affaires étrangères et du commerce extérieur du Jamaïque, Arnold Nicholson ; la Ministre des Affaires étrangères de Namibie, Netumbo Nandi-Ndaitwah ; la Ministre des Relations internationales et de la coopération d'Afrique du Sud, Maite Nkoana-Mashabane ; Ahmad Bamarni, Responsable des organisations internationales au Gouvernement irakien, et Majdi Khaldi, Représentant du Président Mahmoud Abbas de Palestine.

La réunion était présidée par George Papandreou, Président de l'IS, et a compté avec la participation des membres du Présidium dont Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS et des vice-présidents de l'IS Victor Benoit (Haïti), Ahmed Ould Daddah (Mauritanie), Ousmane Tanor Dieng (Sénégal), Marcelo Ebrard Casaubón (Mexique PRD), Emmanuel Golou (Bénin), Alfred Gusenbauer (ancien Chancelier d'Autriche), Chantal Kambiwa (Cameroun), Mario Nalpatian (Arménie), Julião Mateus Paulo (Angola), Henry Ramos (Vénézuëla), Sukhbaatar Batbold (ancien Premier Ministre de Mongolie), Miguel Vargas Maldonado (République Dominicaine) et des organisations fraternelles de l'IS en la personne de Ouafa Hajji (Présidente, Internationale Socialiste des Femmes) et de Felipe Jeldres (Président de l'IUSY).

Le message relatif à la nécessité d'une action décisive de la communauté internationale face aux conflits ouverts, est clairement ressorti des discussions sur le premier thème de la réunion. La menace que représentent des organisations terroristes comme l'EIL, Boko Haram ou Al Qaeda ne concerne pas seulement les pays dans lesquels elles sont basées et sévissent, elle déstabilise également la sécurité à l'échelle mondiale. Les participants ont notamment entendu comment l'instabilité en Libye, par exemple, avait abouti à la détérioration de la sécurité au Niger et au Mali. Les échanges des participants sur les événements les plus récents en Irak et en Syrie ont confirmé leur position, ferme et sans équivoque, contre les actes de meurtre brutaux et répugnants commis par les terroristes dans ces pays, comme l'avait déjà déclaré l'IS lors de la dernière réunion du Conseil. Le terrorisme menace les valeurs de l'humanité et la civilisation et des efforts concertés s'imposent impérieusement pour protéger les innocents en Irak, en Syrie et au-delà contre la menace terroriste, mais aussi pour endiguer sa propagation. S'exprimant au nom du gouvernement irakien, Ahmad Bamarni a présenté une perspective intérieure importante des menaces particulières pesant sur l'Irak. Une déclaration spécifique sur l'élimination de la terreur en Irak et en Syrie a été publiée après la réunion.

Les participants ont approuvé la récente déclaration sur le conflit en Ukraine adoptée par le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire à l'occasion de sa dernière réunion au Kazakhstan, exemple de la capacité de l'IS de rassembler ses partis membres dans un esprit de discussion franche, dans la recherche d'accords fondés sur des principes.

Le consensus est tout aussi évident quant au besoin pour les sociaux-démocrates de continuer à faire preuve d'un engagement solide en matière de résolution de conflits, de l'établissement de la paix et de réforme de gouvernance mondiale, aspects vitaux pour l'amélioration de la sécurité dans un monde interdépendant. Un tel exemple est le besoin de continuer à chercher la paix régionale comme au Moyen-Orient, suite aux crises graves de Gaza, au Sahel, en Afrique Centrale et ailleurs.

La propagation du virus Ebola a été reconnue comme une des grandes menaces à la vie humaine et à la sécurité internationale exigeant une prise de responsabilité collective. Son Excellence Alpha Condé, Président de la Guinée s'est exprimé sur l'impact du virus sur son pays, l'un des plus touchés par l'épidémie,

demandant le soutien de la communauté internationale pour trouver un remède à cette maladie et veiller à minimiser ses conséquences économiques pour les pays concernés, tant ces dernières risquent d'être aussi dévastatrices que la maladie elle-même.

L'importance de l'égalité au sein de l'économie mondiale a largement été soulignée dans les interventions sur ce thème. L'IS doit impérativement poursuivre ses travaux dans ce domaine et faire en sorte qu'il continue à figurer parmi ses priorités, malgré la multitude d'autres problèmes urgents à traiter par la communauté internationale. Par conséquent, la réunion a largement approuvé la création d'une Commission de l'Internationale Socialiste sur l'Egalité, celle-ci devant se composer de hautes personnalités politiques disposant d'un bagage solide en la matière, secondées par un organe consultatif composé d'experts. La Commission, dont les membres proviennent de tous les continents, sera présidée par Elio Di Rupo, Premier Ministre de la Belgique et Vice-président de l'IS, et rendra compte au prochain Congrès de l'Internationale en 2016. Les membres de la Commission convenus lors de la réunion, seront annoncés lorsque tous auront accepté.

D'autre part, l'Internationale Socialiste défend fermement l'égalité des sexes et les participants ont accueilli chaleureusement l'initiative du nouveau mouvement mondial de solidarité « He for She », pour l'égalité des sexes.

Les participants intervenant à l'occasion des discussions sur le troisième thème de la réunion, ont évoqué les conséquences graves du changement climatique déjà constatées dans leurs pays respectifs et ses rapports avec la sécurité et le développement humain. Il y avait un consensus évident vis-à-vis de la nécessité de continuer à faire figurer ce problème parmi les questions prioritaires de l'ordre du jour mondial, surtout compte tenu du lien fondamental unissant l'action pour le climat au développement et à la sécurité. Une solution équitable et juste au changement climatique permettrait également d'avancer vers une amélioration de la sécurité et de l'égalité dans le monde. La discussion sur le changement climatique a été introduit par Teresa Ribera, Directrice de l'Institut pour le développement durable et des relations internationales (IDDRI), qui a résumé les défis à relever à l'approche de la Conférence Paris Climat en 2015 pour garantir un accord substantiel. À l'origine d'un certain optimisme, le Sommet de l'ONU sur le climat du 23 septembre dernier auquel ont assisté plusieurs des participants présents à la réunion, semble avoir dynamisé les efforts de recherche d'un accord durable.

La substance des interventions des Chefs d'État et de Gouvernement, des ministres et des membres du Présidium a souligné l'importance de l'interconnexion entre les trois thèmes de la réunion. La paix et la sécurité, l'égalité dans l'économie mondiale et la justice climatique sont aussi centrales à l'identité de la social-démocratie d'aujourd'hui.

La réunion a également convenu du besoin d'adapter les Nations unies, et en particulier le Conseil de Sécurité, afin de traiter adéquatement les nombreux défis auxquels le monde doit faire face aujourd'hui. Cette tâche reste cruciale et l'Internationale Socialiste est déterminée à y apporter sa contribution.

Irak et Syrie

Mettre fin à la terreur en Irak et en Syrie

25 septembre 2014

Du siège des Nations unies, où les membres de la communauté internationale se sont réunis pour signifier, à l'unisson, leur engagement dans la lutte contre la terreur, le Présidium a rappelé la déclaration faite au Conseil de l'IS à Mexico le 30 juin et le 1er juillet 2014 sur l'insurrection en Irak, par laquelle il condamne les actes du groupe terroriste auto proclamé de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Dans un contexte où les attaques de l'EIIL gagnent en barbarisme, ce groupe ne tient même plus compte des frontières nationales des régions du nord de l'Irak et de la Syrie.

L'humanité entière doit se prononcer contre les meurtres insensés commis par les terroristes. L'action visant à défendre la vie, les valeurs de l'humanité et la civilisation est légitime. Face aux actes terroristes de l'EIIL qui menacent ces valeurs, des efforts concertés s'imposent impérieusement pour protéger les innocents d'Irak, de Syrie et au-delà contre la menace terroriste, mais aussi pour endiguer sa propagation.

L'Internationale Socialiste confirme son soutien inconditionnel au gouvernement et au peuple d'Irak, engagés dans des efforts de renforcement, de consolidation d'institutions ouvertes, non exclusives et démocratiques dans ce pays. Par ailleurs notre solidarité s'étend aux Irakiens de toutes religions et appartenances ethniques confondues, qui s'opposent courageusement à la terreur dans leur pays.

L'Internationale Socialiste, qui reconnaît les mesures prises par des membres de la communauté internationale pour soutenir et assister le peuple irakien, demande à la communauté entière de se joindre à cette cause. À cet égard, l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher le flux de combattants terroristes étrangers est un progrès positif.

D'autre part, nous réitérons la déclaration du Conseil de l'IS sur la nécessité de résoudre la guerre en Syrie en mettant fin à la vacance du pouvoir, qui permet aux organisations terroristes d'évoluer librement. L'Internationale Socialiste reste entièrement engagée en faveur de ceux qui souhaitent apporter la démocratie et la paix en Syrie, dans le respect des droits et des libertés de chacun.

UIP

L'IS lors de la 131^e Assemblée de l'UIP

12-16 octobre 2014



L'Internationale Socialiste a assisté à la 131^e Assemblée de l'Union Inter-Parlementaire, qui a eu lieu à Genève du 12 au 16 octobre 2014. Durant cet événement, l'IS a tenu sa réunion régulière rassemblant des Parlementaires appartenant aux partis membres de l'IS qui étaient présents à l'Assemblée, et des invitées.

À cette occasion, la réunion de l'IS a rassemblé des parlementaires et des représentants d'Afrique du Sud,

d'Angola, de Bosnie, du Cap Vert, de Chypre, du Costa Rica, d'El Salvador, d'Espagne, d'Éthiopie, de Guinée Bissau, de Haïti, d'Iraq, du Mali, de Malte, de Namibie, du Niger, du Pakistan, de Palestine, du Pérou, de la République Dominicaine, du Royaume Uni, du Sahara Occidental, du Venezuela, du Fonds Mondial (de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme), du Parlement Latino-américain, et du PNND (Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement). La réunion a été présidée par le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala.

La réunion a débuté en prenant quelques instants pour remercier tout spécialement le Président sortant de l'UIP, Abdulwahad Radi, qui avait été convié à se joindre à ce rassemblement pour son ouverture. Le Secrétaire Général de l'IS a exprimé la gratitude et la reconnaissance de tous les participants et de notre

mouvement, pour sa contribution fructueuse en tant que Président de l'UIP. Radi a remercié tous les participants de leur coopération durant son mandat à la tête de l'organisation.

Les discussions de la réunion ont compris un échange de points de vue sur les thèmes principaux devant être abordés par la 131e Assemblée, l'élection du nouveau Président ou Présidente de l'UIP, un aperçu des menaces pesant actuellement sur la paix et la sécurité internationales et la réponse social-démocrate à ces menaces, ainsi que les contributions sur certaines questions de préoccupation nationale.

Concernant le premier thème à l'ordre du jour, un nombre participants ont exprimé leur déception quant au choix du point d'urgence à l'ordre du jour de l'UIP. Bien que partageant les préoccupations quant au fait que l'Ébola constitue un problème majeur d'envergure mondiale, ils ont rappelé qu'il s'agissait d'un sujet sur lequel il existe un vaste consensus, alors que la question plus controversée du terrorisme avait été rejetée par l'Assemblée. La délégation Irakienne en particulier était déçue de ne pas avoir eu l'occasion d'expliquer ce qui se passait dans son pays relativement à ISIS. D'autres délégués ont exprimé leur inquiétude quant au fait que lors de ces assemblées de l'UIP, on pouvait noter une tendance croissante à éviter les débats sur les questions les plus sensibles, et ont rappelé comment il avait été impossible lors de la réunion précédente d'inclure un débat sur l'Ukraine, et que cette fois-ci, il n'y aurait aucune discussion sur la Syrie, l'Iraq ou la Palestine. Le Secrétaire Général de l'IS a proposé de faire une déclaration sur le terrorisme après la présente réunion, qui s'appuierait sur les déclarations antérieures du Conseil et du Présidium de l'IS, en y ajoutant l'élément de Kobané et du combat valeureux des kurdes pour défendre cette ville.

L'importance de la dimension idéologique de ces réunions de l'IS a été encore une fois soulignée et saluée, compte tenu que dans l'UIP, les intérêts géographiques semblaient prédominer. Il a aussi été espéré que les déclarations de l'IS lors des réunions de l'UIP pourraient contribuer à façonner les politiques nationales élaborées par les parlementaires dans leurs pays respectifs.

Des opinions ont été échangées à propos de l'élection du nouveau Président ou nouvelle Présidente de l'UIP, et une grande variété d'opinions ont été exprimées sur les différents candidats, certaines étant fondées sur le sexe, d'autres sur des ententes par des groupes géopolitiques et d'autres, sur des considérations politiques.

Concernant la situation en Iraq, il a été fait état de la situation extrêmement difficile sur le terrain et de l'effet que cela avait sur les citoyens, et en particulier sur les minorités désespérées qui étaient victimes de la brutalité d'ISIS. Très peu d'aide humanitaire avait été reçue et le gouvernement central n'avait pas encore adopté le budget fédéral. Mosul, la deuxième ville du pays après Bagdad, et le seul point d'accès direct avec la Syrie, était totalement occupée par ISIS. La ville de Ramadi, son seul poste frontalier avec la Jordanie, était en ce moment à 80 % environ sous le contrôle d'ISIS, dont les forces n'étaient désormais qu'à 20 km de Bagdad. L'aide internationale était nécessaire, mais il a été signalé qu'il y avait un manque de compréhension par rapport à la stratégie de bombardement de la coalition.

En ce qui concerne le Sahel, il a été souligné que la situation en Libye était cruciale pour la stabilité de l'ensemble du Sahel, et que toute la communauté internationale devait en tenir compte. Il a été avancé que la Libye était devenue un sanctuaire pour les trafiquants de drogue et que la région frontalière entre le Niger et le Nigeria servait de refuge à Boko Haram. L'Occident a été pointé du doigt pour avoir été à l'origine de la crise actuelle en Libye et il était nécessaire d'agir pour lutter contre les trafiquants de drogues et l'état fictif que certaines personnes essayaient d'établir. Concernant la situation au nord du Mali, il a aussi été souligné que les Touaregs n'étaient pas tous impliqués dans le MNLA, et que dans la lutte pour résoudre la situation difficile dans le nord du pays le soutien de l'Internationale Socialiste au gouvernement de Bamako était très important.

Les délégués palestiniens ont fait état de la situation à Gaza. Tout était mis en œuvre pour que le gouvernement d'unité puisse œuvrer efficacement et pour le bénéfice du peuple palestinien. Dans ce sens, malgré les efforts de plusieurs pays dans la région pour faire obstacle à ce processus, ils avaient aussi réussi à former une délégation contenant toutes les sectes en vue de négocier un cessez le feu avec Israël. Il a été souligné que le principal problème devant être résolu était l'occupation en elle-même, car sans cela, il

ne pourrait pas y avoir de paix. Ils ont lancé un appel pour que la communauté internationale redouble d'efforts pour établir un calendrier visant à mettre fin à l'occupation qui était aussi jugée comme étant cause du terrorisme. Les développements récents dans certains pays de l'UE en faveur de la reconnaissance de l'État Palestinien ont été salués comme étant un pas important pour accroître le nombre des 134 pays qui l'avaient déjà fait.

La réunion a également entendu la façon dont Malte a continué d'être touchée par les flux de migrants dans la mer Méditerranée, et il a été souligné qu'il s'agissait là d'un problème international et qui devait donc être résolu à l'échelle internationale. La proximité de Malte avec la Lybie a également été mise en avant et des préoccupations ont été exprimées quant au fait que, même si la présence d'ISIS en Iraq et en Libye faisait l'objet de bien des débats, l'instabilité en Libye rendait également cette région très vulnérable aux risques posés par les extrémistes.

Il y avait aussi une contribution du participant le plus jeune de l'Assemblée de l'UIP, un membre de la Ligue de la Jeunesse namibienne, qui a fait remarquer le fait que trop souvent, les jeunes servaient de boucs émissaires aussi bien aux gouvernements qu'aux groupes terroristes. Il a été souligné que la protection des jeunes était reléguée au second rang des intérêts politiques, et qu'une plus grande priorité devrait être accordée au combat contre la traite aux fins d'exploitation sexuelle et l'exploitation des mineurs. L'importance pour les états de garantir une présence militaire et des services de renseignements a également été mise en avant, car les états militairement faibles étaient vulnérables aux attaques terroristes.

En conclusion de la réunion, le Secrétaire Général de l'IS a déclaré qu'en tant que socialistes et progressistes, nous défendons les droits et les libertés, sans lesquels les conflits seraient permanents. Nous devons aussi nous battre pour défendre la paix, et résister et venir à bout du terrorisme, partout où il se manifeste. Faisant référence à la question des migrations, il a déclaré que nous faisons tous partie de la même économie mondiale et que cela constituait un exemple du fait que les problèmes ne pouvaient pas être résolus de façon isolée, et qu'à ce titre, notre Internationale continuerait à rassembler les parties concernées venant de tous les continents en vue de résoudre conjointement les problèmes majeurs auxquels nous devons faire face.

Iraq et Syrie

Derniers développements en Iraq et en Syrie

24 octobre 2014

L'évolution récente de la situation en Iraq et en Syrie continue à fournir la preuve que la campagne de terreur orchestrée par ISIS constitue une menace majeure pour la paix et la sécurité internationales, pour les habitants de la région et pour le monde en général, et qu'il est urgent d'y mettre fin.

Nous renouvelons les appels précédents de l'Internationale Socialiste à ce que la communauté internationale trouve une réponse commune à ce terrorisme et agisse pour défendre les populations innocentes d'Iraq et de Syrie et soutenir tous ceux affectés, quelles que soient leurs appartenances ethniques ou religieuses. Nous réitérons la solidarité précédemment exprimée par notre Internationale avec le parti membre de l'IS en Iraq, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), comme nous le faisons avec le Gouvernement Régional du Kurdistan dirigé par Masoud Barzani et avec tout le peuple Kurde qui fait face avec courage au terrorisme, cette lutte étant aujourd'hui illustrée par sa défense valeureuse et inébranlable de la ville de Kobané au nord de la Syrie.

La menace posée par les combattants terroristes est une source de préoccupation grave et tous les efforts doivent être mis en œuvre pour offrir l'assistance internationale requise de manière à stopper et faire reculer leur avancée, où que ce soit.

Il est tout aussi important de soutenir le gouvernement irakien dans ses efforts visant à renforcer et

consolider les institutions démocratiques d'une manière inclusive et transparente, ainsi que tous ceux qui, en Syrie, luttent activement pour la démocratie, les droits et les libertés.

Burkina Faso

Appel à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso

31 octobre 2014

L'Internationale Socialiste se félicite de la décision du Président Blaise Compaoré de démissionner de la présidence, évitant ainsi une aggravation de la crise au Burkina Faso. Hier, notre International avait déploré les actions du Président Compaoré en arrêtant le gouvernement, la dissolution du Parlement, imposant un état d'urgence et annonçant la création d'un gouvernement de transition à servir pour les douze prochains mois - actions qui ont conduit à une augmentation de la violence dans les rues de Ouagadougou, la capitale, et l'attaque odieuse sur l'Assemblée nationale et les parlementaires.

L'Internationale appelle à un rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel et des mesures pour assurer que des élections anticipées soient organisées, permettant que la démocratie soit respectée.

Venezuela

Les envoyés de l'Internationale Socialiste se voient refuser une rencontre avec Leopoldo López dans sa prison vénézuélienne

15 novembre 2014

José Antonio Viera-Gallo, éminent juriste et socialiste chilien, très expérimenté en matière de service public dans son pays, où il a été député, président de l'Assemblée, sénateur, ministre Secrétaire général de la Présidence et ministre du Tribunal constitutionnel de la république du Chili, accompagné de Claudio Herrera, avocat, professeur de droit à l'université du Chili et collaborateur du Secrétariat de l'International Socialiste, se trouvent à Caracas du 13 au 16 novembre afin d'examiner au nom de l'IS les circonstances dans lesquelles Leopoldo López, leader du parti Volonté populaire, et de nombreux autres prisonniers politiques ont été emprisonnés. Ils ont également pour mission de formuler des recommandations en vue d'obtenir rapidement leur libération.

Aujourd'hui, le 15 novembre, les représentants de l'IS ont essayé de rendre visite à Leopoldo López, qui est emprisonné arbitrairement depuis neuf mois dans le centre carcéral militaire de Ramo Verde. Ils étaient accompagnés de son épouse et ses parents.

Les autorités pénitentiaires leur ont refusé cette visite, prétextant que Leopoldo López était sous le coup d'une mesure disciplinaire après avoir, avec les autres prisonniers politiques, cogné les barreaux de leurs cellules avec leurs couverts. En effet, ces derniers protestaient contre la décision de la juge chargée de leur dossier, laquelle a refusé la demande de libération formulée par le Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU.

Pendant que la délégation tentait d'obtenir un droit de visite, Leopoldo López et ses compagnons ont accroché aux barreaux de leurs cellules une banderole concernant leur emprisonnement et ont salué leurs proches, tout en dénonçant la violation de leurs droits. En réponse, les gardes ont activé la sirène d'un véhicule militaire afin de couvrir leurs revendications dans un vacarme assourdissant.

Face à l'impossibilité d'accéder à la prison, l'envoyé spécial de l'IS, José Antonio Viera-Gallo, a prononcé la déclaration suivante devant les médias présents :

« Indépendamment de la situation politique du Venezuela, l'IS a envoyé ces représentants pour constater par elle-même la détention de Leopoldo López, qui est considérée comme arbitraire par le Groupe de travail des Nations unies, lequel enjoint les autorités vénézuéliennes à libérer le détenu. »

José Antonio Viera-Gallo a regretté la décision de la juge de première instance, qui a refusé la demande de libération des Nations unies. Il a également regretté de ne pas pouvoir rencontrer Leopoldo López et a prévenu que cette situation fragilise gravement les droits de l'homme. « La détention de Leopoldo López n'est absolument pas justifiée. L'accusation à son encontre n'a aucun fondement juridique. Il n'existe pas non plus de raison de lui interdire les visites. »

José Antonio Viera-Gallo aurait souhaité pouvoir exprimer l'opinion de l'IS directement au gouvernement vénézuélien, auprès duquel de nombreuses démarches ont été entreprises au plus haut niveau, demandes qui sont restées lettres mortes.

Par ailleurs, lors de sa visite à Caracas, la délégation a rencontré les partis membres de l'IS, les représentants de la Mesa de Unidad Democrática (MUD), la conférence épiscopale du Venezuela et d'autres acteurs pertinents de la vie publique vénézuélienne.

Cette visite fera l'objet d'un compte rendu lors du Conseil mondial de l'IS les 12 et 13 décembre prochains à Genève, en Suisse.

Amérique latine et les Caraïbes Réunion du Comité de l'IS sur l'Amérique latine et les Caraïbes à l' OEA, Washington DC

1-2 décembre 2014



Patricia Leiva, OEA

Le Comité Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale socialiste s'est réuni les 1er et 2 décembre au siège de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington.

En ouverture de cette rencontre, le Secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a souhaité la

bienvenue aux participants et salué la présence des partis membres régionaux de l'Internationale socialiste dans le Salon des Amériques. M. Insulza a souligné que les principes de l'Internationale socialiste sont d'actualité, puisqu'ils encouragent une société permettant davantage d'intégration, mais aussi la démocratie



José Miguel Insulza, Secrétaire général de l'Organisation des États américains, OEA

Secrétaire général Insulza, qui soutient la cause socialiste depuis sa jeunesse, a réaffirmé la pertinence de ce courant de pensée face aux défis actuels à l'échelle régionale et mondiale.

Toujours pendant l'inauguration de cette réunion, le président du Comité Miguel Vargas Maldonado (PRD, République dominicaine) a passé en revue les thèmes à l'ordre du jour de ces deux journées, en présentant son point de vue les concernant. Par exemple, M. Vargas a souligné que le principal défi de la région face au ralentissement économique actuel ne consiste pas seulement à relancer la croissance, mais à créer une croissance de meilleure qualité, c'est-à-dire à réduire les inégalités dans nos sociétés et à favoriser les opportunités pour tous. Quant aux difficultés que doivent affronter les démocraties d'Amérique latine et des Caraïbes, Miguel Vargas a répété l'importance d'instaurer des gouvernements plus transparents et plus proches de la population, encourageant la participation citoyenne, tout ceci dans un contexte d'ordre juridique et d'État de droit.

En conclusion de cette inauguration, le Secrétaire général de l'Internationale socialiste Luis Ayala a souligné le rôle des organisations comme l'OEA et celui de l'IS dans le monde né après la chute du Mur de Berlin en 1989, surtout de par leur engagement envers la démocratie. C'est pourquoi il s'est dit satisfait que la réunion du Comité se tienne pour la première fois au siège de l'OEA. Alors que l'espoir de bâtir un monde multipolaire avait été stoppé net durant la Guerre froide, de nouvelles opportunités et de nouveaux défis sont depuis apparus pour l'OEA, qui a bénéficié d'un nouvel élan grâce à des leaders comme le Secrétaire général Insulza.

Ce même élan est observé dans d'autres régions du monde. En effet, par le biais de ses organismes comme l'Union africaine, l'Afrique adopte de nouvelles règles et de nouveaux engagements autour de la démocratie. Au sujet de l'Asie, M. Ayala a évoqué sa récente participation en Inde à l'hommage rendu par le Congrès national indien à Jawaharlal Nehru. Il a également parlé des principes que l'Internationale socialiste partage avec ce parti de la plus grande démocratie du monde. Il a remarqué que si le Mur de Berlin est tombé il y a 25 ans, ce n'est pas grâce au marché, mais grâce à la soif de liberté et de démocratie. En Amérique latine et les Caraïbes, il a rappelé le rôle clé joué par les sociaux-démocrates dans les années 1980 et 1990, pendant les transitions entre les dictatures et la démocratie ; le programme actuel de l'IS repose précisément sur le respect de cette démocratie et sur des politiques qui renforcent les libertés et l'intégration sociale. Là où ces acquis sont menacés et subissent des tensions, l'IS envoie des missions et adopte des mesures concrètes. L'exemple le plus récent est la mission qui s'est rendue au Venezuela et dont le compte rendu sera présenté lors du prochain Conseil mondial, à Genève. En concluant, il a souligné que l'engagement de l'IS envers la lutte contre les inégalités, dont l'expression la plus concrète est la création d'une Commission à ce sujet, et envers les efforts mondiaux pour mettre un terme au réchauffement climatique.

Pendant les séances de travail du Comité, les participants suivants ont pris la parole : la vice-présidente du Comité Elsa Espinosa (PRI, Mexique) ; le vice-président de l'Internationale socialiste Victor Benoît (FSDH, Haïti) ; Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua) ; Marcelo Stubrin (UCR, Argentine) ; Carlos



Vecchio (VP, Venezuela) ; Gerardo Villanueva (PLN, Costa Rica) ; Carme Chacón (PSOE, Espagne) ; Rafael Filizzola (PDP, Paraguay) ; Timoteo Zambrano (UNT, Venezuela) ; Edmonde Supplice (FSDH, Fusion, Haïti) ; Margarita Zapata (FSLN, Nicaragua) ; Félix Santana (PRD, République dominicaine) ; Robert Pickersgill (PNP, Jamaïque) ; Giovanni Atalita (MAN, Curaçao) ; Julio Palacios (PRD, Panama) ; Jorge Farfán (APRA, Pérou) ; Diva Gastelum (ISF). Tous ont débattu de la conjoncture actuelle dans la région et des défis auxquels est confrontée la démocratie en Amérique latine et les Caraïbes. Les accords concernant les principaux points présentés et discutés pendant ces deux journées sont inclus dans la Déclaration

du Comité, adoptée à l'issue de cette réunion.

Pendant cette rencontre, les représentants des partis politiques présents ont également analysé la situation de leurs nations respectives. Ainsi, le représentant du PSOE Carme Chacón a fait part de son appréciation concernant la situation actuelle en Espagne.

En conclusion, le président du Comité Miguel Vargas a de nouveau remercié les partis membres d'avoir participé à cette rencontre, en soulignant son importance 10 jours avant le Conseil mondial de l'IS, qui permettra de présenter à Genève les réussites et les défis des forces politiques progressistes d'Amérique latine et des Caraïbes.

PROJET DE DÉCLARATION

Original : espagnol

Le Comité Amérique latine et Caraïbes de l'Internationale socialiste déclare à l'issue de sa réunion au siège de l'Organisation des États américains, à Washington DC, les 1^{er} et 2 décembre 2014 :

I.- sa satisfaction de s'être réuni au siège de l'Organisation des États américains, organisme qui, depuis sa création en 1948, œuvre pour la paix, la démocratie, la justice et la sécurité dans les pays de la région, en enjoignant lesdites nations à maintenir leur engagement et leur soutien en faveur de l'ordre international et de la résolution pacifique des conflits.

II.- En ce qui concerne l'évolution de la conjoncture internationale et régionale ces derniers mois, le Comité exprime son inquiétude face au ralentissement qui touche actuellement plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, scénario qui peut s'avérer complexe étant donné la baisse des prix sur les marchés internationaux, de matières premières qui sont au cœur de certaines économies de la région.

Le Comité souligne que les politiques adoptées par les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour renforcer leurs économies et leur donner un nouvel élan, doivent systématiquement être axées sur la recherche de croissance pour les populations. Cette croissance doit être à même d'encourager la création d'emplois nouveaux et meilleurs ainsi que l'investissement productif, de préserver et améliorer les politiques sociales, de réduire les inégalités par le biais de la justice fiscale, et d'instaurer les conditions nécessaires pour une meilleure justice sociale et environnementale dans les pays de la région.

Le Comité rejette les politiques de redressement qui, en coupant les dépenses, tentent de réduire les déficits publics associés aux fortes dépenses sociales. Dans la région, l'amélioration de la situation économique passera obligatoirement par une action déterminée de la part des États, par l'approfondissement des alliances public-privé et par la confiance des citoyens.

Le Comité Amérique latine et Caraïbes de l'Internationale socialiste réitère son engagement envers les

politiques qui favorisent la construction de sociétés porteuses de solidarité et d'intégration.

À titre d'action économique, le Comité préconise plus particulièrement, à l'échelle régionale et mondiale, l'adoption de mesures contre les paradis fiscaux, selon les termes suivants :

Le Comité s'engage à lutter contre l'évasion fiscale de la part des citoyens de ses pays, mais aussi des personnes et entreprises étrangères, en n'abritant pas les comptes de ces entités qui cherchent à échapper à leurs obligations fiscales.

Le Comité s'engage à : promouvoir la législation nationale et les accords internationaux adéquats afin de mettre un terme à l'opacité fiscale dans les pays où de telles mesures sont nécessaires ; et garantir la transparence, afin de généraliser l'échange automatique et obligatoire des données fiscales entre les pays.

Le Comité insiste pour renforcer les efforts de l'OCDE en vue d'élaborer à l'échelle mondiale la

« liste noire » des paradis fiscaux. Ainsi, chaque pays pourra : suspendre ou annuler les conventions fiscales avec ces paradis fiscaux, le cas échéant ; et interdire l'accès aux appels d'offres et aides de l'État pour les entreprises domiciliées dans les nations figurant sur cette liste.

III.- En ce qui concerne le renforcement et l'approfondissement de la démocratie par la voie de gouvernements ouverts, transparents et proches des citoyens, le Comité remarque que, les années d'obscurantisme et de dictatures étant considérées comme révolues, la démocratie se trouve aujourd'hui étendue et instaurée dans la région. Néanmoins, malgré sa robustesse, ce système politique est soumis à de fortes tensions pour parvenir à concrétiser ses objectifs.

Parfois, les gouvernements élus légitimement ont du mal à garantir aux citoyens l'accès aux produits et services essentiels pour satisfaire les besoins élémentaires en matière d'emploi, de revenus, de santé et d'éducation.

En même temps, le Comité observe que certains pays de la région ont adopté des réformes constitutionnelles qui permettent aux autorités d'être réélues indéfiniment. Cette modification du système présidentiel a suscité des critiques, car l'autorité en exercice pourrait abuser des ressources publiques afin de se maintenir au pouvoir, freiner l'apparition de nouveaux leaders et empêcher un affrontement démocratique réellement équitable.

Par ailleurs, le Comité remarque que l'indépendance et l'autonomie des organes juridictionnels et électoraux de la région, ainsi que le rôle important des parlements nationaux, sont indispensables au bon fonctionnement d'un État de droit. Le Comité affirme d'un commun accord qu'il incombe au pouvoir judiciaire de chaque pays de la région d'intervenir de manière juste et opportune afin de garantir les droits des citoyens. Les libertés individuelles, de conscience et d'expression, entre autres, doivent être totalement protégées par la justice, car ce sont là les conditions même de l'existence de la démocratie. À cette fin, face aux éventuelles faiblesses des juridictions nationales en matière de protection des droits de l'homme, le Comité réitère son engagement envers le système interaméricain de protection de ces droits.

La réalité actuelle montre que les États nationaux, leurs systèmes de représentation et les marchés mondialisés entrent souvent en conflit, ce qui provoque un malaise et un désaccord parmi de larges pans de la population. C'est pourquoi les partis politiques présents au sein du Comité considèrent qu'il est indispensable de renforcer les indicateurs de qualité de la

démocratie. La pleine application de l'État de droit et de l'ordre constitutionnel est l'unique moyen de concrétiser les objectifs en ce qui concerne les secteurs sociaux négligés, qui sont la véritable préoccupation des partis de l'Internationale socialiste.

Dans cette optique, le Comité exhorte ses membres à coopérer pour encourager dans les pays de la région des politiques actives de lutte contre la corruption, de transparence et d'accès à l'information publique concernant la gestion de l'État.

Le Comité souligne que ses partis membres doivent impérativement asseoir des gestions gouvernementales ouvertes et participatives, à même d'impliquer les citoyens dans les questions publiques et de garantir que les politiques mises en place se nourrissent de la participation citoyenne, en intégrant ces derniers dans le système de décision.

Le Comité s'accorde pour :

ratifier son engagement à améliorer la qualité de la démocratie, dans les formes et les contenus de l'organisation sociale ;

favoriser une action déterminée à l'échelle régionale afin de légiférer et prendre des initiatives en matière

de gouvernements ouverts, transparence, lutte contre la corruption et meilleure participation citoyenne à la gestion du gouvernement ;

appliquer concrètement l'engagement des partis politiques de l'IS dans la région à être des outils efficaces de changement social et politique, en dépassant les points de vues individualistes et les leaders providentiels ;

réaffirmer son engagement envers des politiques et pratiques environnementales durables, puisque les catastrophes naturelles, épidémies et pollutions ne connaissent pas les frontières. Au contraire, elles se propagent de manière vertigineuse et nécessitent impérativement des réactions coordonnées et appliquées par tous ;

souligner que ses partis envisagent leur action selon une perspective mondiale, en s'appuyant sur les représentants de toutes les nations, et que cette action concerne à la fois la région et le monde entier. Les marchés, la finance et la science dépassent les frontières. C'est pourquoi la politique doit se placer sur le même plan afin de concrétiser les aspirations des forces progressistes, pour une société ouverte, plus juste et égalitaire.

IV.- Le Comité soutient l'opposition haïtienne, qui exige de trouver des mécanismes pour un véritable dialogue entre le gouvernement et les partis d'opposition en Haïti, en vue de parvenir à un accord global qui permettra d'organiser rapidement des élections libres et démocratiques.

V.- Le Comité décide de soutenir le processus d'émancipation exigé par son parti membre le MAN, pour que le peuple de Curaçao puisse consolider son autonomie et continuer à avancer vers sa totale indépendance. Dans ce contexte, le Comité dénonce l'intervention infondée et injuste du gouvernement néerlandais, qui tente de paralyser ce processus à travers les instructions administratives de son gouverneur à Curaçao, Aruba et Saint-Martin.

VI.- Le Comité salue l'élection de Tabaré Vázquez en Uruguay, la veille de cette réunion. Cette élection valide démocratiquement le programme proposé par le parti Frente Amplio, membre de la famille politique de l'Internationale socialiste.

VII.- Enfin, le Comité appelle à une avancée considérable dans les négociations entamées le 1^{er} décembre à Lima, où se tiendra la conférence COP 20 sur les changements climatiques. Le Comité réitère par ailleurs l'engagement de l'Internationale socialiste envers un nouvel élan pour parvenir à un accord lors de la conférence de Paris en 2015.

Ce nouveau traité, qui doit engager tous les États, est crucial afin de mettre un terme à la dégradation de l'environnement et entamer, dans l'optique d'une véritable « justice climatique », la récupération de la planète pour toutes les espèces qu'elle abrite.

Conseil

Réunion du Conseil aux Nations Unies à Genève

12-13 décembre 2014



Le Conseil de l'Internationale Socialiste a tenu sa deuxième réunion de l'année 2014 les 12 et 13 décembre aux Nations unies à Genève. Le thème principal à l'ordre du jour était « La paix et la sécurité internationales : résolution des conflits et arrêt du terrorisme ». Des débats ont également porté sur notre travail pour mettre en place de nouvelles démocraties et renforcer la gouvernance démocratique, ainsi que sur la dimension humaine des migrations et la situation critique des réfugiés.

Le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, à l'ouverture du Conseil, a exprimé que l'Organisation des Nations unies était un lieu particulièrement approprié pour ces discussions, puisque cette institution partage de nombreux principes et valeurs avec l'Internationale Socialiste. Il réfléchit que les thèmes à l'ordre du jour étaient au centre de l'actualité mondiale, la résolution des conflits devant faire l'objet d'une attention particulière. C'est pourquoi il était important que de nombreux participants directement touchés par ces conflits prennent part aux débats afin de transmettre leur témoignage – parmi eux des représentants des partis membres de l'IS et des invités venus d'Irak et Syrie, d'Israël et Palestine, ainsi que d'autres régions du monde victimes de conflits.

Michael Møller, Directeur-général des Nations unies à Genève, a souhaité la bienvenue à tous les participants, avant d'appeler de ses vœux une collaboration plus proche entre les Nations unies et les acteurs politiques, les parlements et les partis. Il a évoqué l'insécurité mondiale en hausse et l'accroissement des inégalités, qui entraîne un désintérêt et un mécontentement de plus en plus fort. C'est pourquoi il a affirmé la nécessité d'adopter des valeurs et principes partagés, afin de dépasser l'idée selon laquelle en matière de droits, il suffit de vouloir pour pouvoir. Enfin, il a déclaré que dans la lutte pour la solidarité, l'égalité et la justice, les Nations unies répondraient présentes.



António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, ancien haut-commissaire pour les réfugiés et ancien président de l'Internationale socialiste

Le Conseil a ensuite été adressée par António Guterres, Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés et ancien Président de l'Internationale Socialiste, de s'adresser au Conseil. Il a rappelé l'ampleur de la crise à laquelle la planète est confrontée, en raison du nombre de personnes déplacées, qui augmente rapidement. Si la tâche de l'HCNUR est particulièrement importante en Syrie, où sévit une « méga crise », la situation en Centrafrique, au Soudan du Sud et au Nigeria continue de causer d'intenses souffrances et de semer la

destruction parmi les populations de ces pays. António Guterres a prévenu que le système humanitaire atteignait un point de rupture, puisqu'il déplore une pénurie des ressources alimentaires à destination des réfugiés, grands perdants de ces conflits dont personne ne sort gagnant. Il a donc souligné la nécessité de résoudre les causes premières à l'origine de ces crises humanitaires, lesquelles doivent trouver de toute urgence une solution politique.

George Papandreou, Président de l'IS, a évoqué la force du partenariat actuel entre l'IS et les Nations unies. Il a souligné l'importance de la justice sociale et de l'égalité aux yeux du mouvement social-démocrate mondial, qui se caractérise par la lutte en faveur de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde entier. Ces valeurs sont de plus en plus importantes en cette période difficile, marquée par la violence et le sectarisme, la politique de la peur et de la colère, la crise mondiale des réfugiés, l'épidémie d'Ébola et la persécution des peuples qui se battent pour la démocratie. George Papandreou a souligné que la politique de l'IS incarnait à la fois la nécessité et la possibilité de coopérer afin de trouver une solution équitable et internationale à ces défis mondiaux, dans le respect du principe de solidarité.

Concernant le thème principal de « La paix et la sécurité internationales : résolution des conflits et arrêt du terrorisme », le Conseil a écouté un certain nombre d'acteurs du terrain, présents dans les conflits syrien et irakien, lesquels prennent rapidement de l'ampleur. Hadi al Bahra, Président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syriennes, s'est exprimé devant l'assemblée : il a appelé la communauté internationale à peser dans la résolution de la crise syrienne, malgré la nécessité d'une solution politique pour obtenir la paix sur le long terme. Après avoir rappelé que la majorité du peuple syrien souhaitait une société libre, démocratique et placée sous le signe de l'intégration, il a envisagé un gouvernement représentant tous les Syriens, quelles que soient leurs origines ethniques et leur religion.

En ce qui concerne la lutte contre Daesh et son insurrection terroriste dans le nord de l'Irak et en Syrie, des représentants du Gouvernement régional du Kurdistan dans le nord de l'Irak, et des partis politiques représentant la population kurde du nord de l'Irak et de Syrie, ont décrit en détail leurs efforts récents pour affronter les forces terroristes et stopper leur progression. Ils ont par ailleurs demandé à la communauté internationale de les aider à mettre un terme à ce conflit. Une déclaration sur la lutte contre le terrorisme dans le nord de l'Irak et en Syrie a été adoptée à la fin de la réunion ; elle reflète les idées échangées concernant ce conflit très violent et inquiétant.

Les débats ont également porté sur un autre conflit encore non résolu au Moyen-Orient : la question d'Israël et de la Palestine. Des représentants des partis Meretz (Israël), Fatah et PNI (Palestine) ont pris part aux discussions ; pendant cette réunion du Conseil, ils se sont accordés sur une déclaration sur la paix au Moyen-Orient, qui reflète l'engagement de l'IS et de ses membres israéliens et palestiniens envers une solution à deux États et la reconnaissance d'un État palestinien.

Les contributions enrichissantes au sujet du thème principal sont résumées dans une déclaration du Conseil concernant la résolution de conflits, qui insiste sur le rôle de la social-démocratie en tant que mouvement pour la paix et l'importance fondamentale de la gouvernance globale dans les efforts pour éliminer la guerre et la violence.

De nombreuses interventions éclairantes ont été entendues quant au travail pour mettre en place de nouvelles démocraties et renforcer la gouvernance démocratique, y inclus la présentation d'un rapport de l'Envoyé spécial de l'IS qui s'est rendu à Caracas, au Venezuela, José Antonio Viera-Gallo. Malheureusement, dans le monde entier, un nombre encore trop élevé de démocrates engagés sont victimes des représailles en raison de leurs convictions. Tel est le message qui a été adressé au Conseil en toute franchise lors des interventions spéciales par Lilian Tintori, épouse de Leopoldo López, leader de Voluntad Popular, emprisonné au Venezuela depuis février, et par Marina Adamovich, épouse de Mikalaï Statkevich, leader du parti d'opposition BSDP en Biélorussie, membre de l'IS, qui est incarcéré depuis 2010. Le Conseil a adopté des déclarations sur la démocratie au Venezuela et en Biélorussie, déclarations dans lesquelles l'IS demande la libération de Leopoldo López, Mikalaï Statkevich et tous les autres prisonniers politiques de ces pays. De même, le Conseil a approuvé une pétition à l'attention du gouvernement de Bahreïn afin de réclamer la libération d'Ibrahim Sharif, leader de l'opposition qui purge actuellement une peine de 5 ans.

Le Conseil a également adopté une déclaration sur la démocratie qui exprime l'engagement profond et fondamental de l'Internationale Socialiste envers la mise en place, le développement, le renforcement et la protection de la démocratie. Cette déclaration faisait suite aux contributions et points de vue de représentants venus de toutes les régions du monde.

Concernant la dimension humaine des migrations et la situation critique des réfugiés, le Conseil a écouté un compte rendu de l'activité récente du Comité des Migrations de l'IS, présenté par Marco Di Lello (PSI, Italie), Vice-président de ce Comité. Lors de sa dernière réunion, organisée à Catane, le Comité des Migrations a continué l'élaboration de la Charte des migrants, qui fournira un support commun au sujet des migrations, pour les socialistes à la fois des pays du nord et du sud, en insistant sur la dignité, les droits et les libertés des migrants.

Pendant toute la durée de la réunion, plusieurs interventions ont évoqué l'urgence médicale qui reste d'actualité dans les pays touchés par l'épidémie d'Ébola. Un sentiment était partagé par tous : c'est le virus qu'il faut isoler, et non les pays touchés. Le Conseil a adopté une résolution concernant Ébola afin d'exprimer la position de l'IS au sujet de ce problème de santé publique.

Le compte rendu du Comité Éthique a été présenté par son Président, Gilles Mahieu. Ce Comité a poursuivi le travail entrepris depuis le dernier Congrès, à savoir l'évaluation des nombreuses nouvelles demandes d'adhésions soumises à l'IS. Le Comité a proposé d'accepter les candidatures suivantes : le Congrès national indien (INC, Inde) et Voluntad Popular (VP, Venezuela) en tant que membres de plein droit ; le Congrès des progressistes (APC, Nigeria) comme parti consultatif (dans l'attente du compte rendu du rapporteur) ; le Parti Lumumbiste unifié (PALU, République démocratique du Congo), le parti Komala du Kurdistan d'Iran (KPIK, Iran), et le parti Komala du Kurdistan (KPK, Iran) en tant que partis observateurs ; et le Forum euro-latino-américain des députés progressistes et socialistes, en tant qu'organisation associée. Le Conseil a approuvé les recommandations du Comité.

Maurice Poler, co-Président du Comité d'Administration et des Finances de l'IS, a quant à lui présenté le compte rendu du Comité ainsi que le budget 2015, qui a été adopté. Après la décision lors de la précédente réunion du Conseil de renforcer les statuts quant au non-paiement des cotisations, il a énuméré les partis qui cessent immédiatement d'être membres de l'IS, n'ayant pas payé leurs cotisations pendant trois ans ou plus. Ces décisions ont été adoptées à l'unanimité.

Miguel Vargas (PRD, République dominicaine), Président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a présenté le travail de son Comité, en évoquant plus particulièrement la dernière réunion, qui s'est tenue à Washington, au siège de l'Organisation des États américains.



Un vote a eu lieu pendant la réunion du Conseil afin de pourvoir deux postes au sein du Présidium de l'IS : Pedro Sánchez (secrétaire général du PSOE, Espagne) et Umut Oran (CHP, Turquie) ont été élus à l'unanimité. Le Conseil a également soutenu à l'unanimité la nomination de Carme Chacón (PSOE, Espagne) au poste de Président du Comité Méditerranée de l'IS. Ce Comité a par ailleurs annoncé son intention d'entreprendre une mission dans le Sahara occidental et de présenter ses conclusions devant le Conseil.

Enfin, le Conseil a adopté une déclaration concernant l'Uruguay et une déclaration de solidarité envers les proches des étudiants mexicains qui ont disparu en septembre dernier. Face au nombre important de parlements à travers le monde qui ont adopté des déclarations reconnaissant le génocide arménien, le Conseil a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa première réunion de 2015, 100 ans après la tragédie.

Pakistan

L'IS condamne le massacre de Peshawar

17 décembre 2014

L'Internationale Socialiste (IS) est profondément bouleversée et attristée par le massacre répugnant perpétré par les talibans pakistanais (TTP), dans une école d'enfants de militaires à Peshawar. Nous condamnons vigoureusement cet acte de terrorisme méprisable contre des centaines d'enfants innocents, volontairement ciblés, dont 132 ont péri avec neuf adultes et plus d'une centaine d'autres ont été blessés.

Le TTP a déclaré que cette attaque partait d'une volonté de se venger des opérations militaires entreprises contre ses membres, dans la province du Khyber et au Waziristan du Nord. Ces actes inhumains sont injustifiables. L'Internationale Socialiste se prononce de nouveau d'une voix forte et unie, contre l'utilisation abusive de l'Islam pour semer la terreur et la souffrance au sein de la population et tout particulièrement, contre le ciblage odieux des enfants.

La communauté internationale doit faire front contre la terreur, impératif vis-à-vis duquel l'Internationale Socialiste réitère son engagement total. La semaine dernière, la réunion du Conseil de l'IS au Siège européen des Nations unies à Genève communiquait le même message.

L'Internationale Socialiste transmet ses sincères condoléances aux familles des victimes et tient à exprimer sa ferme solidarité à l'égard du peuple pakistanais et de son parti membre du Pakistan, le Parti populaire pakistanais, en ce moment de deuil tragique.

France

L'IS condamne l'attentat terroriste contra le magazine Charlie Hebdo à Paris

7 janvier 2015

L'Internationale Socialiste déplore et condamne fermement l'acte terroriste odieux commis aujourd'hui à Paris contre le magazine satirique Charlie Hebdo qui a laissé 12 morts, dont deux policiers. Nous exprimons nos plus sincères condoléances aux familles, amis et collègues de ceux qui sont morts si tragiquement. Notre mouvement mondial accompagne la nation française dans ces moments douloureux, fermes dans notre position contre la terreur et l'intimidation, à la défense de la vie et de la liberté d'expression, et résolu dans notre engagement à protéger et renforcer les droits et libertés partout où ils sont menacés.

Afrique Occidentale et Centrale

L'Internationale Socialiste soutient les efforts régionaux de combat contre Boko Haram en Afrique occidentale et centrale

20 janvier 2015

Les nouvelles réunions des États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et du Bénin débutant aujourd'hui à Niamey au Niger, sont l'occasion pour l'Internationale Socialiste d'apporter son soutien inconditionnel aux efforts régionaux de combat collectif contre le terrorisme en Afrique occidentale et centrale et, en particulier, contre la menace croissante que représente Boko Haram.

La chute récente de Malam Fatori, Damasak et Baga au Nigéria, les raids transfrontaliers du week-end dernier au Cameroun et la capture de dizaines d'otages ne font qu'accentuer les craintes ressenties sur le plan humanitaire d'une part et à propos du maintien de la paix et de la stabilité dans la région de l'autre. Depuis avril 2014 et l'enlèvement de 276 écolières par Boko Haram, le monde continue d'être témoin des atrocités éhontées commises par ce groupe terroriste et notamment, selon les rapports des Nations unies, de violences contre les populations civiles, d'enlèvements, de meurtres, de viols, d'esclavage sexuel et de recrutement d'enfants soldats, parmi tant d'autres violations manifestes des droits de l'homme. Le déplacement à grande échelle de personnes s'intensifie au Nigéria et dans les pays limitrophes, aggravant une crise humanitaire déjà exponentielle.

Comme l'a déjà déclaré l'IS, des solutions multilatérales s'imposent pour neutraliser le terrorisme. La communauté internationale doit se mobiliser pour y opposer un front collectif. L'Internationale Socialiste félicite le gouvernement du Président Mahamadou Issoufou du Niger d'avoir organisé cette initiative et réitère sa solidarité avec toutes les parties engagées dans ces efforts.

Moldavie

L'Internationale Socialiste se félicite d'un accord pour former un nouveau gouvernement de coalition en Moldavie

27 janvier 2015

L'Internationale socialiste se félicite de l'accord passé par le Parti démocrate de Moldavie (DPM) et le Parti libéral-démocrate de Moldavie (LDPM) pour former un gouvernement de coalition.

Au terme d'âpres négociations entre les partis au parlement de Moldavie, le DPM et le LDPM ont démontré leur volonté et leur détermination de progresser et de former une coalition minoritaire qui permettra à la Moldavie de traiter de pressants problèmes nationaux, d'approfondir le processus d'intégration à l'Europe et de confronter les préoccupations de sécurité et les défis de politique étrangère liés aux développements actuels dans la région.

Il est regrettable que certains partis ayant une perspective commune sur le rôle de la Moldavie en Europe n'aient pas participé à cet accord, centré sur une réponse raisonnable face au programme politique urgent et qui contribue à la stabilité politique du pays.

L'Internationale socialiste exprime son soutien fraternel à son parti membre, le Parti démocrate de Moldavie, et au nouveau gouvernement de coalition. Notre Internationale attend maintenant avec impatience la formation du nouveau gouvernement et sa réussite dans sa réponse aux aspirations et espoirs des citoyens de Moldavie.

Turquie

Protéger la liberté d'expression

2 février 2015

L'Internationale Socialiste exprime une nouvelle fois sa très vive préoccupation devant les mesures prises par les autorités turques, qui sont contraires aux libertés et droits fondamentaux de son peuple et qui n'ont pas leur place dans une véritable démocratie.

Le procès et la condamnation à six années d'emprisonnement d'Ugur Yesiltepe, Président du Barreau de

Tunceli, avec six autres personnes, pour avoir exercé leurs droits démocratiques, dont la liberté d'expression, est totalement inacceptable. C'est la première fois depuis le coup d'état militaire de 1980 qu'un président de l'Association du Barreau turc est condamné à une peine de prison. Les procureurs ont allégué que, à travers son travail, ses écrits et sa participation à des rassemblements dans la province de Tunceli, Yesiltepe avait participé à des actes terroristes. L'Union des Associations du Barreau turc et toutes les autres Associations du Barreau provinciales ont condamné ce verdict et se sont engagées à soutenir Ugur Yesiltepe.

L'Internationale Socialiste dénonce également le projet de résolution qui a été rédigé à l'encontre de Veli Agbaba, vice-président du parti d'opposition membre de l'IS, le Parti Républicain du Peuple (CHP) en raison de « soupçons raisonnables », suite aux allégations de corruption soulevées par Agbaba à propos du parti au pouvoir. Une modification récente de la législation turque autorise la détention des personnes et la saisie de leurs biens sur la base d'un simple « soupçon » plutôt que d'une « forte suspicion basée sur des preuves concrètes ». Dans ce cas particulier, le procureur a demandé pour Agbaba une série de peines de prison allant d'un an et neuf mois jusqu'à un maximum de huit ans et quatre mois.

La liberté d'expression est un droit fondamental dans toute société démocratique, qui est garanti par la constitution dans tous les états où il existe une véritable démocratie, et qui est inscrit dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et protégé par celle-ci. Ces mesures sont des violations flagrantes de la liberté d'expression par un gouvernement qui, d'évidence, réprime son appareil judiciaire et rend inutilisable le principe de contrôle judiciaire des pratiques et politiques gouvernementales.

Mediterranee

Reunion du Comité Mediterranee de l'IS ,Valence, Espagne

13-14 février 2015



Les 13 et 14 février, le Comité Méditerranée de l'IS s'est réuni à Valence, en Espagne, accueilli par le Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE. Les débats étaient axés sur deux thèmes principaux : «Le nouvel élan essentiel pour la paix et la sécurité dans la Méditerranée» et «Resserrant la coopération pour une politique de cohésion pour la Méditerranée». La réunion a été ouverte par des discours de Ximo Puig, Secrétaire général du Parti socialiste à Valence, le PSPV, de Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS et Carme Chacón, Présidente du Comité et Secrétaire des Relations internationales du PSOE.

Miguel Ángel Moratinos, ancien ministre des Affaires étrangères espagnol, a présenté le premier thème principal alors que Mustapha Ben Jaafar, Secrétaire général d'Ettakatol, Tunisie, et Président honoraire de l'IS, a présenté le second thème. La réunion a également reçu des rapports des participants sur la situation nationale dans les pays de la région.

Suite à des débats nourris, les membres du comité ont adopté une déclaration intitulée «Un nouvel ordre du jour pour la Méditerranée» reflétant les thèmes abordés et les accords conclus. Ce document souligne en premier lieu la nécessité de mettre en pratique une vision partagée et un cadre commun pour établir les priorités et la coopération. Il souligne également la nécessité de mettre en route une politique commune sur la migration, basée sur le principe de solidarité et de préoccupations humanitaires ; la nécessité d'une véritable stratégie politique pour confronter le terrorisme sur les deux rives de la Méditerranée, y compris la promotion et la défense des droits, des libertés et de la tolérance ; de faire progresser la consolidation de la démocratie ; de promouvoir un nouveau plan d'investissement massif pour la Méditerranée en vue de lutter contre le chômage des jeunes et présenter une alternative à la migration et à la radicalisation ; de créer les conditions pour faciliter une solution politique juste du problème de la division de l'île de Chypre ; de promouvoir une solution juste et négociée au conflit dans le Sahara occidental et d'encourager la reconnaissance de l'État de Palestine comme contribution au processus de paix au Moyen-Orient, menant à la coexistence de deux États : Israël et la Palestine.

À l'occasion de cette réunion à Valence, le Groupe de contact sur le Sahara occidental établi antérieurement par l'IS s'est réuni et a convenu les termes de référence de la mission d'établissement des faits lors de la visite de la région début mai, sous la direction de Juan Antonio Yáñez du PSOE, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères et ibéro-américains, et un ancien ambassadeur d'Espagne auprès des Nations-Unies. Un rapport des conclusions de la mission sera présenté en premier lieu au Comité Méditerranée puis au Conseil de l'IS lors de sa prochaine réunion.

Au cours de la session de clôture en présence des médias, le Comité a écouté Joan Calabuig, candidat du PSPV à la mairie de Valence, Jaume Collboni, candidat du PSC à la mairie de Barcelone, Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS et Carme Chacón, Présidente du Comité Méditerranée de l'IS.

DÉCLARATION DE VALENCE UN NOUVEL ORDRE DU JOUR POUR LA MÉDITERRANÉE

Original : espagnol

Les partis sociaux-démocrates de la région méditerranéenne se sont rassemblés à Valence les 13 et 14 février 2015 pour une réunion du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste afin de débattre d'une part le nouvel élan essentiel pour la paix et la sécurité et d'autre part les initiatives nécessaires pour renforcer la coopération et surmonter les inégalités qui existent entre les deux rives de la Méditerranée.

Nous avons reconnu que les initiatives lancées dans les années 1990, telles que le Processus de Barcelone et ultérieurement l'Union pour la Méditerranée, ont obtenu des résultats limités, en partie à cause du fait que les pays d'Europe se sont retrouvés plongés dans l'une des plus grandes crises économiques de l'histoire, qui dure depuis maintenant sept ans et également car les pays arabes ont vécu de profonds changements menant au appelé Printemps arabe. Mais le Comité Méditerranée reste pleinement engagé à la réalisation des objectifs de ces initiatives et a réaffirmé la nécessité de créer un espace de coopération et de dialogue entre tous les pays de la région pour nous permettre de résoudre ensemble les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

Nous vivons des moments de profonds bouleversements géo-stratégiques dans le monde, dans lesquels les pays de la Méditerranée continuent d'occuper une place centrale et où tous les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés se manifestent ensemble, interagissent et se nourrissent les uns des autres autant dans les domaines de la paix et de la sécurité, de l'économie, de l'emploi, de l'énergie et de la gestion des ressources que dans les domaines sociaux et culturels.

Nous savons que de nombreuses injustices en tous genres persistent, créant d'intenses frustrations et un terrain fertile pour les mouvements radicaux qui encouragent la haine pour ceux qui sont différents et vont jusqu'au terrorisme barbare de « l'État islamique » auto-promulgué, également appelé Daech ou ISIS, notamment en Syrie et en Irak où il est responsable du massacre de la population civile. En même temps, l'absence d'opportunités et d'espoir pour l'avenir pour de nombreux jeunes qui ont du mal à trouver un emploi les force à migrer vers les pays du Nord.

Le Comité Méditerranée estime que la réaction militaire et sécuritaire n'est pas le seul moyen de mettre un terme au terrorisme djihadiste qui représente une grave menace pour chacun d'entre nous, et non seulement pour la vie des êtres humains mais aussi pour nos valeurs et libertés. Il est essentiel de mettre en œuvre des initiatives politiques et diplomatiques à grande échelle pour accompagner les actions militaires contre le terrorisme, afin d'empêcher de nouvelles attaques et de confronter les causes premières de ce phénomène.

De plus, en tant que socialistes, nous, les membres du Comité Méditerranée, ne pouvons rester les bras croisés pendant que la Méditerranée devient un grand cimetière pour les milliers de personnes qui émigrent à la recherche d'un meilleur avenir pour elles et pour leurs familles, échappant dans bien des cas à des guerres et tombant dans le piège des réseaux de trafiquants d'êtres humains. Nous devons trouver des réponses et exiger une action en mettant les personnes au centre de stratégies qui permettront de diriger les flux migratoires tout en luttant avec détermination contre le crime organisé, le trafic des êtres humains et les paradis fiscaux où l'argent taché de sang se réfugie.

Il faut également mentionner que nous n'avons toujours pas de solutions à d'anciens conflits tels que celui entre Israël et la Palestine; la division de l'île de Chypre ou la situation au Sahara occidental, qui persistent au cours du temps sans signe de progrès, en dépit des différentes initiatives de paix lancées au cours de ces dernières années.

C'est pour toutes ces raisons que les partis membres du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste, soulignant l'importance stratégique de la Méditerranée et animés par la volonté de construire l'avenir ensemble, ont décidé que nous devons promouvoir une stratégie renouvelée, basée sur la responsabilité partagée de chacun et de donner ainsi une nouvelle dimension multilatérale aux relations, basée sur une large coopération et solidarité, au sein de laquelle les deux rives participent à des conditions égales afin de définir une initiative méditerranéenne globale en vue de retrouver et de revitaliser l'esprit du Processus de Barcelone.

À cet égard, nous avons défini un nouvel ordre du jour pour la coopération en Méditerranée, qui contient les dix points suivants :

Premièrement : établir une vision partagée et un cadre stratégique global commun pour nous permettre de définir les priorités, objectifs et instruments de coopération.

Deuxièmement : lancer une politique véritablement européenne sur la migration, basée non seulement sur des mesures de contrôle frontalier mais mettant aussi en jeu une action politique et diplomatique dans les pays d'origine et dans les pays de transit. Nous demandons instamment la solidarité de l'Union européenne pour rétablir l'opération « Mare Nostrum » récemment démantelée et, en général, la solidarité avec les pays d'Europe du Sud qui sont en première ligne de cette crise humanitaire. Nous demandons en même temps le soutien des efforts au Liban pour délivrer une aide aux réfugiés du conflit syrien.

Troisièmement : nous doter d'une véritable stratégie politique pour confronter le terrorisme, non seulement du point de vue de la coopération entre les services de sécurité, de police et de renseignements, mais aussi par la promotion et la défense des droits et libertés, du respect et de la tolérance, ainsi que de l'initiative de l'Alliance des civilisations.

Quatrièmement : faire progresser la consolidation des systèmes démocratiques et le respect des droits et libertés fondamentaux, la défense des sociétés plurielles et inclusives où les droits des minorités et l'égalité des genres sont respectés. Dans le cas de l'Égypte, nous soutenons la décision du Parti social démocrate (ESDP) de participer aux prochaines élections parlementaires en dépit de la loi électorale actuelle et des préoccupations liées aux interventions de l'État et du Président contre l'opposition, et nous demandons que

les élections soient libres, permettant la réalisation de la feuille de route et des aspirations du peuple égyptien à la liberté, la démocratie et la justice sociale. En ce qui concerne la Tunisie, nous nous réjouissons du succès du processus de transition démocratique et de la participation d'Ettakatol, nous exprimons notre solidarité et nous encourageons les efforts pour unifier les forces sociales démocrates et les appelons à surveiller les développements et préserver le processus démocratique face à ceux qui œuvrent contre lui.

Cinquièmement : promouvoir un plan massif d'investissement dans la Méditerranée pour lutter contre le chômage des jeunes et présenter aux générations futures une alternative à la migration et à la radicalisation.

Sixièmement : prendre des mesures décisives pour consolider une politique européenne sur la Méditerranée qui soit cohérente et ait une voix forte et unie.

Septièmement : les deux rives, nord et sud, doivent lutter ensemble contre le terrorisme qui nous menace tous de manière égale.

Huitièmement : créer les conditions appropriées pour faciliter une solution politique juste pour mettre fin à la division de l'île de Chypre, sur la base d'une fédération à deux zones et deux communes, ainsi que sur l'égalité politique, selon les recommandations des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les Accords de haut niveau et le droit international.

Neuvièmement : utiliser l'opportunité de dialogue dans le cadre du Comité Méditerranée ainsi que la générosité et la solidarité démontrées par les partis, pour promouvoir une solution juste et négociée au conflit au Sahara occidental, pour accompagner le travail de l'ONU à cet égard.

Dixièmement : encourager la reconnaissance de l'État palestinien, en comprenant qu'il s'agit d'une contribution au processus de paix au Moyen-Orient qui doit déboucher sur la coexistence de deux États - Israël et la Palestine - dans la paix, la sécurité et la coopération mutuelle.

ANNEXE

À l'occasion de la réunion du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste à Valence, le Groupe de contact sur la situation au Sahara occidental, établi antérieurement par l'IS, s'est réuni le vendredi 13 février 2015.

Tenant compte de la décision d'envoyer une mission d'établissement des faits sur place, ratifiée par les réunions du Conseil à Mexico et Genève (2014), le Comité Méditerranée a convenu les termes de référence pour cette mission, qui sera dirigée par Juan Antonio Yáñez (PSOE), accompagné par une délégation dont les membres seront annoncés à une date ultérieure. Cette mission se rendra dans la région début mai 2015. Elle aura un large ordre du jour de contacts et de réunions avec la collaboration des parties concernées, ce qui lui permettra de vérifier la situation sur place en vue de participer, conformément à notre engagement socialiste et démocratique, à la recherche de solutions communes, en accompagnant et encourageant le processus de négociation qui se déroule actuellement sous les auspices des Nations-Unies.

Le président de la délégation au Sahara occidental présentera le rapport de la mission en premier lieu au Comité Méditerranée et ensuite au prochain Conseil de l'Internationale socialiste.

Venezuela

Venezuela: ¿au point de non-retour?

20 février 2015

Aujourd'hui, au Venezuela, l'arbitraire, l'angoisse et le joug de la répression sont en tous points comparables aux agissements des régimes autoritaires du passé.

Le leader du parti populaire, Voluntad Popular, Leopoldo López, vient de passer une année sous les barreaux comme prisonnier politique du gouvernement de Nicolás Maduro au Venezuela, tandis que d'autres citoyens et dirigeants de l'opposition restent emprisonnés ou détenus par suite de décisions arbitraires du gouvernement vénézuélien, avec le soutien du pouvoir judiciaire soumis à l'exécutif. Les accusations, la persécution et la répression de leaders de différentes forces politiques démocratiques de l'opposition se poursuivent sans relâche.

Hier, Antonio Ledezma, leader d'un parti d'opposition et maire de la métropole de Caracas, a été violemment arrêté par un groupe d'agents de la répression de l'Etat et emprisonné, tandis que l'incertitude et le sentiment d'insécurité vont croissant chez ses proches et d'autres responsables politiques de l'opposition. Face à cette situation, la population semble dépourvue de toute protection et vulnérable aux caprices de l'inacceptable autoritarisme de son gouvernement.

Le Venezuela est de plus en plus en décalage avec les démocraties ailleurs dans le monde, son gouvernement perd de jour en jour un peu plus de sa légitimité au vu des violations des droits de l'homme et des traitements inhumains et dégradants infligés aux leaders des forces démocratiques ainsi qu'à ses propres citoyens.

L'Internationale Socialiste, qui incarne le progressisme, aux côtés des forces politiques qui se mobilisent à travers le monde en faveur de la justice sociale et d'une société basée sur la solidarité et l'inclusion, rejettent et condamnent ces politiques inacceptables de répression du gouvernement du Venezuela, qui réduisent le peuple vénézuélien à l'impuissance et rappellent des périodes sombres de son histoire, au mépris des seules valeurs qui soient acceptables de nos jours, quel que soit le pays, à savoir la démocratie et le respect de la liberté et des droits de l'homme.

Nous exigeons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, l'arrêt des persécutions et de la répression exercée par le gouvernement de Nicolás Maduro à l'encontre des leaders des forces démocratiques du Venezuela ; l'érosion systématique des institutions et de l'ordre legal de l'Etat doit impérativement cesser, et une réponse urgente et décisive doit être apportée pour remédier aux privations et aux besoins d'un peuple qui semble, jour après jour, de plus en plus menacé par des violences et un climat de confrontation émanant de son propre gouvernement.

Turquie

Secrétaire général de l'IS en Turquie

14-15 mars 2015

Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, tient une réunion à Istanbul et à Ankara avec le parti membre de l'IS, le Parti Républicain du Peuple, CHP, et des députés en Turquie.



UIP

L'Internationale Socialiste à la 132^e assemblée de l'UIP a Hanoi

30 mars 2015



À l'occasion de la 132^e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est tenue à Hanoï du 28 mars au 1^{er} avril 2015, l'Internationale Socialiste a organisé une réunion des parlementaires des partis membres de l'IS, comme elle l'a fait lors des précédentes assemblées de l'UIP. Les débats ont couvert un aperçu des développements internationaux actuels d'intérêt commun, les rapports présentés par les

membres sur les questions intéressant leur délégation nationale et un échange de vues sur les principaux thèmes de l'ordre du jour de l'UIP.

Parmi les participants on comptait des représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Argentine, Autriche, Belgique, Botswana, Chili, Espagne, Haïti, Hongrie, Inde, Mongolie, Mali, Mexique, Namibie, Niger, Pakistan, Palestine, Royaume-Uni, Tanzanie et Zambie.

La menace du terrorisme, qui était le point d'urgence de la 132^e assemblée, a été abordé par les participants qui ont présenté les développements actuels dans leur région et les efforts engagés pour confronter cette menace. Une attention particulière a été accordée à la situation politique instable en Libye, qui est un refuge pour le trafic d'armes et de drogue et représente donc une menace grave pour ses voisins. Les récentes activités terroristes, comme au Nigeria et en Tunisie, ont été mentionnées, et la ferme résolution de surmonter ensemble ce fléau grâce à une coopération internationale renforcée a été soulignée. Pour l'Internationale Socialiste, on a souligné que ce thème est régulièrement au centre des débats au niveau régional et mondial, comme ce fut le cas le plus récemment lors de la dernière réunion du Conseil de l'IS en

décembre dernier, et qu'il restera l'une des priorités de l'ordre du jour des prochaines réunions régionales de l'IS.

La situation au Moyen-Orient a fait l'objet de débats, notamment la situation de la Palestine suite aux récentes élections en Israël et aux déclarations négatives faites par B. Netanyahu pendant les dernières journées de la campagne qui ne présageaient rien de bon pour les négociations futures débouchant sur la solution tant espérée et longtemps attendue à double État, dans l'intérêt de la paix et du progrès. Les participants palestiniens ont également présenté un rapport sur la situation de leur demande à adhérer à la Cour pénale internationale. Le Président du Comité de l'UIP sur les questions du Moyen-Orient, Lord Judd du Royaume-Uni, a participé aux débats et informé les participants des travaux de son comité. La tâche de la construction de la paix exige une patience sans limites et une détermination à persévérer. On a souligné que l'importance du socialisme démocratique était plus pertinente et cruciale que jamais pour bâtir la compréhension et l'engagement parmi les peuples.

En ce qui concerne la généralisation de la reconnaissance de l'État de Palestine au plan international, les représentants de la Belgique ont présenté leurs tentatives à cette fin pendant leur mandat gouvernemental. Ces efforts sont maintenant au point mort suite au changement de gouvernement à Bruxelles, mais toutes les opportunités pour soulever cette question sont saisies. On se rappellera que le Conseil de l'IS lors de sa dernière réunion avait demandé à tous les partis membres de l'IS d'œuvrer pour la reconnaissance internationale de l'état palestinien.

La réunion a donné aux participants la possibilité de partager des informations sur leur situation nationale. L'assemblée a pu découvrir les derniers développements en Mongolie, où le parti MPP, membre de l'IS, participe à une coalition gouvernementale. Des élections sont prévues en Mongolie l'an prochain et le parti y participera, avec un programme social démocrate renforcé.

En Espagne, les Socialistes ont récemment remporté une importante victoire en Andalousie à une période où l'Europe est confrontée à des problèmes sociaux et économiques complexes et à une montée du populisme à gauche comme à droite. La réunion a entendu le travail et les efforts faits par le parti socialiste ainsi que les préparatifs en cours pour affronter les élections locales et régionales qui se dérouleront en mai prochain.

En ce qui concerne Haïti, on constate l'existence d'une grave impasse après la fin du mandat du dernier parlement, car aucun accord n'a été conclu pour organiser des élections. On nous a signalé que le Président actuel reste en fonctions malgré l'absence d'un parlement. On espérait que des élections parlementaires libres et justes se dérouleront en septembre, suivies par des élections présidentielles en octobre, auxquelles de nombreux candidats se sont inscrits. L'importance du soutien des efforts pour instaurer une véritable démocratie à Haïti a été soulevée, tout comme celle d'une solution juste à la situation de vulnérabilité qui touche les ressortissants haïtiens vivant à l'étranger.

Les représentants du parti membre de l'IS, le Front patriotique, actuellement au pouvoir en Zambie, ont présenté des informations sur les récentes élections qui se sont déroulées en décembre suite au décès de l'ex-Président Sata. Ces élections se sont déroulées dans la paix et le respect des principes démocratiques. Ce pays espère désormais organiser la 134e assemblée de l'UIP à Lusaka en 2016, dont les préparatifs sont en cours.

Dans sa synthèse, le Secrétaire général de l'IS, qui présidait la réunion, a fait référence aux récentes et prochaines activités de l'organisation et a rappelé les décisions du dernier Conseil de l'IS concernant le terrorisme. Il est également impératif de se focaliser sur la démocratie, car il est essentiel de supprimer les sources de conflit, y compris le déficit de droits et libertés. Il est important, a-t-il souligné, de ne pas compromettre les valeurs et principes que nous représentons en tant que social-démocrates face aux nombreux défis qui attendent notre mouvement. Au contraire, ils doivent être renforcés par la cohérence de nos politiques et par la préservation de notre identité en tant que mouvement de gauche.

Nigeria

L'Internationale Socialiste salue la réussite des élections présidentielles au Nigeria

1 avril 2015

L'Internationale Socialiste exprime sa satisfaction devant le déroulement réussi des élections présidentielles au Nigeria cette semaine, qui permettront pour la première fois dans ce pays d'opérer un transfert paisible du pouvoir entre un civil et un autre, qui représente différentes forces politiques. Le fait que cet accomplissement se déroule dans le pays le plus peuplé d'Afrique représente un progrès important pour la démocratie sur le continent.

Nous adressons notre reconnaissance à tous les acteurs politiques de ces élections, y compris le candidat victorieux et le prochain Président, Muhammadu Buhari, le Président sortant, Goodluck Jonathan, les partis politiques et le peuple nigérian qui se sont réellement et démocratiquement engagés dans le processus électoral et ont ainsi validé son énorme importance pour la nation.

L'Internationale Socialiste félicite particulièrement et chaleureusement l'All Progressives Congress, APC, la force politique présentant la candidature de M. Buhari, un parti qui fut accepté en tant que membre de notre organisation lors de la dernière assemblée du Conseil de notre Internationale en décembre 2014.

En tant que famille politique internationale, nous souhaitons au nouveau Président et à l'All Progressives Congress du Nigeria force, sagesse et réussite pour affronter le programme difficile qui les attend afin d'approfondir et de consolider la démocratie, d'obtenir des institutions gouvernementales crédibles et transparentes pour autoriser une gouvernance efficace et de bonne qualité, de vaincre et éliminer le terrorisme et ses conséquences dévastatrices, et pour instaurer une société sans peur et sans pauvreté, pour tous les Nigériens.

Nous lançons un appel à toute la communauté internationale pour soutenir le Nigeria dans ces efforts.

Afrique

Réunion du Comité Afrique de au cœur de l'IS, Bamako, Mali

10-11 avril 2015



Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Bamako, au Mali, les 10-11 avril, accueilli par les deux partis membres de l'IS, le Rassemblement pour le Mali, RPM, et l'Alliance pour la Démocratie au Mali - Parti africain pour la Solidarité et la Justice, ADEMA-PASJ. Les débats étaient axés sur les questions clé de la sécurité, la démocratie et le développement pour les peuples d'Afrique.

Pendant la cérémonie d'ouverture, à laquelle ont assisté les membres du gouvernement et les dirigeants des deux partis maliens membres de l'IS, l'assemblée a pu entendre le message de bienvenue de M. Boulkassou Haidara, Vice-président du RPM, et du Prof. Tiémoko Sangaré, Président de l'ADEMA, suivis par des discours d'Emmanuel Golou, Président du Comité et Luis Ayala, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste.

Durant les sessions de travail qui se sont déroulées ensuite, les membres du Comité ont abordé un ordre du jour qui contenait deux thèmes : « Notre engagement à mettre un terme au terrorisme au Sahel et au-delà » et « Garantir les libertés, les droits et le développement grâce à la démocratie ».

En ce qui concerne le premier thème, Hamadoun Konaté, ministre malien pour la Solidarité, les affaires humanitaires et la reconstruction du Nord, a fait une présentation détaillée à propos de l'Accord d'Alger du 1er mars 2015, fruit de négociations intensives entre le gouvernement du Mali et les groupes armés du Nord. Pendant les discussions du comité, une analyse a été menée du processus lancé dans le pays pour la réconciliation nationale et la paix. Un appel a été lancé pour continuer à bénéficier du soutien de la communauté internationale afin de progresser rapidement vers la signature et la mise en œuvre de cet accord de paix conformément aux engagements pris par les parties concernées.

Également dans le cadre de ce thème, le ministre gouvernemental Zeiny Moulaye a fait un exposé sur la situation de la sécurité au Sahel. Les problèmes de criminalité transfrontalière et l'absence d'un contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans la région ont été abordés, tout comme une série de vulnérabilités et de déficits structurels, ainsi que la fragilité de l'État et de l'écologie. Parmi les menaces pesant sur la paix et la sécurité sur le continent, les participants ont souligné l'importance de la pauvreté extrême, le phénomène d'extrémisme religieux, la migration, le trafic de drogue, la prolifération des armes légères, le terrorisme, les insurrections, l'exploitation étrangère des ressources naturelles de la région et les effets du changement climatique sur le secteur agricole. Ces facteurs ont eu des conséquences dramatiques sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle, ainsi que sur la gouvernance elle-même dans les pays de la région du Sahel.



Les participants ont souligné la nécessité d'intégrer la question de la sécurité dans les politiques de gouvernance démocratique, de renforcer la coopération régionale débouchant sur une stratégie collective partagée incluant le développement de réseaux d'information adéquats, de programmes de prévention de la criminalité basés sur la coopération entre les différents services de sécurité et de la réforme du secteur de la justice afin de mieux protéger les citoyens et de garantir l'intégrité de ceux qui sont responsables de l'administration de la justice. Le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix et de la réconciliation a également été reconnu et doit être encouragé.

Une Déclaration sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali a été convenue, présentant les principales problématiques entrant en jeu et les opinions des membres du Comité.

Le second thème principal était présenté par deux orateurs : Nancouma Keita du RPM et Makan Moussa Sissoko de l'ADEMA-PASJ. Pendant les débats, la fragilité de la démocratie dans de nombreux pays a été soulignée et, malgré les importants progrès réalisés, comme par exemple au Mali, il reste de nombreuses tâches pressantes, dont la nécessité de renforcer l'État et les forces de sécurité, développer le rôle des partis politiques et de la société civile, responsabiliser les femmes, les hommes et les jeunes, éliminer la marginalisation et augmenter la participation, fournir une éducation pour tous, y compris les femmes et les filles, assurer une formation adéquate pour une presse professionnelle, réagir efficacement face au problème de la pauvreté et de ses conséquences, et développer la coopération régionale. L'impératif que les

États respectent leurs obligations concernant les Objectifs de développement durable (SDG) et l'égalité entre les sexes a également été souligné.

L'ordre du jour du Comité comportait un débat sur les manières de renforcer le travail du Comité Afrique et de promouvoir le socialisme démocratique en Afrique. Le Comité a recommandé la création d'une université d'été pour éduquer les acteurs politiques et inculquer les valeurs essentielles de l'Internationale Socialiste, notamment à cette époque de radicalisation croissante et d'extrémisme religieux. Comme moyen d'influencer la prise de décisions au niveau régional, le Comité était également favorable à ce que l'IS recherche un statut au sein des organes régionaux tels que l'Union Africaine, et cherche à former un groupe socialiste au sein du corps législatif de l'Union Africaine, le Parlement panafricain. Le Comité a réaffirmé sa grande détermination à approfondir la coopération entre ses membres et à renforcer la solidarité et les objectifs partagés de notre Internationale, en opposant les tentatives pour l'affaiblir en créant d'autres alliances qui tournent le dos à la démocratie interne et à la nature inclusive de notre mouvement. La nécessité pour les parties de respecter leurs obligations financières a été soulignée en tant qu'impératif, car l'organisation en dépend. Le Secrétaire général de l'IS a été félicité pour ses efforts visant au bon fonctionnement de l'Internationale et de son Comité Afrique. Pour la prochaine réunion du Comité, qui doit se dérouler plus tard cette année, les participants ont choisi le Mozambique.

Pendant la troisième session, les participants ont partagé des informations sur la situation nationale dans leurs pays respectifs. Des développements positifs ont été notés au Niger et au Sénégal, mais on a reconnu que la démocratie était un processus évolutif et que la vigilance, le soutien et la solidarité de la communauté internationale étaient importants pour pouvoir réaliser de nouveaux progrès. Le déficit de démocratie et le manque de respect pour les droits et libertés fondamentaux dans plusieurs pays est une source de préoccupation constante et le Comité a répété sa solidarité avec les partis membres de l'IS dans les pays suivants : Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Équatoriale, Gambie, Mauritanie et Swaziland. Des appels ont été lancés pour une résolution paisible de la transition en République Centrafricaine, pour une alternance démocratique réussie au Bénin, pour un encouragement des forces progressives au Burkina Faso, et pour une prolongation du dialogue débouchant sur une solution politique et mutuellement convenue à la situation au Sahara Occidental. On a salué S.E. le Président Mahamadou Issoufou pour les importants progrès réalisés au Niger sous sa direction et on a exprimé de chaleureuses félicitations à l'APC du Nigeria et au Président élu Muhammadu Buhari pour leur récent succès électoral, réitérant par la même occasion le



*Secrétaire général de l'IS avec le Président du Mali
SE Boubacar Keita*

soutien total aux efforts faits dans ce pays pour consolider la démocratie, vaincre et éliminer le terrorisme et apporter le progrès, la paix et la stabilité. Une Résolution sur les principales questions abordées a été émise par le Comité.

Les participants ont exprimé leur gratitude pour l'hospitalité chaleureuse et fraternelle des partis hôtes, le RPM et l'ADEMA-PASJ, ainsi que par le Président de la République du Mali, S.E. Ibrahim Boubacar Keita, dont l'engagement sans faille envers l'Internationale Socialiste et ses valeurs et principes a été souligné.

Déclaration du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste, réuni à Bamako (Mali), les 10 et 11 avril 2015

- Au regard de la profondeur de la crise politico-sécuritaire et de ses manifestations multiformes et multidimensionnelles au Mali;
- Considérant le contexte général de crises de la région africaine en général et du Sahel en particulier;

- Analysant les différentes menaces à la paix et à la sécurité sur notre continent parmi lesquelles on peut citer la manipulation du phénomène d'extrémisme religieux, la migration, les trafics de tous genres, le terrorisme, les rébellions, les convoitises extérieures sur les ressources naturelles du Continent mais aussi et surtout les effets des changements climatiques sur nos économies essentiellement agro Sylvopastorales;

- Considérant les enjeux importants pour la paix et la sécurité mondiales et qui constituent l'Alpha et l'Oméga de toutes les actions de l'I.S, à savoir:

- La sécurité des personnes et la paix sociale;
- L'enracinement de la démocratie et le respect des droits humains;
- La stabilité politique;
- Le développement durable et la gestion des ressources naturelles;
- La souveraineté des Etats;
- Leur intégrité territoriale;
- La paix et la sécurité internationale;

- Reconnaissant le rôle important joué au sein de l'I.S par le Mali et son Président, Son Excellence Ibrahim Boubacar KEITA, pour le triomphe des droits, des libertés et de la solidarité en Afrique et dans le monde;

- Rappelant la sagesse et le courage politique avec lesquels le processus de négociation d'Alger entre le Gouvernement du Mali et les mouvements armés du Nord a été conduit et mené à son terme;

- Se félicitant du caractère inclusif des pourparlers d'Alger et du parape du projet d'accord par le Gouvernement du Mali, la plate-forme et la médiation;

- Prenant acte de la mobilisation exceptionnelle de la Communauté internationale aux côtés du Mali pour l'aider à sortir de la crise;

- Insistant sur la nécessité et l'urgence pour les différentes parties prenantes de passer à la signature rapide de l'accord de paix et à sa mise en œuvre dans le strict respect des engagements pris par les parties;

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste

- Félicite et remercie Son Excellence Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali pour le rôle actif constant qu'il a toujours joué et qu'il continue de jouer au nom du Mali au sein de l'I.S pour le triomphe des idéaux de paix, de justice, de liberté et de solidarité;

- Remercie le Peuple et le Gouvernement du Mali pour l'accueil et l'hospitalité toute africaine réservés aux différentes délégations de l'IS;

- Exhorte la Coordination des Mouvements Armés à parapher le projet d'Accord de paix et de réconciliation d'Alger du 1er mars 2015;

- Salue le bon déroulement du processus de négociation et invite le Gouvernement et les groupes armés à passer à la signature rapide de l'accord de paix et de réconciliation nationale et à sa mise en œuvre conformément aux engagements pris par les parties;

- Réaffirme son engagement, son soutien et son accompagnement au Mali pour une sortie de crise rapide et définitive;

- Remercie vivement la médiation et l'ensemble de la Communauté Internationale pour leur contribution inestimable au règlement de la crise du Nord du Mali et les invite à persuader la CMA à parapher et à signer d'une part et à persévérer pour une mise en œuvre effective de l'Accord de paix d'autre part;

- Invite la communauté internationale à prendre des sanctions appropriées contre toute partie qui s'opposerait à la signature et à la mise en œuvre de l'Accord de paix d'Alger du 1er mars 2015.

RÉSOLUTION

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste, accueilli par ses deux partis membres au Mali, le Rassemblement pour le Mali, RPM et l'Alliance pour la Démocratie, ADEMA-PASJ, s'est réuni à Bamako les 10-11 avril 2015, pour aborder les thèmes principaux de notre Internationale, qui sont cruciaux à l'heure actuelle pour les pays de la région. Il s'agit de la sécurité, de la démocratie et du développement.

En ce qui concerne la sécurité sur le continent, le Comité a accepté d'adopter une déclaration spéciale sur le processus de paix et de réconciliation nationale au Mali, qui présente les principales problématiques en jeu et les points de vue des membres du Comité.

Sachant que la région est actuellement confrontée à un défi important et à des menaces pour la paix et la stabilité émanant du trafic d'armes et de drogue, du radicalisme religieux, des insurrections et des activités terroristes, entre autres, le Comité se félicite de l'Accord d'Alger portant sur le Mali et encourage toutes les parties concernées à progresser vers sa signature afin de faire efficacement évoluer les efforts pour la paix et la sécurité dans toute la région du Sahel.

Le Comité demande notamment à tous les pays de la région d'incorporer l'objectif de la sécurité en tant que partie intégrante des politiques de bonne gouvernance et favorable au développement durable. Il demande également la mise en route de programmes transfrontaliers de prévention de la criminalité basés sur une collaboration poussée entre les différents acteurs du secteur de la sécurité, le développement d'un réseau d'information pour lutter contre les différents types de menaces et une réforme du secteur de la justice pour mieux protéger les citoyens, lutter contre l'impunité et garantir l'intégrité de tous ceux qui sont responsables de l'administration de la justice.

Au niveau régional, le Comité demande l'élaboration et l'adoption d'une stratégie de sécurité commune par le biais d'une convention pour la sécurité en Afrique, et le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité, ainsi que la création d'un Fonds africain pour la sécurité.

Le Comité réaffirme le rôle important des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix et de la réconciliation telles que définies dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations-Unies du 31 octobre 2000. Il demande également aux partis membres de l'IS en Afrique de progresser dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'action national se trouvant dans la Résolution 1325.

En ce qui concerne la démocratie, des garanties efficaces des droits et libertés de tous les citoyens ne sont réalisables que par le biais d'élections libres, justes et régulières par bulletin secret, comme l'affirme l'Article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans ce sens, le Comité demande le renforcement de la démocratie par le biais de la transparence dans la gestion des affaires publiques, du respect du principe de la séparation des pouvoirs de l'État - exécutif, législatif et judiciaire - de la garantie de la liberté de la presse et de l'élargissement de la décentralisation grâce à la régionalisation afin d'obtenir un développement équilibré.

Les efforts pour responsabiliser les citoyens par la démocratie, vaincre le terrorisme et résoudre les conflits nous permettront de diriger notre énergie et nos efforts pour lutter contre la pauvreté. L'éducation pour tous, y compris les femmes et les filles, est importante pour une démocratie stable et pour surmonter le fléau de la faim et du besoin. Une bonne gouvernance en Afrique est synonyme de croissance économique et d'emploi afin de vaincre la pauvreté et le chômage. En éliminant la peur et les obstacles à l'inclusion dans les sociétés africaines, on autonomisera les hommes, les femmes et les jeunes pour qu'ils puissent améliorer leur vie, ouvrir de nouvelles opportunités, renforcer les systèmes de santé, d'éducation, de protection sociale, et de construire une société plus solidaire.

Considérant le déficit actuel de démocratie dans plusieurs pays de la région, le Comité souligne le besoin pressant de garantir des élections libres, justes et transparentes accompagnées par le respect total des droits

et libertés, et exprime son entière solidarité et son soutien aux partis membres de l'IS dans les pays suivants : Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Équatoriale, Gambie, Mauritanie et Swaziland.

En ce qui concerne la République centrafricaine, le Comité demande une fin paisible de la transition et exprime sa solidarité aux citoyens de ce pays qui, depuis 2012, sont confrontés à une situation chaotique et incertaine qui menace de déstabiliser encore plus le pays. Le Comité exprime son soutien total à notre camarade Martin Ziguélé dans sa candidature à la présidence.

Le Comité soutient et encourage les citoyens du Burkina Faso et leur gouvernement de transition et demande à la communauté internationale de suivre de près ce processus et d'apporter tout le soutien nécessaire. Nous exprimons notre encouragement aux forces progressistes de ce pays, y compris le MPP, qui participent aux élections présidentielles d'octobre 2015.

Au Bénin, nous réaffirmons la nécessité d'assurer une alternance du pouvoir découlant d'élections démocratiques libres et justes, et le Comité exprime ses meilleurs vœux de réussite à notre camarade Emmanuel Golou aux élections présidentielles l'an prochain.

Le Comité Afrique de l'IS salue S.E. le Président Mahamadou Issoufou pour les progrès accomplis au Niger pendant son premier mandat de chef de l'État et exprime tout son soutien et sa solidarité avec lui et le PNDS.

Le Comité félicite chaleureusement l'APC du Nigeria et le Président élu Muhammadu Buhari pour leur succès électoral et exprime sa satisfaction devant l'exemplaire opportunité fournie pour une transition paisible du pouvoir entre civils. Nous nous tenons prêts à soutenir tous les efforts au Nigeria pour consolider la démocratie, obtenir une bonne et efficace gouvernance et vaincre et éliminer le terrorisme.

En ce qui concerne le Sahara Occidental, le Comité demande la poursuite du dialogue débouchant sur la réussite d'une solution politique, paisible et mutuellement partagée par toutes les parties, en conformité avec processus en cours sous les auspices de l'ONU.

En vue de dynamiser le socialisme démocratique en Afrique, le Comité recommande la création d'une université d'été pour éduquer les acteurs politiques et inculquer les valeurs essentielles de l'IS, notamment à cette époque de développement de la radicalisation et de l'extrémisme religieux. Le Comité accepte de demander que l'Internationale Socialiste recherche un statut au sein des organes régionaux en Afrique, tels que l'Union Africaine, en vue d'approfondir la coopération, qui devrait être élargie au niveau parlementaire en vue de former un groupe socialiste au sein du Parlement panafricain.

Le Comité demande à tous ses membres de respecter les règles et statuts de l'Internationale Socialiste, notamment en ce qui concerne le paiement de leurs frais d'adhésion, qui sont indispensables au fonctionnement de l'organisation. Le Comité exprime sa reconnaissance au Secrétaire général de l'IS pour ses efforts visant au bon fonctionnement de l'Internationale et de son Comité Afrique.

Les membres du Comité réaffirment leur détermination à approfondir leur coopération et à renforcer les objectifs partagés de notre Internationale, en s'opposant aux tentatives pour l'affaiblir par d'autres alliances qui tournent le dos à la démocratie interne et à la nature inclusive de notre mouvement.

Le Comité Afrique remercie chaleureusement le RPM et l'ADEMA-PASJ pour leur hospitalité fraternelle dans l'organisation de cette réunion et exprime sa sincère reconnaissance à S.E. le Président Ibrahim Boubacar Keita pour ses efforts afin d'appliquer au Mali les principes et valeurs que nous partageons et pour son dévouement indéfectible envers notre Internationale.

Gambie

L'Internationale Socialiste demande le respect de l'opposition en Gambie

17 avril 2015

L'Internationale Socialiste exprime sa profonde inquiétude et proteste vigoureusement devant les actions du gouvernement de Gambie visant à restreindre l'activité publique et le rayonnement du dirigeant de l'opposition, Ousaninu Darboe, et des membres du Parti démocratique unifié, UDP, le plus grand parti d'opposition de Gambie.

L'UDP a entamé un circuit national du 16 au 26 avril. L'IS a été informée que les forces de sécurité en Gambie n'ont pas accordé à l'UDP l'autorisation nécessaire pour utiliser un système de sonorisation et ont par ailleurs dressé des barrages routiers pour limiter sa liberté de mouvement, et sont même allés jusqu'à interdire l'accès aux lieux de réunion.

L'Internationale Socialiste demande aux autorités gambiennes de respecter les droits démocratiques de ses citoyens, y compris le droit de réunion et de liberté d'expression, et d'assurer l'intégrité physique de tous ceux qui se réunissent légalement et paisiblement.

L'Internationale Socialiste restera vigilante quant aux développements en Gambie et réaffirme sa solidarité avec l'UDP, parti membre de l'Internationale Socialiste.

Migrations

Il faut mettre un terme à la tragédie persistant en Méditerranée

22 avril 2015

Le nombre énorme de migrants et de réfugiés qui continuent à périr en Méditerranée est choquant et souligne les conséquences meurtrières de l'absence d'action appropriée de la part de ceux qui ont la capacité et l'obligation de réagir, non seulement au sein des institutions mais aussi pour des impératifs humanitaires.

Dans la seule semaine dernière, plus de mille personnes - des hommes, des femmes et des enfants vulnérables fuyant la guerre, le terrorisme et la pauvreté, victimes de trafiquants sans scrupules, ont péri, noyées en Méditerranée. Cette mer, au lieu de rassembler les peuples et les cultures, devient aujourd'hui un tombeau et une barrière entre les rêves et l'indifférence.

L'Europe doit agir, ne serait-ce que pour se sauver elle-même, car le progrès, le bien-être économique ou l'abondance sont inconcevables s'ils coexistent avec le besoin, la peur ou la mort.

Notre Internationale, bâtie sur des valeurs de justice et de solidarité, et qui a toujours œuvré pour un monde dans lequel l'existence de chaque être humain est importante et où chacun est au centre des priorités du gouvernement et de la politique, lance un appel à toutes les personnes responsables en Europe pour qu'elles agissent immédiatement et efficacement en vue d'arrêter cette hémorragie en Méditerranée. Notre mouvement fera tout son possible pour contribuer à cette fin.

Sahara Occidental

Mission de l'Internationale Socialiste à la recherche d'une solution politique

30 avril 2015

Une mission de l'Internationale socialiste tiendra une série de réunions les 4 et 5 mai à Rabat, les 6 et 7 mai à Laâyoune et les 8 et 9 mai à Tindouf, dans le but de promouvoir une solution politique à la situation au Sahara occidental.

Cette mission, convenu par le Comité de l'Internationale qui regroupe les partis de la région méditerranéenne présidé par Carme Chacón du PSOE, Espagne, et ratifiée par le Conseil mondial de l'Internationale socialiste, tiendra discussions avec ses partis membres, d'autres acteurs politiques, les autorités et les organisations de la société civile pour apprendre sur le terrain quelle est la situation à l'heure actuelle, aider les parties à progresser dans la recherche de solutions mutuellement acceptables et encourager le processus de négociation qui se déroule sous les auspices des Nations-Unies.

La Mission inclura Juan Antonio Yáñez du PSOE, ancien secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères espagnol, qui dirigera la délégation; Mustapha Ben Jaafar, Secrétaire Général d'ETTAKATOL – Forum démocratique pour le travail et les libertés, Tunisie, et Président honoraire de l'Internationale socialiste; Adelia de Carvalho, Députée et membre du Comité central du MPLA d'Angola, et Claudio Herrera, Professeur en droit à l'Université du Chili et membre du secrétariat de l'Internationale socialiste.

Turquie

Second anniversaire des manigestations du parc Gezi

30 mai 2015

Comme nous en témoignons il y a deux ans, les manifestations du parc Gezi ont marqué un tournant dans la politique turque, en démontrant que les populations et la société civile détenaient le pouvoir de renverser des décisions, si elles sont contraires à la volonté et aux aspirations de nos concitoyens. Elles ont aussi montré que la mobilisation de la population d'une ville, au service d'une juste cause, était liée à la lutte pour la démocratie et la liberté à travers toute la société.

Pour ce second anniversaire des manifestations du parc Gezi, nous commémorons tous les protagonistes d'un développement social et politique qui a laissé, en Turquie et dans le monde entier, un exemple durable de citoyens venant de tous horizons qui se sont rassemblés pour transformer non seulement l'avenir d'un parc, mais aussi les priorités de toute une nation. Nous nous souvenons aussi des victimes de cette lutte, à savoir les manifestants qui se sont heurtés à des actes de violence criminelle.

La voix qui a retenti dans le parc Gezi pour revendiquer la démocratie et le respect des droits et des libertés était assez forte pour porter un message d'encouragement aux autres personnes engagées ailleurs dans la même lutte, en Turquie et dans le monde. Nous sommes solidaires, pour ce deuxième anniversaire, de tous nos amis turcs qui continuent à défendre le parc et un avenir démocratique pour tout le peuple de Turquie.

Migrations

Réunion extraordinaire du Comité de l'Internationale Socialiste sur les Migrations

01 juin 2015



Une réunion extraordinaire du Comité de l'IS pour les Migrations a eu lieu le lundi 1 juin, à Rabat, focalisée sur une réponse sociale-démocrate à la crise des migrations qui se déroule dans différents pays. La réunion était organisée au Parlement marocain par l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP).

Le comité, présidé par Habib el Malki (USFP), a concentré ses discussions sur trois thèmes: a) Les demandeurs d'asile et les migrants qui fuient les conflits civils et les violences: l'obligation de la communauté internationale de les sauvegarder et de les protéger; b) La responsabilité morale et humanitaire qui nous incombe de réagir face au sort des migrants qui fuient la pauvreté et la famine; et c) L'élaboration d'une réponse à la crise actuelle basée sur nos valeurs et nos principes.

Driss Lachguar, premier secrétaire de l'USFP, a prononcé une allocution dans la séance d'ouverture. Il a souligné la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une feuille de route pour mettre au point une nouvelle approche exhaustive face au phénomène actuel des migrations, qui, loin d'être uniquement dû à des facteurs économiques, est également une conséquence de l'idéologie de la guerre froide dont nous avons hérité, alimentant le sentiment d'instabilité et d'insécurité; il existe d'autre part une corrélation avec les marchands d'armes et ceux qui financent le terrorisme. Il a souligné la diversité propre au Maroc, avec son héritage maure et juif qui résulte de l'immigration au 16e siècle, et regretté le manque de stratégie à moyen ou à long terme du gouvernement actuel du Maroc en vue de traiter de manière efficace ce problème.

Le comité a ensuite écouté la contribution de Driss El Yazami, président du Conseil national pour les droits de l'homme au Maroc, qui a exposé les mutations intervenues ces dernières décennies en matière de migrations. Soulignant la nature diversifiée des migrants actuels, au nombre desquels figurent des diplômés universitaires, et le nombre élevé de femmes et d'enfants qu'on y dénombre aujourd'hui, il a indiqué que tous les pays du monde sont maintenant touchés et tous sont des pays de départ. Il a par ailleurs souligné la nécessité de débattre le fait que la question des migrations est utilisée comme instrument de campagnes politiques, ainsi que des sujets clés de gouvernance internationale et de montée de la xénophobie.

Pour conclure la séance d'ouverture, le Secrétaire général de l'IS a rappelé que l'histoire avait montré que les migrations sont une source de richesse, à la fois économique et culturelle, et que, dans la crise actuelle, les droits fondamentaux de nombreuses personnes sont bafoués et beaucoup trop d'États ne les respectent pas. Le niveau actuel d'injustice est immense si l'on considère les millions de personnes déplacées par les guerres, les conflits civils, la famine et les difficultés économiques. Il a souligné en particulier la nécessité,

face à cette crise, d'agir en phase avec les valeurs qui unissent notre mouvement et incarnent notre identité, et d'œuvrer pour parvenir à des solutions politiques et humaines au lieu de recourir à l'usage de la force.

En décrivant les tâches qui nous attendent, le président du comité a insisté sur la nécessité urgente de concevoir un plan d'action; de parvenir ensemble à un diagnostic de la situation dans différentes parties du monde afin d'identifier les causes réelles des circonstances présentes et de remonter à la source plutôt que de s'attaquer aux conséquences; de traiter le phénomène des migrations comme symptomatique du chaos et de la destruction des institutions auxquels on assiste dans de nombreux pays; de chercher des solutions autres que des solutions militaires répressives; et de porter un regard neuf sur le concept de sécurité, en plaçant l'être humain au centre des préoccupations.

Comme invité spécial, Tun Khin, un activiste rohingya de renommée internationale, a fait une présentation sur l'histoire et le sort de ce groupe ethnique de Birmanie, les Rohingyas, qui ont été dépossédés de leur nationalité. Sur une population de 3,5 millions, plus de 1,5 million ont été forcés de fuir leur patrie en Birmanie en raison des persécutions et des violences qu'ils subissent. À l'heure actuelle, 8 000 Rohingyas sont amassés sur des bateaux qui dérivent en mer, les pays voisins refusant de les accueillir. Il a souligné à qu'il était important de s'attaquer aux causes profondes du déplacement de son peuple.

Lors des discussions, il a été rappelé que, même si l'accent est mis actuellement sur le sort des migrants en mer, les migrations se font aussi en traversant le désert et que de nombreuses personnes meurent ainsi en Afrique. En insistant sur les bénéfices de la migration, on a souligné que ce n'était pas la migration en soi qui était problématique, ce sont les migrations illégales auxquelles il faut s'attaquer. On a également jugé qu'il était nécessaire de forger un lien entre migration et développement et d'adopter des programmes de transfert de technologies afin de stimuler le développement, quand il le faut. Alors qu'on s'attendait à ce que la globalisation et la révolution informatique apportent le progrès, elles ont dans certains cas apporté la terreur, la guerre, l'arrivée des tanks et fait encore plus de victimes. La communauté internationale doit renouveler ses efforts politiques en vue de la libération des peuples opprimés. En ce qui concerne l'Europe, la nécessité de partager le fardeau ainsi que le besoin d'action urgente pour sauver des vies ont été soulignés.

Il importe de formuler une approche qui soit basée sur le genre, vu le nombre élevé de femmes qu'on dénombre parmi les migrants et leur vulnérabilité spécifique face aux abus.

Pour conclure ses discussions, le comité a adopté une Déclaration et convenu de poursuivre le travail engagé lors de réunions précédentes, à savoir la rédaction d'une Charte des droits des migrants, dans l'objectif de la présenter pour qu'elle soit adoptée lors du prochain Conseil de l'Internationale socialiste qui doit avoir lieu au siège des nations unies à New York, les 6 et 7 juillet. La Charte vise à fournir aux partis membres de l'IS un code de conduite pour l'action politique.

DÉCLARATION

Original: Espagnol

1. La migration est un phénomène global qui touche tous les pays et tous les continents.
2. Les migrants sont avant tout des êtres humains et, à ce titre, ils jouissent de droits.
3. Les situations de crise et les conflits graves qui se manifestent dans diverses régions du globe se traduisent par des pertes tragiques et irréversibles d'innocents parmi les victimes de situations dont elles ne sont pas responsables. Vu la recrudescence de ces tragédies, le Comité pour les migrations a décidé de se réunir de toute urgence pour discuter de la situation et demander des mesures immédiates.
4. L'Internationale socialiste espère trouver des solutions exhaustives, durables et équitables, susceptibles de s'attaquer aux causes profondes de la migration forcée.
5. L'Internationale socialiste est bien consciente de l'obligation morale d'agir de façon urgente pour mettre fin à ce bain de sang, qui remet en question les principes fondamentaux de l'ordre social.
6. Le Comité pour les migrations de l'Internationale socialiste exhorte tous ses partis membres à rester fidèles à leurs principes et à agir de manière décisive dans des circonstances où la neutralité et l'indifférence ne sont pas une option.

7. Nous devons rejeter les solutions aux crises humanitaires qui seraient fondées sur la logique ou sur la force, ou s'appuieraient exclusivement sur le maintien de l'ordre. Nous rejetons également la criminalisation des migrants. Dans leur situation précaire, ils ne peuvent, quelles que soient les circonstances, être considérés comme étant responsables de leur situation.
8. Nous, socialistes, devons être guidés par les principes et les valeurs que nous avons partagés en tant que socialistes, à savoir le respect de la dignité de toutes les personnes, l'égalité en termes de droits et d'opportunités et la quête de la justice dans toutes les actions : il n'existe pas d'objectif politique plus important, plus urgent que la sauvegarde de ces principes.
9. Nous incitons vivement les gouvernements socialistes et les représentants des partis à tous les niveaux à proposer immédiatement des initiatives efficaces et à s'engager à agir de toutes leurs forces et en s'appuyant sur toutes leurs ressources pour endiguer les pertes de vies humaines résultant des migrations illégales.
10. Il convient de chercher à obtenir l'accord et l'engagement des divers États, à la fois au niveau des institutions régionales et dans le contexte des Nations Unies ; cependant, la responsabilité individuelle des États ne peut pas attendre, ni dépendre de l'existence de ces accords ou engagements à l'échelon supranational.
11. Les États sont dans l'obligation de respecter le droit international, en vertu des traités et conventions dont ils sont parties, mais ils ont aussi le devoir moral d'agir sans tarder pour sauver des vies humaines qui dépendent d'actions et de décisions qui sont en leur pouvoir.
12. L'Internationale socialiste tient à souligner le cas des victimes de situations rentrant dans le cadre de la Convention de 1951 et exhorte tous les pays signataires à respecter scrupuleusement les dispositions de cette dernière.
13. Le cas des Rohingyas en Birmanie exige que la communauté internationale dans son ensemble et les pays avoisinants en particulier prennent leurs responsabilités et protègent ces peuples persécutés dans leur lieu d'origine, qui ne bénéficient d'aucune protection internationale permettant de mettre fin à l'oppression qu'ils subissent, ni même du moindre geste de solidarité qui puisse leur offrir un refuge. L'Internationale socialiste exhorte les autorités birmanes à cesser les persécutions en tout genre que subissent les Rohingyas, à reconnaître leur nationalité et les droits qui sont les leurs.
14. Les populations des pays d'Afrique subsaharienne sont affectées par des conflits armés, sociaux et d'égalité des sexes, et par une extrême pauvreté. L'émigration est le seul recours qu'elles ont pour y échapper. Bien que les feux des médias soient tournés vers les migrants traversant la Méditerranée, la nouvelle carte géopolitique des flux migratoires montre que, dans leur majorité, ces migrants se rendent dans d'autres pays d'Afrique. L'Internationale socialiste exhorte les partis socialistes de cette région à renforcer leur politique de protection des migrants afin de garantir leur sécurité et le respect de leurs droits.
15. Le Maroc est l'un des pays de transit qui est devenu un pays de destination pour beaucoup, et les autorités ont cherché à mettre en place une politique d'acceptation et d'intégration.
16. Trop souvent, les migrants visant l'Europe comme destination finale, sont victimes d'abus des réseaux de trafiquants cupides et impitoyables qui les mettent dans des situations où ils risquent leur vie. L'Internationale socialiste appelle de toute urgence tous les responsables politiques à lutter contre ces organisations criminelles, mais aussi à utiliser tous les moyens en leur possession pour prévenir d'autres pertes de vies humaines. Il importe également de s'attaquer en priorité aux différentes causes, de réfléchir aux perspectives et aux solutions dans le cadre d'un dialogue franc auquel participeront les leaders politiques d'Europe et d'Afrique, afin de trouver des solutions globales, équitables et pérennes aux crises qui provoquent des migrations forcées.
17. Outre les actions mises en œuvre directement par les États, des organisations comme l'UNHCR qui sont vouées à la prise en charge de millions de réfugiés et victimes de conflits, ont besoin de toute urgence de ressources financières plus importantes pour répondre à des besoins croissants. Nous appelons donc tous les États à contribuer ensemble à la prise en charge de ces coûts inévitables.
18. Lors de sa prochaine réunion, qui aura lieu les 6 et 7 juillet, au siège des Nations Unies à New York, l'Internationale socialiste réfléchira à l'adoption d'un engagement international à l'échelle mondiale, y compris l'adoption d'une Charte des droits des migrants, qui deviendra un code de conduite obligatoire pour l'action politique de ses partis membres.

Turquie

L'IS félicite ses partis membres en Turquie

8 juin 2015

Alors que les derniers bulletins de vote sont comptés dans les élections législatives turques, l'Internationale socialiste félicite chaleureusement ses partis membres, le CHP et le HDP, pour leurs résultats au terme d'une campagne électorale difficile marquée par des attaques contre les partis de l'opposition au cours desquelles deux personnes ont trouvé la mort et plus de 100 ont été blessées le 5 juin lors d'une double explosion avant le rallye du HDP à Diyarbakir, alors qu'un candidat parlementaire du CHP a été blessé au cours d'une attaque armée dans la province d'Adana, dans le sud du pays.

L'Internationale socialiste est particulièrement heureuse de constater que le HDP a dépassé le seuil excessivement élevé et non démocratique de 10 % pour entrer au parlement, recueillant plus de 12 % des suffrages, alors que le CHP a conservé sa position avec 25 % du vote national. Nous remarquons avec tout autant de satisfaction le nombre record de femmes élues au parlement.

Le résultat de ces élections démontre clairement que les citoyens turcs soutiennent une démocratie parlementaire multipartite. Alors que la Turquie entame une période de négociations à la recherche d'une coalition gouvernementale viable, et avec la possibilité de nouvelles élections en perspective, l'Internationale socialiste exprime sa solidarité avec ses partis membres et avec toutes les personnes en Turquie qui recherchent des solutions social démocrates, la justice sociale, l'égalité des chances et le plein respect des libertés et droits de tous les citoyens.

La CEI, el Caucase et la Mer Noire

Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer à Erevan

8-9 juin 2015



Le comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire s'est réuni à Erevan, en Arménie, les 8 et 9 juin 2015, accueilli par le parti membre de l'IS dans ce pays, le FRA-Parti Socialiste. La réunion, qui était ouverte par le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, était présidée par Armen Rustamyan (Arménie, FRA, co-président du comité), Alexandra

Dobolyi (Hongrie, MSZP, co-présidente du comité) et Oleg Tulea (Moldavie, PDM, vice-président du comité). Les participants venus des différents pays de la région ont abordé les trois thèmes à l'ordre du jour, qui sont les priorités de la région : renforcement et élargissement de la démocratie ; obtention de la paix et résolution des conflits ; progression du programme social-démocrate.

La réunion était marquée par la présence d'une délégation du SDPA, le parti membre de l'IS en Azerbaïdjan, dont la pleine participation à la réunion et aux débats symbolisait l'esprit de coopération et de

dialogue qui caractérise le mouvement social-démocrate mondial. En dépit des tensions permanentes entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les représentants de la FRA et du SDPA ont participé à des échanges fructueux au cours des deux journées. À la fin de la réunion, les membres du comité ont adopté une déclaration qui couvrait les principaux points de consensus.

Lors de l'ouverture de la réunion, toutes les personnes présentes ont observé une minute de silence en mémoire de Vahan Hovanesian, ancien dirigeant de la FRA et co-président du comité, décédé en décembre 2014.

Dans le cadre du thème de la résolution des conflits, le comité a réitéré la conviction fondamentale de l'Internationale comme quoi la paix est nécessaire pour le développement et la prospérité. La déclaration reflétait la position établie de l'Internationale sur la nécessité du dialogue comme moyen de mettre un terme aux conflits non résolus. Le comité a également demandé un cessez-le-feu et le respect du droit international dans l'est de l'Ukraine, et le respect des dispositions de l'accord de Minsk II.

Les conflits sont également liés à la démocratie, car l'établissement d'une véritable démocratie peut contribuer à éliminer le déficit en droits et libertés qui est l'une des causes des conflits. Des échanges approfondis ont eu lieu à propos du renforcement et de l'élargissement de la démocratie, reconnaissant l'absence d'une démocratie efficace dans les pays représentés à la réunion. Les participants ont réfléchi à la nécessité de la libre expression de la volonté politique et ont discuté des possibilités pour une meilleure coopération entre les partis de l'Internationale socialiste dans la CEI, le Caucase et la mer Noire pour faire progresser les buts partagés.

La démocratie ne concerne pas seulement les élections. Elle se reflète aussi dans les opportunités dont disposent les partis de l'opposition pendant les périodes entre les élections. Dans une démocratie fonctionnelle, l'opposition joue un rôle important de contrepoids au gouvernement et permet de s'assurer qu'il ne gouverne pas sans surveillance. L'opposition sévèrement diminuée et réprimée dans de nombreux pays de la région ne peut ni demander de comptes au gouvernement ni se préparer à de futures élections.

Les participants ont également convenu d'accorder une grande importance à l'ordre du jour social démocrate comme moyen de mieux communiquer le message de la social démocratie. Il fut convenu que la social démocratie était grandement nécessaire dans la région afin de présenter une alternative viable au nationalisme et au néo-libéralisme. L'idéologie social démocrate, qui se focalise sur les besoins de tous plutôt que sur ceux de quelques privilégiés, devrait parler aux citoyens privés de leurs droits par des régimes autoritaires et anti-démocratiques.

Un domaine spécifique dans lequel les membres de l'IS prennent les devants concerne la lutte contre la corruption. La corruption doit être éliminée avec l'aide d'institutions renforcées, d'un pouvoir judiciaire fort et indépendant et d'une structure claire et transparente pour les poursuites et l'éradication des abus financiers.

Les rapports sur les situations nationales dans les pays présents ont été présentés dans le contexte des thèmes de la réunion. Les participants ont pu entendre que de nouvelles élections présidentielles allaient se dérouler fin 2015 au Belarus malgré la poursuite de l'incarcération du candidat présidentiel Mykalau Statkevich depuis les précédentes élections. Un message de Statkevich a été lu, dans lequel il remerciait l'IS pour son soutien et réaffirmait son engagement envers la liberté, la justice et la solidarité.

La démocratie est également absente au Tadjikistan, où l'élite dirigeante possède un pouvoir et des ressources grandement supérieurs et ne respecte pas les droits fondamentaux. Une augmentation des tensions ethniques et religieuses a également contribué à la précarité de la situation. L'opposition s'est vue refuser son droit démocratique au Kazakhstan, où le parti membre de l'IS, l'OSDP, se préparait aux prochaines élections parlementaires et tentait de présenter une alternative à la domination du parti au pouvoir. L'Azerbaïdjan a également signalé des problèmes au niveau des élections et de l'administration publique.

En Arménie, le FRA-Parti socialiste faisait des efforts pour améliorer le système de gouvernance, en vue d'introduire un développement plus efficace et de renforcer le pluralisme démocratique. Il s'agit d'un grand défi vu le manque d'influence de l'opposition et le vide entre les élections. Des progrès ont été accomplis sur le plan de la démocratie en Géorgie aux élections de 2012, mais la coalition gouvernante n'a pas encore réussi à surmonter les obstacles économiques du pays et la tâche des social démocrates est d'obtenir l'engagement des étudiants, des syndicats et des ouvriers pour changer le consensus néolibéral. Le parti membre de l'IS en Moldavie a rencontré des difficultés d'une nature différente, car dans ce pays le retard mis à former une coalition, ainsi qu'un scandale bancaire, ont créé une situation instable.

Le comité a été informé des derniers développements en Ukraine et écouté les appels du représentant de ce pays pour le retrait des forces et le respect de l'intégrité des frontières de l'Ukraine. La démocratie en Ukraine connaît aussi de graves difficultés, car les autorités tentent de ne pas laisser d'espace permettant aux nouveaux partis politiques de fonctionner. La délégation russe a demandé une focalisation sur le programme social démocrate dans la région afin de contrer les pouvoirs néolibéraux et néonationalistes qui transforment la région post-soviétique en un champ de bataille.

DÉCLARATION

Original : anglais

Le comité de l'Internationale socialiste pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, réuni à Erevan les 8 et 9 juin 2015, a discuté des priorités régionales du renforcement et de l'élargissement de la démocratie, de l'obtention de la paix et la résolution des conflits et de la progression du programme social démocrate.

Renforcer la démocratie

Dans de nombreux pays de la région, le processus démocratique et ses institutions doivent être renforcés, et les partis social démocrates peuvent être en première ligne de ces efforts.

Le comité condamne les pratiques antidémocratiques répandues dans les pays de la région, où l'absence d'élections libres et justes ne donne aucune possibilité de changement démocratique du gouvernement. Les parties de l'opposition se voient trop fréquemment refuser la parole, car l'élite gouvernante peut supprimer l'opposition en manipulant leur accès au pouvoir. La libre expression de la volonté politique et sa transposition en représentation parlementaire est la base de toute véritable démocratie et du développement des démocraties multipartites sont cruciales.

Le comité soutient la proposition de son parti membre pour la transition à un système électoral totalement proportionnel en Arménie, accompagné par l'adoption de changements constitutionnels visant à adopter une forme de gouvernement parlementaire. Le pays a également besoin de mesures juridiques pour renforcer l'opposition dans son rôle de contrôle et de contrepois des autorités, et de pleine indépendance du pouvoir judiciaire.

Le comité a noté que des élections présidentielles seront à nouveau organisées au Belarus, en dépit des nombreux problèmes non résolus découlant des précédentes élections en 2010. L'incarcération arbitraire des opposants politiques est inacceptable et nous réitérons le soutien de l'IS à Mykalau Statkevich, qui reste en prison malgré les appels répétés de l'IS et d'autres acteurs internationaux pour sa libération.

Le comité exprime sa solidarité avec le parti membre de l'IS au Kazakhstan, l'OSDP, qui construit une large coalition avec l'Assemblée civique nationale pour se préparer aux prochaines élections parlementaires. Il soutient tous les efforts du parti pour fournir une véritable alternative à l'autoritarisme, prenant la forme d'un État démocratique et socialement responsable.

Le comité se félicite des profonds changements démocratiques dans les sphères de la liberté d'expression, des médias et du pluralisme politique qui se sont déroulés en Géorgie depuis 2012. Nous continuons à

encourager la coalition gouvernante à donner la priorité aux politiques orientées sur le développement, pour permettre à la Géorgie d'obtenir une économie plus inclusive et juste et pour lutter contre la pauvreté et les inégalités extrêmes.

Le comité considère que l'établissement d'une véritable démocratie peut aussi contribuer à faire avancer la cause de la résolution des conflits en éliminant le déficit en droits et libertés qui est une cause de conflit.

Résolution des conflits

Le comité reconnaît que les conflits non résolus de la région sont une question urgente à résoudre et souligne que la nécessité de la paix et de la protection de la vie est une priorité absolue. La paix passe avant tout, car sans elle il ne peut y avoir ni prospérité ni développement. Le conflit introduit aussi des défis supplémentaires pour la démocratie quand il est utilisé comme prétexte pour restreindre l'opposition et consolider le pouvoir.

Le travail du comité souligne l'importance fondamentale du dialogue pour le processus de résolution des conflits, et le rassemblement de représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à Erevan démontre le caractère unique de l'Internationale socialiste à cet égard. La résolution d'un différent de si longue date, mettant en jeu un grand nombre de revendications de la part des différents protagonistes, exigera beaucoup de patience et de dévouement. L'IS continuera à favoriser cet esprit de dialogue et de compréhension mutuelle par le biais du travail de son comité et utilisera l'opportunité créée par cette réunion pour atteindre les dirigeants des deux pays dans l'intérêt de la paix.

Le comité réitère sa déclaration sur la résolution des conflits et l'obtention de la paix dans la région publiée à Astana en septembre 2014 et regrette l'absence de progrès accomplis pour obtenir un véritable cessez-le-feu en Ukraine. Nous exhortons les parties du conflit à respecter le droit international et à appliquer le cessez-le-feu, comme l'exige l'accord de Minsk II, ainsi que toutes ses autres dispositions.

Le programme social démocrate

Le comité considère que le développement et le renforcement de la social démocratie est grandement nécessaire dans la région afin de présenter une alternative viable au nationalisme et au néo-libéralisme. Le défi pour les partis social démocrates de la région est de communiquer leur vision pour le pays d'une manière qui parle aux citoyens ordinaires. Vu le déficit de démocratie dans la région, il est important que les partis social démocrates renforcent leur coopération avec des partenaires partageant la même vision dans d'autres pays pour construire un message cohérent.

La social démocratie a un rôle crucial à jouer dans la lutte contre les inégalités, qui est primordiale pour le développement à long terme des pays de la région et pour la prospérité de ses citoyens. Le rôle de la social démocratie est de s'opposer de manière constructive aux politiques qui se focalisent simplement sur le service de groupes d'intérêts bien déterminées, en donnant plutôt la priorité à la promotion de l'égalité, de la justice sociale et du développement durable dans l'intérêt de tous les citoyens.

Les partis social démocrates s'engagent dans la lutte contre la corruption, qui est un moyen permettant au pouvoir de s'ancrer et qui dévie les fonds publics de leur destination prévue. La corruption est un fléau que l'on doit attaquer sous toutes ses formes, avec l'aide d'institutions renforcées, d'un pouvoir judiciaire fort et indépendant, et d'un cadre clair et transparent pour les poursuites des abus financiers et leur éradication.

Yémen

Pour la paix au Yémen

16 juin 2015

Les pourparlers de paix qui se déroulent actuellement à Genève sont cruciaux pour établir le cadre d'un dialogue sensé entre toutes les parties et acteurs yéménites de la crise actuelle.

Le principal en jeu est le destin des Yéménites, leur pays et leur avenir et leur possibilité de continuer à progresser dans la recherche d'une société inclusive et d'une démocratie efficace. Malgré les nombreux obstacles rencontrés, le Yémen était jusqu'à présent l'un des pays où les personnes et leurs mouvements avaient réussi à produire un changement positif.

Il est essentiel que tous les membres de la communauté internationale et du Conseil de sécurité de l'ONU apportent leur soutien et donnent une chance de réussite à ces pourparlers et à ce processus.

Le gouvernement légitime du Yémen devrait être autorisé à reprendre ses fonctions à Sana'a. Toutes les forces irrégulières et les groupes armés devraient respecter un cessez-le-feu et se retirer des villes qu'ils occupent actuellement. Les frappes aériennes devraient cesser et la vie normale devrait reprendre.

Notre Internationale demande à toutes les personnes impliquées dans ce conflit, au Yémen comme à l'extérieur, d'agir pour la paix et de donner la priorité aux Yéménites.

Dans la recherche de ces objectifs, nous soutenons entièrement le sponsoring par les Nations unies de ces pourparlers, en restant conscients que la participation de cette organisation restera essentielle dans un avenir proche.

Mali

Accord de paix au Mali – un jalon dans le retour à la stabilité sécurité au Sahel

21 juin 2015

L'Internationale Socialiste se félicite de la signature hier de l'accord de paix et de réconciliation extrêmement important entre le gouvernement du Mali et la coalition de coordination des groupes armés représentant les rebelles dirigés par les Touareg, concluant ainsi des mois de difficiles négociations avec une médiation internationale dirigée par l'Algérie, suite au conflit armé qui a débuté dans le nord du Mali en 2012.

Notre Internationale a activement soutenu la recherche de la paix et de la stabilité au Mali et dans toute la région du Sahel, qui a été un thème central de l'ordre du jour de réunions successives de son Présidium, avec la participation de SE le Président Ibrahim Boubacar Keita du Mali et d'autres leaders de la région, des réunions de son Conseil et plus récemment de la dernière réunion du Comité Afrique de l'IS dans la capitale du Mali, Bamako, en avril dernier.

Nous félicitons toutes les parties impliquées et nous reconnaissons notamment l'engagement courageux de SE le Président Keita pour apporter la paix et la réconciliation dans son pays. Nous nous réjouissons de la réussite de ces accords et nous réaffirmons notre soutien au peuple du Mali qui œuvre désormais dans l'esprit de reconstruire l'intérêt général du pays et une détermination partagée pour retrouver le chemin du développement et de la cohésion sociale.

Le Sahel doit rester une priorité de coopération pour la communauté internationale, car de nombreux défis persistent pour les peuples de cette région, parmi lesquels la pauvreté extrême, la criminalité transnationale, le trafic de drogue et de migrants, l'extrémisme religieux, le terrorisme et la prolifération des armes. La réussite de la mise en œuvre de ces accords clés signés hier est cruciale non seulement pour le Mali mais aussi pour tous les peuples de la région du Sahel. L'Internationale Socialiste restera engagée avec ses partis membres dans la région, les institutions et les sociétés civiles, tendue vers les objectifs partagés de la paix et du progrès.

Conseil

Reunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à New York

6-7 juillet 2015



Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni les 6 et 7 juillet au siège des Nations Unies à New York alors que les délégués des partis membres de l'IS et des invités se sont rassemblés pour débattre des questions clé pour notre mouvement figurant dans l'agenda mondial. Au cours de cette réunion de deux jours, les participants ont examiné les thèmes de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, notre engagement envers les objectifs de développement durable, le changement climatique et COP21.

Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a ouvert la réunion et a accueilli tous les délégués. Il a présenté les thèmes à l'ordre du jour, soulignant qu'il s'agissait de domaines dans lesquels une forte influence social démocrate est nécessaire. Pour chaque thème, les participants pourront entendre des interventions des personnes directement affectées et d'autres responsables de l'orientation des débats au plan international. L'un des points forts de l'Internationale Socialiste a été sa capacité à contribuer à ces discussions depuis de nombreuses perspectives différentes et de s'engager au niveau institutionnel,

aujourd'hui en démontrant son soutien aux idéaux et au travail des Nations Unies par la tenue de cette réunion au siège de l'ONU.

George Papandreou, Président de l'IS, a entamé son discours d'ouverture en revenant sur le résultat du référendum organisé le jour précédent en Grèce et en donnant son analyse de la situation qui avait amené à ce résultat, faisant référence à de nouveaux clivages dans la société suite à des politiques régressives et au plan mondial pour ceux qui ont le sentiment d'avoir profité de la mondialisation et ceux qui pensent le contraire. Il a fait référence à la déclaration du Présidium de l'IS à propos de la Grèce, publiée à la veille de cette assemblée du Conseil, qui lançait un appel aux dirigeants européens. Il a également souligné que les thèmes de cette réunion reflétaient les priorités du mouvement progressif mondial. Il a ajouté que le monde avait besoin d'une action coordonnée contre le terrorisme et devait placer les droits de l'homme au centre des questions du développement et de la coopération mondiale sur le changement climatique.

Sur le thème de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, les représentants des pays directement touchés par des actes terroristes ont présenté la situation telle qu'ils l'ont vécue. Des rapports sur la lutte continue contre le groupe terroriste appelé ISIS ou Daech ont été présentés par l'Irak et la Syrie, demandant le soutien renforcé de la communauté internationale au front de leur lutte. De nombreux intervenants ont souligné la nécessité de respecter et de défendre les valeurs de notre Internationale face au terrorisme et à la violence, et de ne pas abandonner la démocratie et les libertés à la recherche de la sécurité. Un État démocratique efficace est un contre-exemple aux partisans de la peur et de la terreur, et doit être protégé. Un autre message fort s'étant dégagé des participations était qu'une coopération internationale bien plus efficace sera nécessaire pour lutter contre les nouvelles menaces pour la sécurité qui émergent dans le monde. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, au Sahel et dans d'autres régions du monde où sévissent des groupes terroristes, ceux-ci ne tiennent pas compte des frontières nationales. La réaction doit donc être internationale et multilatérale. Une déclaration présentant la position de l'Internationale face au terrorisme et à l'insécurité dans le monde, faisant référence à plusieurs situations spécifiques mentionnées pendant les débats, a été adoptée par le Conseil. Des interventions ont également été entendues de la part des représentants des partis membres de l'IS en Israël et en Palestine, et une déclaration du Conseil sur la question palestinienne a été adoptée.

Au sujet des objectifs de développement durable (ODD), une allocution a été faite par Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, PNUD, qui soulignait que 2015 était une année offrant une opportunité pour le développement unique pour notre génération. Elle a exprimé sa conviction comme quoi des objectifs mondiaux ambitieux pourraient motiver les personnes à œuvrer pour une cause commune, et comme quoi les ODD cibleraient des activités inachevées depuis la période des objectifs du Millénaire pour le développement, en incorporant les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement au sein d'un programme à trois piliers. Les interventions diversifiées des participants sur ce thème ont souligné le rôle important que le développement durable peut jouer pour la paix et la prospérité, en s'attaquant aux inégalités et aux droits des femmes et des minorités. Le consensus était que les ODD étaient extrêmement représentatifs de nombreux objectifs fondamentaux de la social démocratie, ce qui se reflète dans une déclaration à ce sujet.

L'Internationale Socialiste continue à accorder une grande priorité à la lutte contre le changement climatique catastrophique, notamment au vu du prochain sommet COP21, au cours duquel on espère vivement qu'un accord complet longtemps attendu sur la lutte contre le changement climatique sera signé. Dans un discours d'introduction sur ce thème, Elio Di Rupo (Belgique PS), Vice-président de l'IS, a appelé à l'adoption d'un modèle économique différent en relation avec le changement climatique, afin d'encourager la justice mondiale sur le climat. Il a ajouté qu'il fallait adopter une manière différente de partager la planète, qui combinerait la lutte environnementale, une meilleure justice sociale et une lutte plus efficace contre la pauvreté. Mohamed Waheed, ancien Président des Maldives, a également fait un discours d'introduction dans lequel il présentait les défis spécifiques des petits états insulaires confrontés au changement climatique. Ces pays sont souvent de basse altitude, reculés et sous-développés, et ont besoin d'un accord progressif à Paris, allant au-delà de l'atténuation pour contribuer au processus d'adaptation. Le Conseil a adopté une déclaration sur le changement climatique et la COP21, soulignant les points de vue de l'IS alors que nous nous approchons de ce moment extrêmement important pour l'avenir de la planète.



Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général de Nations Unies

Jan Eliasson, Secrétaire général adjoint des Nations Unies, était invité à présenter une intervention spéciale dans laquelle il a souligné les tâches de l'ONU dans une situation internationale toujours plus complexe marquée par une plus grande incertitude et de nombreux bouleversements et conflits. Les facteurs ethniques et religieux des crises actuelles signifient que les outils diplomatiques classiques ne fonctionnent plus aussi bien qu'autrefois. Les nations se fracturent et posent de graves dangers pour la sécurité régionale et internationales. Il a souligné que toutes les solutions internationales exigeront une formule basée sur la paix, le développement et les droits de l'homme. Après son intervention, Eliasson a répondu à des questions des participants portant sur le

mandat de l'ONU, les conflits au Sahel et au Yémen et le respect du droit international, soulignant sa conviction comme quoi l'ONU est une force pour le bien, mais qu'il reste des occasions dans lesquelles des efforts supplémentaires des membres sont nécessaires pour que l'organisation puisse respecter sa charte et ses obligations envers tous les peuples du monde.

Conformément à une décision prise par la précédente réunion du Conseil, l'ordre du jour comportait un point portant sur les perspectives de l'Internationale Socialiste sur le problème du génocide arménien, au vu de sa reconnaissance par plusieurs parlements nationaux et institutions supranationales. Suite à un accord avec les Vice-présidents de l'IS en Arménie et en Turquie, il était annoncé et accepté par le Conseil que l'Internationale Socialiste organiserait une audience spéciale ou une table ronde sur ce thème plus tard dans l'année, intitulée « La reconnaissance du génocide arménien par la Turquie permettrait-elle une véritable réconciliation entre la Turquie et l'Arménie ? » Cette réunion inclurait la participation de représentants des partis membres de l'IS en Turquie et en Arménie ainsi que ceux d'autres partis membres intéressés, surtout des intellectuels, dirigeants d'organisations sociales et autres personnes invitées.

Suite à un travail intensif de la part du Comité de l'IS sur les Migrations, l'ébauche finale de la Charte de l'IS sur les Droits des Migrants a été présentée au Conseil par Habib el-Malki (Maroc, USFP), Président du Comité. Cette Charte met la question des migrations au cœur du programme de l'IS en se focalisant sur les droits de chaque migrant, qui sont si souvent ignorés dans les débats nationaux sur cette question. Le Conseil a adopté la Charte à l'unanimité, soulignant l'engagement de l'Internationale envers les droits fondamentaux de toutes les personnes vivant sur la planète.

La récente mission de l'IS au Sahara occidental a été présentée par Carme Chacón (PSOE, Espagne), Présidente du Comité Méditerranée de l'IS, comme apportant une contribution active de l'IS au processus de paix. Conformément aux résolutions et décisions antérieures de l'Internationale Socialiste, la mission a mené des débats sur place avec les parties du conflit et un rapport a été préparé. Juan Antonio Yáñez-Barnuevo (PSOE, Espagne), qui a dirigé cette mission, a présenté les grandes lignes du rapport et de ses recommandations. Le Conseil, en acceptant le rapport par consensus, a exprimé son appréciation pour le travail du comité et de sa présidente, et sa reconnaissance aux membres de la mission. Le Conseil a convenu de rester activement engagé sur cette question dans l'objectif de contribuer à atteindre une solution politique à ce conflit et à une paix juste et durable dans cette région du monde.

Le Conseil a pu entendre une intervention sur les développements actuels au Venezuela avant le déroulement des élections législatives annoncées pour décembre prochain, et adopté une résolution demandant la libération de Leopoldo López, Daniel Ceballos, Antonio Ledezma et de tous les autres prisonniers politiques, et des garanties des droits et libertés fondamentaux ainsi que le retour des exilés politiques. Une autre résolution demandant le respect des droits du détenu Marafa Hamidou Yaya au Cameroun a également été adoptée.

Les rapports du co-Président du SIFAC et du Président du Comité d'Éthique ont également été approuvés. Le Conseil a noté, conformément aux statuts, la résiliation de l'adhésion de quatre partis en raison du non-paiement des frais d'adhésion.

La réunion du Conseil a élu Driss Lachgar, leader de l'USFP, Maroc, comme un Vice-président de l'IS et nouveau membre du Présidium de l'IS.

Enfin, le Conseil est convenu de tenir sa seconde réunion de 2015 à Luanda, en Angola, acceptant l'invitation fraternelle du MPLA, le parti membre de l'IS dans ce pays.

Turquie

L'IS condamne l'attentat terroriste en Suruç, Turquie

21 juillet 2015

L'Internationale Socialiste condamne vigoureusement l'attentat terroriste perpétré hier à Suruç, Turquie, faisant 30 morts et des centaines de blessés. Nous adressons nos plus sincères condoléances aux familles et amis des victimes et exprimons notre sympathie envers la nation turque.

L'explosion, qui s'est produite au parc du Centre culturel Amara à Suruç, où des centaines de jeunes étaient rassemblés en soutien à l'aide à la reconstruction de la ville de Kobané, serait commanditée par l'organisation terroriste connue sous le nom d'ISIS ou Daesh.

L'Internationale Socialiste, rappelant la Déclaration sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme émise par le Conseil de l'Internationale Socialiste lors de sa récente réunion aux Nations Unies à New York, déplore ce mépris absolu de la vie humaine et réitère son appel à une réponse multilatérale coordonnée et renforcée au fléau du terrorisme, accompagnée d'une plus grande coopération internationale.

Belarus

L'IS se félicite de la libération de Mikalai Stakovic et d'autres prisonniers politiques au Belarus

24 août 2015

La libération de prison de Mikalai Statkevich et de cinq autres prisonniers politiques au Belarus est saluée par l'Internationale socialiste qui a toujours fait campagne pour sa liberté et ses droits, ainsi que pour ceux de toutes les autres personnes injustement détenues pour des raisons politiques au Belarus.

Statkevich, dirigeant du parti social démocrate biélorussien membre de l'IS (BSDP-NH), et candidat de l'opposition à la présidence aux élections de décembre 2010, était détenu en prison depuis cette date pour avoir participé à des manifestations pro-démocratiques paisibles contre le régime autoritaire du président Lukashenko.

Depuis son arrestation, l'Internationale socialiste est active pour exiger sa libération, et a organisé des réunions en janvier 2011 avec le parti, des journalistes et des organisations des droits légaux, civils et humains dans la capitale biélorussienne de Minsk, durant lesquelles le Secrétaire général de l'IS, au nom de l'Internationale, a dénoncé les injustices du régime et souligné le soutien et la solidarité de l'Internationale socialiste et de ses membres dans le monde entier pour Statkevich et toutes les personnes luttant pour la

démocratie et les droits de l'homme au Belarus. Cet engagement est resté sans faille au cours des quatre ans et huit mois de sa détention, avec des déclarations publiques et des déclarations de l'organisation, et en reconnaissant et soutenant la campagne courageuse de son épouse, Marina Adamovich, qui a été régulièrement invitée à s'exprimer devant le Conseil et durant les réunions du comité de l'IS sur la situation dans laquelle se trouvent Statkevich et d'autres prisonniers politiques au Belarus.

Bien qu'elle se félicite de la libération de Statkevich et des cinq autres prisonniers politiques, l'Internationale socialiste réitère fermement la nécessité d'organiser des élections libres et justes et d'instaurer une vraie démocratie au Belarus. De même, l'IS exige le rétablissement immédiat des droits politiques de Mikalai Statkevich et des autres figures de l'opposition, ainsi que le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les citoyens et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle reste intransigeante dans son exigence d'un gouvernement véritablement démocratique au Belarus. L'Internationale socialiste restera activement engagée dans le soutien de Mikalai Statkevich et des socio-démocrates au Belarus jusqu'à ce que cet objectif soit atteint.

Amérique Latine et les Caraïbes

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes en Colombie

28-29 août 2015



Les 28 et 29 août, le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni à Cartagena de Indias, en Colombie, accueilli par le Partido Liberal Colombiano

(Parti libéral colombien, PLC). Les thèmes à débattre étaient « La paix en Colombie - un objectif commun pour les peuples de la région et une nécessité pour le progrès de tous » et « Les processus électoraux actuels en Amérique latine et aux Caraïbes : perspectives et évaluations ». Les partis membres de la région ont également présenté au Comité des rapports sur la situation dans leurs pays et sur le travail qu'ils y réalisent.

À l'inauguration de la réunion, le Comité a pu entendre l'hymne national colombien et d'autres chants interprétés par une chorale d'enfants de familles déplacées des zones touchées par le conflit armé qui sévit en Colombie depuis plus d'un demi-siècle. Avec le slogan « La réconciliation par la musique » imprimé sur leurs t-shirts, les membres de la chorale ont exprimé les espoirs et les désirs investis par la société colombienne dans le processus de paix actuellement en cours.

Ensuite, une vidéo a été diffusée. Elle avait été réalisée en mars 1990 lorsque le mouvement de guérilla du 19 avril et le gouvernement de Colombie avaient signé l'accord qui a permis de démobiliser le M19 et de réintégrer ses membres à la vie sociale et politique du pays. Cet exemple, qui a presque 25 ans, montre que l'Internationale Socialiste a déjà démontré son engagement envers la paix en Colombie, instaurant la

confiance entre les parties, facilitant le dialogue politique et mettant sur pied une Commission pour superviser le transfert et la destruction des armes du mouvement M19.

Pendant la session inaugurale de la réunion, Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS, Horacio Serpa, dirigeant du PLC et Miguel Vargas Maldonado (PRD, République Dominicaine), Président du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, se sont exprimés.

Luis Ayala commence par remercier le Parti Libéral colombien (PLC). Faisant référence à la vidéo, il a réitéré que les idéaux et valeurs qui inspiraient l'IS il y a 25 ans sont les mêmes que ceux qui motivent l'organisation et ses membres aujourd'hui. Il rappelle que la paix est une condition pour pouvoir incarner et réaliser ces valeurs, en déposant les armes grâce à des actions politiques. Il souligne aussi que cette réunion du Comité à Cartagena de Indias a une signification particulière car elle se tient au moment où le processus de paix entre le gouvernement colombien et le FARC progresse à La Havane, et réaffirme l'engagement de l'IS pour la paix en Colombie. L'IS est venue apporter le même message à propos de la construction de la paix dans d'autres régions du monde souffrant de conflits ouverts ou non résolus, y compris la lutte contre le terrorisme, telles que la Syrie, le nord de l'Irak et d'autres, ou encore dans son travail pour apporter une résolution paisible des conflits au Moyen-Orient, entre la Russie et l'Ukraine, au Sahara occidental, entre la Turquie et l'Arménie. Dans tous ces cas, l'IS et ses partis membres œuvrent pour l'action et le dialogue politique, inspirée par nos idéaux et nos valeurs, a-t-il ajouté. Il mentionne également la crise à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, en plein essor au cours de la réunion du Comité, exprimant la consternation de l'IS face à la situation et la solidarité de l'organisation avec les familles colombiennes habitant à la frontière entre les deux pays, dont la dignité et les droits ont été touchés.

Se référant à la situation économique qui touche les pays de la région, Luis Ayala a vu cela comme un défi pour les partis membres en Amérique latine et aux Caraïbes, et il les a exhortés à faire face aux défis électoraux et le déclin de la popularité des gouvernements et des collectivités politiques tout en maintenant leurs objectifs ambitieux pour le peuple et en restant fidèles aux idéaux et aux principes du mouvement social-démocrate. Il a également souligné l'importance actuelle de la transparence et de proximité avec le peuple et a appelé à maintenir la continuation d'une position claire sur la lutte contre la corruption et le rejet des relations impropres qui peuvent survenir entre la politique et l'argent. Enfin, il a exprimé sa conviction comme quoi l'IS a été, et reste, une présence dans les grands défis auxquels le monde est aujourd'hui confronté, qui sont aussi des défis pour la région. Il a rappelé le long travail de l'IS sur le changement climatique, entre autres, en notant que l'organisation sera présente à la Conférence COP21 de Paris. Luis Ayala a déclaré en conclusion qu'un problème central pour l'Amérique latine et les Caraïbes est de progresser dans la lutte contre l'inégalité et dans cette optique l'IS commencera le travail au cours du second semestre de cette année de la Commission sur ce sujet, avec des personnalités de ce parti du monde et de chaque région.

Horacio Serpa accueille le Comité au nom du PLC et exprime ses remerciements pour la présence de l'IS en Colombie à un moment particulièrement important pour la progression du processus de paix. Il explique qu'actuellement le PLC est le second parti politique colombien, avec 17 sénateurs et 42 députés, et occupant des postes politiques de premier ordre tels que la présidence du Sénat, le ministère de l'Intérieur et le poste de maire de la ville de Cartagena elle-même. Aux élections d'octobre prochain, poursuit-il, le PLC espère se positionner comme la principale force politique en Colombie, souhaitant qu'un membre du parti soit élu Président de la République en 2018. Il indique également à l'auditoire que dans la situation actuelle à la frontière avec le Venezuela, le pays est uni dans son rejet indigné des décisions prises par Nicolás Maduro.

Faisant référence au processus de paix, Horacio Serpa rappelle qu'après son indépendance de l'Espagne, la Colombie a connu deux siècles de conflit. Il décrit les diverses confrontations du XXe siècle comme une vraie tragédie humanitaire. Depuis 1954 le pays a assisté à la montée de différents groupes subversifs. Après la signature de l'accord de paix avec M19, quatre sur sept candidats présidentiels ont été assassinés en 1990, dont Carlos Pizarro León-Gómez et le candidat libéral Luis Carlos Galán, une situation de violence qui a créé un puissant mouvement social et mis en branle le processus constitutif ayant débouché sur la création d'une Assemblée constitutive nationale puis l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1991.

En ce qui concerne le processus de paix en cours entre le FARC et le gouvernement colombien, Horacio Serpa exprime son espoir comme quoi il pourrait déboucher sur une conclusion satisfaisante dans un avenir proche, dans quatre à six mois, et exprime son souhait que l'IS continue à soutenir la Colombie dans la construction de la paix après la signature des accords.

Le Président du Comité, Miguel Vargas Maldonado, remercie également le PLC pour son accueil. Il rappelle qu'au cours de la dernière réunion du Comité au siège de l'Organisation of American States à Washington les 1 et 2 décembre 2014, l'un des défis de la région déjà identifiés était la manière d'appliquer les politiques publiques pour faire au ralentissement économique et rendre possible ce qu'il appelle une « meilleure croissance », consistant à réduire les inégalités et la pauvreté dans nos pays. Il maintient par ailleurs que les gouvernements et les partis doivent relever le défi d'une plus grande transparence, d'un rapprochement du peuple et de la participation des citoyens à la vie politique. Les démocraties de la région doivent être protégées et les libertés renforcées, fait-il remarquer. Dans cette optique, il mentionne l'engagement de l'IS envers la démocratie au Venezuela, rappelant le travail de l'envoyé spécial de l'IS à Caracas en novembre dernier et le rapport qu'il a présenté au Conseil de l'IS à Genève fin 2014. Une fois de plus aujourd'hui, indique-t-il, la crise à la frontière entre la Colombie et le Venezuela et l'état d'urgence promulgué dans la zone par le gouvernement du président Maduro peuvent être vus comme une menace pour la démocratie dans ce pays. Enfin, le président rappelle aux participants les questions à l'ordre du jour de la rencontre et ouvre la réunion au débat.



Mexique, Vice-Présidente du Comité), Ricardo Navarrete (PRSD, Chili) et Margarita Zapata (FSLN, Nicaragua), participent également au débat et offrent leur point de vue sur les processus de paix dans leur propre pays, comme dans le cas de l'intervention des participants du Nicaragua, et formulent des analyses et commentaires sur les opportunités, défis et menaces observés dans l'expérience actuelle de la Colombie.

Juan Fernando Cristo Bustos, Ministre de l'Intérieur colombien, dans son intervention sur le contexte du problème, explique au Comité les origines et la progression des négociations en cours à La Havane. À son avis, la Colombie a aujourd'hui la possibilité de mettre un terme à ce conflit qui dure déjà depuis plus d'un demi-siècle et dont la résolution est cruciale pour le développement du pays. La paix est un souhait de longue date qui semble aujourd'hui être une possibilité réelle pour l'avenir proche. Il reconnaît que les progrès constatés récemment ont été rendus possibles par l'engagement du gouvernement envers le processus de paix. À l'heure actuelle, rappelle-t-il, des négociations concrètes se déroulent à La Havane alors qu'en Colombie on parle déjà des manières susceptibles de permettre aux citoyens d'exprimer leur accord de ce qui a été convenu et des instruments qui pourraient garantir que le FARC abandonne la lutte armée et se réinsère dans la société et dans la politique nationales. Il affirme que l'on peut expliquer les progrès accomplis dans les négociations par plusieurs facteurs : la décision du président Santos de créer un cadre international favorable à la paix dans les relations avec l'Équateur, le Venezuela et les autres pays de la région ; l'adoption de lois reconnaissant les victimes du conflit et leur accordant des réparations et la restitution de leurs terres, sans laisser la discussion et la mise en œuvre de ces questions jusqu'à la fin du conflit ; enfin, la supériorité militaire et stratégique de l'État par rapport aux groupes subversifs. Il faut ajouter à cela le fait que le processus de paix considère les victimes comme sa principale préoccupation, que l'on s'est engagé à demander l'approbation des citoyens du pays et qu'il y a des opposants publics, notamment un secteur de l'opposition au gouvernement. Tous ces aspects sont des éléments nouveaux par

En ce qui concerne le premier point à l'ordre du jour, « La paix en Colombie - un objectif commun pour les peuples de la région et une nécessité pour la progression de tous », les membres du Comité écoutent les interventions des dirigeants du PLC, Eduardo Verano de la Rosa, Fabio Raúl Amin et Héctor Olimpo Espinosa. Les participants d'autres pays de la région, Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua), Marcelo Stubrin (UCR, Argentine), Rafael Michelini (NE, Uruguay, Vice-Président de l'IS), Rafael Tejeda (PRD, République Dominicaine), Henry Ramos (AD, Venezuela, Vice-Président de l'IS), Elsa Espinosa (PRI,

rapport aux expériences antérieures qui n'ont pas abouti. Entre le 1er janvier 2012 et aujourd'hui, poursuit le ministre de l'Intérieur, plus d'un demi-million de victimes des agents de l'État, du FARC, de l'ELN et des groupes paramilitaires ont été indemnisés. C'est ce contexte qui permet de mettre les droits des victimes au centre des négociations entre le gouvernement et le FARC. Pour lui, c'est cette nouvelle focalisation qui explique les progrès du processus de paix. Les débats à La Havane portent actuellement sur le quatrième des cinq points de l'ordre du jour, lié aux droits des victimes. Pour beaucoup, il s'agit du problème le plus complexe à explorer, qui exigera la mise en place de Commissions de la vérité et de confronter des questions de justice transitionnelle. En ce qui concerne la question de l'indemnisation économique et de la restitution des terres, pendant la longue période de confrontation environ deux millions d'hectares ont été prix et quatre millions ont été abandonnés. On a réussi jusqu'à maintenant à restituer cent mille hectares, un chiffre qui devrait passer à un million en 2016.

Le ministre a terminé son intervention en soulignant qu'aujourd'hui la Colombie respire l'air de la démocratie et que sa société devient de plus en plus civilisée et respectueuse de droits de l'homme, ce qui permet de confronter avec confiance l'avenir après la conclusion des accords avec le FARC. Mais il rappelle au Comité que ces accords représentent un début dans la construction de la paix dans le pays, et non pas une fin. Des réunions comme celle-ci, et la poursuite de l'engagement de l'IS envers la Colombie après le conflit sont importantes pour tous les Colombiens et notamment pour les sept millions de victimes des cinquante ans de conflit et pour leurs proches, affirme-t-il.

Pour le second point à l'ordre du jour, concernant les processus électoraux prochainement attendus dans les pays de la région, le Comité a reçu un rapport envoyé par Haroldo Rodas, Secrétaire national adjoint de son parti membre au Guatemala, Unidad Nacional de la Esperanza (Union nationale de l'espoir, UNE). Ce document analyse la crise actuelle du pays, ses conséquences possibles sur les prochaines élections parlementaires fixées au 6 septembre et sur les chances de son candidat, Sandra Torres, une vice-présidente de l'IS, de passer au second tour. Les représentants des partis membres en Argentine, Gabriela Troiano (PS) et Jesús Rodríguez (UCR) présentent au Comité un rapport sur les résultats des élections primaires (ou *paso*, l'acronyme espagnol désignant des « primaires ouvertes, simultanées et obligatoires ») qui se sont déroulées dans le pays le 9 août 2015, et expliquent ce que réservent les élections présidentielles et parlementaires aux candidats, ainsi que pour les autres postes attribués par suffrage populaire. Jorge del Castillo, le représentant du parti péruvien APRA, rappelle au Comité que bien que les élections parlementaires au Pérou se dérouleront seulement l'an prochain, le 10 avril, et sont donc considérées comme lointaines, les campagnes ont déjà été lancées et les sondages indiquent que le candidat du parti Fuerza Popular (Force populaire), Keiko Fujimori, et celui du mouvement Peruanos por el Kambio (Péruviens pour le changement, PPK), Pedro Pablo Kuczynski, sont actuellement en tête. Mais la situation électorale à huit mois des élections est totalement ouverte et APRA est en train de mieux définir sa participation.

Enfin, les représentants des partis membres au Venezuela, Henry Ramos (AD), Manuel Rosales (UNT), Carlos Vecchio (VP) et Jorge Mirabal (MAS), informent le Comité que la crise sociale, économique et politique au Venezuela se détériore rapidement. Confronté à des conséquences négatives prévisibles pour le parti au pouvoir aux prochaines élections parlementaires fixées au 6 décembre, le gouvernement du président Maduro a intensifié les restrictions de la liberté d'expression et des médias, disqualifié de nouveaux candidats politiques pour des motifs administratifs et judiciaires et continué à imposer des restrictions aux droits de l'homme des vénézuéliens. Le Comité a été mis à jour à propos de la situation de Leopoldo López, leader de Voluntad Popular (Volonté populaire) par l'un de ses avocats, Roberto Marrero (VP, Venezuela), confirmant que López reste sous arrestation arbitraire et que ses droits de l'homme sont bafoués. Pour les représentants vénézuéliens, la crise à la frontière entre la Colombie et le Venezuela pourrait s'avérer être une stratégie du parti au pouvoir pour entraver les élections. Les représentants vénézuéliens insistent sur la nécessité absolue d'élections justes le 6 décembre et réitèrent leur appel pour que l'IS soit présente dans le pays aux côtés des démocrates vénézuéliens pendant le processus.

En ce qui concerne les situations nationales, le Comité écoute également les rapports des partis membres en Argentine (Jesús Rodríguez et Gabriela Troiano, UCR et PS respectivement), au Brésil (Marcio Bins, PDT, vice-président du Comité), au Chili (Patricio Tombolini et Pedro Neira, PRSD), au Mexique (Elsa Espinosa, vice-présidente du Comité, PRI), au Nicaragua (Francisco Rosales, FSLN), au Panama

(Humberto López Tirone, PRD), au Pérou (Jorge del Castillo, APRA), à Porto Rico (Rubén Berríos, PIP, Président honoraire de l'IS), en Uruguay (Rafael Michelini, vice-président de l'IS, NE) et au Venezuela (Timoteo Zambrano, UNT).

Progressant dans l'ordre du jour de la réunion, le Comité adopte à l'unanimité une résolution de soutien à la paix en Colombie, qui prévoit de créer une Commission de l'Internationale Socialiste pour contribuer au processus de paix en Colombie. De même, une résolution a été adoptée sur la situation au Venezuela et la crise à la frontière entre ce pays et la Colombie.

Clôturent la réunion, Luis Ayala, Secrétaire Général de l'Internationale, a remercié une fois de plus Horacio Serpa et le PLC pour leur hospitalité et a salué le haut niveau de débat et les accords passés lors de la réunion. Il a rappelé la présence au Conseil à Genève en décembre dernier de Marina Adamovich, épouse du dirigeant biélorusse Mikalai Statkevich, récemment libéré après quatre ans de réclusion politique injuste, et a exprimé son espoir comme quoi Lilian Tintori, qui s'était aussi exprimée à Genève, sera bientôt réunie avec son époux Leopoldo López, en liberté. Tant que les droits de l'homme et la démocratie ne sont pas totalement respectés au Venezuela, Luis Ayala a réitéré que l'IS restera engagée et sera aux côtés de ses partis membres durant les élections du 6 décembre.

Enfin, compte tenu de certains des sujets abordés au cours de ces débats, et reflétant notre engagement à l'intégrité et à l'amélioration de la qualité de nos démocraties, il a proposé que l'ordre du jour de la prochaine réunion pourrait inclure le financement public des partis politiques et la transparence des campagnes électorales, avec une discussion et analyse des processus et systèmes électoraux en Amérique latine et les Caraïbes. Cela a été accepté.

RÉSOLUTION DE SOUTIEN POUR LA PAIX EN COLOMBIE

Déclarant notre soutien et notre solidarité au peuple colombien dans sa quête pour la paix

Original: espagnol

CONSIDÉRANT :

Que l'Internationale socialiste est toujours restée engagée dans les processus de dialogue et de paix dans le monde et apporte son soutien actif à la Colombie depuis le mois de mars, durant la démobilisation du mouvement de guérilla M19 et sa signature d'un accord avec le gouvernement de Colombie durant lequel la présence d'une Commission de l'Internationale socialiste a participé à l'instauration de la confiance et à la supervision du transfert et de la destruction des armes du groupe de guérillas.

Que depuis la réunion de ce Comité à Bogota, en Colombie, en octobre 1999, et le XXI^e Congrès de l'Internationale socialiste organisé en novembre de la même année à Paris, en France, l'Internationale socialiste a exprimé sa position et sa solidarité afin de continuer à participer au processus de paix en Colombie.

Que durant les différentes réunions de l'Internationale socialiste ses partis membres ont exprimé leur intérêt pour la consolidation du processus de paix actuel en Colombie et pour une solution à cette confrontation interne par le dialogue et la négociation actuellement en cours.

Sur la base de ce qui précède, le Comité de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes, se réunissant à Cartagena de Indias, en Colombie :

ARTICLE UN : Réitère sa solidarité expresse avec le peuple colombien dans sa quête pour la paix et dans la recherche d'une solution définitive au conflit armé interne qui dure maintenant depuis 50 ans.

ARTICLE DEUX : Présente son soutien au gouvernement colombien et à son initiative de dialogue et d'engagement au processus de paix mené avec le mouvement de guérilla FARC à la Havane, à Cuba, et exprime son intérêt pour que ces négociations débouchent sur un accord de paix stable et durable.

ARTICLE TROIS : Invite le mouvement de guérilla ELN à suivre l'exemple du FARC en s'ouvrant à un dialogue qui lui permettra de déposer les armes, d'accéder au processus de La Havane ou de lancer un processus indépendant.

L'Internationale socialiste et ses partis membres réunis à Cartagena de Indias, par cet appel à l'engagement en faveur de la paix en Colombie et soutenant la résolution des conflits par le dialogue et la négociation politique, en harmonie avec les préceptes de solidarité, égalité et fraternité qui gouvernent nos partis membres, **CONVIENT** :

De créer la COMMISSION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE POUR LA SUPERVISION DU PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE, et de demander une réunion avec le gouvernement de la République de Colombie afin de faire progresser le processus de paix de manière active dans le cadre des accords que le gouvernement de Colombie négocie actuellement avec le FARC-EP à La Havane, à Cuba.

RÉSOLUTION SUR LE VENEZUELA ET LA CRISE À LA FRONTIÈRE ENTRE LA COLOMBIE ET LE VENEZUELA

Original : espagnol

Réuni dans la ville de Cartagena de las Indias en Colombie les 28 et 29 août 2015, le Comité de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes a exposé à ses partis membres la détérioration de la situation économique, sociale et politique du Venezuela.

Nous avons donné la priorité aux thèmes essentiels tels que les violations des droits de l'homme, la criminalisation de la liberté d'expression, la persécution des médias dont El Nacional, Tal Cual et La Patilla, l'exil et l'emprisonnement des opposants du gouvernement sans procédure officielle et dernièrement la disqualification politique des principaux membres de la Mesa de la Unidad Democrática (MUD).

La résolution suivante présente les points de vue de notre organisation alors que le pays se prépare à organiser ses élections parlementaires le 6 décembre pour élire les députés qui formeront l'Assemblée nationale et :

RÉITÈRE la demande formulée par l'Internationale durant sa réunion du Conseil à New York en

juillet dernier pour que le Conseil électoral national du Venezuela et les agences officielles du Venezuela invitent officiellement l'Internationale en capacité d'observateur international du processus électoral le 6 décembre prochain au cours duquel les délégués parlementaires de la nouvelle assemblée nationale doivent être élus. Cette invitation permettra une surveillance et une évaluation officielles des élections susmentionnées et contribuera à garantir la transparence et la légitimité du processus.

EXPRIME la préoccupation du Comité à propos des événements qui se déroulent à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, qui mettent en danger les relations historiques fraternelles entre les deux nations, désormais compromises par la déclaration d'un ÉTAT D'URGENCE par le gouvernement du Venezuela sans aucune justification pour la prise d'une telle mesure, qui a provoqué des troubles et a humilié des milliers de familles vénézuéliennes et colombiennes et créé un sentiment de vulnérabilité en violant leurs droits fondamentaux et les exposant à la pauvreté.

Nous recommandons donc une gestion humanitaire de la crise, conformément aux lois qui régissent les processus de migration sortante et les accords entre les deux pays. Nous exprimons également notre désarroi face à l'absence d'accords qui déboucheraient sur des solutions immédiates à cette calamité sociale créée par de simples intérêts politiques. Le Comité demande la normalisation rapide de la situation à la frontière par des moyens diplomatiques, le dialogue et la coopération.

République Dominicaine

Présence IS à la cérémonie de l'accord PRD-PLD

7 septembre 2015



Le Secrétaire général de l'IS assiste à l'Alliance entre le parti membre de l'IS, le Parti révolutionnaire dominicain, PRD, et le Parti de la libération dominicaine, PLD, le 7 septembre 2015.

Venezuela

L'Internationale Socialiste proteste contre la sentence infligée à Leopoldo López

10 septembre 2015

Après un an et demi d'incarcération à la prison militaire de Ramo Verde, dans les faubourgs de Caracas, le pouvoir judiciaire vénézuélien s'est prononcé sur la sentence infligée à Leopoldo López, leader politique de l'opposition au gouvernement de Nicolás Maduro et coordinateur du parti Voluntad Popular (VP), membre de l'Internationale Socialiste. Aujourd'hui, la juge Susana Barreiros a condamné López à une peine de prison de 13 ans et neuf mois, qu'il devra purger dans la prison où il est incarcéré depuis le mois de février 2014. Il a été reconnu coupable d'association de malfaiteurs et d'incitation à la violence, d'incendies et de destruction de biens privés lors des agissements violents qui ont eu lieu à Caracas le 12 février 2014.

L'Internationale Socialiste ne peut que refuser la validité et déplorer le caractère arbitraire de cette décision judiciaire. Pendant toute la durée du procès, nous sommes restés très proches de Leopoldo López, de sa famille, de son parti et des forces démocratiques au Venezuela. Nous avons condamné de façon répétée les violations systématiques de ses droits tout au long du procès durant lequel les garanties procédurales ont été régulièrement bafouées. D'entrée de jeu, nous avons dénoncé les raisons politiques motivant la détention de Leopoldo López et réaffirmé son statut de prisonnier politique, et cette sentence ne fait que conforter notre point de vue. Des voix fermes se sont élevées pour accompagner la nôtre, émanant des Nations Unies, de gouvernements, de chefs d'état et d'anciens chefs d'état, de parlementaires et de diverses organisations non gouvernementales qui défendent les droits de l'Homme, ainsi que d'organisations de la société civile.

Face à ces développements, l'Internationale socialiste, tout en protestant de toutes ses forces contre cette condamnation, réaffirme résolument aujourd'hui son engagement en faveur d'une mobilisation renouvelée pour obtenir la libération de Leopoldo López et de tous les prisonniers politiques au Venezuela et pour défendre la démocratie dans ce pays.

L'élection des représentants à l'Assemblée nationale qui aura lieu le 6 décembre 2015 doit être juste et transparente et se dérouler en présence d'observateurs internationaux. La démocratie est le seul moyen légitime de surmonter les tensions et la polarisation ainsi que la grave crise économique et sociale auxquelles le Venezuela doit faire face actuellement.

Par ailleurs, nous regrettons vivement les confrontations qui ont eu lieu ce jour devant le palais de justice de Caracas, se soldant par un mort et de nombreux blessés, en exprimant l'espoir que cette violence cesse immédiatement.

Nous réitérons aujourd'hui notre solidarité inébranlable avec le peuple vénézuélien dans ses efforts pour faire respecter la liberté et les droits de tous ses citoyens et pour surmonter ces moments difficiles.

La crise des réfugiés

L'IS lance un appel de solidarité et d'action politique

14 septembre 2015

L'Internationale Socialiste lance un appel à l'Europe pour qu'elle trouve rapidement un accord sur un plan juste et humanitaire pour accueillir le flux incessant de réfugiés et de demandeurs d'asile fuyant les zones de conflit. Il est important de reconnaître qu'il s'agit d'un problème de dimension globale qui exige que les pays de tous les continents prennent leur juste part de responsabilité, mais il est crucial que l'UE agisse

aujourd'hui en respectant les valeurs, l'esprit de solidarité et de progrès commun sur lesquels elle a été fondée, avec la participation de notre mouvement et conformément à ses obligations morales et légales.

Le déplacement actuel de dizaines de millions de personnes du fait des conflits, de la répression ou de la faim est un fardeau partagé par toute l'humanité. Mais une grande part de ce fardeau est actuellement porté de manière disproportionnée par les pays plus pauvres. Le mouvement massif de personnes, comme le montrent ces dernières années, ne diminue pas. Au contraire, il s'est accentué et continue à augmenter à un rythme toujours croissant. Les conflits qui continuent à toucher de nombreux pays du Moyen-Orient montrent que ce phénomène est loin de toucher à sa fin. Enfin, les terribles conditions de vie dans les régions du monde les plus pauvres ou bien la répression qui sévit dans d'autres entraîneront la poursuite des migrations à grande échelle pour l'avenir prévisible.

Lors de l'Assemblée du conseil de l'IS, qui s'est tenue à l'ONU à Genève en décembre 2014, António Guterres, Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et ancien Président de l'Internationale Socialiste, avertissait que le système humanitaire atteignait son point de rupture. Il a également souligné la nécessité cruciale de s'attaquer aux causes premières qui créent des problèmes humanitaires, et qui doivent être abordés de toute urgence du point de vue politique.

L'Internationale Socialiste reste engagée à promouvoir des solutions politiques à cette crise, convaincue que l'action politique est le seul moyen d'obtenir les conditions nécessaires à la paix, la démocratie et l'égalité. Cette position a été confortée lors des nombreuses réunions de son Comité sur les migrations, de ses comités régionaux et de ses Conseils, dont la plus récente organisée au siège de l'ONU à New York a adopté à l'unanimité une Charte pour les droits des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, à laquelle tous ses partis membres dans le monde souscrivent.

Nous réitérons aujourd'hui notre appel lancé en avril dernier à toutes les personnes responsables en Europe pour une action immédiate et efficace, et comme nous l'avions dit à cette occasion : « L'Europe doit agir, ne serait-ce que pour se sauver elle-même, car le progrès, le bien-être économique ou l'abondance sont inconcevables s'ils coexistent avec le besoin, la peur ou la mort. »

Burkina Faso

L'IS condamne le coup d'état et l'interruption du processus vers la démocratie au Burkina Faso

17 septembre 2015

L'Internationale Socialiste condamne vigoureusement le coup d'état au Burkina Faso et la prise en otage du président par intérim Michel Kafando, du premier Ministre Isaac Zida et d'autres membres du gouvernement par le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), une force d'élite créée par l'ancien président, Blaise Compaoré.

Notre Internationale demande la libération immédiate de toutes les personnes illégalement détenues, le rétablissement du gouvernement provisoire légitime et la reprise complète du processus pour l'organisation d'élections libres et juste programmées pour le 11 octobre.

Alors que l'on signale des fusillades intenses au cours de la nuit dans la capitale, Ouagadougou, et la présence dans les rues de personnes protestant contre l'interruption militaire du processus de transition vers la démocratie, nous rappelons aux forces militaires ayant organisé ce coup d'état que l'opinion publique et les institutions internationales les tiendront responsables des pertes de vie qui en résulteront.

Le Burkina Faso doit pouvoir rejoindre la communauté des nations démocratiques et doit mettre un terme une fois pour toutes à l'ingérence de l'armée dans les affaires politiques du pays. L'Internationale Socialiste exprime sa solidarité et son soutien total à tous les Burkinabés mobilisés pour la démocratie et à toutes les forces politiques démocratiques du pays qui œuvrent à cette fin.

Sommet de l'ONU pour développement durable

L'IS salue l'adoption de l'Agenda 2030 et les objectifs mondiaux

27 septembre 2015

À l'occasion du sommet des Nations Unies pour le développement durable, qui s'est déroulé le week-end dernier à New York, les États-membres ont adopté un agenda de développement durable à l'horizon 2030 et un nouvel ensemble d'objectifs mondiaux de développement durable (ODD). Pour les quinze prochaines années, ces objectifs sont d'éradiquer l'extrême pauvreté, de lutter contre les inégalités et l'injustice et de faire face au changement climatique. L'Internationale Socialiste et ses partis membres ont pris l'engagement solennel de faire aboutir ces objectifs.

L'IS a déclaré en juillet dernier son soutien à l'agenda post-2015, lors de la dernière réunion de son Conseil au siège des Nations Unies. Le Conseil de l'IS a reconnu l'importance de l'année 2015 en termes de développement, affirmant que ces objectifs mondiaux étaient conformes aux valeurs fondamentales du mouvement social démocrate mondial et appelant tous les pays à adopter cet agenda post-2015.

Pour l'Internationale Socialiste, le moment est venu d'engager un plan global d'action et les ODD sont une étape cruciale vers l'éradication de la pauvreté. Cette déclaration d'intention importante doit s'accompagner d'actions, notamment pour garantir l'accès aux moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Un engagement actif est nécessaire pour veiller à ce que le développement, la durabilité et la sécurité aillent de pair ; les avancées technologiques doivent être exploitées pour mettre en œuvre une industrialisation durable qui soit à même d'éliminer la pauvreté et le sous-développement, facteurs qui contribuent à l'insécurité et aux conflits à travers le monde.

L'égalité est un élément crucial de la plateforme de l'Internationale Socialiste, qui considère la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux comme une priorité absolue et une valeur progressive fondamentale. Nous accueillons favorablement toutes les initiatives visant à instaurer l'égalité entre les sexes et à abolir la discrimination fondée sur le sexe. Pour parvenir à l'autonomisation des femmes, il s'agit de mettre fin aux violences à leur encontre, de garantir l'égalité dans l'accès à l'éducation et d'éliminer la pauvreté.

Le succès des ODD repose également sur la volonté et l'ambition de faire face à cette menace majeure pour notre planète et les populations que représente le changement climatique. Pour l'enrayer et inverser ses conséquences catastrophiques que nous voyons déjà se manifester aux quatre coins du monde, il faudra de la part de la communauté internationale un engagement ambitieux et contraignant de lutter contre le changement climatique anthropogène, ainsi qu'en faveur du développement durable, avec, à la clé, la préservation à long terme de notre planète. À cet égard, l'IS et ses partis membres continueront à œuvrer pour parvenir à un accord universel et juridiquement contraignant sur le changement climatique lors du COP21 à Paris.

L'éradication de la pauvreté, la promotion de l'égalité et l'action dans le domaine du changement climatique ont été au cœur des préoccupations de l'Internationale Socialiste, conformément aux trois piliers – économique, social et environnemental – de notre mouvement. L'adoption de ces dix-sept objectifs mondiaux nous donne des raisons d'être optimistes, mais elle doit également encourager les efforts de l'IS

et de ses partis membres pour faire de ces objectifs une priorité de notre génération, afin de construire un meilleur avenir aux générations futures.

Turquie

L'IS condamne l'attaque terroriste massive à Ankara et demande une enquête approfondie

12 octobre 2015

L'Internationale socialiste condamne fermement l'attaque terroriste massive lors d'un rassemblement pacifique à Ankara le samedi 10 octobre, qui a fait plus de cent morts et de nombreux blessés.

Nous transmettons nos plus sincères condoléances aux familles des victimes et exprimons notre grande solidarité avec tous les habitants de la Turquie qui prennent position contre la violence et restent engagés sur la voie démocratique, pour la défense de leurs libertés et la jouissance de leurs droits.

Nous nous rallions aussi aux côtés de tous ceux qui adoptent et défendent les valeurs que nous partageons avec les acteurs politiques en Turquie et nous exprimons tout particulièrement notre solidarité avec le Parti Républicain du Peuple, CHP, aujourd'hui dans l'opposition, et avec le Parti démocratique populaire, HDP, dont les sympathisants ont été ciblés par cette abominable attaque.

En ce moment de deuil, nous souhaitons au peuple turc beaucoup de courage et de détermination pour mettre la paix au cœur de l'avenir du pays et le protéger contre toute tentative pour le déstabiliser ou le détourner de sa voie démocratique à l'approche des élections prévues pour le 1er novembre 2015. Nous demandons aux autorités turques de mener une enquête approfondie et transparente pour identifier les auteurs de ce massacre.

Venezuela

Retour au Venezuela de Manuel Rosales, leader du parti UNT

15 octobre 2015

L'Internationale Socialiste suit de près le retour aujourd'hui de Manuel Rosales, leader du parti Un nouveau temps (UNT), au Venezuela. L'ancien candidat présidentiel s'envolera cet après-midi de l'île d'Aruba vers la ville de Maracaibo, capitale de l'État Zulia, dont M. Rosales a été le gouverneur, mettant ainsi fin à six ans d'exil.

L'Internationale Socialiste est solidaire de la décision du leader d'Un nouveau temps (UNT), l'un de ses partis membres au Venezuela. Avec son retour, Manuel Rosales revendique le droit fondamental qu'a tout Vénézuélien de vivre dans son pays. Il a conscience, avec ce retour, d'être visé par une information judiciaire ouverte contre lui. L'Internationale Socialiste exhorte à nouveau les autorités judiciaires vénézuéliennes à respecter pleinement les garanties des procédures respectives de toutes les personnes visées par une information judiciaire ouverte ou qui purgent leur peine pour des raisons politiques dans ce pays.

L'Internationale voit, dans la décision du retour de Manuel Rosales, une nouvelle preuve de la persévérance et des efforts déployés aujourd'hui par les leaders et membres des forces de l'opposition réunie autour de la

Table pour l'unité démocratique en vue de l'organisation d'élections législatives libres et justes le 6 décembre prochain.

L'Internationale lance un appel pour que les militants de l'UNT, les sympathisants de Manuel Rosales et, en général, les citoyens de Maracaibo, qui ont déjà annoncé leur mobilisation à l'occasion de l'arrivée du leader de l'opposition, voient leurs droits de se réunir et de s'exprimer en toute liberté respectés.

UIP

Réunion de l'IS a la 133eme Assemblée de l'UIP à Genève

18 octobre 2015



Durant la 133^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) à Genève du 18 au 21 octobre, l'Internationale socialiste a organisé son réunion de parlementaires appartenant aux partis membres de l'IS pour échanger sur les principaux points à l'ordre du jour de l'UIP et pour partager des informations sur les développements au sein de leurs propres pays.

Les parlementaires des partis membres de l'IS des pays suivants ont participé à la

réunion : Angola, Belgique, République tchèque, République dominicaine, Finlande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Irak, Italie, Mali, île Maurice, Mongolie, Maroc, Namibie, Niger, Pakistan, Palestine, Roumanie, San Marin, Afrique du Sud, Espagne et Royaume-Uni, ainsi que des invités du Sri Lanka.

Le thème dominant des débats de l'Assemblée était celui des migrations et des moyens plus justes et plus humains que l'on pourrait mettre en œuvre pour gérer ce phénomène. Le point urgent du débat se focalisait aussi sur la protection des réfugiés et sur la conformité au droit international et humanitaire. Le Secrétaire général de l'IS, qui présidait la réunion de l'IS, a rappelé les nombreux débats sur ces questions qui ont eu lieu à différents niveaux au sein de notre Internationale et a fait référence spécifiquement à la Charte des droits des migrants rédigée par le Comité de l'IS sur les migrations et adoptée par le Conseil de l'IS lors de sa dernière réunion en juillet 2015. Pendant les débats sur ces questions, les participants ont souligné différents aspects depuis leur perspective nationale. Un fil conducteur des participations était le fait que nous avons affaire à des êtres humains. Qu'il s'agisse de migrations régulières -et constantes- ou de réfugiés, il incombe à tous les gouvernements de les protéger et de respecter leur dignité. On doit accorder une attention particulière au sort des plus vulnérables, y compris les femmes et les enfants.

La nécessité de s'attaquer aux causes premières de la migration en masse et du nombre grandissant de personnes déplacées en interne et de réfugiés a été soulignée et un appel a été lancé pour une action plus décisive et efficace de la part des gouvernements et des institutions internationales pour obtenir des solutions justes et durables non seulement pour la résolution des conflits mais aussi dans la lutte contre la pauvreté et le chômage.

Un autre aspect souligné se rapporte au respect des règles générales du droit du travail. En ce qui concerne les migrants et les réfugiés, on a fait remarquer que les questions axées sur le droit du travail, l'exploitation du travail domestique, les femmes et les enfants méritent une attention supplémentaire, ainsi que les droits syndicaux des migrants.

Parmi les rapports sur les situations nationales, les participants ont pu écouter le représentant palestinien s'exprimer à propos de la détérioration de la situation entre la Palestine et Israël, et le président du Comité Moyen-Orient de l'UIP. Là aussi, les causes sous-jacentes du conflit ont été soulignées comme des problèmes fondamentaux qui ne peuvent être résolus qu'avec la volonté et l'engagement des deux parties.

Les participants ont également écouté un rapport sur la situation préoccupante en Irak présenté par la chef de la délégation du PUK au parlement irakien, qui a insisté sur le besoin de solidarité internationale. Son pays a du mal à faire face à la menace d'ISIS, compte quatre millions de personnes déplacées en internes, et les kidnappings de femmes et de filles y sont de plus en plus fréquents.

La réunion a également écouté avec intérêt un rapport sur les récentes élections en Guinée qui ont débouché sur le retour au pouvoir du président Alpha Condé à la tête du deuxième gouvernement démocratique du pays.

En conclusion de la réunion, on a rappelé l'importance des organes internationaux pour rassembler les personnes et promouvoir des solutions communes, notant que l'IS défend le multilatéralisme et la solidarité. On a également rappelé la nécessité de plus de politique basée sur les valeurs et les idéaux, des aspects qui font cruellement défaut dans de nombreuses parties du monde à l'heure actuelle.

Mediterranee

Reunion du Comité Mediterranee de l'IS, Barcelona, Espagne

26-27 octobre 2015



Les 26 et 27 octobre 2015, le Comité Méditerranée de l'IS s'est réuni à Barcelone, en Espagne, sous le thème principal **« Pour mettre fin aux conflits - Pour la paix en Méditerranée »**, accueilli par le parti membre de l'IS dans ce pays, le PSOE.

Les débats du Comité se sont axés sur trois aspects du thème principal : 1) Aborder la tragédie humaine avec des solutions humaines 2) Développer et promouvoir des initiatives politiques 3) La défense et

reconstruction de la coopération régionale.

En ouvrant la réunion, la Présidente du Comité, Carme Chacón (PSOE, Espagne) a chaleureusement accueilli tous les participants à Barcelone, la ville qui relie l'Espagne à la Méditerranée et qui est elle-même un creuset de cultures. Elle a évoqué l'une des pires crises auxquelles la région est confrontée, celle des réfugiés fuyant les conflits et ayant besoin d'une assistance urgente. Il incombe à chacun d'entre nous

de faire le maximum pour stabiliser la situation dans les zones de conflit, à la fois pour obtenir la paix et le progrès dans la région et pour permettre aux millions de personnes déplacées de rentrer chez elles. Elle a souligné la nécessité de retrouver l'esprit de dialogue qui a mené au processus de Barcelone en 1995, de déployer de plus grands efforts pour redresser les inégalités qui existent sur les deux rives de la Méditerranée et de lancer une véritable action multilatérale basée sur un pied d'égalité.

Pendant la session d'ouverture, le Secrétaire général de l'IS a fait référence à l'augmentation des conflits dans la région méditerranéenne qui a provoqué la crise humanitaire actuelle, des conflits qui sont aussi le résultat d'une inaction face aux inégalités, à un mauvais gouvernement et à un manque de démocratie. L'hésitation dont font preuve les gouvernements européens pour accueillir les réfugiés, qui représentent en réalité 1 % des réfugiés et personnes déplacées par la force dans le monde, est lamentable. Nous nous souvenons avec nostalgie du concept de la coopération régionale ancré dans le projet de Barcelone d'il y a 20 ans mais des leçons devaient être apprises et un nouveau diagnostic devait être fait, avec de nouveaux objectifs et de nouvelles stratégies. Nous constatons aujourd'hui un déficit de tolérance et de coopération contre lequel nous devons lutter en faisant une promotion plus visible des valeurs politiques que représente notre Internationale.

En tant qu'intervenant d'introduction sur le thème « **Lutter contre la tragédie humaine par des solutions humaines** », Umut Oran du CHP, Turquie, Vice-président de l'IS, a décrit la politique de porte ouverte de la Turquie depuis 2013, qui accueille aujourd'hui plus de deux millions de réfugiés syriens. Cet afflux coïncide avec l'aggravation des problèmes économiques en Turquie, mais des soins de santé gratuits sont malgré tout fournis. L'absence d'enseignement a créé des conditions humanitaires inacceptables telles que le travail des enfants, des mariages précoces et la mendicité dans la rue, alors que la main d'œuvre syrienne informelle a exacerbé les tensions avec la population locale. Le gouvernement ne traite pas les problèmes à cause d'un manque de politique cohérente ou de perspective à long terme en matière de réfugiés, bien qu'il soit clair que le conflit en Syrie ne va pas se terminer dans un avenir proche. Il a souligné la nature mondiale de la crise et donc la nécessité d'une réponse mondiale.

Sur la question des migrations, le Comité a également entendu l'intervention de Moavia Achament Mochamentin, originaire du Soudan qui travaille aujourd'hui à la tête du Forum grec pour les migrants. Il a décrit les conditions locales pour les migrants arrivant à Lesbos et signalé que 80 % des personnes qui travaillent pour les accueillir sont des bénévoles. Le volume de migrants est plus important que celui signalé par les médias et ne cesse d'augmenter, les soins médicaux sont pratiquement inexistantes et il y a peu de nourriture et d'abris. Il a décrit les tensions entre réfugiés qui se divisent en deux grands camps : ceux qui parlent arabe et les autres. La situation est incontrôlée, le flux de réfugiés augmente trop rapidement pour que les institutions puissent réagir, et il n'y a aucun signe d'amélioration de la situation.

Pendant le débat, les participants ont souligné les réalités concernant les réfugiés fuyant des conflits passés et présents dans différents pays de la région, y compris la Syrie, l'Égypte, le Liban, Chypre, Israël, la Palestine, la Tunisie, la Grèce, le Sahara occidental et le Maroc. Le rôle et le devoir des social-démocrates ont été soulignés pour faire face à la montée de la xénophobie et des réactions extrémistes à cette situation dans certains pays d'Europe, tout comme l'impératif de lutter contre les problèmes politiques sous-jacents qui sont source de conflits, et la nécessité d'encourager un dialogue interne. Pour l'avenir, on a également noté l'importance de fournir une éducation aux réfugiés comme mesure préventive contre la radicalisation et le crime organisé.

Dans ce contexte, le Vice-président de l'IS, Ahmed Ould Daddah, leader du RFD Mauritanie, a fait remarquer que le problème des réfugiés est loin d'être nouveau dans l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui, la responsabilité appartient aux gouvernements qui ne sont pas parvenus à créer des démocraties et un développement économique fiables, et aux grandes puissances qui les ont soutenus pour servir leurs propres intérêts. Si nous ne changeons pas les méthodes et les objectifs, nous verserons des larmes de crocodile. Nous devrions quitter les sentiers battus et parler ouvertement des origines des crises et nous y attaquer.

Le deuxième aspect du thème principal, « **Développer et promouvoir les initiatives politiques** » a été présenté par Mustapha Ben Jaafar, leader d'Ettakatol, Tunisie, et Président honoraire de l'IS, qui a souligné

la nécessité de revenir aux idées centrales du projet de Barcelone - la paix, la sécurité et la prospérité partagée, comme l'avait souligné ce comité à l'époque. Ce processus n'a abouti à rien car tous les efforts s'étaient concentrés sur des projets commerciaux en écartant la politique afin d'éviter les différends. Il a souligné les points positifs de la récente expérience tunisienne tout en notant les difficultés rencontrées. La participation de la société civile a permis d'obtenir la situation progressive actuelle basée sur le consensus, mais il faut rester vigilants pour protéger la démocratie.

Les conflits de longue date et non résolus dans la région, ainsi que d'autres plus récents, ont été évoqués et le Comité a pu entendre de précieuses interventions de participants venus de Palestine et d'Israël et de représentants des deux communautés chypriotes. En ce qui concerne la situation au Sahara occidental, le Comité a fait un suivi du rapport de la mission de l'IS présenté au dernier Conseil de l'IS.

Présentant le troisième aspect du thème principal, « **La défense et reconstruction de la coopération régionale** », Mohamed Abdelkader de l'USFP, Maroc, a observé que la Méditerranée était un lieu de rivalité de longue date entre les super-puissances, et que des conflits contenus depuis des dizaines d'années avaient à nouveau éclaté avec grande violence. Pendant les 20 années depuis la Déclaration de Barcelone, on a obtenu l'opposé de son but et tous les efforts d'intégration du Maghreb ont échoué. Les relations entre les deux rives sont marquées par l'inégalité et la méfiance. La non-résolution de vieux conflits reste un obstacle au progrès, et la sécurité dans la région ne sera obtenue qu'avec une amélioration tangible dans la vie et le bien-être des peuples. Il a proposé la création d'un groupe de travail pour définir notre vision et fournir un cadre de référence commun.

Les participants de la réunion ont également pu partager des informations sur la situation interne dans leurs pays et partis respectifs : sur le travail du PSD en Andorre, la situation en Égypte après les élections, les perspectives pour surmonter le conflit en Syrie, la situation politique en Palestine et les préparatifs du prochain congrès du Fatah, la situation interne en Israël lors du 20e anniversaire de l'assassinat de Yitzhak Rabin, la situation actuelle à Chypre, au Liban, et les derniers développements en Tunisie.

Avant de conclure la réunion, le Secrétaire général a informé le comité de la nouvelle qu'il venait juste de recevoir de Ramallah : une agression à l'arme blanche de Mustapha Barghouti. Il transmettra les sentiments de solidarité des membres du comité.

Après les débats, le Comité a adopté une Déclaration intitulée « Bâtir la paix et réponses à la crise des réfugiés » qui reflète les points abordés et les opinions partagées par tous les participants.

LA DÉCLARATION DE BARCELONE: CONSTRUIRE LA PAIX ET DES RÉPONSES À LA CRISE DES RÉFUGIÉS

Original: espagnol

Les partis social-démocrates des pays méditerranéens se sont réunis à Barcelone les 26 et 27 octobre 2015 dans le cadre du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste avec comme programme « Mettre fin aux conflits - Pour la paix dans la Méditerranée »

Cette réunion intervient à un moment crucial pour la région euro-méditerranéenne, pour trois raisons. Tout d'abord il s'agit du 20e anniversaire de la Déclaration de Barcelone, un document fondateur du projet de coopération entre l'Union européenne et les douze pays de la rive sud de la Méditerranée. Ensuite, vu la grave crise des réfugiés que connaît notre région depuis quelques mois, des solutions urgentes et efficaces sont nécessaires pour limiter la plus grande crise humanitaire depuis la seconde Guerre Mondiale. Et enfin, à cause du nombre et de la complexité des conflits en cours, provoquant des morts et de personnes déplacées dans plusieurs territoires de notre région.

En tant que socialistes méditerranéens, nous reconnaissons que la création du Processus de Barcelone à la Conférence euro-méditerranéenne de 1995 et plus tard celle de l'Union pour la Méditerranée, étaient des initiatives importantes pour leurs époques et ont contribué à établir un forum de dialogue politique et de coopération économique dans une région complexe. Mais les problèmes et crises dans différents territoires de cette région représentent aujourd'hui des obstacles à ces initiatives, bien que le Comité Méditerranée continue à les considérer absolument nécessaires pour faire face de manière concertée aux défis auxquels nous sommes confrontés.

La Méditerranée connaît l'une des pires crises de son histoire : la crise des réfugiés. Des centaines de milliers de personnes sont arrivées en Europe après avoir traversé la *mare nostrum*, fuyant la guerre et la torture dans leur pays d'origine. Beaucoup ont payé cette tentative de leur vie ou ont disparu en mer. Il s'agit d'une tragédie humaine et humanitaire, face à laquelle nous ne pouvons et ne devons pas, en tant que socialistes, rester passifs. Nous savons que nous devons répondre aux besoins de ceux qui ont de bonnes raisons de demander l'asile en Europe tout en essayant de supprimer les causes premières du problème : la guerre en Syrie qui rage depuis plus de cinq ans, le terrorisme et la barbarie de Daech/ISIS et la mauvaise gouvernance interne et l'absence de démocratie dans de nombreux pays qui ternissent les opportunités et les perspectives des jeunes de la région.

Notre priorité est de réaliser trois objectifs : la paix et la stabilité, la démocratisation et la prospérité. Le potentiel de notre région est ralenti par plusieurs conflits, dont certains sont de longue date et restent sans solution, comme celui entre Israël et la Palestine, la division de Chypre ou la question du Sahara occidental, alors que d'autres sont plus récents comme en Libye et en Syrie. Nous considérons qu'il est nécessaire de continuer à travailler ensemble, sur un pied d'égalité, pour faire progresser les initiatives politiques qui apporteraient la paix dans notre région, par la coopération régionale, le dialogue politique et une stratégie globale qui irait au-delà des questions de sécurité.

D'autre part, nous demandons aux gouvernements sur les deux rives de la Méditerranée de s'engager à adopter les principes démocratiques de l'État de droit, d'organiser des élections libres, transparentes et honnêtes dans chaque pays et de respecter les droits fondamentaux et les libertés publiques.

Nous devons quant à nous faire pression pour des actions qui encouragent la prospérité et la redistribution dans nos propres pays, au travers de la coopération pour le développement, y compris des initiatives sociales et commerciales.

Par conséquent, les partis membres du Comité Méditerranée de l'Internationale socialiste proposent les mesures et actions suivantes pour faire face à la crise des réfugiés et de faire progresser la paix dans les conflits de la région :

1. Nous exigeons une réponse efficace et collective de l'Union européenne face à l'arrivée des réfugiés : tous les États membres doivent respecter leurs engagements et chercher à obtenir la redistribution la plus rapide des demandes d'asile. Il s'agit d'une responsabilité morale qui doit être prise afin de respecter le principe de la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Union européenne doit faire preuve de solidarité en soutenant les pays tels que la Grèce, qui souffre actuellement d'une double crise : une crise économique et une crise humanitaire.
2. Nous condamnons les violations des droits de l'homme et des obligations légales commises par les États en rapport avec cette crise, et nous demandons à l'Union européenne et à la communauté internationale de faire preuve d'une vigilance absolue. Nous nous engageons à lutter contre les mafias participant au trafic de personnes et les partis dont les discours xénophobes et anti-immigration enflamment les sociétés européennes.
3. Nous estimons qu'il est nécessaire de soutenir les réfugiés dans les pays limitrophes de la guerre en Syrie, notamment en Turquie, qui en héberge la majorité, mais aussi au Liban et en Jordanie. De vastes ressources sont nécessaires pour gérer les camps de réfugiés, et pour garantir la fourniture

d'une éducation à tous ces jeunes qui ont dû fuir leur pays, car l'éducation est la meilleure arme contre la radicalisation.

4. Nous demandons à la communauté internationale d'engager des actions directes et collectives pour mettre fin à la guerre en Syrie et ramener la paix, la stabilité et la logique politique, et pour entamer de manière urgente la transition vers la démocratie qui permettra aux réfugiés de rentrer chez eux. Nous apprécions toutes les forces qui luttent sur le terrain contre le terrorisme barbare du soi-disant « État islamique ».
5. Ce Comité est très inquiet de la situation politique actuelle en Égypte après les dernières élections parlementaires et de la répression gouvernementale des partis politiques et de la société civile. De même, nous apprécions et soutenons les efforts de notre parti sœur, l'ESDP, dans sa lutte pour établir une démocratie réelle et inclusive dans le pays.
6. Nous suivons de près les efforts actuels pour mettre fin à la division de l'île de Chypre et considérons comme vitales toutes les mesures qui ont été prises pour instaurer la confiance, ainsi que d'autres mesures basées sur nos principes et valeurs, et les résolutions des Nations unies pour trouver une solution au problème de Chypre.
7. Nous tenons à exprimer notre plus profonde inquiétude à propos de l'escalade de la violence en Israël et en Palestine, et regrettons l'absence d'un processus diplomatique significatif susceptible de déboucher sur la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous demandons aux parties de cesser toute violence et de reprendre le dialogue constructif pour une solution juste et durable à ce conflit, sur la base de la Déclaration approuvée par le Conseil de l'Internationale socialiste à New York en juillet 2015. C'est pourquoi le Comité a décidé de prendre contact avec le Parti démocrate aux États-Unis à titre d'interlocuteur privilégié, pour explorer des modalités de collaboration afin de réaliser cette solution.
8. Nous continuons à travailler avec nos partis membres pour promouvoir une solution à la question du Sahara occidental, dans un esprit constructif et en utilisant les idées du rapport de la Mission de l'Internationale socialiste effectuée en mai de cette année - rapport qui a été approuvé par une large consensus -, dans la recherche d'une solution politique dans le cadre défini par les Nations unies.
9. Nous nous félicitons de l'accord de formation d'un gouvernement d'union nationale de transition en Libye, parrainé par le représentant du Secrétaire général des Nations unies, et nous exprimons notre soutien à l'Union européenne et à la communauté internationale pour tenter de consolider de manière sérieux, constante et constructif la réconciliation dans un pays clé de la région.
10. Nous applaudissons l'attribution du prix Nobel de la Paix au Quatuor du Dialogue national tunisien en reconnaissance de la démonstration par tous les Tunisiens et par les forces politiques du pays qu'il est possible de lancer une transition vers la démocratie par le dialogue et la négociation. Mais ce processus reste fragile et les membres du Comité demandent à toutes les forces progressistes et celles de la société civile de rester vigilantes face aux tentatives de négation des réussites obtenues pendant la révolution et dans la Constitution.

Enfin, les partis membres de ce Comité souhaitent rappeler l'esprit qui, il y a 20 ans, a lancé le Processus de Barcelone, et considèrent qu'en dépit de toutes les difficultés, il reste nécessaire de revenir aux idées de base de paix, stabilité et prospérité partagées par les pays sur les deux rives de la Méditerranée pour mettre un terme aux conflits et aux inégalités et pour pouvoir offrir un présent et un avenir meilleurs à nos concitoyens.

France

L'Internationale Socialiste condamne les attentats terroristes commis à Paris

14 novembre 2015

L'Internationale Socialiste est profondément choquée et attristée par la série de terribles attentats terroristes qui ont eu lieu hier soir à Paris commis par Daech, qui ont fait 129 morts et des nombreux blessés. Nous présentons nos condoléances les plus sincères aux familles et amis des victimes, nous exprimons notre sympathie à tous ceux qui ont subi ces crimes odieux, et nous manifestons notre solidarité à toute la nation française à l'heure de faire face à ces événements.

L'Internationale Socialiste souligne son ferme appui et sa solidarité envers le Président François Hollande et son gouvernement qui ont pris des mesures fermes et décisives pour confronter le fléau de la terreur qui frappe la France et pour protéger ses citoyens.

Les abominables actes terroristes de Paris sont une attaque contre les peuples épris de paix du monde entier et qui vont à l'encontre des valeurs partagées par les sociétés ouvertes et démocratiques qui respectent les libertés et les droits de tous, quel que soit leur race ou leur religion.

L'Internationale Socialiste se joint au peuple français aujourd'hui en nous unissant côte à côte contre la terreur et le mépris de la vie humaine et pour la défense des droits universels de l'homme et les valeurs qui unissent les civilisations du monde.

Mali

L'IS solidaire du Mali et du président Keita après l'attentat de Bamako

20 novembre 2015

L'Internationale socialiste est profondément attristée par l'attentat barbare perpétré à Bamako aujourd'hui, qui a entraîné la mort de nombreux civils dans un hôtel de la capitale. Nos pensées et condoléances sincères vont à tous ceux qui souffrent et qui sont en deuil suite à ce lâche acte terroriste contre des personnes innocentes qui n'avaient aucune possibilité de se défendre.

Cet attentat est aussi une attaque contre la démocratie et contre les efforts du gouvernement et du peuple malien pour faire progresser le pays. Le président Ibrahim Boubacar Keita est un leader qui fait la fierté de tous les membres de notre Internationale par son sens politique, son courage et son engagement à trouver une voie pour la paix, la démocratie et le progrès économique pour tous les habitants du Mali.

Tout en exprimant notre solidarité avec le président et son gouvernement, et notre soutien total à nos partis membres au Mali, le RPM et l'ADEMA-PASJ, nous soulignons une fois de plus la nécessité d'une réponse complète, unie et décisive de la part de la communauté internationale pour mettre un terme au terrorisme et à ces crimes qui ont touché tant de personnes innocentes dans un si grand nombre de lieux dans le monde.

Conseil

Reunion du Conseil de l'IS à Luanda, Angola

27-28 novembre 2015



L'Internationale socialiste a tenu sa seconde réunion du Conseil en 2015 à Luanda, accueillie par le MPLA, son parti membre en Angola. Les participants se sont retrouvés dans la capitale angolaise en représentation des partis et organisations membres de l'IS en Afrique, en Europe, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient. La réunion a examiné les thèmes principaux, « œuvrer pour la stabilité, la paix et la sécurité dans le monde à une période de crise », « Lutter pour l'égalité et les progrès communs dans un monde interdépendant » et « COP21 - Notre but pour un accord universel et contraignant, des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis ».

La réunion a débuté par une minute de silence en mémoire de toutes les personnes récemment tuées par des attentats terroristes dans le monde. Ce soutien et cette solidarité se reflètent aussi dans la déclaration adoptée ultérieurement, qui présente la position de l'IS concernant la menace terroriste.

Une autre déclaration majeure a été adressée à la conférence COP21 à Paris, qui devait ouvrir à peine deux jours après le Conseil. Cette déclaration contenait les buts et priorités de l'Internationale pour un accord universel et contraignant, avec des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis.

La réunion a été ouverte par le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, qui a souligné le caractère global des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, qu'ils soient conflits dans un coin du monde ou la lutte pour les libertés et les droits partout. La réunion du Conseil est une manifestation de l'engagement de l'IS à apporter des réponses aux défis mondiaux, à obtenir la paix, la démocratie, l'égalité et les droits humains, et à lutter contre le terrorisme et le changement climatique. Des membres de l'IS ont été élus dans le monde entier pour faire progresser ce programme. Il a remercié chaleureusement le parti hôte pour son hospitalité et félicité les Angolais pour le récent anniversaire de leur indépendance.

Dans son discours inaugural, le Président de l'IS, George Papandreou, a également rendu hommage au peuple angolais à l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance de son pays, notant que depuis la fin de sa guerre civile il était devenu une démocratie florissante libre d'interventions extérieures, engagée au plan international dans la région des Grands lacs et au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a rappelé l'interdépendance des problèmes de l'humanité, avec la crise des réfugiés liée au terrorisme, à l'insécurité et à l'inégalité. Il a souligné qu'une action militaire contre les terroristes ne pourra être efficace qu'en tandem avec un plan de transition pacifique.

Les participants ont été chaleureusement accueillis en Angola par Julião Mateus Paulo, secrétaire général du MPLA et vice-président de l'IS. Il a rappelé les 500 ans d'histoire coloniale qui ont précédé l'indépendance de l'Angola et la longue guerre civile qui a suivi, et rapidement présenté la voie empruntée par le gouvernement pour le développement depuis 2002. Il a expliqué qu'il existait de nouvelles tensions militaires, économiques et sociales au niveau international et que l'Angola recherchait une paix durable en Afrique et s'était engagé dans des initiatives dans la région des Grands lacs.



Julião Mateus Paulo, secrétaire général du MPLA

Sur le premier thème principal, Manuel Augusto, secrétaire d'État aux relations internationales au gouvernement angolais, a présenté l'engagement du pays dans la sphère internationale en faveur des processus de paix, notamment en Afrique. Pendant les débats, les représentants des pays récemment touchés par le terrorisme se sont exprimés avec beaucoup de dignité et de solennité. Le Conseil a été informé des mesures prises par le président François Hollande et le président Ibrahim Boubacar Keita en réponse aux récents attentats terroristes commis à Paris et Bamako, les représentants de leurs partis soulignant leur détermination à vaincre ce fléau et demandant la solidarité et le soutien des personnes présentes et de la communauté internationale dans cette lutte.

La variété et la qualité des interventions ont souligné la volonté et la détermination de toutes les personnes présentes à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et à faire du monde un lieu plus paisible, plus stable et plus sûr. En plus de la déclaration détaillée du Conseil sur ce thème, une déclaration séparée sur la crise des réfugiés a été adoptée, reconnaissant le lien entre les conflits et le terrorisme et les flux de migrants qui existent actuellement dans le monde. Cette déclaration demande instamment à la communauté internationale et à l'Union européenne de prendre leur responsabilité morale face à des afflux de réfugiés pratiquement sans précédent.

Sur le thème de l'égalité, des opinions très variées ont été exprimées, défendant l'égalité sous de nombreuses formes - à la fois entre les plus riches et les plus pauvres dans la société, entre les pays développés et en développement, et entre les sexes et les différents groupes sociaux. Les participants ont souligné les défis rencontrés pour faire en sorte que les avantages du développement touchent tous les secteurs de la population, ainsi que l'importance du rôle que la social-démocratie aurait à jouer dans ce processus. La diversité des contributions au débat a souligné le travail important qui sera fait par la Commission de l'IS sur l'égalité, qui se réunira courant 2016 pour définir les approches et priorités du mouvement social-démocrate dans la lutte pour éliminer les inégalités dans l'économie mondiale.

Les dates du Conseil, juste avant l'ouverture de la conférence COP21 à Paris, ont donné l'opportunité de lui adresser un message fort pour un résultat des négociations sur le climat basé sur des idéaux social-démocrates, et pour la progression vers une société mondiale plus durable. Fátima Jardim, ministre de l'Environnement de l'Angola, a présenté une introduction du débat, soulignant l'engagement de son pays pour un résultat positif à la conférence, et les mesures qu'il prenait pour réduire ses propres émissions. En plus de la déclaration du Conseil sur le changement climatique et COP21, le secrétaire général a signalé que l'IS aura une présence à Paris pour que la voix social-démocrate et ses propositions soient entendues au cours des débats.

Le Conseil a réservé un accueil particulièrement chaleureux au prisonnier politique récemment libéré Mikalai Statkevich, incarcéré au Bélarus pendant quatre ans et huit mois sur la base de fausses accusations après les élections présidentielles frauduleuses de 2010, dont une grande partie en isolement cellulaire. Il a raconté les circonstances de son arrestation et de son incarcération au Conseil et a remercié l'Internationale socialiste pour ses efforts inlassables afin d'obtenir sa libération de prison.

Reconnaissant l'hospitalité fraternelle du parti hôte et le jalon que représente cette année dans l'histoire de l'Angola, le Conseil a adopté une déclaration marquant la lutte historique et la guerre civile en Angola, et les progrès accomplis en direction de la paix et de la réconciliation depuis sa conclusion. Une déclaration a également été adoptée concernant les prochaines élections législatives au Venezuela.

Le Conseil a écouté un rapport de la réunion du Comité éthique de l'IS tenue à Londres en octobre, et ses recommandations concernant les demandes d'adhésion et les changements de statut d'adhérent. Le Conseil a approuvé le passage à membre de plein droit du Parti social-démocrate biélorusse (BSDP), du Parti social-démocrate égyptien (ESDP), du Parti social-démocrate national (OSDP, Kazakhstan), du Parti démocratique progressiste (PDP, Paraguay) et de Un temps nouveau (UNT, Venezuela). Les nouveaux partis membres admis au sein de l'organisation étaient le Parti démocratique du Kurdistan (KDP, Iran), en tant que membre à part entière et le Parti social-démocrate (TDP, Chypre) et le Parti de l'union démocratique (PYD, Syrie) en tant que membres consultatifs. Le Forum social-démocrate arabe est devenu une organisation associée de l'Internationale socialiste.

Le Conseil a également approuvé le rapport du Comité finances et administration de l'IS et adopté le budget 2016. Le rapport du Comité faisait le point sur le paiement des cotisations, une condition de l'adhésion qui, conformément aux statuts, est résiliée si les cotisations ne sont pas payées pendant trois ans.

Pour conclure la réunion, le secrétaire général a remercié le parti hôte pour son hospitalité et a annoncé que l'IS mettrait en avant les principes et positions de l'organisation lors de sa présence à la COP21 la semaine suivante. Le président de l'IS a clôturé la réunion en déclarant qu'à une époque de paradoxes et de contradictions, la politique ne doit pas être confinée aux frontières nationales mais doit être internationale et inclusive afin de lutter contre les divisions, la haine, le populisme et la xénophobie. Il est impossible de résoudre les problèmes en se cachant derrière des murs et il incombe à toutes les personnes présentes d'œuvrer ensemble pour un monde meilleur.

Changement Climatique

Déclaration de l'IS sur le changement climatique et COP21

29 novembre 2015



Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Luanda, 27-28 novembre 2015

Déclaration sur le changement climatique et COP 21

Original : anglais

Suite aux débats sur le changement climatique et le Sommet COP21 lors de la réunion du Conseil de l'Internationale socialiste à Luanda, les participants ont reconnu l'acceptation grandissante du changement climatique comme la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité, et la nécessité d'une action urgente et significative de la part de tous les pays du monde. Le sommet de Paris pourrait bien être la dernière

chance d'éviter une catastrophe mondiale et le Conseil a présenté la vision de l'Internationale socialiste pour un accord universel et contraignant, des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis, en demandant :

1. Des objectifs plus ambitieux concernant les émissions, pour limiter la hausse des températures dans le monde à 2°C ;
2. Un résultat axé sur la justice climatique
3. Le financement du Fonds vert pour le climat jusqu'en 2020 et au-delà
4. Une assistance supplémentaire pour des mesures d'adaptation dans les pays souffrant déjà des effets du changement climatique
5. La fin des subventions aux combustibles fossiles
6. Une action concertée pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts
7. Des initiatives en faveur d'une agriculture plus efficace et d'une consommation responsable
8. L'introduction d'une taxe mondiale sur le carbone
9. Un accord sur le climat en harmonie avec les Objectifs mondiaux
10. Un système robuste de mesure, notification et vérification des progrès en direction des objectifs de réduction des émissions;
11. L'Internationale socialiste, ses partis membres et les participants au Conseil prendront des mesures pour réduire leur propre impact environnemental.
12. Les représentants des partis membres de l'IS doivent prendre les devants à Paris.

1. Les engagements actuels ne sont pas suffisants

L'ONU a reçu les objectifs de réduction d'émissions sous forme de contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) des pays responsables de plus de 90 pour cent des émissions mondiales, ce qui indique la volonté de la part de la majorité des pays et gouvernements à œuvrer pour trouver un accord mondial à Paris. Mais les promesses faites sont seulement suffisantes pour limiter l'augmentation des températures dans le monde à 2,7° - 3°C, un niveau bien supérieur à l'objectif de 2°C défini dans l'accord de Copenhague. Le niveau d'ambition doit être relevé et l'accord éventuellement signé à Paris doit inclure au minimum des mécanismes de révision à la hausse des objectifs d'émissions si nous voulons avoir la moindre chance de respecter l'objectif de 2°C pour l'augmentation des températures dans le monde. Ceci exige d'établir un cycle de cinq ans dans le cadre duquel les pays auront l'obligation de renforcer leurs engagements, pour introduire des réductions d'émissions progressivement plus strictes. Les pays doivent compléter leurs engagements par le développement et l'adoption de « Deep Decarbonization Pathways » afin de garantir un avenir zéro carbone pour la planète.

2. Justice climatique et responsabilités communes mais différenciées

Le principe de la justice climatique vient de notre propre mouvement et a toujours été au cœur de notre politique climatique. L'IS continue à soutenir le principe des responsabilités communes, mais différenciées, en reconnaissance du devoir des pays développés à faire plus et à aller plus loin dans leurs engagements à cause de leur responsabilité historique pour les émissions de gaz à effet de serre.

3. Financement et le Fonds vert pour le climat

Un obstacle potentiel pour des objectifs ambitieux est le problème du financement. Le Fonds vert pour le climat, qui crée une réserve financière pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, est donc un élément crucial de tout accord sur le climat. Bien que des mesures importantes aient été prises pour obtenir le financement initial du Fonds, le total des engagements est cruellement insuffisant et les accords atteints à Lima et à la COP20 ne définissent pas de délais clairs pour l'augmentation des fonds. L'écart entre le montant actuellement engagé et les 100 milliards de dollars par an promis après 2020 doit être comblé. L'absence d'une voie claire a été interprétée par certains partenaires dans les pays en développement comme le signe d'un manque d'engagement envers le Fonds de la part des parties de l'Annexe I. En l'absence de progrès significatifs, les négociations à Paris se dérouleront dans un climat de méfiance de la part des pays qui dépendront de ces fonds dans les années à venir. Un accord sur la

provenance du financement à partir de 2020 est donc indispensable pour obtenir un accord ayant le niveau d'ambition nécessaire.

4. Aide supplémentaire à l'adaptation lorsqu'elle est déjà nécessaire

Il est important de reconnaître que les effets du changement climatique se font déjà ressentir dans de nombreux pays, et de manière disproportionnée dans les économies les moins développées du monde. Il est donc nécessaire de s'assurer qu'un financement adéquat sera accordé non seulement à l'atténuation du changement climatique, mais aussi à l'adaptation. La nécessité regrettable d'investir dans des mesures coûteuses pour atténuer les effets du changement climatique dans les zones vulnérables doit servir d'avertissement comme quoi un manquement à agir maintenant, quand il reste une chance d'éviter un changement climatique extrême, entraînera des coûts bien plus élevés à long terme.

5. Fin des subventions aux combustibles fossiles

Si l'on veut atteindre les objectifs de réduction des émissions de carbone, il est impératif de mettre fin à notre dépendance sur les combustibles fossiles. Pour cela, il faudra commencer le processus d'abolition systématique de toutes les subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation d'énergie et sont un grand obstacle au progrès. Il doit s'agir d'un processus soigneusement géré et mis en œuvre de manière à ne pas gêner le développement. Le but doit être de remplacer le subventionnement des combustibles fossiles par le subventionnement des énergies propres par le biais d'investissements dans l'économie verte, qui auront des avantages à long terme au plan économique et environnemental.

6. Réduire les émissions de l'exploitation forestière (REDD+)

L'accord atteint à la COP21 doit introduire des réductions des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, y compris la déforestation et la dégradation des forêts, qui représentent pratiquement 20 pour cent du total mondial. Nous réaffirmons notre soutien du mécanisme REDD+, dont le but est de créer une valeur financière pour le carbone emmagasiné dans les forêts, et d'offrir des incitations aux pays en développement pour réduire les émissions provenant des terres boisées par le biais d'investissements dans des voies pauvres en carbone afin d'obtenir un développement plus durable. REDD+ inclut aussi le rôle de la protection, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks en carbone des forêts.

7. Réduire les émissions de l'agriculture

La réduction des émissions de l'agriculture a un avantage environnemental significatif car ce secteur est directement responsable de plus de 10 pour cent du total des gaz à effet de serre produits par les activités humaines. Les mesures de réduction des émissions peuvent aussi améliorer l'efficacité, ce qui aura une incidence sur les coûts et permettra de réaliser des économies. Il faut également travailler sur la sensibilisation du public à l'importance des émissions provenant de la production des aliments que nous consommons, pour que les consommateurs puissent faire des choix meilleurs et plus respectueux de l'environnement.

8. Une taxe mondiale sur le carbone

Une taxe mondiale sur le carbone encouragerait les gouvernements, entreprises et citoyens à réduire leur dépendance aux ressources émettrices de carbone. Le produit de cette taxe pourrait être utilisé de manière extrêmement utile pour réduire le coût de l'énergie venant d'autres sources, pour financer les mesures d'atténuation du changement climatique et de l'adaptation, et pour encourager un développement durable comme moyen de mettre fin à la pauvreté. Créer une relation entre le coût carbone des aliments que nous consommons et leur coût monétaire serait aussi un outil efficace pour encourager l'adoption d'habitudes alimentaires plus durables au plan environnemental.

9. Un résultat qui reflète les Objectifs mondiaux

Notre vision d'un avenir durable inclut aussi la réalisation des objectifs du développement durable convenus lors du Sommet des Nations unies pour le développement durable à New York en septembre dernier. La réalisation des objectifs sur l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités, l'obtention de l'égalité des sexes et la construction d'un monde plus sûr va de pair avec la volonté de lutter contre le changement climatique qui peut exacerber de nombreuses difficultés rencontrées par le monde en développement.

10. Mesure, notification et vérification

Les tentatives précédentes pour trouver un accord se sont heurtées à des difficultés, en partie à cause d'un manque de confiance quant à la sincérité des pays dans leurs engagements à réduire les émissions. C'est pourquoi un robuste système de mesure, de notification et de vérification (MNV) est nécessaire. Lorsque les pays dont l'économie est en développement n'ont pas de capacités suffisantes pour mesurer de manière efficace et précise, les ressources et l'expertise technologiques et logistiques doivent être partagées afin d'obtenir un système MNV.

11. Responsabilité individuelle

Le Conseil de l'IS estime que la lutte pour éviter un changement climatique irréversible est importante au plan personnel, politique et gouvernemental. C'est pourquoi les partis membres de l'IS affirment leur détermination de prendre des mesures concrètes pour réduire leur impact sur l'environnement et d'encourager leurs membres à en faire de même. Notre mouvement pourra ainsi diriger par l'exemple dans ses actions ainsi que dans ses politiques. Dans cette optique, l'Internationale socialiste cherchera à réduire l'impact environnemental de ses propres réunions en explorant des manières de réduire l'utilisation de supports imprimés grâce à la distribution électronique des documents.

12. Prendre les devants à la COP21

En l'absence d'engagements forts à Paris, l'avenir de la planète semble bien sombre. Nous sommes convaincus qu'en respectant la structure ci-dessus COP21 peut représenter le moment où le monde s'unit pour évoluer vers une société mondiale durable. Le Conseil demande donc tout particulièrement aux partis membres de l'IS qui gouvernent d'œuvrer sans relâche durant cette conférence pour obtenir un résultat bâti sur des idéaux social-démocrates.

Venezuela

Un nouveau Venezuela

7 décembre 2015

L'Internationale Socialiste est impliquée dans la vie politique vénézuélienne, aux côtés des forces démocratiques et progressistes, de manière directe et constante depuis de longues années. Cette présence a toujours été déterminée par notre engagement en faveur de la démocratie, des droits de l'Homme et du progrès social.

Aujourd'hui, conséquence de notre engagement, trois partis membre plein de l'Internationale Socialiste, Acción Democrática, Voluntad Popular et Un Nuevo Tiempo, font partie de la Mesa de la Unidad

Democrática, large plateforme de l'opposition, et constituant des acteurs clés du résultat obtenu hier à l'élection du nouveau parlement.

La Mesa de la Unidad Democrática a déjà obtenu une grande victoire dont l'ampleur en nombre de députés sera confirmée dans les prochaines heures.

La Mesa de la Unidad Democrática est aujourd'hui prête à assumer la responsabilité de construire un projet pour tous les Vénézuéliens, dans le cadre du plein respect des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, pour instaurer une authentique transformation sociale.

La présence de l'Internationale à Caracas hier durant l'élection, avec une délégation conduite par son Secrétaire général, est la meilleure démonstration de l'engagement de toujours de notre organisation en faveur des valeurs de la démocratie et de la liberté.

Félicitant tous les Vénézuéliens pour cette journée démocratique, l'Internationale Socialiste salue un triomphe historique de ses partis membres et de ses alliés de la Mesa de la Unidad Democrática, et renouvelle son engagement à accompagner leurs efforts dans le cadre d'un nouveau processus qui commence aujourd'hui.

Changement Climatique

L'IS à la COP21 à Paris

9 décembre 2015



Une volonté politique pour atteindre des objectifs ambitieux

Le président et le secrétaire général de l'IS ont tenu aujourd'hui une conférence de presse à la COP21 à Paris. Ils ont présenté les positions adoptées par l'organisation eu égard à la COP21 lors de la récente réunion du Conseil de l'IS en Angola et ont souligné la volonté politique des partis membres de l'Internationale Socialiste à travers le monde d'atteindre, à la Conférence, des objectifs ambitieux dans la lutte contre le changement climatique. Cette conférence de presse a été précédée le même jour par une rencontre avec les ministres, chefs de délégations et autres représentants politiques provenant des partis membres de l'Internationale Socialiste présents à la COP21, rencontre pendant laquelle ils ont eu des échanges informels sur le processus en cours dans la Conférence de Paris.

Changement Climatique

L'Internationale Socialiste se félicite de l'accord de Paris

14 décembre 2015

L'Internationale Socialiste accueille avec enthousiasme l'Accord de Paris, approuvé à l'unanimité par près de 200 pays durant la conférence COP21 sur les changements climatiques à Paris samedi dernier. Un accord universel de cette envergure est sans précédent et représente le fruit de plus de 20 ans de pourparlers sur le climat dans le cadre de la CCNUCC. Son adoption reflète un consensus parmi tous les pays du monde à propos du danger grave et immédiat que représente le changement climatique, et une reconnaissance de la nécessité d'une action concertée lancée par tous les pays afin d'agir contre ses causes.

L'IS se félicite particulièrement du nouvel engagement à conserver les hausses de température « bien en deçà de 2° C au-dessus des niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts afin de limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C ». L'accord souligne aussi l'importance de l'équité et du principe de responsabilités communes mais différenciées dans la mise en œuvre de l'accord, reflétant la diversité des circonstances nationales.

Les négociations de Paris ont réussi là où les précédents sommets avaient échoué, et il est important de saluer tout le travail diplomatique accompli au cours de nombreuses journées et nuits pour qu'un accord se produise. L'IS félicite chaleureusement le président François Hollande, qui a créé les conditions politiques nécessaires pour que Paris soit le moment décisif pour cet accord crucial, et applaudit le rôle exceptionnel joué par Laurent Fabius, président de la COP21 car un accord aurait été impossible sans son expérience et son leadership dans le processus de négociation. Nous saluons également l'engagement et la ténacité de Ségolène Royal, vice-présidente de l'IS et ministre française de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie.

Cet accord marque un tournant dans la lutte contre le changement climatique, mais exigera un effort et un engagement soutenus dans sa mise en œuvre. Le fait reste qu'en dépit de l'ambition d'œuvrer pour limiter l'augmentation mondiale des températures à 1,5° C, les promesses faites par les pays jusqu'à présent au travers de leurs INDC (Intended Nationally Determined Contributions ou contributions prévues déterminées au plan national) sont insuffisantes pour respecter l'objectif moins contraignant d'une augmentation de 2° C. C'est pourquoi le mécanisme d'examen nouvellement convenu, permettant de réaliser une évaluation mondiale tous les cinq ans à partir de 2023, revêt une importance cruciale. Cette évaluation quinquennale doit être utilisée non seulement pour surveiller les progrès réalisés en direction des objectifs existants, mais aussi pour renforcer les ambitions et introduire des réductions des émissions progressivement plus strictes.

L'engagement à mobiliser un financement de 100 milliards USD par an jusqu'en 2025 pour le climat est tout aussi important. L'accord reflète l'opinion de l'IS comme quoi les pays développés doivent supporter la plus grande part du financement du climat, en tenant compte des besoins et priorités des pays en développement. Nous nous félicitons de l'engagement pris pour définir un nouvel objectif collectif quantifié avant 2025 à partir d'un plancher de 100 milliards USD, qui tiendra compte des besoins des pays en développement à ce moment-là.

L'IS demande maintenant à tous les pays signataires de l'accord de consacrer leurs obligations en vertu de l'accord de Paris dans leur législation nationale comme signe supplémentaire de leur engagement à honorer chaque promesse faite à la COP21. Cette démarche viendra renforcer cet accord historique et le rendra plus contraignant.

L'IS est activement engagée depuis longtemps dans la recherche d'une réponse mondiale au changement climatique, à la fois par le biais du travail de sa Commission pour une société mondiale durable et par l'inclusion de cette problématique à l'ordre du jour des réunions de son Conseil et de son Congrès, dernièrement à Luanda en novembre. Les partis membres de l'IS au gouvernement ont été encouragés à travailler ensemble pour trouver une solution axée sur le principe social-démocrate de la justice climatique,

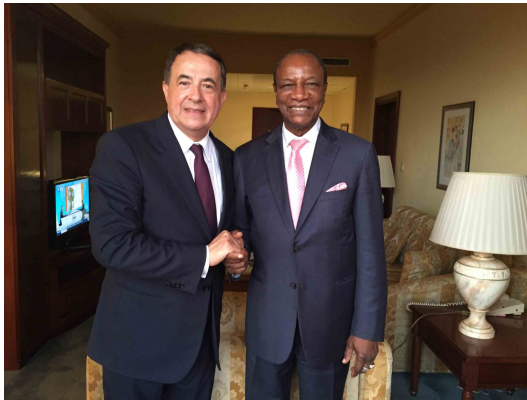
dont l'importance a été reconnue dans l'accord de Paris. L'IS était représentée à la COP21 par son président et son secrétaire général, et un échange informel de points de vue s'est déroulé avec les ministres, chefs de délégations et autres représentants politiques présents à la COP21 des partis membres de l'Internationale Socialiste, durant lequel ces principes ont été réaffirmés.

Si les pays continuent à démontrer la volonté politique qui était nécessaire pour trouver un accord à Paris, l'IS est convaincue que cela marquera la fin de l'ère des carburants fossiles et une étape définitive vers un avenir zéro carbone. Le monde a maintenant emprunté une voie claire en direction d'une planète plus verte, plus juste et plus durable, et l'IS et ses partis membres resteront au premier plan des efforts pour réaliser dans leur totalité les promesses faites à Paris.

Guinée

L'IS présent à l'investiture du président Alpha Condé

Décembre 2015



Le Secrétaire Général de l'IS Luis Ayala, avec le président Alpha Condé de Guinée

Burkina Faso

L'IS à l'inauguration du président Roch Marc Christian Kaboré

Décembre 2015



Le Secrétaire Général de l'IS Luis Ayala, avec le président Marc Christian Kabore Roch élu

Venezuela

L'IS assiste à l'installation de la nouvelle législature au Venezuela

Janvier 2016



Burkina Faso

L'Internationale Socialiste condamne l'attaque terroriste à Ouagadougou

16 janvier 2016

L'Internationale socialiste condamne vigoureusement l'attaque terroriste lancée hier soir à Ouagadougou, au Burkina Faso, qui a fait 28 morts de nombreuses nationalités différentes et dont Al-Qaïda au Maghreb islamique a revendiqué la responsabilité. Nos pensées vont aux familles et aux amis des victimes.

Les forces de l'ordre ont libéré 126 otages au terme d'une opération pour reprendre le contrôle de l'hôtel ciblé par l'attaque, au cours de laquelle plusieurs terroristes ont été tués.

L'Internationale socialiste exprime son entière solidarité avec le président Roch Marc Kaboré nouvellement élu qui est entré en fonctions en décembre dernier, ainsi qu'avec son gouvernement et son peuple. Il s'agit de la troisième grande attaque terroriste en 2016, après celles d'Istanbul et de Jakarta début janvier, et nous répétons encore une fois notre appel à la communauté internationale pour mettre ses forces en commun et éradiquer ce fléau international qui frappe l'humanité.

Notre Internationale est fermement aux côtés du président Kaboré et de son parti, le MPP, membres de notre famille politique, dans leurs efforts face à cette tragédie au Burkina Faso.

Turquie

L'Internationale Socialiste soutient le CHP dans son travail pour une Turquie de libertés, de droites et de démocratie

6-17 janvier 2016



À l'occasion du 35^e congrès du Parti républicain du peuple (CHP) de Turquie, organisé à Ankara les 16 -17 janvier 2016, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste a été invité par le président du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, avec lequel il s'est entretenu à propos des développements politiques en Turquie et des principaux thèmes du programme du parti. Le SG de l'IS a exprimé le soutien total de l'Internationale en faveur du travail du CHP pour les libertés, les droits et la démocratie

en Turquie. Durant ce congrès, Kemal Kılıçdaroğlu a été réélu à la tête du parti. Le 17 janvier, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste a tenté de rendre visite à Can Dunder, rédacteur en chef de Cumhuriyet, un quotidien national, et son correspondant à Ankara, Erdem Gul, détenus à la prison de Silivri près d'Istanbul depuis novembre 2015 sans acte d'accusation formel, dans une affaire retenant l'attention d'un large public en tant que grave atteinte à la liberté d'expression et de la presse en Turquie. Sergei Stanishev, Président du Parti des socialistes européens, PES, qui représentait cette organisation au congrès du CHP, a également tenté de rencontrer les journalistes incarcérés. Des membres du CHP, d'autres invités du congrès ainsi que l'avocat des journalistes ont accompagné les invités étrangers qui se sont vu refuser l'accès à la prison par les autorités. Des membres de la presse turque ont couvert cette visite et publié leurs impressions. Un message écrit a été transmis aux détenus. Son contenu, ainsi que leur réponse, ont été publiés dans la presse. Plus tard dans la journée, invité par les principaux journalistes de Cumhuriyet, le Secrétaire Général s'est entretenu avec eux au siège du journal à Istanbul.

Venezuela

Le Venezuela doit respecter la démocratie

18 février 2016

L'installation de la nouvelle Assemblée nationale au Venezuela début 2016 a été définie par plusieurs politiciens et par l'opinion publique internationale comme un moment de réaffirmation démocratique pour ce pays d'Amérique latine. Ces dernières années, les pays de cette région du monde et ceux de plusieurs autres continents s'inquiètent de la situation sociale, économique et quotidienne difficile au Venezuela. La détérioration de la vie des institutions, l'augmentation de la violence, la persistance de comportements contraires aux valeurs partagées par la communauté des nations démocratiques, ainsi que l'existence de prisonniers politiques, ont contribué à aggraver ce sentiment d'alarme parmi les démocrates de différentes convictions politiques dans de nombreuses régions du monde.

Mais les élections à l'Assemblée nationale en décembre dernier, au-delà de leurs résultats, ont confirmé le haut degré de mobilisation de la société, le solide esprit civique qui existe encore parmi les Vénézuéliens, la foi en la démocratie comme seule voie partagée par la grande majorité de citoyens de ce pays, et leur confiance dans les mécanismes et institutions du pays pour résoudre la situation, trouver un consensus et identifier des moyens pour progresser et bâtir un avenir pour tous les Vénézuéliens.

Depuis le début de l'année, nous nous joignons à de nombreuses autres personnes pour suivre avec intérêt les développements dans la vie politique du Venezuela, où le pouvoir exécutif doit désormais partager et interagir, dans le cadre de la démocratie telle que nous la comprenons tous, et comme l'exige la constitution du Venezuela, avec une autre branche de l'État, le pouvoir législatif, dont une majorité claire est totalement en faveur du dialogue et d'un respect mutuel de la diversité, et prête à bâtir un avenir incluant tous les citoyens.

Mais une nouvelle anomalie grave vient de surgir dans le cadre de la démocratie vénézuélienne, en dépit des récents développements qui ont débouché sur l'installation de cette nouvelle Assemblée nationale. Cette situation a éloigné le Venezuela de l'ordre démocratique et institutionnel exigé par sa constitution et du mandat clair et légitime donné par le peuple aux élections de décembre dernier.

La Cour suprême, dont les membres ont été remplacés durant les derniers jours du précédent pouvoir législatif, après la publication de la nouvelle composition de l'Assemblée nationale, outrepassa actuellement la volonté souveraine de l'Assemblée nationale et ignore ses décisions, devenant une sorte de seconde chambre non prévue dans la constitution, comme elle l'a démontré tout récemment en approuvant le décret d'urgence économique et les pouvoirs spéciaux que le président Maduro s'est attribué, alors que l'Assemblée les avait explicitement rejetés auparavant.

L'Internationale socialiste élève aujourd'hui sa voix pour défendre la démocratie au Venezuela et demande que le souhait de changement exprimé aux urnes par les citoyens de ce pays, la séparation des pouvoirs et l'Assemblée nationale soient respectés et, un jour comme aujourd'hui, qui marque le second anniversaire de l'incarcération politique de Leopoldo López, alors que Manuel Rosales et Antonio Ledezma, ainsi que d'autres citoyens, continuent à être privés de leur liberté pour des raisons politiques, nous nous félicitons de l'approbation de la Loi d'amnistie et de réconciliation par l'Assemblée nationale à sa première lecture.

Ouganda

Soutenir la démocratie en Ouganda

22 février 2016

Ces dernières années, les peuples d'Afrique ont continué à progresser et à se rapprocher de la gouvernance démocratique dans un nombre important de pays de la région. Aujourd'hui, les habitants de ce continent sont de plus en plus nombreux à bénéficier de libertés et de droits, des conditions préalables au progrès, au développement et à la paix.

Les membres de l'Internationale socialiste dans un grand nombre de pays d'Afrique ont été des protagonistes et des acteurs d'une période de changement qui a introduit de nouvelles opportunités et donné un nouveau visage à la vie politique du continent. Pourtant, l'autoritarisme, l'oppression et autres maux du passé s'attardent encore dans la vie politique de certains pays de la région. Dans certains cas, cela a entraîné des conflits ouverts ou, au minimum, une culture de stagnation politique, malgré la conscience collective grandissante que la démocratie est la seule voie d'avenir.

Les élections présidentielles organisées en Ouganda le week-end dernier et qui ont maintenu Yoweri Museveni au pouvoir sont malheureusement un exemple de ces situations insatisfaisantes. Des élections durant lesquelles les candidats de l'opposition sont opprimés, les médias sociaux fermés, le principal candidat de l'opposition arrêté plusieurs fois pendant la campagne et le processus électoral entaché de perturbations et d'irrégularités, ne peuvent pas et ne doivent pas être acceptées. Qui plus est, l'Ouganda est géré par Museveni depuis des années comme si c'était son domaine privé.

L'Ouganda a totalement rejoint la liste des pays d'Afrique contrastant fortement avec ceux qui, en dépit d'une histoire troublée de colonisation et de relations économiques internationales injustes, sont parvenus à obtenir de nombreuses victoires démocratiques au sein des développements politiques actuels en Afrique. Les habitants du continent tout entier ainsi que d'autres membres de la communauté internationale doivent défendre aujourd'hui les droits des Ougandais. Nous, l'Internationale socialiste, sommes résolument à leurs côtés.

Belarus

L'IS au Bélarus

Février 2016



L'Internationale Socialiste était représentée par son Secrétaire Général en Bélarus à la réunion du comité central du Parti Social-Démocrate du Bélarus (Narodnaya Hramada), qui a eu lieu à Minsk le 28 février. Mikalai Statkevich, qui fut libéré de prison en août dernier où il avait été détenu comme prisonnier politique depuis 2010, a été réélu Président du parti. Les discussions se sont concentrées sur la lutte continue pour un Bélarus libre et démocratique afin d'obtenir la stabilité, la justice et les droits pour tout le peuple biélorusse.

Népal

SG de l'Internationale Socialiste au Népal

Mars 2016



Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala



Sher Bahadur Deuba

Nigeria

Le président national du congrès des Progressistes, APC, Nigeria, rencontre le secrétaire général de l'IS à Londres

9 mars 2016



Le président national de l'APC, Chief John Odigie-Oyegun et le secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, Londres



Chef de la Direction britannique de l'APC, Philip Idaewor, avec le Chief John Odigie-Oyegun et Luis Ayala

UIP

Réunion de parlementaires membres de l'IS à la 134eme Assemblée de l'UIP a Lusaka

20 mars 2016



groupes parlementaires issus de notre famille politique.

L'IS a tenu une réunion de parlementaires de ses partis membres à l'occasion de la 134e assemblée de l'Union interparlementaire, UIP, à Lusaka, en Zambie, du 19 au 23 mars 2016. Les participants venaient de tous les continents et on comptait parmi eux plusieurs présidents et vice-présidents de parlements ainsi que s dirigeants de

Durant la réunion, des discussions se sont déroulées sur des thèmes qui préoccupent particulièrement les membres : les événements internationaux actuels, la contribution de notre mouvement à la démocratie au

niveau international et national, la résolution des conflits, le sort des réfugiés et le phénomène de migration, et un échange de vues sur les points à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'UIP.

La réunion, présidée par le Secrétaire général de l'IS, rassemblait les parlementaires des partis et organisations membres des pays suivants : Angola, Algérie, Autriche, Belgique, Burkina Faso, Chili, République tchèque, Finlande, France, Guinée-Bissau, Haïti, Hongrie, Italie, Mali, Maroc, Namibie, Népal, Nigeria, Lesotho, Palestine, Portugal, Fédération russe, São Tomé et Príncipe, Afrique du Sud, Espagne, Turquie et Venezuela, ainsi qu'un représentant du Fonds mondial.

Dans leur échange de vues, les participants ont évoqué différents aspects des questions à débattre à l'assemblée de l'UIP, et ont notamment examiné le choix des points urgents devant faire l'objet d'un vote. La Vice-présidente de l'Assemblée nationale française a introduit la motion présentée par son pays concernant les 230 millions d'enfants non enregistrés dans le monde. La représentante du Maroc a présenté la motion soumise par sa délégation nationale sur le processus de reconnaissance internationale d'un État palestinien souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale. Le troisième point urgent lié au trafic d'êtres humains, présenté à l'UIP par le Soudan, a également été noté.

Lors d'un tour d'interventions, tous les participants ont eu la possibilité de s'exprimer et de partager des informations sur les questions qui préoccupent leur parti ou leur pays. La réunion a écouté des rapports sur les derniers développements politiques dans plusieurs situations, notamment l'arrivée de nouveaux gouvernements issus de notre mouvement comme au Burkina Faso et au Portugal, et la situation au Népal où une nouvelle constitution vient d'être approuvée; les défis auxquels sont confrontés les Palestiniens dans leur quête pour obtenir un État indépendant et pour le respect de leurs droits humains; les défis pour la démocratie tels que ceux rencontrés par le nouveau parlement au Venezuela vis-à-vis du président du pays; la crise politique pérenne à Haïti qui exigerait une bien plus grande attention de la part de la communauté internationale, ou la situation en Turquie et le rôle de nos membres, les développements politiques en Guinée-Bissau et à São Tomé & Príncipe, un bulletin sur la Russie et des informations sur la situation actuelle en République tchèque et en Hongrie. Il y a également eu une contribution sur les perspectives en Espagne pour la formation d'un nouveau gouvernement après les dernières élections.

La question du terrorisme était une préoccupation majeure parmi les contributions, comme l'ont souligné les représentants de certains des pays les plus récemment touchés : le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso. Le Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso a exprimé son appréciation et ses remerciements à l'Internationale socialiste pour sa solidarité à un moment crucial, et a souligné la nécessité d'efforts communs pour lutter contre le terrorisme.

La question pressante des réfugiés et des personnes déplacées au plan national a été soulevée par de nombreux participants, et durant les débats la réunion a convenu de réitérer la position sans équivoque de l'IS à ce sujet : la nécessité de défendre fermement les droits humains et l'intégrité physique de tous les réfugiés et demandeurs d'asile, conformément aux normes internationales et aux conventions des Nations unies, de souligner l'illégalité de toutes les formes de déportations collectives, de rappeler que les pays les plus pauvres supportent le plus grand nombre de réfugiés tout en notant que les pays les plus riches investissent de grandes sommes dans les contrôles frontaliers, de souligner l'impératif de lutter contre toutes les formes de xénophobie et de discrimination raciale et d'attirer l'attention sur les valeurs sur lesquelles l'Union européenne a été fondée. Parmi les grands défis notés, citons les mesures à prendre pour défendre les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, et l'obligation d'aide et de protection de chaque membre de la communauté internationale.

Durant les débats, la question de l'égalité des sexes en politique a également fait l'objet de commentaires par plusieurs participants, y compris des informations sur de nouveaux cas dans lesquels plus de femmes ont accédé à des postes de plus grande responsabilité. Au cours de l'Assemblée de l'UIP à Lusaka, l'IS a également participé à la réunion des femmes parlementaires.

Pendant les débats, de nombreux participants ont mentionné la valeur de ces réunions organisées par l'Internationale.

Durant son séjour à Lusaka, le Secrétaire général de l'IS a également rendu visite au siège du parti membre de l'IS en Zambie, le Front patriotique actuellement au pouvoir, où il s'est réuni avec Davies Chama, le Secrétaire général du parti.

Belgique

L'Internationale Socialiste condamne les attentats terroristes de Bruxelles

22 mars 2016

L'Internationale socialiste condamne sans réserve les attaques lâches et indiscriminées contre des civils innocents au cœur de Bruxelles et à l'aéroport de Zaventem et exprime sa plus profonde sympathie et sa solidarité avec les victimes de ces actes méprisables, avec les services d'urgence locaux et avec tous les habitants de la Belgique. Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles et amis des personnes tuées et à tous ceux qui ont subi des traumatismes et blessures dans les explosions qui ont frappé la capitale belge aujourd'hui.

L'Internationale socialiste appuie ses membres socialistes en Belgique, le gouvernement du pays et toutes ses institutions alors qu'ils confrontent cette attaque et prennent des mesures pour capturer les auteurs et protéger les citoyens. Nous avons hâte que les responsables de la planification et de l'exécution des explosions soient appréhendés et que justice soit faite.

Le moment est venu que toutes les honnêtes gens du monde s'unissent pour défendre les valeurs universelles de liberté, tolérance et paix, et pour rejeter le chaos, la destruction et la peur engendrés par le terrorisme. Ces actes sont avant tout une attaque de notre mode de vie, et le nombre de grands attentats terroristes au cours des derniers mois dans différents lieux du monde montre que cette menace exige une réaction mondiale unie.

L'Internationale socialiste demande une fois de plus à tous ses partis membres et à l'ensemble de la communauté internationale de s'unir pour confronter de manière globale le terrorisme afin d'éliminer ce fléau sans sacrifier les libertés et droits fondamentaux que ces attentats souhaitent affaiblir.

Pakistan

Solidarité de l'IS avec peuple du Pakistan

28 mars 2016

L'Internationale socialiste exprime sa solidarité avec le peuple du Pakistan alors qu'il confronte le terrible attentat commis hier près de Lahore. Plus de 70 personnes ont trouvé la mort alors qu'elles passaient un dimanche après-midi au parc, dont de nombreuses femmes et enfants. Plus de 300 personnes ont également été blessées.

Nous dénonçons avec force cet acte de violence, comme nous l'avons fait pour les autres attaques terroristes au Pakistan et ailleurs. Nos pensées et condoléances vont aux familles et amis des victimes et notre compassion va à toutes les personnes blessées et traumatisées par cet attentat.

L'Internationale socialiste se tient aux côtés de son parti membre, le Parti du peuple pakistanais, PPP, et de toutes les personnes partisans de la paix au Pakistan.

Amérique Latine et les Caraïbes

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à Saint-Domingue, République dominicaine

1-2 avril 2016



Nicolás Monegro

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni à Saint Domingue, en République dominicaine, les 1 et 2 avril 2016. L'ordre du jour était axé sur deux thèmes principaux : « Construire des alliances et coalitions pour faire progresser nos objectifs de développement durable, progrès équitable et opportunités pour tous » et « Perfectionner les systèmes et processus électoraux dans la région ». Le Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) dont le leader, Miguel Vargas, est président du Comité, a accueilli la réunion. La séance inaugurale incluait la participation de Danilo Medina, Président de la République Dominicaine et candidat à la réélection aux élections de mai prochain.

Dans son discours d'inauguration de la réunion, Miguel Vargas a remercié les partis de l'Internationale pour leur présence en République Dominicaine à un moment très spécial pour le pays, qui organise des élections générales le 15 mai. Pour ces élections, a-t-il expliqué, le PRD et le PLD ont signé un accord en septembre dernier pour un gouvernement d'unité nationale, une alliance qui s'inspire des idéaux et de la vision de leur leader historique, José Francisco Peña Gómez. Les deux plus grandes forces politiques progressistes dominicaines ont passé un accord pour donner au pays un gouvernement majoritaire qui lui permettra de développer une large réforme de l'État, avec des mesures garantissant l'inclusion sociale, une amélioration substantielle des services publics et s'attaquant aux réformes institutionnelles à réaliser.

Luis Ayala, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, a remercié le parti hôte de la réunion et rappelé sa participation, en tant que témoin, à la signature de l'accord pour le gouvernement en septembre dernier. Sa force vient de la cohérence des valeurs et principes partagés des deux partis, mais il s'agit également d'une alliance s'inscrivant dans la lignée de l'histoire politique dominicaine. Cet accord reflète aussi la volonté des acteurs politiques non limités par leurs propres références mais cherchant plutôt à répondre aux besoins de la nation et aux attentes des citoyens. Luis Ayala a exprimé sa confiance dans leur victoire le 15 mai et dans un gouvernement engagé à garantir le bien-être, la justice, l'inclusion et les opportunités pour tous les dominicains. Il a partagé avec les participants les préoccupations et le travail de l'Internationale à cette époque de « grands défis et définitions ». Réagir aux défis de la paix, de la démocratie, du développement durable, d'une plus grande égalité, de la solidarité avec le sort des réfugiés et des migrants, est aujourd'hui la tâche principale de l'Internationale dans le monde entier, comme c'est aussi le cas en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Président de la République et candidat présidentiel aux élections de mai prochain, Danilo Medina, dans son intervention, a chaleureusement accueilli la présence de l'Internationale Socialiste à Saint Domingue. Il a remercié Miguel Vargas d'avoir signé avec lui un accord d'unité sans précédent dans l'histoire du pays, en faveur des gains sociaux, du bien-être et de la paix pour tous les Dominicains. Le Président Medina a déclaré que les principes de son parti comportent des éléments en commun avec ceux des partis membres de l'IS dans la région, une région qui se développe, qui innove, qui abaisse le niveau de pauvreté et qui progresse dans la garantie des droits sociaux au sein d'un cadre démocratique. À son avis, pour confronter les défis dans l'éducation, le logement, la santé, la protection sociale, il est nécessaire aujourd'hui de bâtir de grandes majorités politiques qui pourront répondre aux exigences sociales du pays. La réponse adéquate à ces exigences n'est pas de faire de l'antipolitique ou du populisme, dit-il, mais d'instaurer un processus de construction d'alliances entre des forces politiques ayant des principes et projets communs, comme celle qui existe désormais dans son pays.

À propos du premier grand thème à l'ordre du jour, « Construire des alliances et coalitions pour faire progresser nos objectifs de développement durable, progrès équitable et opportunités pour tous », le Comité a pu entendre la contribution de participants venus de Nicaragua, Uruguay, Venezuela, République dominicaine, Costa Rica, Guatemala et Argentine. Dans leurs interventions, ils ont rappelé qu'à différents moments dans l'histoire de leurs pays respectifs, les partis progressistes ont vécu l'expérience de la formation de coalitions gouvernantes. Souvent, ces alliances étaient inspirées par le souhait de retrouver une démocratie perdue ou de progresser par le biais d'accords politiques afin de surmonter des situations de violence et de conflit. Ce qui caractérise les alliances politiques actuelles de la région est le fait qu'en règle générale elles apparaissent dans un contexte de démocratie et de paix et que, plutôt que d'être des accords pour surmonter des situations de crise, elles représentent l'identification d'aspirations politiques communes en tant que base sur laquelle construire des accords entre partis pour garantir la réalisation de leurs objectifs, qui sont présentés aux citoyens comme des propositions programmatiques partagées. Cette réalité va au-delà du simple accord électoral et met en jeu la recherche d'objectifs communs. Dans leurs différentes contributions, les participants ont exprimé au parti hôte, le PRD, leur assurance comme quoi cette politique d'alliances sera totalement validée durant les prochaines élections, et leur souhait que le prochain gouvernement d'unité nationale réussisse à mener à bien ses grands projets en faveur d'une vie meilleure pour tous les dominicains.

Le Comité a écouté l'intervention de Mitzy Capriles de Ledezma, épouse du principal maire de Caracas, Antonio Ledezma, l'un des prisonniers politiques détenus au Venezuela depuis plus d'un an. Ses mots, a-t-elle dit, étaient prononcés au nom de toutes les femmes et familles de prisonniers détenus pour des motifs politiques dans son pays. Elle dénonce la mesure arbitraire de privation de liberté qui touche actuellement son mari et tant d'autres vénézuéliens. Elle a remercié les partis membres de l'Internationale Socialiste pour le soutien permanent accordé par l'organisation à son pays et a partagé avec le Comité son souhait et son espoir de voir bientôt Antonio Ledezma et tous les prisonniers politiques vénézuéliens être libérés de prison.

George Papandreou, le Président de l'IS, a déclaré que l'Amérique latine et les Caraïbes lui sont très chères car il a lui-même vécu l'expérience de la dictature et de l'exil. La démocratie qui a été obtenue dans le monde est un système qui doit être défendu et garanti chaque fois et partout où il est menacé, a-t-il affirmé. Dans cette perspective, les politiques d'alliance sont totalement justifiées lorsqu'elles souhaitent rétablir la démocratie. Mais la démocratie est également consolidée quand les partis politiques qui partagent des principes et projets communs décident d'agir ensemble contre l'inégalité et de réagir face aux défis mondiaux tels que le changement climatique, le développement durable ou le phénomène des réfugiés et des migrants, et de formuler des propositions communes, démocratiques et responsables, afin de réduire les menaces de l'autoritarisme, du populisme et du fondamentalisme. George Papandreou a parlé de la crise des réfugiés et des politiques d'austérité actuelles en Europe, ajoutant que le modèle démocratique et social sur ce continent, qui a autrefois servi d'inspiration aux forces progressistes dans cette région du monde, pourrait bénéficier de l'observation des expériences actuelles dans cette région.

Durant le débat sur le second thème principal, « Perfectionner les systèmes et processus électoraux dans la région », le Comité a pu entendre des interventions des pays suivants : Mexique, Costa Rica, Panama, Pérou, République dominicaine, Venezuela, Paraguay et Argentine, basées sur les expériences dans ces



pays et sur les développements dans les domaines institutionnels et réglementaires. Tous les participants ont souligné l'importance de lois électorales et textes régissant les partis politiques à la fois modernes et adaptées à leurs propres réalités. Un facteur commun est la nécessité d'avoir un organe électoral autonome impartial, permanent, bien doté en fonds et dont les budgets ne sont pas subordonnés à des salariés et à la nomination d'autorités supérieures motivées par les changements de leur propre contingence électorale. En ce qui concerne l'utilisation de moyens électroniques et technologiques pour

l'inscription des électeurs, leur identification et le vote lui-même, beaucoup ont exprimé l'opinion comme quoi les progrès dans ces questions pourraient représenter une contribution très importante à la légitimité et l'efficacité des processus, mais il a également été noté qu'il est insuffisant que la crédibilité des citoyens au cours du processus électoral dépende entièrement d'eux. Parmi les autres aspects examinés et qui doivent être pris en compte, citons le financement de la politique, qu'il soit public, privé ou mixte, les restrictions des dépenses de campagne et la responsabilité des candidats. Les participants vénézuéliens, quant à eux, ont souligné la pertinence du rôle des observateurs électoraux internationaux, de la réglementation des réélections et de la nature des sanctions administratives qui évitent l'inscription de candidats, après la récente expérience dans leur pays.

À propos du dernier point à l'ordre du jour, les participants se sont exprimés sur la situation politique dans leur pays respectif. Outre la situation en République Dominicaine, qui a été largement expliquée durant la réunion, le Comité a entendu les participants vénézuéliens décrire les derniers développements politiques dans leur pays suite à l'adoption récente de la loi d'amnistie et de réconciliation portée par les forces politiques de la *Mesa de Unidad Democrática* (MUD) à l'Assemblée nationale vénézuélienne ; le participant brésilien a exposé la situation à laquelle se trouve confronté le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff ; le participant péruvien a présenté un rapport au Comité sur les perspectives électorales aux prochaines élections qui se dérouleront dans ce pays ; le vice-président de l'IS et représentant de Haïti a donné des informations sur les défis du gouvernement et de la présidence provisoire de la République en vue de l'organisation d'élections ; le représentant du Chili a présenté la situation de la progression des réformes du programme du président Bachelet ; la délégation de Costa Rica a transmis des informations à propos du travail interne actuel de son parti, le PLN, et de ses projections pour l'avenir ; le représentant du Panama a fait référence au travail de son parti et à l'importance accordée aux modifications des lois électorales et des partis dans son pays ; enfin l'UCR d'Argentine a fait part au Comité de son expérience au cours des premiers mois du gouvernement de coalition. En ce qui concerne l'Europe, le représentant du PSOE a présenté au Comité les derniers progrès et perspectives du dirigeant du parti, Pedro Sánchez, dans ses efforts pour former un gouvernement de coalition dirigé par les socialistes en Espagne.

Avant la clôture de la réunion, Luis Ayala, le secrétaire général de l'IS, a communiqué au Comité les dernières activités de l'Internationale et les initiatives nouvelles et à venir. Il a fait référence, entre autres, au travail devant être fait au cours des prochains mois par la Commission établie par l'Internationale pour examiner les inégalités dans l'économie mondiale et proposer des politiques spécifiques pour la combattre dans les pays en développement, dans les économies émergentes et dans les pays développés. A la fin des débats, le Comité a approuvé une résolution sur l'accord de gouvernement partagé en République dominicaine, une autre sur la situation au Brésil et une dernière sur la crise politique et institutionnelle actuelle au Venezuela, en prenant note également de l'appréciation de tous les participants pour la chaleureuse hospitalité de son parti membre en République Dominicaine, le PRD.

La CEI, le Caucase et la Mer Noire

L'IS lance un appel à l'arrêt immédiat des affrontements entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens

4 avril 2016

L'Internationale socialiste a suivi avec grande inquiétude les hostilités et affrontements qui se sont produits au cours des dernières 48 heures entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens, se soldant par la perte regrettable de nombreuses vies.

Notre Internationale lance un appel pour un cessez-le-feu immédiat et un arrêt de ces hostilités, tout en rappelant la nécessité urgente de la reprise du dialogue dans le cadre du Groupe de Minsk, un organisme accepté par l'Arménie et l'Azerbaïdjan et reconnu par les organisations multilatérales, afin de résoudre par la négociation et conformément aux principes du droit international le conflit de longue date au Haut-Karabakh.

C'est l'absence d'une perspective de solution, dans l'atmosphère existante d'agression et de course à l'armement, qui a entraîné les hostilités actuelles. Notre Internationale répète la nécessité d'un plus grand engagement de la communauté internationale dans son ensemble pour exercer son influence en faveur de la paix entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais.

Sur la base du dialogue mené au sein de notre Internationale par nos partis membres en Arménie et en Azerbaïdjan, nous leur demandons de participer activement à ce processus.

Venezuela

L'IS dénonce déclaration d'inconstitutionnalité de la loi pour l'amnistie et la réconciliation au Venezuela

12 avril 2016

L'Internationale Socialiste dénonce le grave mépris de la volonté souveraine du peuple vénézuélien et l'usurpation de pouvoir par la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême (TSJ) du pays suite à son annonce hier déclarant l'inconstitutionnalité de la loi pour l'amnistie et la réconciliation nationale qui avait été approuvée par une majorité à l'Assemblée nationale le 29 mars dernier.

La victoire écrasante aux élections à l'Assemblée nationale début décembre 2015 se fondait sur une proposition claire aux citoyens : une loi d'amnistie qui autoriserait la normalisation de la vie politique vénézuélienne et la réconciliation des citoyens. Trois mois après avoir pris leurs fonctions, les représentants de l'Assemblée nationale tiennent cette promesse mais sont empêchés, par une TSJ fortement remise en cause dont les pouvoirs semblent dominés par le parti au pouvoir, de respecter les souhaits du peuple vénézuélien.

L'Internationale regrette profondément que le régime du président Nicolás Maduro, au lieu d'accepter l'offre faite par l'opposition pour faire progresser le dialogue, en commençant par une loi qui libérera les prisonniers de conscience et autorisera le début de la normalisation du pays, tourne le dos à cette opportunité et se réfugie derrière des organes institutionnels autoritaires qui lui sont favorables, retardant l'avènement d'une plus grande démocratie, qui sera instaurée au Venezuela tôt ou tard.

L'Internationale réitère sa solidarité envers la grande majorité des Vénézuéliens qui se sont exprimés en décembre dernier en faveur du changement, et son engagement sans faille envers la cause de la démocratie au Venezuela. En présence d'une situation comme celle-ci, l'aliénation ou le scepticisme n'est pas la réaction à adopter. La démocratie est la seule manière de construire un Venezuela plus libre, plus juste et offrant de meilleures opportunités pour tous. Nous resterons toujours aux côtés du peuple vénézuélien dans ses efforts pour atteindre ces objectifs.

Gambie

L'IS dénonce la répression criminelle des manifestants et l'arrestation du leader du parti membre de l'IS en Gambie

16 avril 2016

L'Internationale Socialiste dénonce vigoureusement la violente répression de ces derniers jours, par les forces de sécurité du gouvernement en Gambie, des manifestants demandant une réforme électorale et le droit à la liberté d'expression, et l'arrestation aujourd'hui d'Ousainou Darboe, leader du Parti démocratique uni (UDP), membre de l'IS, après une descente de police chez lui, et la détention d'autres dirigeants et militants du parti qui s'y étaient rassemblés.

Avant son arrestation, Darboe avait dénoncé la violente répression des manifestants et déclaré qu'ils iraient à réclamer la libération des détenus et exiger la remise du secrétaire de l'organisation du parti, Ebrima Solo Sandeng, après des rapports qu'il avait été torturé à mort en prison pour avoir participé aux manifestations.

Darboe avait déclaré que les manifestants n'avaient rien fait de mal et exerçaient simplement leur droit constitutionnel, ajoutant que lui-même et d'autres membres du parti exigeraient la libération de leurs camarades détenus, dont plusieurs femmes, qui selon les rapports, sont gravement blessés.

L'Internationale Socialiste est profondément inquiète et condamne vigoureusement la violence et les graves violations des droits humains perpétrées par le gouvernement contre l'opposition politique en Gambie et exige une clarification totale du sort du secrétaire de l'organisation de l'UDP, Ebrima Solo Sandeng et des autres personnes arrêtées en même temps que lui, ainsi que la libération immédiate du leader de l'UDP, Ousainou Darboe, et de ses collègues.

Notre Internationale lance un appel aux autorités pertinentes de l'Union africaine et au Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'agir de manière urgente pour protéger les droits de tous ceux qui sont actuellement gravement menacés en Gambie. L'Internationale Socialiste demande aussi à ses partis membres au gouvernement de faire des représentations au gouvernement de Gambie pour la libération immédiate d'Ousainou Darboe et de toutes les personnes détenues. Nous appelons également à tous les membres de la communauté internationale de demeurer vigilants face aux développements en Gambie, où le président Yahya Jammeh, ancien officier de l'armée qui avait initialement saisi le pouvoir lors d'un coup d'État en 1994, est connu pour sa répression de l'opposition.

L'Internationale Socialiste fera tout son possible pour contribuer à la réalisation des aspirations et objectifs de son parti membre et des forces démocratique en Gambie pour le développement d'une société de liberté et de droits, et d'une démocratie efficace. Les élections présidentielles prévues pour décembre cette année doivent devenir pour la première fois dans l'histoire politique du pays, véritablement libres et justes.



Ousainou Darboe, leader arrêté de l'UDP Gambie, avec le Secrétaire général de l'IS au cours d'une récente réunion à Londres dans les bureaux de l'IS

Guinée Equatoriale

Un si long chemin vers la démocratie

26 avril 2016

Personne n'a été surpris lorsque le président de la Commission électorale nationale de Guinée Équatoriale a annoncé les premiers résultats préliminaires des élections présidentielles qui se sont déroulées le dimanche 24 avril dans ce pays. Avec quelques 10 % des votes comptabilisés, les résultats montraient un pourcentage de 99,2 % des voix favorables au président sortant Teodoro Obiang, à la tête du pays depuis 37 ans. Il n'est nullement nécessaire d'attendre les résultats définitifs, qui devraient être publiés dans trois jours, car la différence sera négligeable. À toutes les élections qui ont été organisées sous son mandat, il a réalisé des scores allant de 95 à 99 %.

Le principal parti d'opposition, la Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), parti membre de l'Internationale Socialiste, ainsi que la coalition du Front d'opposition démocratique (FOD), ont boycotté les élections, dénonçant leur manque de crédibilité vu l'absence de conditions démocratiques et le harcèlement et les intimidations constantes auxquels se heurte l'opposition.

Malgré ses réserves de pétrole qui font la richesse de ce petit pays, son peuple continue à souffrir en grande partie de la pauvreté, des inégalités, de l'injustice et du manque d'opportunités. Tout est fait pour étouffer les forces d'opposition, telles que la CPDS, et les empêcher de participer à la vie politique du pays. Dans ces conditions et l'environnement répressif qu'elles engendrent, les élections sont strictement contrôlées, ne sont pas fiables et ne sauraient être considérées démocratiques.

Obiang sera certainement déclaré vainqueur de ces élections par le président de la Commission électorale nationale, Clemente Engonga Nguema, qui occupe en même temps le poste de Ministre de l'Intérieur et de Vice-premier ministre de son gouvernement, ce qui lui permettra de reconduire son mandat présidentiel pour 7 ans, jusqu'en 2023.

Le peuple de Guinée Équatoriale n'a pas fini de parcourir le long chemin qui mène à la démocratie. Notre Internationale se déclare solidaire de ce peuple et de son parti membre, la CPDS, ainsi que de toutes les autres forces démocratiques d'opposition qui tentent de faire entendre leur voix. Il appartient à la communauté internationale d'en prendre acte et c'est le monde tout entier qui doit entendre leur appel.

Bulgarie

L'IS en Bulgarie

Mai 2016



Le Secrétaire général de l'IS avec Kornelia Ninova, nouvelle présidente du Parti socialiste bulgare, élue à l'occasion du 49^e congrès du parti, les 7 et 8 mai 2016

République Dominicaine

Délégation de l'IS d'observation des élections en République Dominicaine

14-16 mai 2016

Une délégation de l'Internationale Socialiste était en République dominicaine du 13 au 16 mai pour observer les élections présidentielles, législatives et municipales dans ce pays le dimanche 15 mai. L'alliance qui comprend le PLD et le parti membre de l'IS, le PRD, a gagné une majorité dans ces élections et le président sortant, Danilo Medina, a été réélu au premier tour du scrutin, avec près de 62 % des voix.



Roberto Rosario, président de la Commission électorale centrale (centre gauche) avec les membres de la délégation de l'IS, SI Secrétaire général Luis Ayala (centre droit), Bernal Jiménez, SI Vice-président, PLN, Costa Rica (à gauche) et Victor Benoit, SI Vice-président, Fusion, Haïti (à droite)



Certains des membres de la délégation de l'IS (de gauche à droite): Jorge Farfán (APRA, Pérou), Luis Florido (VP, Venezuela), Bernal Jiménez, (Vice-président de l'IS, PLN, Costa Rica), Peggy Cabral (PRD, République dominicaine), Luis Ayala (Secrétaire Général de l'IS), Victor Benoit (Vice-président de l'IS, Haïti), Edgar Zambrano (AD, Venezuela) et Timoteo Zambrano (UNT, Venezuela)

RD Congo

Secrétaire général des l'IS a une réunion avec le chef de l'UDPS de la République démocratique du Congo

24 mai 2016

Mardi 24 mai 2016 à Bruxelles Son Excellence Dr Étienne TSHISEKEDI WA MULUMBA Président Élu et Président du Parti a reçu en audience, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste Monsieur Luis AYALA



Commission sur les inegalites

Vaincre les inegalites dans l'economie mondiale – un plan d'action globale

3-4 juin 2016



La Commission de l'Internationale Socialiste sur les inégalités a tenu sa première réunion les 3 et 4 juin 2016 à Bruxelles, accueillie par le Parti socialiste belge (PS). La Commission a été établie par l'IS dans le but de suggérer des idées neuves, et des concepts et politiques innovant(e)s afin de vaincre les inégalités dans l'économie mondiale.

La Commission compte parmi ses membres un certain nombre de chefs et anciens chefs d'État et de gouvernement, ainsi que d'autres leaders de tous les continents, pour pouvoir tirer parti de leur expérience acquise à la tête d'un gouvernement dans des domaines liés aux problématiques qui sont du ressort de la Commission.

Étaient présents : le leader du PS belge hôte et président de la Commission, **Elio Di Rupo**, ancien premier ministre de la Belgique et vice-président de l'IS ; **George Papandreou**, président de l'IS et ancien premier ministre de la Grèce ; **Luis Ayala**, secrétaire général de l'IS ; ainsi que les membres de la Commission, **Laura Chinchilla**, ancienne présidente de la République du Costa Rica ; **Eero Heinälouma**, ancien premier ministre-adjoint de la Finlande, ancien ministre des finances et président du Parlement, vice-président de l'IS ; **Ricardo Lagos**, ancien président de la République du Chili ; **Marian Lupu**, ancien président de la République de Moldavie, ancien ministre de l'économie, leader du Parti démocratique de Moldavie (PDM) et vice-président de l'IS ; **Richard Parker**, professeur d'économie et de politiques publiques à l'Université de Harvard, ancien conseiller du sénateur Kennedy, ancien président de l'ADA (Americans for Democratic Action), membre du Parti démocrate américain ; **Anand Sharma**, ancien ministre des affaires étrangères et du commerce et de l'industrie de l'Inde, leader adjoint du Congrès National Indien et leader adjoint du groupe parlementaire INC au Parlement indien ; **Mohamed Bazoum**, ministre de l'intérieur du Niger et président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), présent au nom de **Son Excellence Mahamadou Issoufou**, président de la République du Niger et membre de la Commission ; et **Ajay Bramdeo**, représentant l'Union Africaine, au nom de **Nkosazana Dlamini-Zuma**, présidente de la Commission de l'Union Africaine et membre de la Commission. La Commission compte également parmi ses membres **Saleem Mandviwalla**, ancien ministre des finances du Pakistan, sénateur du Parti du peuple pakistanais (PPP), et président du Comité des finances du Sénat pakistanais.

Sur les deux jours de réunion, les participants ont convenu que les inégalités étaient l'un des enjeux les plus graves menaçant nos démocraties, nos sociétés et notre avenir commun, et que le principal objectif de la Commission était de définir des mesures concrètes pouvant être prises par le mouvement social-démocrate afin de réduire les inégalités. Lors de cette première réunion, les participants ont identifié plusieurs notions globales ayant trait aux inégalités et souligné qu'un effort global coordonné serait nécessaire pour confronter et inverser les inégalités économiques croissantes au sein des sociétés et entre les sociétés, les pays et les régions du monde.

Les participants ont unanimement soutenu la notion d'accès à l'éducation en tant qu'outil puissant de réduction des inégalités chez les générations à venir. Réduire les inégalités signifie défendre la gratuité de l'éducation dans les pays développés, où elle est de plus en plus menacée, et redoubler les efforts pour

élargir les services d'éducation dans les pays en développement, en mettant l'accent sur tous ceux qui n'ont pas pu accéder à une éducation par le passé, à savoir les plus pauvres et les filles. Les membres de la Commission ont toutefois observé que, dans de nombreux pays, les jeunes générations sont déjà les mieux éduquées de toute l'histoire, mais qu'elles continuent à souffrir d'un manque d'opportunités en matière d'emploi enrichissant et de sécurité de l'emploi. L'éducation pour tous est la condition sine qua non d'une société plus égalitaire, mais ce n'est pas un remède universel pour pallier aux diverses causes des inégalités.

Des inquiétudes ont donc été exprimées face à la prévalence de la hausse du chômage, qui a empêché beaucoup de ceux qui sont en âge de travailler et détiennent les qualifications nécessaires d'avoir cette opportunité. Les discussions sur l'emploi ont également touché à la question du commerce et des droits des travailleurs, qui sont étroitement liés aux inégalités. L'érosion des droits des travailleurs est une cause majeure des inégalités à travers le monde ; les accords de commerce doivent donc inclure des droits fondamentaux pour les travailleurs, qui permettront aussi aux gouvernements démocratiques de repousser les tentatives des grandes multinationales qui tirent parti de leur puissance économique pour exercer leur influence sur les gouvernements, ce qui conduit à l'aggravation des conditions de travail.

Un lien a été clairement identifié entre l'action pour lutter contre le changement climatique et la lutte contre les inégalités - les deux tâches les plus cruciales du 21^e siècle. Les inégalités dans l'économie mondiale sont également reflétées dans la disparité des émissions par habitant entre les pays développés et les pays en développement, et leurs responsabilités en termes d'émissions historiques. C'est également vrai que le principe de responsabilités partagées mais différenciées, bien connu des négociations sur le changement climatique, peut s'appliquer à la lutte contre les inégalités. Bien que l'action sur les inégalités soit nécessaire partout, étant donné que les points de départ ne sont pas les mêmes et les stades de développement économiques disparates, la nature précise de cette action est très différenciée.

La démarche différenciée qui serait requise afin de lutter contre les inégalités figurait au centre des discussions, et les participants ont apporté des perspectives locales sur les problèmes les plus urgents à résoudre au niveau de leur pays et de leur région. D'où l'importance d'une composition diversifiée de la Commission, qui est l'un de ses grands atouts. On a souligné qu'il n'existait pas de démarche universelle adaptée à toutes les situations, et donc, que les conclusions de la Commission devaient respecter les différents enjeux qui se présentent sur chaque continent.

Les participants de l'UE et des États-Unis ont noté l'impact de la « grande récession » sur les niveaux d'inégalités, du fait que la croissance post-récession s'accumule à un niveau disproportionné entre les mains des plus riches. Le problème de la concentration des richesses entre les mains des 1 % les plus fortunés, continue à persister au niveau régional et mondial. Une solution proposée pour redresser cette injustice serait d'explorer des manières d'augmenter l'impôt sur le capital, qui, dans de nombreux pays, est actuellement fixé à un taux inférieur à l'impôt sur le revenu.

En Amérique du Sud, le problème des inégalités est d'une importance primordiale car, en dépit du développement économique et de la hausse des revenus moyens, on n'a pas réussi à les réduire significativement. Pour les membres de la Commission, ceci montre qu'on attache bien trop d'importance à des critères tels que le PIB par habitant pour déterminer quelles sont les économies florissantes. Une fois que les revenus annuels grimpent au-dessus d'un seuil d'environ 20 000 dollars par habitant, la corrélation est beaucoup plus forte entre l'égalité économique et le bien-être général qu'entre le montant des revenus et le bien-être ; c'est l'une des raisons pour lesquelles la Commission a soutenu les efforts pour donner plus de prééminence au coefficient de Gini, afin d'intégrer la distribution des revenus en tant que mesure du développement.

La notion de justice économique est un principe vital pour de nombreux pays en développement, particulièrement en Asie qui représente 60 % de la population mondiale et où le développement reste essentiel à la réduction de la pauvreté. En Asie, la hausse des revenus est une première étape cruciale vers la réduction des inégalités. Néanmoins, les participants ont souligné que les inégalités, loin d'être uniquement une question de revenus, étaient très liées à la sécurité alimentaire, aux prestations sanitaires et à l'éducation.

Les membres des pays d'Afrique ont soulevé la question du lien entre les conflits, l'insécurité et les inégalités. Les inégalités au niveau international accentuent la pauvreté, qui est source de conflit. Le

manque de sécurité porte également atteinte aux efforts des gouvernements démocratiques pour mettre en œuvre les politiques qui entraîneraient une réduction des inégalités. Ce sont des enjeux particulièrement ressentis dans la région du Sahel en Afrique.

Au terme de cette première série de discussions sur la lutte contre les inégalités au niveau mondial, les membres de la Commission se sont mis d'accord sur une série de politiques fondamentales qui doivent être mises en œuvre pour obtenir la réduction des inégalités, notamment : mettre fin aux paradis fiscaux ; mettre en œuvre une taxation plus progressive ; explorer des manières d'imposer le capital à un niveau supérieur aux salaires, si nécessaire ; créer un lien entre le PIB et le coefficient de Gini, comme mesure de la prospérité ; réaffirmer le rôle crucial de l'éducation comme condition préalable à la réduction des inégalités ; mettre fin aux discriminations basées sur le genre, la nationalité et l'appartenance ethnique ; réformer les institutions internationales afin qu'elles reflètent les réalités contemporaines ; conjuguer justice économique, justice climatique et réduction des émissions ; intensifier la lutte anticorruption ; lier le salaire minimum aux revenus moyens ; enfin, chercher à régler les conflits afin d'apporter la stabilité qui est nécessaire à la réduction des inégalités.

La Commission se réunira prochainement à Niamey, capitale du Niger, sur invitation de Son Excellence *Mahamadou Issoufou*, président de la République du Niger et membre de la Commission, dans la première moitié du mois de Septembre. La réunion de Niamey permettra de développer, d'approfondir et de poursuivre les discussions et d'avancer vers la préparation d'un rapport complet sur les inégalités. Le prochain Conseil de l'IS à Genève, au mois de juillet, inclura des discussions sur le thème des inégalités, à l'occasion desquelles les membres de l'IS de toutes les régions du monde auront l'opportunité de contribuer au débat et à l'élaboration du rapport de la Commission.

Conseil

Réunion du Conseil aux Nations Unies à Genève

1-2 juillet 2016



Le Conseil de l'Internationale Socialiste a tenu une réunion aux Nations Unies à Genève les 1-2 juillet. Ses débats se sont concentrés sur trois thèmes principaux : « Renforcer la réponse politique et humanitaire aux

crises internationales actuelles », « Défendre et consolider la démocratie : soutenir la lutte pour les libertés et les droits là où ils sont menacés », et « La nécessité d'une économie qui fonctionne pour tous – vaincre les inégalités dans l'économie mondiale ». La réunion a débuté avec une minute de silence en hommage aux victimes du récent attentat terroriste à l'aéroport Atatürk d'Istanbul et à leurs proches ainsi qu'aux autres innocents qui ont perdu la vie des suites d'atrocités terroristes à travers le monde. Le Conseil a également émis une déclaration sur l'attaque.

Ce retour dans les murs du *Palais des Nations* était l'occasion pour l'IS de rappeler les liens existants entre sa vision globale et ses objectifs et ceux des Nations Unies, tel que l'a rappelé Luis Ayala dans son discours d'ouverture. Le Secrétaire général de l'IS a souligné le profond attachement de l'IS au multilatéralisme, à la paix et aux droits universels, rappelant que le Conseil s'est réuni dans la même salle dans laquelle, années auparavant, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies se réunissait, et où il avait été présent comme membre de l'opposition démocratique à la dictature militaire au Chili. Il a annoncé que l'IS se tenait prêt à relever les défis pour œuvrer en faveur de la paix, de la démocratie et des solutions aux crises humanitaires. À l'aune du prochain XXVe Congrès de l'IS, qu'il a annoncé pour décembre 2016, il a attiré l'attention sur la question des inégalités dans l'économie mondiale, un thème majeur du rassemblement.



Michael Møller, Directeur-général de l'ONUG

Les participants ont été accueillis à l'ONUG par le Directeur-général Michael Møller, qui s'est félicité du choix de l'IS de se réunir à nouveau au cœur de Genève internationale, en se concentrant sur les défis mondiaux également inscrits à l'ordre du jour des Nations Unies. Il a confirmé sa conviction que le modèle de gouvernance centré sur l'État était remis en question par de nouveaux acteurs de la société civile, du secteur privé et académique. Ce changement de perspective, vers une approche des enjeux stratégique et inclusive, s'est illustré par l'adoption en 2015 par l'ensemble des États membres des Nations Unies d'une feuille de route historique pour l'humanité, en faveur d'un monde durable pour les générations futures.

Le Président de l'IS, George Papandreou, s'est exprimé à l'ouverture du Conseil, en lançant un appel à l'IS pour faire entendre sa voix dans le monde entier à une époque où il est de plus en plus important de pouvoir compter sur un mouvement social-démocrate fort, capable de prendre l'initiative sur les défis internationaux. Il a présenté la question des inégalités mondiales comme étant un domaine dans lequel la coopération et les partenariats transfrontières sont cruciaux, soulignant l'importance des travaux de la nouvelle Commission de l'IS sur les inégalités. G. Papandreou s'est exprimé sur le calvaire des réfugiés et sur la nécessité de contrer la rhétorique négative dominante, terreau fertile du nationalisme et de l'insécurité. Prenant la parole en tant qu'ancien réfugié, il a souligné qu'il fallait considérer les réfugiés comme un moyen d'investir dans de futures relations avec des pays tiers et la démocratie dans le monde.

Le besoin d'une réponse politique et humanitaire aux crises internationales actuelles a été repris par de nombreux orateurs s'exprimant devant le Conseil au sujet du premier thème, examinant les crises provoquées par des conflits, des déplacements forcés, et le terrorisme, ainsi que les étapes requises pour affronter ces enjeux majeurs. Le consensus prévalait sur le besoin de combiner une réponse politique et humanitaire, et sur le rôle indispensable de la coopération multilatérale dans la solution à apporter. Les débats relatifs à ce thème sont consacrés dans la déclaration sur la réponse politique et humanitaire aux crises internationales actuelles du Conseil.

Lors des débats relatifs aux crises mondiales, différentes approches ont été proposées. Au cours de la première séance du Conseil, plusieurs représentants des forces politiques de Turquie, de Syrie, d'Iraq et d'Iran ont présenté leurs analyses respectives sur la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire les concernant. Ces réflexions ont contribué à certains des déclarations et résolutions adoptées

ultérieurement par le Conseil, parmi eux, un sur la région kurde. Les représentants des partis membres de l'IS en Israël et en Palestine ont également pris part au débat, et une déclaration sur la question Palestinienne a été adoptée. Toujours en lien avec le premier thème, le Conseil a adopté des déclarations sur les accords de cessez-le-feu en Colombie et le processus de paix à Chypre, a appelé de ses vœux un règlement pacifique et durable au Sahara occidental et répondu aux menaces à la paix et à la sécurité en Libye et au Niger.



Amre Moussa, ancien Secrétaire général de la Ligue arabe

Sur le thème de la démocratie, Amre Moussa, présent au Conseil en sa qualité d'invité spécial, a prononcé un discours liminaire. L'ancien Secrétaire général de la Ligue arabe a estimé que l'IS avait un rôle important à jouer dans la lutte contre les croissantes difficultés sociales, économiques, politiques et sécuritaires. Quant au monde arabe, il a ajouté qu'il était inenvisageable de revenir au statu quo ante. Un nouvel ordre régional est nécessaire, avec un rôle renforcé pour le Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de satisfaire les exigences de paix et de négociations pacifiques, faisant écho aux aspirations du peuple.

Les délégués du Conseil ont contribué aux débats en partageant leur vision de la situation de la démocratie dans leur pays respectif. L'ardeur des déclarations formulées figure dans les déclarations

du Conseil sur plusieurs pays concernés, adoptées ultérieurement. Elles reprennent notamment les déclarations sur la démocratie au Bélarus, au Tchad, en Guinée équatoriale, en Gambie, en Tunisie et au Venezuela.

Elio Di Rupo, Président de la Commission de l'IS sur les inégalités, a rendu compte de la première réunion de la Commission convoquée à Bruxelles les 3-4 juin, insistant sur le fait que l'IS a la capacité de proposer une réponse progressive aux inégalités actuelles dans l'économie mondiale. Il a lancé un appel à l'action pour réduire les disparités endémiques, caractérisées par le fait que 80 milliardaires dans le monde détiennent une richesse combinée équivalente à celle de 50% de la population la plus pauvre de la planète. Les membres de la Commission sur les inégalités Marian Lupu, ancien président de la Moldavie, Vice-Président de l'IS, et Eero Heinäluoma, ancien président du parlement finlandais et Vice-Président de l'IS, ont abordé également le Conseil sur ce sujet. D'autres représentants des partis membres de l'IS ont par la suite enrichi les débats sur le thème des inégalités en prenant la parole en faveur de ses objectifs, proposant leur vision personnelle sur ce que pourrait faire l'IS en faveur de la réduction des inégalités.



Le Président du Comité éthique, Jean-Paul Buffat (PS, Belgique), a fait rapport sur la réunion du Comité convoquée la veille du Conseil. Le Conseil a approuvé les propositions formulées par le Comité en faveur d'une modification du statut du Parti social-démocrate d'Azerbaïdjan (ASDP) pour un statut de membre de plein droit, de l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau (UNDR, Tchad) pour un statut de membre consultatif et d'affilier le Mouvement populaire pour le progrès (MPP, Burkina Faso) en tant que parti membre de plein droit.

Le Conseil a reçu un rapport du co-président du Comité d'administration et des finances, Maurice Poler (AD, Venezuela), sur la situation financière actuelle de l'organisation et a approuvé les comptes vérifiés proposés. Tous les partis ayant des arriérés de paiement des frais d'affiliation ont été rappelés de leurs obligations financières et de la nécessité de respecter les stipulations des statuts de l'IS pour maintenir leur appartenance à l'Internationale Socialiste.

France

L'IS condamne l'attaque terroriste de Nice et est solidaire de la France

15 juillet 2016

L'Internationale Socialiste condamne vigoureusement l'infâme attaque terroriste de la nuit dernière pendant les festivités de la fête nationale française à Nice, qui a coûté la vie à au moins 84 hommes, femmes et enfants, et gravement blessé de nombreux autres.

Cette attaque effroyable s'inscrit dans la droite ligne des actes de terrorisme successifs perpétrés contre des innocents en France et dans d'autres pays à travers le monde, les extrémistes cherchant à instaurer un climat de peur et à faire trembler la démocratie ainsi que les droits et les libertés pour lesquels les peuples du monde entier ont lutté. Aujourd'hui, notre famille politique s'exprime d'une seule et même voix pour dénoncer ces crimes. Notre détermination à agir ensemble contre la terreur est plus que jamais arrêtée alors que nous réitérons l'appel lancé par l'Internationale Socialiste à une réponse internationale globale pour éradiquer ce fléau, afin de protéger les sociétés ouvertes et démocratiques.

L'Internationale Socialiste adresse également ses plus profondes condoléances aux familles et proches des victimes. En ces temps funestes, nous nous tenons résolus aux côtés du peuple de France, à qui nous manifestons toute notre solidarité.

Turquie

L'IS condamne la tentative de coup d'Etat et appuie la démocratie en Turquie

16 juillet 2016

L'Internationale Socialiste condamne la tentative de forces armées en Turquie, au cours de la nuit dernière et aux premières heures du jour ce matin, de renversement du gouvernement légitimement élu du pays.

Notre organisation reprend à son compte et appuie pleinement les déclarations claires et sans équivoque des leaders du CHP et du HDP, membres de notre famille politique mondiale, alors que la tentative de coup d'Etat est en cours.

Kemal Kılıçdaroğlu, leader du CHP, a déclaré que le pays a été victime de coups d'État par le passé et que ces événements ne devraient jamais se reproduire en Turquie, et d'ajouter que son parti repose entièrement sur le libre arbitre du peuple, indispensable à la démocratie parlementaire de Turquie.

Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, co-présidents du HDP, ont déclaré que nul n'est au-dessus de la volonté du peuple, avant de préciser qu'ils condamnent tout coup d'État sous toutes circonstances, soulignant qu'il ne saurait y avoir d'autre issue qu'un système politique démocratique.

L'Internationale Socialiste, en tant que mouvement international de partis politiques, a toujours valorisé la démocratie comme pierre angulaire de la lutte pour les droits et les libertés dans le monde entier. L'IS sait que la démocratie est la libre expression du peuple, elle doit être respectée et encouragée, elle requiert des institutions indépendantes crédibles, notamment le système judiciaire, la liberté d'expression et des médias, et le plein respect des droits de l'homme.

Nous nourrissons l'espoir que ces temps troublés que traverse la Turquie trouveront une issue, alors que le pays a besoin d'une démocratie pleinement opérationnelle pour le bien de son peuple, de ses voisins et de toutes les nations démocratiques du monde.

Notre Internationale manifeste sa pleine solidarité à tous ceux qui défendent la démocratie en Turquie.

Gambie

L'IS denonce la condamnation du chef de l'opposition en Gambie

22 juillet 2016

L'Internationale Socialiste dénonce et condamne fermement la peine de 3 ans d'emprisonnement prononcée contre Ousainou Darboe, chef de l'opposition du Parti démocratique unifié (United Democratic Party, UDP) de Gambie, un parti membre de l'IS, et 18 autres membres et sympathisants du parti, placés en détention arbitraire depuis le 16 avril 2016 après une manifestation pacifique.

L'IS déplore profondément ce simulacre de justice et demande qu'ils soient immédiatement relâchés. Nous lançons également un appel à la communauté internationale d'unir ses forces pour dénoncer les actions du régime dictatorial de Yahya Jammeh et demander la fin des violations constantes des droits de l'homme dans ce pays, des sévices et des assassinats de détenus, à l'instar du Secrétaire de l'UDP Ebrima Solo Sandeng ce dernier mois d'avril, du non-respect persistant de la liberté d'expression et du harcèlement des membres de l'opposition par le régime au pouvoir.

L'Internationale Socialiste manifeste à nouveau toute sa solidarité à Ousainou Darboe et à ses coaccusés, à l'UDP, ainsi qu'à toutes les forces démocratiques de Gambie luttant pour défendre l'ensemble de leurs droits et libertés et se déclare déterminée à rester attentive à la situation du pays à l'approche des élections présidentielles, prévues pour décembre 2016. L'IS réitère son appel à la communauté internationale et aux institutions régionales et internationales, en particulier l'Union africaine et les Nations Unies, de prendre des mesures urgentes à cet égard.

- 23 août 2016

C'est avec une profonde tristesse que l'IS a appris le décès en prison d'Ebrima Solo Kurumah, membre de l'UDP ; le second événement de cette nature en cinq mois. L'IS appelle à une enquête approfondie de toute urgence afin d'établir les circonstances de cette mort tragique. L'Internationale Socialiste manifeste toujours une vive inquiétude pour la vie de tous les manifestants incarcérés, attendu que deux prisonniers politiques appartenant à ce groupe ont péri au cours des derniers mois.

DR Congo

Une délégation du Parti Lumumbiste Unifié, PALU, rencontre le Secrétaire Général de l'IS au bureau de l'IS à Londres

7 septembre 2016



Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, rencontre avec une délégation du PALU, RD Congo, dans les bureaux de l'IS à Londres

En réunion avec le Secrétaire général de l'IS au nom de PALU, les camarades Gishangu Zubi, Elele Ma Fungula, Justin Pambi, Andre Moreau Bisimwa et Malutanga Mafinamene

Belarus

Les élections législatives n'apportent ni vraie démocratie ni réel changement

13 septembre 2016

Malgré l'élection de parlementaires de l'opposition, une première en vingt ans, les élections législatives au Bélarus n'ont pas apporté de véritable démocratie au peuple du pays. L'Internationale Socialiste renouvelle son plein appui et sa solidarité à tous ceux qui, au Bélarus, se sont engagés dans la lutte fondamentale pour la démocratie et les droits de l'homme.

Le 11 septembre 2016, les citoyens bélarussiens se sont rendus aux urnes pour le scrutin législatif, dont les résultats sont désormais connus. Le nouveau parlement compte deux députés de l'opposition, les premiers à être élus depuis 1996, mais reste largement dominé par les partisans du président Alexander Lukashenko. Ce dernier dirige le pays depuis 1994, exerçant un pouvoir absolu grâce à une répression systématique de l'opposition et à la manipulation des élections.

Les observateurs des élections législatives ont exprimé leur préoccupation quant aux nombreuses irrégularités observées lors du vote et des procédures de décompte des voix et de dépouillement. Par ailleurs, le climat politique ambiant ne favorise pas la tenue d'élections démocratiques étant donné les sérieuses restrictions à la liberté fondamentale des partis et des candidats de l'opposition à s'organiser et à s'exprimer. L'IS reste convaincue que dans un contexte électoral libre et régulier, un plus grand nombre de candidats de l'opposition auraient été élus. Dès lors, les résultats publiés par les autorités bélarussiennes ne sont qu'une simple tentative de camouflage de l'absence de démocratie.

Nombreux sont ceux, au sein de l'opposition unie, dont le parti bélarussien membre de l'IS Parti Social-Démocrate du Bélarus (BSDP-NH), qui perçoivent la présence des deux députés de l'opposition parmi les députés élus comme une tentative du régime de donner l'illusion d'un processus démocratique. Il est toutefois évident que deux voix dissidentes ne seront pas à même d'exercer une quelconque influence au

sein d'une Chambre composée de 110 députés dont le pouvoir est limité par le système autoritaire en vigueur au Bélarus de Lukashenko.

Au vu des manquements criants au processus démocratique, l'IS soutient pleinement les manifestations pacifiques du BSDP-NH et d'autres forces de l'opposition du 12 septembre en faveur d'élections libres et régulières. L'une des figures de proue de ces manifestations était Mikalai Statkevich, président du BSDP-NH et ancien candidat présidentiel, emprisonné par les autorités pendant quatre ans et huit mois à la suite des élections présidentielles illégitimes de 2010. L'IS était aux côtés de Mikalai Statkevich et des autres prisonniers politiques bélarussiens pendant leur incarcération et continuera à faire avancer la cause démocratique au Bélarus. Nous encourageons la communauté internationale à en faire autant, en maintenant la pression sur le régime bélarussien afin d'insuffler un changement concret.

Présidium

Réunion du Présidium de l'IS et Chefs d'Etat et de Gouvernement, Nations Unies, New York

21 septembre 2016



La réunion annuelle du Présidium de l'IS à l'occasion du débat de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est tenue le 21 septembre à New York, la huitième réunion depuis 2008. L'ordre du jour de la réunion s'est concentré sur le rôle du mouvement social-démocrate dans la promotion d'une action collective pour relever les défis actuels en matière de sécurité, de démocratie et de durabilité dans différentes régions du monde et sur les résultats du débat de haut niveau de

l'AGNU à propos de la crise des réfugiés et des migrants.

Les débats ont avant tout porté sur le sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants récemment achevé. Les membres du Présidium ont reconnu conjointement l'urgence d'une réaction coordonnée à la crise mondiale des réfugiés. Il a été fait mention qu'un partage des responsabilités plus équitable dans l'accueil et le soutien aux réfugiés est nécessaire dans le monde entier. À l'heure actuelle, le plus lourd fardeau de la crise des réfugiés est porté par les pays en développement qui accueillent la grande majorité des réfugiés internationaux. Dès lors, il a été jugé essentiel d'accélérer la progression vers la conclusion d'un accord mondial pour des migrations sûres, régulières et ordonnées.

Un certain nombre de participants ont souligné que la communauté internationale, et plus particulièrement les économies les plus avancées, ont un devoir et partagent une responsabilité collective envers les réfugiés du monde entier, dont la vie et les moyens de subsistance sont menacés par l'absence de progrès concrets dans ce domaine. Cela étant, subsiste le besoin impératif d'agir de manière concertée pour lutter contre les causes profondes de la crise mondiale des réfugiés. À cet égard, les participants ont souligné l'importance du travail de l'IS dans la résolution des conflits et la lutte contre les changements climatiques, deux éléments moteurs des mouvements de population.

À l'examen du premier point à l'ordre du jour et des contributions pouvant être apportées par le mouvement social-démocrate pour faire face aux défis planétaires actuels, les participants ont lancé un

appel à l'élaboration d'une stratégie concertée en faveur de la paix et de la sécurité, du développement durable et des droits de l'homme. La conviction de tous est que la social-démocratie est nécessaire pour relever les défis en matière de paix, de développement durable et de démocratie, avec l'IS comme forum indispensable à la coopération vers des buts et objectifs communs. Un an après le sommet sur les ODD, plusieurs interventions ont rappelé l'importance continue des Objectifs mondiaux dans l'édification d'un monde plus respectueux de l'environnement et plus pacifique garantissant l'égalité des chances pour tous et ont rappelé qu'il est capital d'assurer une participation égale entre les hommes et les femmes à la construction d'un avenir durable pour tous.

Le sous-développement contribue toujours fortement aux migrations, et lors de leur allocution, le président de Guinée Alpha Condé et le président de Namibie Hage Geingob ont constaté que leurs pays respectifs ont continuellement besoin d'aide au développement et d'un partage plus équitable des ressources à l'échelle internationale. Ils ont estimé, à l'instar d'autres participants, que les socialistes et les sociaux-démocrates jouissent d'une position privilégiée pour réduire le fossé entre les riches et les pauvres et résoudre les problèmes de pauvreté et d'injustice sociale.

Conformément au mandat émanant du dernier Conseil de l'IS à Genève en juillet 2016, il incombait au Présidium de convenir le lieu du prochain XXVe Congrès de l'IS. Le secrétaire général a déclaré qu'à l'occasion des discussions avec la direction du parti membre de l'IS en Colombie, le parti s'est dit prêt à accueillir le Congrès. Ceci respecterait la pratique en vigueur au sein de l'IS en faveur d'une rotation des lieux d'accueil des réunions du Conseil et du Congrès traduisant ainsi la portée internationale de l'organisation. Il a souligné l'importance de réunir toute la famille sociale-démocrate internationale en Colombie, alors que le pays franchit une étape historique avec les accords conclus entre le gouvernement et les guérillas des FARC pour mettre un terme à plus de 50 ans de conflit armé. La présence de l'IS en Colombie serait une preuve concrète du soutien du mouvement à la décision courageuse d'apporter la paix au pays et de son engagement constant à l'égard du processus de désarmement et de réconciliation après un conflit.

La proposition d'organiser le Congrès dans la ville de Carthagène des Indes a été largement approuvée par le Présidium, la réunion étant prévue pour les premiers mois de 2017 à la suite des consultations avec les hôtes. La symbolique du lieu d'accueil du Congrès et le calendrier opportun trouveront leur expression dans l'ajout de la paix comme l'un des principaux thèmes du Congrès, faisant référence au processus de paix réussi en Colombie et au besoin de promouvoir la paix dans les autres zones de conflits dans le monde. Le Congrès se concentrera également sur la question des inégalités dans l'économie mondiale, un sujet dont l'impact actuel a fait l'objet de travaux récents de la Commission de l'IS sur les inégalités qui œuvre à l'élaboration d'initiatives concrètes pour réduire les inégalités au sein et entre les nations.

Le Présidium a été tenu au courant de la réponse du FSLN aux préoccupations exprimées par l'IS au parti quant au renvoi par la Commission électorale nationale de seize parlementaires de l'opposition et de douze suppléants au Nicaragua. Le Présidium a pris acte que ce thème sera examiné et saisi par les organes statutaires compétents de l'IS.

La situation au Guatemala a été évoquée, alors que des inquiétudes ont été soulevées suite au récent décret du président Morales qui limite les libertés et droits fondamentales.

Les membres du Présidium de l'IS ont été rejoints par le président Alpha Condé (Guinée) et le président Hage Geingob (Namibie), ainsi que la présidente honoraire de l'IS Tarja Halonen, ancienne présidente de Finlande. Était également présent António Guterres, ancien président de l'IS et ancien Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations Unies. La réunion fut présidée par le président de l'IS George Papandreou aux côtés du secrétaire général Luis Ayala, avec la participation des vice-présidents de l'IS Sükhbaataryn Batbold (Mongolie), Victor Benoit (Haïti), Ousmane Tanor Dieng (Sénégal), Elio Di Rupo (Belgique), Alfred Gusenbauer (Autriche), Eero Heinäluoma (Finlande), Pendukeni Iivula-Ithana (Namibie), Bernal Jimenez (Costa Rica), Chantal Kambiwa (Cameroun), Marian Lupu (Moldova), Rafael Michellini (Uruguay), Mario Nalpatian (Arménie) Umut Oran (Turquie), Julião Mateus Paulo (Angola), Sandra Torres (Guatemala) et Ouaffa Hajji (vice-présidente ex-officio, IS des Femmes). Les représentants des gouvernements du Burkina Faso, de la République Dominicaine et du Monténégro étaient également présents.

Colombie

Aux côtés de la Colombie pour la paix

26 septembre 2016

L'Internationale Socialiste salue la signature historique de l'accord de paix entre le gouvernement de Colombie et les FARC aujourd'hui à Carthagène, mettant fin avec succès au processus engagé il y a plus de quatre ans à la Havane. Notre Internationale compte parmi ceux qui ont accompagné cet événement majeur, réitérant son soutien et son engagement en faveur de la paix en Colombie, aujourd'hui et pour la période de désarmement et de réconciliation de l'après-conflit.

Le 2 octobre, le peuple colombien se rendra aux urnes pour ratifier cet accord par référendum, tel que convenu par le Congrès et la Cour constitutionnelle de Colombie, mettant formellement un terme à plus de cinquante ans de conflit armé dont le bilan fait état de 267 162 morts, de populations entières déplacées, et qui a semé la souffrance et la division dans le pays. Le peuple aura le dernier mot, et l'Internationale Socialiste a toute confiance qu'il votera massivement en faveur de la paix.

L'Internationale Socialiste adresse toutes ses félicitations aux personnes impliquées, le président de la République et du gouvernement de Colombie, les chefs et membres des FARC, les partis politiques et leurs dirigeants ainsi que le peuple colombien. Elle salue également le concours apporté par les organisations internationales, les ONG et les autres membres de la communauté internationale à ce processus.

Nations Unies

L'IS félicite António Guterres pour sa nomination au poste Secrétaire general de l'ONU

6 octobre 2016



L'Internationale Socialiste adresse ses sincères félicitations à António Guterres, qui a été confirmé aujourd'hui par acclamation comme le candidat choisi formellement par le Conseil de sécurité de l'ONU pour devenir le neuvième Secrétaire général des Nations Unies. Le consensus dégagé est un symbole fort d'unité et de coopération. L'Assemblée générale des Nations Unies devrait désormais adopter une résolution confirmant sa nomination. Parmi des candidats hautement

qualifiés, M. Guterres s'est imposé comme le choix évident à la succession de Ban Ki Moon, qui se retirera le 31 décembre de cette année. Cette décision du Conseil de sécurité fait suite au processus de sélection le plus ouvert et transparent de l'histoire de l'ONU, pendant lequel tous les candidats ont été soumis à un examen critique sans précédent de la part de l'opinion publique.

M. Guterres est bien connu de la famille sociale-démocrate mondiale, ayant été premier ministre du Portugal de 1995 à 2002 et président de l'Internationale Socialiste de 1999 à 2005. Auparavant, il a également été vice-président de l'IS entre 1992 et 1999, ainsi que président du Comité sur les politiques économiques, le développement et l'environnement de l'IS (SICEDE). Lors de son mandat à la présidence

de l'IS, M. Guterres a attaché une grande importance au besoin de respecter les droits et libertés fondamentaux sans exception, soulignant le rôle de l'organisation en tant que mouvement pour la démocratie, la justice et la paix.

Plus récemment, António Guterres s'est illustré comme Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pendant dix ans, période pendant laquelle il a fait preuve d'une détermination sans faille à venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin dans le monde, tout en maintenant d'excellentes relations avec les États membres de l'ONU, la société civile et le secteur privé. En tant que Haut-Commissaire, il a également renforcé la capacité du HCR à répondre aux flux de réfugiés parmi les plus importants de l'histoire. De même, il s'est positionné comme ardent défenseur des droits de l'homme tout au long de sa carrière politique, plaidant qu'il ne peut y avoir de paix ni de développement durable sans respect des droits de l'homme.

L'IS n'a cessé de continuer à travailler en étroite collaboration avec et en appui à l'ONU et son nouveau Secrétaire général dès sa prise de fonction en 2017, à une époque de grands défis pour la communauté internationale. Une action urgente est requise pour faire face aux urgences d'ordre humanitaire dans le monde et trouver un règlement pacifique aux conflits, tout en continuant à miser sur la prévention des crises. La réforme et le renforcement de l'ONU restent des objectifs cruciaux. L'IS est convaincue qu'António Guterres sera un Secrétaire général d'une grande efficacité, travaillant sans relâche pour le règlement pacifique des différends et la coopération internationale, qui sont au centre de l'identité des Nations Unies, dans l'esprit de solidarité qui imprègne les travaux de l'Internationale Socialiste. Nous lui souhaitons tous nos vœux de succès dans ses nouvelles fonctions.

Afrique

L'Afrique au cœur de l'IS à Accra, Ghana

7-8 octobre 2016



Sous le thème principal : **« Faire avancer notre vision sociale-démocrate en Afrique »**, l'Internationale Socialiste a tenu une réunion de son Comité Afrique à Accra les 7 et 8 octobre 2016, accueillie par le Congrès Démocratique National, le NDC, parti membre de l'Internationale Socialiste au Ghana.

Réunissant partis membres de tout le continent, la réunion s'est déroulée dans

le Centre International Kofi Annan pour le Maintien de la Paix à Accra, un symbole qui n'a pas échappé aux participants, en particulier au moment où António Guterres, un ancien président de l'Internationale Socialiste, a été annoncé comme candidat désigné par le Conseil de Sécurité de l'ONU pour le poste de Secrétaire général des Nations Unies.

À la séance inaugurale de la réunion, un accueil chaleureux fut réservé aux participants par Kofi Attor, directeur des relations internationales du NDC. Après le discours d'ouverture du secrétaire général de l'IS,

Luis Ayala, l'assemblée a entendu la vice-présidente de l'IS Pendukeni Iivula-Ithana, ministre de l'intérieur de Namibie, le président du Comité, Emmanuel Golou du PSD Bénin, et le président de l'IS, George Papandreou. Son Excellence Kwesi Amissah-Arthur, le vice-président de la République du Ghana, a prononcé un discours spécial à l'ensemble des participants.

Lors des séances de travail qui ont suivi, les membres du Comité ont engagé de vastes discussions sur deux thèmes principaux. Concernant le premier thème « **Faire avancer notre vision sociale-démocrate en Afrique : créer de l'emploi et de la croissance économique, et pour tous, garantir une éducation de qualité, développer les systèmes de santé, et assurer une protection sociale** », des contributions approfondies sur ses diverses dimensions ont été apportées par les différentes perspectives nationales représentées à la réunion, et un accord a été trouvé sur un certain nombre de points basés sur l'éthos de démocratie, de bonne gouvernance et les responsabilités sociales associées qui constituent la pierre angulaire de notre identité en tant que socialistes et sociaux-démocrates. Certains éléments de la discussion figurent dans la Déclaration d'Accra adoptée à l'issue de la réunion.

Sous le second thème « **Paix et sécurité – travailler ensemble à l'élaboration de stratégies communes pour relever les défis actuels en Afrique** », les participants ont abordé les conflits actuels affectant la région et leurs conséquences humaines, politiques et sociétales, ainsi que le fléau du terrorisme qui constitue une menace pour la population et pour les acquis démocratiques obtenus dans un certain nombre de pays. L'engagement de la social-démocratie à éliminer les causes de conflit en garantissant la jouissance de droits et de libertés à tous les citoyens dans l'ensemble de la région et la détermination de notre mouvement à voir la fin de la terreur ont été soulignés lors des discussions. Il a été considéré que le partage des renseignements et l'entraînement spécial des forces de sécurités pour faire face aux nouvelles menaces qui pèsent sur les pays de la région est d'une importance capitale. La solidarité et le soutien mutuel, qui sont les signes distinctifs de notre mouvement, ont été perçus comme stratégiques pour le maintien de la paix.

Au cours des séances de travail, les participants de l'Afrique du Sud, d'Angola, du Bénin, du Botswana, du Burkina Faso, de la RD Congo, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée Équatoriale, du Kenya, du Lesotho, du Mali, du Maroc, de la Namibie, du Niger, du Sahara Occidental, du Sénégal, du Somaliland, du Tchad, et du Togo, ont eu l'occasion de partager des informations sur la situation nationale qui prévaut dans leur pays respectif, sur les défis qu'ils affrontent et sur les travaux et les objectifs de leur parti.

À l'occasion d'une cérémonie spéciale de clôture, y compris la participation du secrétaire général du NDC, Johnson Asiedu Nketiah, le président de la République du Ghana, Son Excellence John Dramani Mahama,



SE Président Mahama avec les participants à la réunion de le Comité Afrique de l'IS à Accra, Ghana

s'est exprimé devant l'assemblée et a souligné les objectifs sociaux-démocrates fondamentaux au cœur de la campagne du NDC pour les prochaines élections générales prévues en décembre 2016. Investir dans le peuple, l'emploi, l'éducation, la santé, et dans les infrastructures du pays pour créer des perspectives d'avenir et améliorer la vie de

tous les Ghanéens est au cœur de leur programme. Il a remercié l'Internationale Socialiste pour sa présence au Ghana et pour sa solidarité.

Tous les participants ont, à l'unanimité, remercié chaleureusement le NDC pour son hospitalité et l'accueil de cette réunion et se sont dits optimistes quant au succès du parti aux prochaines élections présidentielles et parlementaires.

DECLARATION D'ACCRA

Original: anglais

Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Accra, au Ghana, les 7 et 8 octobre 2016 sur le thème principal « **Faire avancer notre vision sociale-démocrate en Afrique : créer de l'emploi et de la croissance économique, et pour tous, garantir une éducation de qualité, développer les systèmes de santé, et assurer une protection sociale** ».

Les accords suivants ont été conclus:

- A. Concernant le thème principal : « Faire avancer notre vision sociale-démocrate en Afrique : créer de l'emploi et de la croissance économique, et pour tous, garantir une éducation de qualité, développer les systèmes de santé, et assurer une protection sociale » :
 - 1. Que les partis membres de l'IS au gouvernement doivent s'employer à tendre la main à leurs collègues qui se trouvent dans l'opposition et engager plus souvent le dialogue sur des stratégies pouvant les aider à faire entendre leur voix sur des questions de bonne gouvernance, d'État de droit, de protection sociale et de sentiment d'appartenance.
 - 2. Que le chômage des jeunes est une immense bombe à retardement qui pourrait menacer la paix et la sécurité de tous les pays. Par conséquent, des efforts collectifs devraient être déployés pour offrir aux jeunes une formation et une éducation appropriées afin qu'ils soient éligibles sur le marché de l'emploi.
 - 3. Que les questions telles que le logement social, le système national d'assurance maladie, la sécurité de l'emploi, le soutien social aux vulnérables (à l'instar du programme LEAP au Ghana et en Afrique du Sud) devraient se poursuivre afin de désamorcer les tensions pouvant exploser en anarchie sociale.
 - 4. Que l'accès à une éducation de qualité tant en termes d'infrastructures que de programmes d'enseignement appropriés devrait être renforcé comme partie intégrante du programme social démocrate afin de relever les défis actuels du continent.
- B. Concernant le second thème : « Paix et sécurité – travailler ensemble à l'élaboration de stratégies communes pour affronter les défis actuels en Afrique », il a été recommandé:
 - 1. Qu'afin de résoudre les conflits et les insurrections armées par des groupes terroristes, les pays africains doivent compter sur des armées plus robustes et mieux entraînées, capables de protéger leurs citoyens. Là où des conflits armés ont été résolus, tous les efforts doivent être consentis au pardon et à la réconciliation de toutes les factions ayant pris part au conflit passé. La Commission sud-africaine pour la vérité et la réconciliation ainsi que les stratégies de réconciliation namibiennes ont été citées.

2. Que le Secrétaire général des Nations Unies et son envoyé spécial devraient poursuivre leurs efforts en vue de dégager une solution mutuellement acceptable garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui. À cet égard, l'IS devrait demander que le Royaume du Maroc et le Front Polisario engagent des négociations directes et sérieuses sous les auspices de l'ONU.
3. Que la menace terroriste en Afrique, que ce soit ISIS ou Boko Haram au Nigéria, au Niger, au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire ou ailleurs, doit être affrontée en mutualisant et en partageant les renseignements collectifs et chacun doit être le gardien de l'autre puisqu'une attaque perpétrée contre un pays a des répercussions dans tout le continent.
4. Que les membres de l'IS devraient renforcer leur solidarité et leur assistance à ceux qui font face aux menaces sécuritaires et au terrorisme.
5. Dénoncer la conduite du gouvernement de Gambie, notamment la détention de prisonniers politiques, dont font partie le leader Ousainou Darboe et les membres de l'exécutif du parti membre de l'IS, l'UDP ; les violations constantes des droits de l'homme, les détentions arbitraires et les exécutions extrajudiciaires, et d'exiger la libération immédiate de tous ceux qui ont été emprisonnés pour des raisons politiques, ainsi que la tenue d'élections libres et justes.

En conclusion, l'Internationale Socialiste continuera à travailler ensemble afin de contribuer à la résolution des conflits et des menaces actuels à la paix et à la sécurité auxquels le continent est confronté.

Le parti NDC du Ghana a été chaleureusement remercié d'avoir accueilli la réunion du Comité Afrique à Accra. Les membres se sont dits optimistes quant à la victoire du NDC aux prochaines élections générales en décembre 2016 et son maintien au pouvoir pour servir le peuple du Ghana, l'Afrique, et de continuer à jouer son rôle actif au sein de l'Internationale Socialiste.

Syrie

L'Internationale Socialiste appelle à l'arrêt immédiat du bain de sang qui sévit en Syrie et aux efforts concertés de la communauté internationale pour mettre un terme au conflit

14 octobre 2016

Alors que le monde continue d'assister à la tragédie se déroulant en Syrie, l'Internationale Socialiste appelle à des efforts concertés et renouvelés de la part de la communauté internationale pour mettre fin au carnage et à la souffrance humaine qui se sont intensifiés suite à la rupture, le mois dernier, du bref cessez-le-feu en place pendant moins d'une semaine.

Le peuple syrien est otage d'un conflit qui transcende son pays et dont la solution aujourd'hui se trouve surtout en dehors de ses frontières. Les chiffres publiés par les Nations Unies révèlent que près de 13,5 millions de Syriens ont actuellement besoin d'aide humanitaire. Parmi eux, plus de la moitié sont des déplacés internes et près de cinq millions sont des réfugiés. Au cours de la seule semaine dernière, nous avons été témoins des dernières horreurs subies par les habitants d'Alep, dont des femmes et des enfants, suite à l'explosion de plusieurs bombes anti-bunker et incendiaires sur des zones résidentielles et des installations médicales.

Le monde a cruellement besoin d'une solution à cette guerre, à la fois pour sauver le peuple syrien qui souffre injustement, et pour faire face à l'époque de plus en plus divisée et en proie à de nombreux défis que nous vivons, exigeant une action multilatérale plus déterminée afin de contrer et prévenir toute menace de conflits à venir et potentiellement plus dangereux.

Les bombardements en Syrie doivent cesser, l'aide humanitaire doit être acheminée de toute urgence et la guerre doit prendre fin. L'annonce de l'ouverture de pourparlers demain à Lausanne est une évolution encourageante que l'Internationale Socialiste salue. Il est d'une importance capitale que ceux prenant part à ce dialogue s'assurent que ces pourparlers soient menés dans un environnement constructif et de véritable volonté de mettre fin sans plus tarder à ce conflit.

Le 24 octobre est la journée des Nations Unies, jour de la création de l'ONU en 1948, et cette année, elle devrait marquer le début de la fin du conflit en Syrie.

Venezuela

Declaration de l'IS sur le Venezuela

21 octobre 2016

L'Internationale Socialiste déplore profondément la décision adoptée hier, jeudi 20 octobre, par le Conseil national électoral (CNE) du Venezuela de reporter jusqu'à nouvel ordre judiciaire le processus de collecte des 20% de signatures requises pour activer le référendum révocatoire du gouvernement de Nicolás Maduro, prévu pour les 26, 27 et 28 octobre. Dans sa déclaration publique, le CNE fonde sa décision sur l'attachement à la Constitution et le respect des mesures préventives adoptées par les tribunaux pénaux de Valencia, San Fernando Apure, Aragua et Bolívar après avoir accepté les plaintes déposées pour fraudes électorales présumées contre les forces politiques membres de la Table de l'unité démocratique (MUD), qui comprend des partis membres de l'IS, dans le processus d'activation du référendum révocatoire.

L'Internationale Socialiste condamne fermement cette nouvelle manœuvre dilatoire du pouvoir électoral vénézuélien et appelle le CNE à assumer ses hautes responsabilités dans le cadre du référendum révocatoire et à ne pas entraver le processus. En outre, concernant ces accusations de fraudes électorales, l'IS condamne les ordres d'interdiction de sortie du territoire prononcés par les tribunaux pénaux de Valencia à l'encontre de huit dirigeants politiques membres de la MUD, dont fait partie l'ex-candidat présidentiel Henrique Capriles, et exige l'annulation de cette mesure irrecevable et arbitraire.

Finalement, l'Internationale Socialiste réitère sa détermination à défendre la démocratie et les droits de l'homme au Venezuela et lance un nouvel appel à son gouvernement à cesser d'instrumentaliser et affaiblir quotidiennement les institutions de l'État et à ne plus porter atteinte à leur nature ni à leur bon fonctionnement.

UIP

Réunion de l'IS a la 135^e Assemblée de l'UIP à Genève

24 octobre 2016



La réunion de l'Internationale Socialiste à la 135^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) à Genève, Suisse, a eu lieu le lundi 24 Octobre 2016.

La réunion, présidée par le Secrétaire général de l'IS, a inclus la participation de parlementaires des partis de l'IS en Angola, en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, au Burkina Faso, au Cameroun, en République dominicaine, en Finlande, au Ghana, au Guatemala, en Guinée, en Hongrie, en Iraq, en

Italie, au Lesotho, au Mali, en Mongolie, au Nicaragua, au Niger, en Palestine, au Portugal, en Afrique du Sud, en Turquie, au Venezuela, et en tant qu'invité, du Djibouti.

Au cours des discussions, les participants ont échangé leurs vues sur les points urgents inscrits à l'ordre du jour de l'UIP qui avaient été présentés pour adoption par l'Assemblée, attirant l'attention sur la situation en Palestine, au Venezuela et en Syrie. La délégation palestinienne a rappelé que le point urgent proposé sur la Palestine lors de la précédente réunion avait été reporté à cette Assemblée et a souligné le besoin continu de soutien et de reconnaissance à l'échelle internationale. Le chef de la délégation vénézuélienne a décrit la crise qu'ils traversent avec la constante érosion de la démocratie, qui les a amenés à soumettre une proposition sur le Venezuela en tant que point urgent, et les participants à la réunion ont été informés des événements dramatiques survenus le jour précédent lorsque le parlement a été violemment envahi. Nombreux sont ceux qui ont présenté la situation en Syrie comme une affaire internationale urgente. Les participants ont observé qu'il avait été utile de pouvoir écouter leurs camarades, partager des opinions et exprimer leur solidarité.

Les participants à la réunion ont entendu le rapport sur les dernières évolutions de la lutte pour la libération du territoire iraquien contrôlé par ISIS et ont échangé leurs points de vue sur les répercussions régionales.

Dans son résumé, le Secrétaire général de l'IS a rappelé le besoin d'agir en tant que socialistes. Nous vivons dans un monde qui connaît fort peu de règles et une multiplication des conflits ne pouvant être contenus à l'intérieur des frontières. Nous avons la tâche de garantir la démocratie en respectant les libertés et les droits, sans lesquels il ne peut y avoir de paix. Il est nécessaire de renforcer le multilatéralisme pour contrer la montée du populisme et du nationalisme observée aujourd'hui. Nous avons par conséquent l'obligation de réagir à la question syrienne, de répondre à l'appel du Venezuela et de soutenir le peuple palestinien dans sa quête de reconnaissance de la Palestine en tant qu'État souverain.

Turquie

L'IS appelle au respect de la démocratie en Turquie et à la libération des leaders du HDP détenus

4 novembre 2016

L'Internationale Socialiste déplore vivement l'arrestation ce matin de Selahattin Demirtaş et de Figen Yüksekda, co-présidents du Parti démocratique des peuples (Halkların Demokratik Partisi), HDP, un parti membre de l'IS, et la détention de 11 parlementaires du HDP, dans une nouvelle atteinte à la démocratie suite aux précédentes répressions et restrictions aux libertés et aux droits des citoyens de ce pays.

Le HDP est le troisième plus grand parti politique en Turquie et a obtenu des sièges au parlement en juin 2015 en dépit du seuil existant de 10%, et une fois de plus lors des nouvelles élections de novembre 2015. En mai de cette année, l'immunité dont bénéficient habituellement les députés en cas de procédure judiciaire a été levée pour les membres du HDP. Les membres du parti ont par la suite protesté contre les perquisitions répétées de leurs domiciles et bureaux, l'interdiction de voyager et les arrestations arbitraires, en particulier depuis le coup d'État manqué en juillet dernier.

L'Internationale Socialiste, qui inclut le Parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi), CHP, le principal parti d'opposition en Turquie, en tant que membre de plein droit, et le HDP en tant que membre consultatif, a suivi de près et avec inquiétude l'évolution en Turquie depuis la tentative de coup d'État en juillet, à laquelle les deux partis se sont fermement opposés. Dans le contexte de l'état d'urgence déclaré en juillet, qui a depuis lors été prolongé jusqu'en janvier 2017, il est estimé que plus de 110 000 hauts fonctionnaires ont été détenus ou suspendus, plus de 130 journalistes ont été placés en détention, plusieurs centaines se sont vus confisquer leur carte de presse et plus de 150 sociétés de médias ont été fermées. Ces derniers jours, les autorités ont pris d'assaut les locaux du journal Cumhuriyet, arrêtant 15 membres du personnel, dont son rédacteur en chef.

Les représentants de l'opposition politique et la liberté d'expression en Turquie sont victimes de l'absence d'une bonne exécution ou du refus d'appliquer la présomption d'innocence dans le cas des accusés et détenus, de l'absence d'une application régulière de la loi et de transparence nécessaire ainsi que de garanties requises en cas de mise en œuvre de l'état d'urgence. Il est dès lors d'une importance capitale que toute limitation des droits, restriction de la liberté d'expression, détention ou tout emprisonnement soit clairement justifié en conformité avec la loi, si la Turquie désire rester une démocratie.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan doit de toute urgence changer de trajectoire pour renforcer et défendre les règles et principes de la démocratie, et ne pas les affaiblir en les éludant ou en les bafouant. La lutte contre la terreur en Turquie et sa prise pour cible criminelle de vies innocentes, que nous condamnons fermement, se verra renforcée par un système judiciaire et de justice qui protège et défend tous les droits et toutes les libertés de tous les citoyens de Turquie.

Maroc

L'IS au COP22 à Marrakech

14-16 novembre 2016



L'Internationale Socialiste était présente à la 22^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, COP22, organisée à Marrakech, Maroc, du 7 au 18 novembre.

Environ 200 pays et près de 500 chefs d'État et de gouvernement et ministres ont assisté à la COP22 cette année. L'objectif principal était de garantir et finaliser les détails de l'Accord de Paris, le cadre de renforcement de la coopération internationale pour lutter contre et atténuer les effets des changements climatiques et veiller à maintenir la température mondiale à moins de 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels, tel qu'établi par la précédente COP21 à Paris, en décembre dernier.

117 pays, représentant plus de 75 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ont désormais ratifié l'Accord de Paris, entré en vigueur le 4 novembre.



Événement en parallèle avec l'ISF, COP22, Marrakech, Maroc, 14 novembre 2016, Le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala (gauche), Ouafa Hajji, Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes, ISF, (centre gauche), la vice-présidente de l'IS, Chantal Kambiwa (centre droite), Nestor Batio Bassiere, ministre de l'Environnement, Burkina Faso (droite)

Les discussions à la COP22 furent productives et de sérieux engagements ont été pris. Entre autres propositions examinées, la date d'application de l'Accord de Paris a été avancée, de 2020 à 2018 ; le Fonds pour l'environnement mondial a lancé l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence, assortie d'un financement de 50 millions de dollars US de la part de 11 pays développés ; des pays se sont collectivement engagés à allouer plus de 81 millions de dollars US au Fonds d'adaptation ; les pays développés ont réitéré l'objectif à atteindre de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 ; et 47 pays du Forum de la vulnérabilité climatique se sont engagés à utiliser des sources d'énergie 100 pour cent renouvelable d'ici à 2050. À la clôture de la COP22, 190 gouvernements ont approuvé la proclamation de Marrakech, appelant à un engagement politique au plus haut niveau, et à une forte solidarité avec les pays vulnérables aux changements climatiques.

Ces engagements sont rassurants mais les promesses doivent être honorées, et les objectifs atteints. L'Internationale Socialiste continuera à suivre le processus et à œuvrer en faveur d'une action collective décisive de la part de la communauté internationale afin de garantir un avenir préservé, autant que possible, des effets des changements climatiques dans le monde entier.

Saint-Marin

Elections à Saint-Marin

16 novembre 2016



Gambie

L'IS félicite le président élu de la Gambie, Adama Barrow

2 décembre 2016

L'Internationale Socialiste adresse toutes ses félicitations au président élu Adama Barrow pour sa victoire décisive aux élections du 1er décembre 2016, mettant enfin un terme au règne dictatorial de Yahya Jammeh, qui avait pris le pouvoir en 1994 lors d'un coup d'État.

Adama Barrow, du Parti démocratique unifié (UDP) membre de l'IS, était le candidat présidentiel d'une alliance de partis de l'opposition.

La victoire de l'opposition démocratique augure une nouvelle ère pour la démocratie et donne de l'espoir au peuple gambien qui a souffert pendant des décennies des répercussions d'un régime autoritaire qui les a privés de droits et de libertés, a commis des violations des droits de l'homme, perpétré des violences physiques et assassiné des détenus politiques écroués, leur a ôté la liberté d'expression, et a réprimé et harcelé des membres de l'opposition.

L'Internationale Socialiste n'a cessé de dénoncer les actions du régime de Jammeh et d'appeler à la libération de tous les prisonniers politiques, notamment le chef de l'UDP, Ousainou Darboe, incarcéré en avril dernier.

Aujourd'hui, nous nous réjouissons avec le peuple gambien, et réaffirmons notre solidarité avec l'UDP et toutes les forces démocratiques du pays qui ont tant attendu ce jour.

Gambie

Libre par la volonté de son peuple

5 décembre 2016



L'Internationale Socialiste salue la libération aujourd'hui d'Ousainou Darboe, leader emprisonné du parti membre de l'IS, le Parti démocratique unifié, UDP, arrêté en avril 2016 et condamné à trois ans d'emprisonnement aux côtés de 18 membres et sympathisants du parti, écroués à la

suite d'une manifestation pacifique dans la capitale gambienne.

Notre Internationale, qui a appelé sans relâche à la libération de ces prisonniers et n'a cessé de condamner la répression de l'opposition par le dictateur gambien Yahya Jammeh, rend à nouveau hommage à l'adhésion courageuse, civique et engagée du peuple gambien aux principes et valeurs de la démocratie, dont sa victoire aux élections du 1er décembre a entraîné la libération de ces prisonniers politiques et illustre ce qui continuera d'être atteint.

C'est une victoire pour la Gambie, pour son peuple et pour tous ceux qui se mobilisent en faveur de la lutte pour la démocratie, le respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales dans ce pays et ailleurs. Il s'agit également d'un résultat tangible de la victoire du président élu Adama Barrow et une preuve de la nouvelle époque qui s'ouvre en Gambie.

L'Internationale Socialiste poursuivra sa campagne active en faveur de la libération des prisonniers politiques dans les prisons ailleurs dans le monde, partout où ceux qui défendent les droits et les libertés de leur peuple sont incarcérés.

Ghana

Élections au Ghana

7 décembre 2016



Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, avec Kofi Portuphy, président du parti membre de l'IS, le Congrès national démocratique (NDC), au siège du parti à Accra le jour du scrutin aux élections présidentielles et législatives au Ghana



*Johnson Kwadwo Nketia, Secrétaire Général du NDC, avec
Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala*

Iran

Parti Komala du Kurdistan d'Iran, KPIK, au bureau de l'IS à Londres

12 décembre 2016



*Représentants du Parti komala du Kurdistan d'Iran, KPIK, avec
le Secrétaire général de l'IS, au bureau de l'IS à Londres*

Méditerranée

Réunion du Comité Méditerranéen de l'IS, Málaga, Espagne

16-17 décembre 2016



Le Comité Méditerranéen de l'Internationale Socialiste a tenu une réunion à Malaga les 16-17 décembre 2016, accueillie par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), orientant les discussions sur « Les défis actuels de la Méditerranée, en vue d'assurer la démocratie, les libertés, les droits et la paix » et

« Stratégies pour réaffirmer notre vision et nos valeurs dans la région méditerranéenne ». Parmi les participants aux débats, étaient présents les délégués d'Algérie, de Chypre, de France, de Grèce, d'Israël, d'Italie, du Liban, de Mauritanie, du Maroc, du Monténégro, de Palestine, d'Espagne, de Tunisie, de Turquie, du Sahara Occidental et de Syrie, qui ont contribué en apportant différentes perspectives sur ces thèmes, illustrant à la fois la diversité et la complexité de la région et les valeurs et principes qui nous unissent tous au sein de l'Internationale Socialiste.

Lors de la séance d'ouverture de la réunion, l'assemblée a entendu un discours de Mario Jiménez, porte-parole de la commission exécutive du PSOE et responsable de l'organisation, qui a souhaité une cordiale bienvenue à l'ensemble des participants ; du Secrétaire général de l'IS Luis Ayala, et de Ricardo Cortés, membre de la commission exécutive du PSOE responsable des Affaires étrangères, qui a présidé la réunion.

Des discours liminaires sur les principaux thèmes ont été prononcés par Mustapha Ben Jaafar d'Ettakatol, Tunisie, un Président honoraire de l'IS, ainsi que par les Vice-présidents de l'IS Ahmed Ould Daddah du RFD Mauritanie et Umut Oran du CHP, Turquie.

Les discussions ont accordé une grande priorité aux développements en Syrie, à la situation désastreuse du peuple d'Alep, et à l'échec de la communauté internationale à éviter ou atténuer la catastrophe humanitaire qui continue de se dérouler. Il a été rappelé qu'alors que près de 5 millions de réfugiés syriens ont cherché refuge dans les pays voisins, la plupart des pays européens ont failli à leurs engagements, outre leurs obligations morales et légales. Il a également été observé que la sévérité avec laquelle les mesures d'austérité ont été appliquées par l'UE, qui ont fait tant de mal à la région dans son ensemble, ne s'est pas traduite par la même rigueur dans l'application des quotas de migrants convenus, notant également que l'Union européenne a de toute évidence besoin de revenir à ses valeurs fondatrices.

Six ans après les prétendus Printemps arabes, des régressions considérables en matières de démocratie et de droits fondamentaux ont été observées dans les pays touchés, bien que la Tunisie constitue toujours un exemple prometteur.

La récente recrudescence des attentats terroristes était une cause profonde de préoccupation, que l'ensemble des participants a condamnée fermement, soulignant le besoin de lutter contre les causes de la radicalisation. Des inquiétudes ont également été soulevées au sujet de la perte de droits de l'homme fondamentaux résultant des mesures de sécurité prises dans un certain nombre de pays pour lutter contre le terrorisme.

De nombreux conflits affectant la région, à la fois anciens et nouveaux, ont fait l'objet de débats avec des parties directement concernées. À cet égard, le Comité a donné son accord sur une série de propositions pour atteindre une *Pax Méditerranéenne* juste, détaillées dans la déclaration adoptée ensuite par l'assemblée.

La situation de Chypre donne des raisons d'être optimistes, des négociations prometteuses devant se continuer en janvier pour dégager une solution bizonale à un conflit de longue date et le Comité a donné son soutien unanime au processus en cours qui, si couronné de succès, suscitera de l'espoir aux autres dans la région comme un bon exemple de coexistence politique en paix.

L'ordre du jour prévoyait également une discussion sur la situation nationale des différents pays de la région, donnant l'occasion aux participants de partager des informations sur les réalités actuelles de leur pays respectif, sur le travail de leur parti, et sur les enjeux à venir.

Le Comité a adopté la déclaration : « Un appel à l'espoir contre la résignation : Pour une plus grande solidarité avec les réfugiés, en faveur de la 'Paix Méditerranéenne' », reprenant les points clés des discussions.

À la suite de ces débats, Ricardo Cortés a inauguré une séance spéciale de clôture à laquelle le Comité a été rejoint par Susana Díaz, Présidente du gouvernement d'Andalousie et Secrétaire générale du PSOE-Andalousie. Dans son allocution, Susana Díaz a fait référence à la riche diversité des peuples et des pays du bassin méditerranéen et a souligné le besoin de consolider la démocratie, de renforcer l'économie et, pour l'UE, de coordonner un plan pour les migrants et les réfugiés, en particulier les mineurs arrivant sans supervision. Elle a rappelé que nous ne sommes pas juste des socialistes mais également des internationalistes, et notre force réside dans nos valeurs et nos idées.

Le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala a rappelé les éléments principaux qui ont dominé les discussions du Comité et a insisté sur les questions essentielles de Paix, Égalité et Solidarité, qui seront les piliers de nos discussions lors du prochain Congrès de l'IS qui se tiendra à Carthagène, Colombie, en mars 2017. Il a déclaré n'avoir de cesse de voir le nouveau Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, prendre ses fonctions, un homme auquel nous nous identifions tous en tant que socialistes et qui pourra compter sur tout notre soutien dans le monde complexe qui s'ouvre à lui.

DÉCLARATION DE MALAGA

Un appel à l'espoir contre la résignation : Pour une plus grande solidarité avec les réfugiés et en faveur de la Paix Méditerranéenne

Original : espagnol

Les partis socialistes démocratiques de la Méditerranée se sont réunis dans la ville de Malaga les 16 et 17 décembre 2016 à l'occasion d'une session du Comité Méditerranéen de l'Internationale Socialiste, avec pour objectif de débattre et de dégager des solutions aux défis actuels de la région méditerranéenne, en vue d'assurer la démocratie, les libertés, les droits et la paix.

Cette réunion s'est tenue à un moment critique pour les pays des deux rives, frappés par plusieurs crises qui mettent en péril la stabilité et l'avenir de la région. Ce Comité a exprimé sa profonde préoccupation, pas uniquement face à l'évolution des différents conflits qui affectent notre zone, mais également face au repli de l'Union européenne sur elle-même observé ces derniers mois.

Il est évident, pour ce Comité, que les problèmes en Méditerranée ne pourront être abordés qu'en la considérant comme une entité unique. Nous sommes complètement interdépendants, et nous sommes convaincus que nous ne pourrions atteindre la paix, la prospérité, la démocratisation et l'égalité dans notre région sans nous atteler aux problèmes de manière conjointe et en ayant une vision partagée.

La guerre en Syrie est une honte pour nous tous. Nous rappelons avec consternation qu'à la suite de 6 ans de conflit, quelques 400 000 personnes ont perdu la vie, 6,6 millions de Syriens sont déplacés internes et ils sont près de 5 millions à chercher refuge dans les pays voisins tels que le Liban, la Jordanie, l'Iraq, la Turquie et l'Égypte. À l'opposé, la plupart des pays européens n'ont même pas accueilli les réfugiés ayant atteint leurs côtes après de dangereux périples en quête d'une vie meilleure et plus sûre, n'honorant ni leurs engagements, ni leurs obligations morales et légales. Pour cette raison, nous saluons les efforts des quelques pays européens, à l'instar de l'Italie et de la Grèce, qui leur ont ouvert leurs portes.

D'autre part, cinq ans après les prétendus Printemps Arabes, il est évident que ces processus de démocratisation, qui ont soulevé l'espoir dans la région, n'ont pas connu l'évolution escomptée. Loin de là, puisque nous avons assisté avec inquiétude à des régressions considérables en matière de droits de l'homme, de libertés civiles et d'État de droit dans de nombreux pays de la zone, pas uniquement sur la rive méridionale de la Méditerranée, comme c'est le cas en Égypte, mais également dans un pays tel que la Turquie.

En outre, nous sommes horrifiés par tous les attentats terroristes survenus au cours de ces dernières années dans toute la région méditerranéenne, d'Istanbul à Paris, de Bruxelles et du Caire à Tunis. Nous exprimons toute notre indignation et condamnons les récents attentats du PKK qui ont frappé la Turquie ces dernières semaines, causant la mort de dizaines de personnes innocentes. Nos gouvernements devraient lutter contre ces menaces de manière globale, non pas uniquement en luttant contre les terroristes sur le terrain mais également en s'attaquant aux causes de la radicalisation.

Nous sommes conscients à quel point les vieux problèmes de la région restent ancrés, comme c'est le cas pour le conflit israélo-palestinien ou la question du Sahara Occidental, bien que nous nourrissions l'espoir que les négociations sur Chypre aboutissent bientôt et soient couronnées de succès. Nous exprimons toute notre solidarité aux partis membres de l'Internationale Socialiste au gouvernement des pays au sud-est de l'Europe et souhaitons la bienvenue au nouveau gouvernement du Monténégro.

Dans ce contexte, les partis membres du Comité Méditerranéen de l'Internationale Socialiste proposent les conclusions et mesures suivantes pour avancer vers la pacification des conflits dans la région et atteindre une *Pax Méditerranéenne* juste fondée sur les principes d'égalité, de justice et de démocratie :

1. Nous exhortons la communauté internationale à mettre un terme à la guerre en Syrie et à instaurer la paix et la stabilité dans le pays, permettant ainsi aux réfugiés de rentrer chez eux et d'œuvrer à la reconstruction de leur terre.
2. Nous appelons à une plus grande solidarité entre les pays de l'Union européenne afin qu'ils accueillent le nombre de réfugiés convenu dans la répartition des quotas. Il ne s'agit pas uniquement d'un engagement pris, mais également d'une obligation morale, dans le respect des valeurs fondatrices de l'Union européenne, ainsi que d'un impératif juridique, conformément aux Conventions des droits de l'homme.
3. Nous condamnons tous les attentats terroristes et exprimons tout notre soutien aux victimes. Nous enjoignons tous les gouvernements de la région à faire montre de plus de coopération, à unir leurs forces et à partager les ressources et les renseignements pour lutter contre le fléau du terrorisme.
4. Nous sommes extrêmement préoccupés par la montée des partis populistes et d'extrême droite qui enflamment nos sociétés avec des discours de haine et xénophobes. Les forces sociales-démocrates du monde entier devraient unir leurs forces pour endiguer l'émergence de ces nouveaux acteurs, en contrant leurs réponses simplistes aux problèmes complexes, ainsi que leur intolérance, avec un discours renouvelé capable de faire valoir une alternative aux politiques d'austérité qui favorisent les inégalités et le mécontentement dans nos sociétés.
5. Nous condamnons la tentative de coup d'État en Turquie du 15 juillet dernier, mais nous regrettons également profondément la dérive autoritaire et antidémocratique du gouvernement turc observée depuis lors. Nous exprimons notre soutien plein et entier à l'ensemble du peuple turc, à sa société civile, à ses journalistes et défenseurs des droits de l'homme, et plus particulièrement à nos collègues du CHP et HDP, qui ont été victimes de répressions pour avoir défendu leurs idées et valeurs démocratiques.
6. Nous saluons l'initiative française pour relancer le processus de paix au Moyen-Orient et nous demandons instamment un retour à la table des négociations, dans le respect du droit international et des résolutions des Nations Unies, en vue d'atteindre une paix juste et durable, basée sur la solution des deux États, avec la reconnaissance de l'État de Palestine suivant les frontières de 1967, et la garantie que l'État d'Israël puisse vivre en paix et en sécurité.

7. Nous enjoignons le Maroc et le Front Polisario de renouer avec le dialogue sur la question du Sahara Occidental dans un esprit constructif, sous les auspices des Nations Unies et de l'Union Africaine, et nous demandons au Secrétaire général de l'ONU de s'impliquer personnellement. Nous continuerons à appuyer une solution politique juste et durable acceptée par les deux parties et qui puissent apporter stabilité et développement au Sahara Occidental ainsi qu'à l'ensemble de la région.
8. Dans le cadre des négociations en cours entre les dirigeants grecs chypriotes et turcs chypriotes, qui se réuniront à Genève le 9 janvier 2017, nous appelons les deux parties de l'île, ainsi que les partis associés, à continuer à œuvrer pour l'atteinte d'une solution fédérale bizonale et bicommunale pour Chypre, dès que possible. Nous ne pouvons laisser passer cette importante occasion, nous adressons tous nos vœux de réussite à la Conférence internationale sur Chypre qui se déroulera le 12 janvier et nous espérons que l'île de Chypre sera bientôt un exemple de coexistence pacifique, de coopération et de prospérité en Méditerranée orientale.
9. Nous suivons attentivement la consolidation du processus démocratique en Tunisie, et nous appelons la communauté internationale à aider ce pays à affronter les crises économiques et sociales qui menacent le seul exemple réussi de Printemps Arabe.
10. Nous lançons un appel à la communauté internationale afin qu'elle déploie tous ses efforts dans la promotion du dialogue politique en Libye, en vue de dégager une solution pacifique qui apporte stabilité et sécurité au pays et à l'ensemble de la région.
11. Nous félicitons António Guterres, ancien président de l'Internationale socialiste, de sa nomination en tant que Secrétaire général des Nations Unies, et nous lui adressons tous nos vœux de succès dans ses efforts pour trouver une solution aux graves problèmes affectant notre région.
12. Nous souhaitons rappeler qu'il est nécessaire d'appuyer efficacement tous les groupes de population qui luttent quotidiennement au Maghreb et au Moyen-Orient pour plus de démocratie, plus de libertés, plus de développement économique et plus d'égalité entre les hommes et les femmes. Nous voulons faire vivre l'espoir et les illusions de ces groupes, bien trop souvent acculés par les extrêmes.

Affronter tous ces défis est notre principale mission en tant que socialistes et membres de ce Comité. Nous ne pouvons baisser les bras. Nous devons continuer à nous battre jour après jour, au coude à coude, pour que cette zone fragile, mais également unique, qu'est la Méditerranée soit plus juste, sûre et prospère.

Iran

L'IS condamne l'attaque terroriste contre le parti membre KDP-Iran

21 décembre 2016

L'Internationale Socialiste condamne fermement l'attentat terroriste contre le siège à Arbil du parti membre de l'IS, le Parti démocratique du Kurdistan, KDP-Iran, perpétré le 20 décembre. L'attentat fut commis alors que les membres du parti sortaient d'une cérémonie de commémoration en hommage à l'ancien leader du parti Abdulrahman Ghassemlou, assassiné à Vienne en 1989. Quatre membres du parti, un membre de l'organisation de jeunesse et un agent de sécurité ont été tués dans l'attentat et de nombreuses autres personnes ont été grièvement blessées. Notre Internationale adresse ses plus sincères condoléances aux familles et aux camarades de ceux qui ont péri. L'IS réitère sa grande solidarité avec tous les membres du KDP-Iran en cette période difficile.

Venezuela

L'IS salue la libération du prisonnier politique Manuel Rosales

2 janvier 2017

La libération de prison de Manuel Rosales, leader du parti Un nouveau temps, UNT, au Venezuela, membre de l'IS, a été chaleureusement saluée par l'Internationale Socialiste. Il avait été injustement emprisonné après son arrestation en octobre 2015, retournant au pays après six ans d'exil.

Tout en célébrant sa libération, nous protestons vigoureusement contre les conditions imposées à sa libération, notamment le besoin de se présenter régulièrement aux autorités, et l'interdiction de quitter le territoire. L'Internationale salue son courage et sa force, et exprime tout son soutien et sa solidarité à sa famille ainsi qu'à ses amis et camarades.

L'IS réitère son appel à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Venezuela, dont Leopoldo Lopez, chef du parti membre de l'IS *Voluntad popular*, VP, incarcéré depuis le 18 février 2014, et les membres du parti VP, Daniel Ceballos et Yon Goicoechea, arrêtés le 18 mars 2014 et le 29 août 2016 respectivement ; ainsi que celle d'Antonio Ledezma, maire de Caracas et chef d'*Alianza Bravo Pueblo*, arrêté le 19 février 2015 ; et des 100 autres activistes de l'opposition arrêtés en 2014. Nous leur manifestons, à tous, une solidarité sans faille.

R.D. Congo

Un signe d'espoir pour la RDC

5 janvier 2017

Le nouvel accord politique, signé à Kinshasa par des leaders de l'opposition et le parti du président Kabila à la fin de l'année 2016, est vivement salué par l'Internationale Socialiste comme un signe d'espoir et une première étape potentielle vers la réconciliation et le retour à la paix dans un pays qui a été, depuis si longtemps, le terrain de divisions internes, d'instabilité politique et de conflits.

Suite à la fin du mandat du président Kabila le 19 décembre 2016 et l'absence de nouvelles élections, le Congo a connu une nouvelle vague de troubles civils et de violences dans les rues. Pour les seuls 19 et 20 décembre, plus de quarante personnes ont été tuées, abattues par les forces de sécurité.

Ce nouvel accord fournit un cadre pour l'organisation d'élections présidentielles, législatives, nationales et provinciales d'ici à décembre 2017, à l'occasion desquelles le président Kabila ne cherchera pas à briguer un nouveau mandat, ainsi que pour la formation d'un gouvernement intérimaire d'unité nationale avec la nomination d'un premier ministre issu de l'opposition. Un accord a également été trouvé sur la création d'un organe de surveillance, le Conseil national de suivi de l'accord (CNSAP), qui sera dirigé par le leader de l'opposition, Etienne Tshisekedi, président de l'UDPS, parti membre de l'IS.

Alors que les négociations se poursuivent sur les détails de l'accord, notamment la composition du CNSAP et du gouvernement de transition ; concernant les modalités pratiques et la feuille de route politique à venir, il sera crucial de compter sur l'appui et les encouragements de la communauté internationale au processus. Une prompte mise en œuvre de l'accord est vitale afin qu'il soit couronné de succès, et toute tentative visant à entraver ou retarder tout ou partie de cet accord doit être évitée.

La communauté internationale doit également se tenir prête à apporter son aide, au besoin, à l'organisation pratique des élections qui se dérouleront vers la fin de cette année. L'Internationale Socialiste se tient prête à appuyer tous les efforts déployés à cette fin, rappelant par là-même qu'il ne peut y avoir de vraie démocratie sans libertés ni droits ou lorsque de nombreux prisonniers politiques demeurent sous les verrous et d'autres citoyens sont forcés de vivre en exil.

L'Internationale Socialiste témoigne toute sa reconnaissance à l'ensemble des parties à l'accord, ainsi qu'aux médiateurs de l'Église catholique romaine du Congo, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui a facilité le dialogue, et appelle les autres partis de l'opposition qui se sont abstenus jusqu'à présent, à se joindre à cette initiative nationale afin de garantir une transition pacifique du pouvoir réussie en RDC, ce qui constituerait une première depuis son indépendance en 1960.

Portugal

L'IS present aux funérailles de Mario Soares

10 janvier 2017



Venezuela

Le Venezuela au centre des préoccupations des démocrates du monde

14 janvier 2017

En ce début d'année 2017, il apparaît encore plus clairement que la situation politique, sociale et économique du Venezuela devient de plus en plus grave et urgente pour des millions d'habitants du pays et, aujourd'hui, la communauté internationale ne peut rester ni indifférente ni absente face au sort critique d'une nation qui, grâce aux efforts de toute une génération il y a des décennies, fut capable de s'élever et de transiter par les chemins de la démocratie.

Alors que le taux d'inflation actuel est l'un des plus élevés au monde pour une économie nationale et que le nombre de décès par homicides et actes criminels est des plus élevés, la souffrance humaine, la pauvreté et le désespoir des citoyens se multiplient. À l'heure actuelle, les citoyens ne bénéficient plus d'aucune

protection de la part d'institutions incapables de répondre aux nombreuses situations d'urgence auxquelles sont confrontés les Vénézuéliens, et qui présentent les caractéristiques d'un État failli.

Dans ce contexte, les attentes surgies l'année dernière de voir s'engager un dialogue entre les forces de l'opposition et le gouvernement mené par le président Maduro, n'ont pas été traduites en résultats significatifs, contribuant ainsi à la situation dramatique que connaît le pays à cause du non-respect par le gouvernement des accords conclus entre les deux parties, notamment la libération de tous les prisonniers politiques, la reconnaissance du pouvoir souverain de l'Assemblée nationale, la formulation de réponses appropriées à la crise humanitaire et la création d'un calendrier électoral. Un fait qui a entravé la poursuite de ce processus de dialogue.

De plus, l'année 2017 a débuté avec la méconnaissance de la part du Tribunal suprême de justice, actuellement aux mains de la majorité proche du gouvernement, des compétences des législateurs à l'Assemblée nationale, quant aux décisions récemment adoptées par ce pouvoir étatique, et l'ignorance flagrante de l'immunité parlementaire, comme en atteste l'arrestation du législateur Gilber Caro de Voluntad Popular, parti membre de cette Internationale. Deux actes que nous dénonçons, et qui vont à l'encontre des règles fondamentales du système démocratique.

Face à ce tournant de plus en plus autoritaire auquel nous assistons au Venezuela, notre Internationale exige une fois de plus le respect des libertés et des droits de toutes les Vénézuéliennes et de tous les Vénézuéliens, et nous leur adressons notre profonde solidarité et tout notre soutien. Nous sommes convaincus que l'esprit démocratique du peuple vénézuélien l'emportera, et nous demeurerons à ses côtés des quatre coins du monde.

Gambie

Adama Barrow prete serment en tant que président de la Gambie

19 janvier 2017

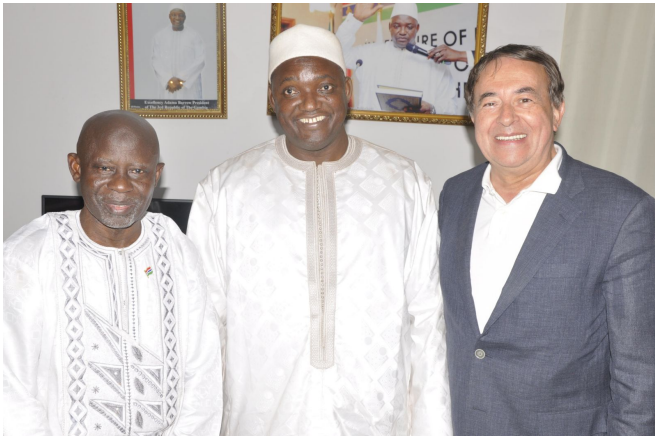


L'Internationale Socialiste félicite le nouveau Président de la Gambie, Adama Barrow, du parti membre de l'IS, le Parti Démocratique Unifié (UDP) et candidat d'une alliance de partis d'opposition, qui a prêté serment aujourd'hui à l'ambassade de Gambie à Dakar au Sénégal, car le président sortant Yahya Jammeh, au pouvoir depuis 22 ans, depuis un coup d'Etat militaire en 1994, refuse de céder le pouvoir.

Gambie

La restauration de la démocratie en Gambie

27 janvier 2017



Ousainou Darboe (gouche), Adama Barrow (centre) et Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala (droit)

Le président Adama Barrow est retourné en Gambie le jeudi 26 janvier pour y être accueilli par une multitude de ses citoyens célébrant son retour au pays, ce qui préfigure un nouveau chapitre de la vie politique de la nation.

Le jour de son arrivée, le président Barrow a tenu une réunion fraternelle avec le leader du Parti démocratique unifié, UDP, Ousainou Darboe, et le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, à son domicile dans la capitale, Banjul. Les jours précédant son retour, M. Ayala était en Gambie et rencontrait les leaders du parti membre de l'IS, l'UDP, les prisonniers politiques récemment libérés ainsi que d'autres acteurs politiques en gage de solidarité et de soutien de l'Internationale Socialiste à la restauration de la démocratie dans ce pays.



La direction du Parti démocratique unifié, UDP, après la réunion spéciale avec le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, au siège de leur parti à Banjul



Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Réunion de travail des membres du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Saint Domingue, République Dominicaine

30 janvier 2017



Une réunion de travail des membres du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS a été convoquée à Saint Domingue, République dominicaine, le 30 janvier 2017. Les discussions se sont concentrées sur le contexte politique de la région à l'heure du XXVe Congrès de l'IS, les questions relatives à la région à aborder au Congrès, les contributions des partis de la région à la préparation des résolutions générales à adopter par le Congrès, un tour d'horizon des élections à organiser au Congrès et qui concernent les candidats de la région ainsi que de brefs rapports sur les situations nationales.

Comité de l'IS pour le CEI, Le Caucase et Le Mer Noire

Réunion de travail des membres du Comité de l'IS pour le CEI, le Caucase et la Mer Noire, Chisinau, Moldavie

6 février 2017



Une réunion de travail des membres du Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire à Chisinau, Moldavie, le 6 février 2017, accueillie par le Parti démocratique de Moldavie, PDM. La réunion fut convoquée pour s'intéresser au contexte politique de la région en amont du XXVe Congrès de l'IS, et pour écouter les contributions des partis membres de l'IS concernant les résolutions à adopter au Congrès. Ce fut également l'occasion d'informer sur la situation des pays dans la région.

In Memoriam
In mémoire d'amis et de collègues



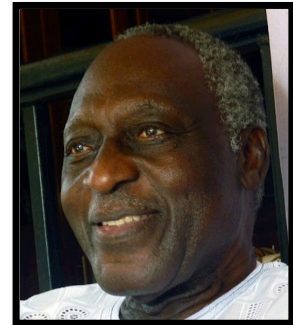
Armando Villanueva del Campo
1915-2013



Pierre Mauroy
1928 - 2013



Gyula Horn
1932-2013



Kofi
Awoonor
1935-
2013



Peter Schieder
1941-2013



Nelson Mandela
1918-2013



Shulamit Aloni
1928-2014



Barbara Prammer
1954-2014



Takako Doi
1928 - 2014



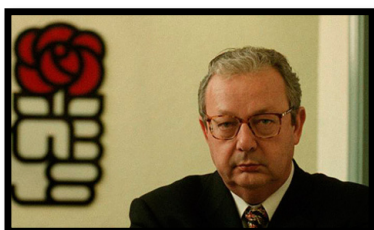
Gough Whitlam
1916 - 2014



László Kapolyi
1932 - 2014



Vahan
Hovannesian
1956 - 2014



José María "Txiki" Benegas
1948 - 2015



Hocine Aït Ahmed
1926 - 2015



António de Almeida
Santos
1926 - 2016



Boutros Boutros Ghali
1928 - 2016



Anker Jørgensen
1922 - 2016



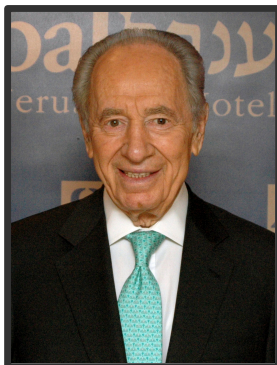
Bogdan Denitch
1929 - 2016



Mohamed Abdelaziz
1945 - 2016



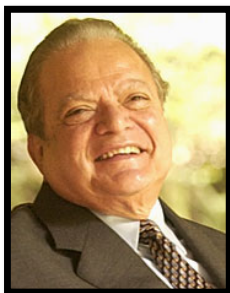
Michael Rocard
1930 - 2016



Shimon Peres
1923 - 2016



Charif Fayyad
1928 - 2016



Luis Alberto Monge Álvarez
1925 - 2016



Mário Soares
1928 - 2014



Etienne Tshisekedi
1932 - 2017

Activités entre le XXIV^e et le XXV^e Congrès

2012

Septembre

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'IS, aux Nations Unies à New York à l'occasion du débat de haut niveau de l'Assemblée générale

Octobre

Délégation d'observation pour les élections vénézuéliennes

Événement du PSD en Saint-Marin

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Québec, Canada

Présence à la Conférence Solidarité de l'ANC à Pretoria

Novembre

Réunion au PS à Lisbonne

Réunions avec Jalal Talabani et le PUK à Suleymania, nord de l'Iraq

Réunions à Athènes, Grèce

Présence au congrès du parti SWAPO en Namibie

Décembre

Conférence sur les politiques internationales à Santiago, Chili, avec intervention du Secrétaire général de l'IS

Présence à l'investiture de Carolina Toha en tant que maire de Santiago, Chili

Participation au Forum du Progrès, Fondation Jean Jaurès et Fondation Lula à Paris

Présence à la conférence de l'ANC

2013

Janvier

Réunions en Finlande avec la direction du SDP

Participation à l'événement de lancement des candidats du PSI, Italie

Février

Réunions des Comités Éthique et des Finances de l'IS et du Présidium de l'IS

Réunion du Conseil de l'IS à Estoril, Portugal

Participation à la conférence du PSA en Albanie

Mars

Participation à la conférence de l'UNT, Venezuela

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Niamey, Niger

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Quito, Equateur

Avril

Réunions du PRD en République dominicaine

Participation à la campagne électorale du PSA, Albanie

Présence de l'IS au procès des députés du CHP

Réunion du Comité kurde de l'IS, des représentants du PUK et réunion avec le Président du Kurdistan irakien

Délégation de l'IS pour observer les élections au Venezuela

Participation au congrès du PAICV au Cap-Vert

Mai

Réunions aux Nations Unies à New York

Participation au congrès de l'UNE, Guatemala

Réunions au Chili avec les partis membres

Réunion avec le président du Comité Afrique de l'IS à Paris

Discussions préparatoires à New York pour une réunion de l'IS aux Nations Unies

Participation à la réunion du SDP Finlande à Turku

Participation à la Conférence des municipalités à Istanbul, Turquie

Juin

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'IS en Géorgie

Présence aux services commémoratifs et aux funérailles de Pierre Mauroy à Paris

Réunion avec le Secrétariat de l'ONU à New York

Observation des élections en Albanie

Élections primaires au Chili

Juillet

Réunions au Chili avec la maire de Santiago et les partis membres

Présence aux funérailles de Gyula Horn et réunions avec le MSzP

Réunion du Comité des gouvernements locaux de l'IS à Santiago, Chili

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS à Kingston, Jamaïque

Août

Délégation de l'IS pour observer les élections au Mali

Réunions en Afrique du Sud avec l'ANC et le Président Jacob Zuma

Septembre

Participation au symposium international à l'occasion du 75^e anniversaire du PNP, Jamaïque

Réunion du Comité Éthique de l'IS à Londres

Réunion du Comité Finance et administration de l'IS à Londres

Présence aux cérémonies pour le nouveau Président du Mali à Bamako

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'IS, aux Nations Unies à New York à l'occasion du débat de haut niveau de l'Assemblée générale

Octobre

Présence à la Conférence mondiale des maires à Rabat, Maroc

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève

Participation au congrès du Parti une Russie juste à Moscou

Réunions avec la direction du CHP à Ankara

Réunion avec une délégation de la Coalition de l'opposition syrienne, Londres

Novembre

Réunions au Ghana avec le NDC et le Président John Dramani Mahama

Réunions des Comités Éthique et des Finances de l'IS et du Présidium de l'IS

Réunion du Conseil de l'IS à Istanbul, Turquie

Visite aux parlementaires du CHP emprisonnés, Ankara

Présence au premier tour des élections présidentielles au Chili et réunions connexes

Réunion avec le Premier ministre albanais Edi Rama à Tirana

Décembre

Réunion avec le Premier ministre belge Elio di Rupo à Bruxelles

Présence aux services commémoratifs pour Nelson Mandela et réunion avec le Président Jacob Zuma

Présence à l'événement anniversaire en hommage à l'ex-Présidente de la Finlande, Tarja Halonen

Présence au second tour des élections présidentielles au Chili et réunions connexes

2014

Janvier

Réunions avec la direction du MPLA et avec le Président Eduardo dos Santos

Mars

Visite à Moscou pour des réunions avec Sergei Mironov et le Parti une Russie juste à Moscou

Présence à l'investiture de la Présidente Michelle Bachelet au Chili

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève, Suisse

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Dar es Salaam, Tanzanie

Avril

Réunion à Mexico avec la direction du PRI, Mexique

Visite à Kiev pour des réunions avec le SDPU et les dirigeants syndicaux

Réunion à Mexico avec la direction du PRD Mexique

Mai

Réunion du Comité de l'IS pour les migrations à Tanger, Maroc

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS en République dominicaine

Participation au séminaire organisé au Parlement brésilien à Sao Paulo, Brésil

Juin

Présence au congrès du PS à Dakar, Sénégal

Participation à la Conférence sur la démocratie sociale, avec notamment la Première ministre du Népal, Aung San Suu Kyi et le président du Comité Asie et Pacifique de l'IS

Juillet

Réunions des Comités Éthique et des Finances de l'IS et du Présidium de l'IS

Réunion du Conseil de l'IS à Mexico

Participation au Symposium Symi en Grèce

Présence au congrès du PSOE, Espagne

Septembre

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'IS à Astana, Kazakhstan

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'IS, aux Nations Unies à New York à l'occasion du débat de haut niveau de l'Assemblée générale

Octobre

Participation à la campagne électorale du PDM, République de Moldova

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève

Réunions à Washington et avec l'OAS

Réunion avec les Secrétaires généraux des partis nordiques à Oslo

Novembre

Réunion à Madrid avec les nouvelles autorités du PSOE, Espagne

Participation à la Conférence sur le socialisme à l'occasion du 125th anniversaire de la naissance de J. Nehru, New Delhi

Réunion avec la direction du Congrès national indien à New Delhi

Réunion du Comité de l'IS pour les migrations à Catane

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS à l'OAS à Washington

Mission de l'IS au Venezuela

Décembre

Réunion avec le Président Mahmoud Abbas et avec le Fatah et l'INP à Ramallah

Réunions en Israël avec le Parti travailliste d'Israël et le Parti Meretz

Réunions des Comités Éthique et des Finances de l'IS et du Présidium de l'IS

Réunion du Conseil de l'IS à l'Office des Nations Unies à Genève

Participation à la réunion du SDPA à Baku, Azerbaïdjan

2015

Janvier

Réunions à Athènes avant les élections générales

Présence aux funérailles de Satu Heinaluoma, Helsinki

Février

Présence à la cérémonie funéraire de Brigit Stenarv à Stockholm

Réunion du Comité Méditerranéen de l'IS à Valence, Espagne

Réunions aux Nations Unies à New York

Mars

Présence à l'investiture du Président Tabaré Vázquez en Uruguay

Réunions à Buenos Aires avec les partis membres

Réunions à Santiago, Chili

Réunions à Istanbul et Ankara avec le CHP et les députés

Observation des élections nationales en Israël et réunions avec les partis membres

Présence au 25^e anniversaire de l'indépendance de la Namibie et à l'investiture du Président Hage Geingob

Participation à la réunion du Forum social-démocrate arabe en Tunisie

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Hanoï, Vietnam

Avril

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Bamako, Mali

Réunions avec le Secrétariat de l'ONU à New York avant la réunion du Conseil de l'IS

Participation au Forum international du Parti une Russie Juste à Moscou

Mai

Mission de l'IS au Sahara occidental

Préparations pour la réunion du Conseil de l'IS à l'ONU à New York

Présence au congrès du FLN en Algérie

Juin

Réunion extraordinaire du Comité de l'IS pour les migrations à Rabat, Maroc

Participation au congrès SDPM à Podgorica, Monténégro

Présence au congrès du PS à Poitiers, France

Réunion du Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'IS à Erevan et réunion avec le Président arménien Serzh Sargsyan

Participation au congrès du DPS à Podgorica, Monténégro

Réunion avec le Président Ilham Aliyev d'Azerbaïdjan à Baku

Juillet

Réunions des Comités Ethique, des Finances et Méditerranéen à New York

Réunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à New York

Participation au Symposium Symi à Corfou, Grèce

Août

Réunions à Santiago avec les autorités chiliennes et les leaders du parti

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS à Carthagène, Colombie

Septembre

Participation à la Conférence mondiale sur l'argent en politique organisée à Mexico

Participation à un événement conjoint PRD-PLD en République dominicaine

Visite en Angola pour les préparatifs du Conseil

Présence à la Conférence du Parti travailliste britannique à Brighton

Octobre

Réunion du Comité Éthique de l'IS à London

Réunion avec le PS France à Paris

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève

Réunion du Comité Méditerranéen de l'IS à Barcelone, Espagne

Novembre

Présence au congrès du PNDS à Niamey, Niger

Réunions des Comités Éthique et des Finances de l'IS et du Présidium de l'IS à Luanda

Réunion du Conseil de l'IS à Luanda, Angola

Participation au Sommet sur le climat COP21 à Paris, France

Décembre

Observation des élections législatives au Venezuela

Conférence de presse de l'IS au Sommet sur le climat COP21 à Paris

Présence à l'investiture du Président Alpha Condé en Guinée

Présence à l'investiture du Président Roch Marc Kaboré au Burkina Faso

2016

Janvier

Présence à l'inauguration du nouveau parlement au Venezuela

Réunions à Santiago avec Ricardo Lagos et avec les partis chiliens

Réunions à Buenos Aires avec la direction de l'UCR et le Président Mauricio Macri d'Argentine

Présence au congrès du CHP et visite de la prison où les journalistes sont détenus

Présence au congrès du PS à Santiago, Chili

Février

Réunions à Saint-Domingue avec le PRD et avec le Président de la République et participation à la cérémonie de signature de l'accord entre le PRD et le PLD

Réunion avec le Premier ministre albanais Edi Rama à Tirana

Réunions à Athènes, Grèce

Réunion à Minsk avec la direction du SDP biélorusse

Mars

Participation au congrès du Parti du congrès népalais à Katmandou

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Lusaka

Réunion avec le Front patriotique à leur siège en Zambie

Avril

Réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS en République dominicaine

Participation au congrès du PSI à Salerne, Italie

Participation au congrès du Parti une Russie juste à Moscou, Russie

Mai

Réunion avec le Président d'Azerbaïdjan à Baku

Réunion avec le Président d'Arménie à Erevan

Participation au congrès du BSP en Bulgarie

Réunion avec le PBSB en Bulgarie

Délégation de l'IS pour observer les élections en République dominicaine

Réunion avec le vice-président de l'IS Elio di Rupo à Bruxelles

Juin

Réunion de la Commission de l'IS sur les inégalités à Bruxelles

Réunions à Athènes avec le PASOK et d'autres partis en Grèce

Présence à l'anniversaire commémoratif du décès d'Andreas Papandreou

Réunions des Comités Éthique et des Finances de l'IS et du Présidium de l'IS à Genève

Juillet

Réunion du Conseil de l'IS à l'Office des Nations Unies à Genève

Réunion à Athènes avec le leader de Potami et présence au Symposium Symi à Kos

Réunions au secrétariat de l'ONU à New York concernant les futures réunions

Présence à la convention du Parti démocrate américain à Philadelphie

Août

Réunions à Accra avec la direction du NDC sur la future réunion régionale

Présence à l'investiture du nouveau gouvernement de la République dominicaine

Participation au congrès du parti MPLA à Luanda

Septembre

Réunions à Santiago, Chili

Réunions à Bogotá, Colombie avec les leaders du PL et le ministre de l'Intérieur

Participation à la Conférence internationale sur les systèmes électoraux à Moscou

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'IS, aux Nations Unies à New York à l'occasion du débat de haut niveau de l'Assemblée générale

Présence à la signature de l'accord de paix en Colombie

Présence aux funérailles de Shimon Peres à Jérusalem

Octobre

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Accra, Ghana

Participation au congrès du RPM à Bamako, Mali

Réunion de l'IS à l'Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève

Participation au congrès du PRD à Panama

Novembre

Participation à la COP22 à Marrakech, Maroc

Participation à la campagne électorale du PSD à San Marino

Préparations du congrès en Colombie

Participation au congrès du Fatah à Ramallah, Palestine

Décembre

Réunions à Athènes, Grèce

Réunion du Comité Méditerranéen de l'IS à Málaga, Espagne

Présence au Ghana pour les élections présidentielles et législatives

Participation au congrès du PDM à Chisinau, Moldova

2017

Janvier

Présence à la cérémonie funéraire de Mário Soares

Réunions à Paris

Réunions à Banjul, Gambie, avec la direction de l'UDP et le Président Adama Barrow suite à son retour au pays

Réunion de travail du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS à Saint-Domingue, République dominicaine

Février

Participation au congrès du SDP Finlande à Lahti.

Réunion de travail du Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'IS à Chisinau, Moldova

Présence à la cérémonie d'investiture du Président Adama Barrow de Gambie
